

# HISTOIRE D'UNE FRONTIÈRE COMME BEAUCOUP D'AUTRES ...

## HISTORIQUE DE LA LUTTE CONTRE LA FRONTIÈRE ITALO-FRANÇAISE DU MONTGENEVRE ET DE BARDONECHE

*Février 2022*

*Depuis 2016/2017, la frontière des Alpes occidentales est une voie de plus en plus empruntée par ceux qui veulent poursuivre leur vie dans d'autres pays européens mais ne possèdent pas le bon papier qui leur permet de se déplacer. Depuis lors, de part et d'autre de la frontière, en beaucoup s'organisent.*

*Beaucoup de choses ont été faites.*

*La solidarité s'est manifestée par l'ouverture de maisons pour accueillir les personnes de passage.*

*Plusieurs lieux ont été occupés pour créer des abris autogérés et permettre aux gens de s'organiser, chacun à sa manière, contre cette frontière et d'autres.*

*Des manifestations, des marches, des camps ont été organisés. Blocages. Diverses actions.*

*Des milliers de personnes, du monde entier et de tous âges, ont participé à cette lutte et à cette frontière et les ont traversées.*

*Les moments et les images que nous portons dans nos cœurs sont infinis. Innombrables sont les récits et les histoires de ceux qui sont passés par ici, souvent après des années de marche à travers les nombreuses frontières qui cherchent à limiter la liberté, à diviser et à sélectionner.*

*C'est l'histoire d'une frontière comme tant d'autres.*

*Une histoire de répression, de mort, d'injustice permanente. Une histoire de violence.*

*Mais c'est aussi une autre histoire : une histoire qui parle d'elle-même, et qui montre que lorsque vous vous organisez, lorsque on choisit de se battre, quelque chose change.*

*Quelque chose se brise dans le jeu répressif auquel ils nous sommes presque que habitués.*

*Nous n'avons pas abattu la frontière. Mais, bien souvent, nous avons réussi à la rendre inefficace.*

*La solidarité directe et l'auto-organisation ont été la base de ceux qui ont choisi de se battre sur cette frontière.*

*La colère, la tension pour agir contre cette indifférence rampante et meurtrière, l'amour de la liberté, les fils rouges qui nous ont unis.*



*Résumer la lutte à la frontière franco-italienne de Bardonecchia et Montgenèvre n'est pas facile, au contraire. C'est impossible. En fait, nous ne le tentons pas.*

*Le risque serait de donner une version unique des millions d'arguments, de pratiques et de moments vécus, et nous ne pouvons et ne voulons pas le faire. Ces pages ne sont que l'union de nombreux écrits, communiqués, réflexions collectives et autres faites au fil des ans. Une grande partie de ce qui a été publié sur le site de passamontagna.info, et les fb de Chez Jesoulx Rifugio Autogestito, Briser Les Frontières et autres.*

*Ils sont définitivement incomplets. Manque tout ce qu'est mieux pas écrire, mais qui c'est passé. Et ce qui manque presque totalement, et nous le regrettons, ce sont les paroles directes de tous ceux qui souffrent plus la frontière sur leur peau. Elles restent dans le cœur de ceux qui étaient là.*

## **À LA FRONTIÈRE DES ALPES OCCIDENTALES**

Cette frontière est comme toutes les autres. Une frontière qui sépare, sélectionne, tue. Avec ses propres particularités. Il n'y a pas de murs, pas de barbelés. Aucune barrière anti-immigrés en vue. C'est une frontière quasi invisible, faite de gardes, de contrôles, de documents. De gendarmes et de policiers. Dans les trains, dans les bus, au milieu des chemins qui traversent ces territoires. En fait, il y a plusieurs façons de se rendre en France. Trains, autoroutes, tunnels, bus. Les marchandises passent et repassent dans ces vallées sans documents. Ils veulent construire un train à grande vitesse (TAV) pour relier les deux pays encore plus rapidement, en massacrant les montagnes pour gagner quelques dizaines de minutes. Mais ceux qui n'ont pas le "bon" papier sont poursuivis, bloqués, identifiés et rejetés. Les itinéraires les moins contrôlés sont les sentiers de montagne. Et c'est là que la plupart des gens passent sans le "bon" document. Mais même sur les sentiers, les chasses à l'homme sont la norme. En fait, comme toute frontière, celle-ci est raciste ; les gardes font la chasse au "différent", au noir, à l'arabe, au non-européen. Ceux qui ne sont pas habillés en riches, comme il est d'usage dans ces régions, où le tourisme lié aux pistes de ski en hiver et au golf en été est le moteur économique de villes comme Bardonecchia et Claviere (à la frontière italienne) et Montgenèvre (la première ville française).

## **UNE BRÈVE HISTORIQUE**

Les personnes avec ou sans papiers ont toujours traversé ces territoires pour poursuivre leur vie ailleurs. Mais depuis au moins trois ans maintenant, les chiffres ont fortement augmenté. Avec la fermeture de plus en plus stricte de la frontière Ventimiglia-Menton, depuis 2017, des dizaines de personnes arrivent quotidiennement dans la Valsusa pour tenter de traverser les Alpes. Au début, la route la plus populaire était celle de Bardonecchia à Briançon via le Col de l'Échelle. Les personnes en chemin dormaient dans la gare pour se protéger du froid, puis elles partaient. C'était environ 25 km à pied. Dans la région de Valsusa et de Briançon, plusieurs parcours ont été créés au cours de ces mois là, en essayant d'apporter une solidarité active aux personnes de passage. Du côté français, une tournée de "maraudes", des "patrouilles" nocturnes effectuées par des solidaires à la recherche de personnes sur la route, a permis d'aider des milliers de personnes. À Briançon, jusqu'à cet année il y avait un refuge, donnée par la mairie, qui aubergeait tous ce qui passé la frontière. La nouvelle administration n'a pas voulu renouveler la concession et le refuge a fermé en aout 2021, Un association a acheté une structure pour continuer ce projet et autres. En 2017, un squat a également vu le jour, Chez Marcel, une maison indépendante pour ceux qui traversent la frontière. Du côté italien, l'itinéraire Briser les Frontières est né en hiver : l'objectif était la solidarité active, en apportant des vêtements, du matériel, des indications à ceux qui se déplacent, et en ouvrant les portes de nombreuses maisons à ceux qui en ont besoin, ainsi qu'en soulignant les fortes contradictions des frontières et de ceux qui les défendent. Il y avait des "maraudes" toutes les nuits. D'un côté y l'autre de la frontière. Presque immédiatement, l'État a tenté de limiter et de contrôler le passage des personnes : Trenitalia a fermé les locaux le soir, empêchant les personnes qui n'avaient pas de billet de train en main de dormir et même de rester dans les locaux de la gare. Peu après, la préfecture a fait appel à une ONG, Rainbow4Africa, et à la Croix-Rouge, pour gérer une petite boîte de nuit, dissuader les gens de partir et leur proposer de retourner dans le système d'accueil italien. La police française a renforcé les contrôles et la répression. La route s'est déplacée de quelques kilomètres. En peu de temps, presque tous les gens ont commencé à arriver jusqu'à Claviere, le dernier village italien, à 1760 mètres d'altitude : ils ont traversé la frontière à Montgenèvre pour marcher sur la route et les chemins jusqu'à Briançon (environ 15 km). Nous sommes à presque 2000 mètres. Pendant six mois de l'année, il y a de la neige.

Le froid est vif, les Alpes complexes pour ceux et celles, nombreux, qui ne les ont jamais vraiment vues. Nombreux sont ceux qui se sont retrouvés contraints de dormir à la dure à Claviere, rejetés par la PAF (police aux frontières), ou dispersés dans les collines.



que nous avons besoin de temps et d'espace pour nous organiser et parler aux personnes qui, par dizaines chaque jour, tentent de franchir cette frontière.

En même temps, cette occupation ne veut pas invoquer une intervention des institutions, qui pourraient nous donner une réponse avec l'échafaudage habituel de l'accueil dont fuient la plupart des personnes auxquelles nous avons affaire.

Nous préférons nous organiser de manière autogérée. Nous ne voulons pas "gérer" les personnes ; contrairement au système d'accueil que nous connaissons, qui ne fait que légitimer le système des frontières, nous voulons rechercher la complicité de ceux qui se battent pour leur liberté de circulation.

Les températures inférieures à zéro ne sont pas une urgence.

La fonte des neiges au printemps n'est pas une urgence.

L'urgence est créée par une ligne imaginaire appelée frontière qui décide où commence et finit la liberté des gens, et par ceux qui la légitiment et la défendent.

Le temps est venu de ne plus cacher le vrai problème : nous avons investi certains espaces de l'église de Clavière, non seulement pour donner un abri aux personnes qui arrivent de plus en plus nombreuses près de la frontière, mais surtout pour essayer de nous organiser avec ceux qui souffrent des frontières sur leur peau.

Rendez-vous ce soir à partir de 18 heures pour discu-



Nous invitons tous ceux qui sont solidaires à nous rejoindre pour un déjeuner partagé.

Rendez-vous demain, dimanche 25 mars, Chez Jesus (sous l'église de Clavière) à partir de midi.

Veuillez apporter de la nourriture (déjà préparée), des couvertures, des bottes, des vêtements chauds (gants et écharpes, etc.).

24 mars

### ASSEMBLEE URGENTE

aujourd'hui samedi 24 à 18 heures en l'église de Clavière

Ces derniers mois, dans ces montagnes, nous avons pu mettre en place des pratiques solidaires qui ont permis d'éviter que des personnes meurent de froid dans la neige en essayant de traverser la frontière.

En montagne, la neige en hiver n'est pas une urgence.

ter des initiatives qui seront lancées dans les prochaines heures.

Nous invitons toutes les personnes solidaires à passer par Clavière pendant la journée (nourriture, vestes, bottes, gants et bonnets sont nécessaires).

Il n'y a pas de frontière qui résiste à la solidarité.

Briser les frontières

25 mars 2018

### LE BULLETIN DE CHEZ JESUS

Aujourd'hui, dimanche des Rameaux, la population de Clavière à la sortie de la messe a trouvé un groupe important de migrants et de solidarité sur la place de l'église. La journée de Chez Jesus, l'occupation du nouveau-né dans les locaux situés sous l'église, a commencé par un petit-déjeuner ensoleillé en plein air. Les personnes ont été invitées à partager un thé chaud

pour parler des motivations qui ont conduit le groupe à occuper cet espace, et pour discuter des effets du dispositif frontalier, qui bloque le chemin de vie de centaines de migrants depuis trop longtemps maintenant. Au cours de la matinée, de nombreux sympathisants sont arrivés des deux côtés de la frontière, apportant de la nourriture, des couvertures, des matelas et tout ce qui est nécessaire à la vie de l'espace. Une autre surprise de ce dimanche de ski a été le déjeuner préparé par toute l'équipe de CHEZ JESUS et partagé sur la place : trois longues tables conviviales devant une banderole avec les mots LA FRONTIERE EST PECHE : LAISSEZ-NOUS PASSER ! Il n'y a même pas eu le temps de prendre un café (et il n'y a pas de moka) et ils se

P.s. Nous avons reçu des informations selon lesquelles certaines racailles des "Fratelli d'Italia" (frères italiens, partie politique d'extrême droite) ont fait un "blitz" aujourd'hui à Clavière. Toujours prêts à profiter de la vague médiatique pour se faire de la publicité sur la peau des autres, ils devraient se montrer à la porte....

CHEZ JESUS POUR LA LIBERTÉ DE MOUVEMENT DE CHACUN.E

15 avril 2018

## **PRESQUE UN MOIS D'AUTOGESTION DANS LE REFUGE CHEZ JESUS**

Le refuge autogéré Chez Jésus, occupé sur la frontière



sont immédiatement lancés dans un match de football sauvage dans la rue, sous les yeux ennuyés des digos et des celere, garés sur le trottoir depuis hier. Ce sont les émanations les plus évidentes du dispositif frontalier : arrêts nocturnes répétés, intimidations, poursuites sur les pistes en motoneige et rejets signés par les refus d'entrée sur le territoire français.

Après le déjeuner, les occupants ont tenu une longue assemblée, qui a réitéré la nécessité de faire de cet espace un point de départ pour des parcours de lutte organisés et partagés avec ceux qui font face à la frontière chaque jour.

La volonté des personnes qui passent par Chez Jésus de franchir les frontières pour suivre leurs propres projets de vie est forte et les mouvements vont s'amplifier dans les semaines à venir : pour cela nous avons besoin de l'énergie de chaque personne solidaire qui veut apporter sa contribution ici.

franco-italienne du col de Montgenèvre, vit depuis presque un mois.

Ce lieu a vu passer des centaines des personnes, de dizaines de nationalités différentes, toutes en chemin vers la France et vers le reste de l'Europe. Chacun.e avec ses raisons de partir ; toutes ces raisons sont bonnes pour nous.

Nous avons occupé ce lieu sous l'église de Clavières parce que la nécessité a été toujours plus évidente d'avoir le temps et un espace pour s'organiser et parler avec les personnes qui, par dizaines, chaque jour, cherchent à traverser cette frontière.

Cette occupation ne veut pas demander une intervention des institutions qui ne pourrait donner une réponse qu'avec les structures d'accueil que la plupart des personnes que nous rencontrons fuient.

Nous préférons nous organiser sur un mode autogestionnaire. Nous ne voulons pas gérer des personnes,

nous refusons de les ficher, de les comptabiliser, de les cataloguer ou de les discriminer.

Nous voulons chercher la complicité avec ceux qui se battent en premier lieu pour la liberté de circulation et contre le système de la frontière.

Chez Jésus, avec toutes les personnes qui sont passées, se sont tenues des assemblées en trois langues différentes, on a organisé des événements, partagé des repas, discuté et rit.

Aujourd'hui, comme chaque dimanche, nous avons partagé un repas sur le parvis de l'église de Clavières. Solidaires, migrant.es, et personnes de passage ; un repas en plein air, pour mettre fin à l'invisibilisation de toutes ces personnes obligées de traverser cette frontière à pied dans la neige, cette frontière franchissable sans problème pour les touristes et les marchandises. Ce lieu vit avec les énergies de tous.tes ; il est une invitation à venir, s'y arrêter et contribuer. On a besoin de nourriture, de chaussures et de vêtements pour la neige et surtout des contributions pratiques et de l'envie de s'organiser ensemble.

Contact : [rifugioautogestito@inventati.org](mailto:rifugioautogestito@inventati.org)  
ou cette page facebook

### **18 avril 2018**

La saison touristique s'est terminée il y a quelques jours sur le col de Monginevro et, comme prévu, la militarisation n'a pas tardé à se manifester. Depuis hier déjà, des soldats et des gendarmes sont présents sur les pistes avec des effectifs renforcés. Les patrouilles de nuit sont désormais aux mains des militaires et les rejets augmentent de façon exponentielle. La frontière s'exprime désormais sous toutes ses formes. Complice direct des guerres coloniales que les pays occidentaux mènent encore dans les territoires que tant de person-

nes sont obligées de fuir, la frontière exploite d'abord les flux pour faire du profit sur les biens et les personnes, puis les rejette, décidant que le privilège de la prospérité ou même simplement de pouvoir se déplacer doit rester pour quelques-uns.

Nous lançons une invitation à venir ici, au refuge autogéré Chez Jésus, pour partager des raisonnements et des pratiques contre la militarisation, et à partir de maintenant, chaque moment est bon. Ce soir, vers 20 h 30, nous ferons le point sur la situation.

### **21 avril**

Une centaine de militants d'extrême droite manifestent depuis ce matin au Col de la Scala contre le passage de la frontière par les migrants. Nous n'acceptons ni les fascistes ni les racistes dans ces vallées comme partout ailleurs. Nous rejetons la défense des privilèges européens et "blancs" ; ces personnes crient qu'elles veulent fermer les frontières et défendre l'Europe. Défendons-nous contre eux. Nous vous invitons tous à maintenir votre attention élevée pour aujourd'hui, entre Clavière et Briançon, où se trouvent différents lieux de vie partagés avec des migrants venus de toutes les parties du monde.

Nous vous invitons également à être présents demain à l'initiative de Clavière pour réaffirmer une fois de plus que nous ne voulons pas de frontières, tout comme nous ne voulons pas de fascistes ou de "générations identitaires" pour les défendre.

Une matinée pour comprendre le présent en regardant le passé

### **Dimanche 22 avril à partir de 10h30**

Au refuge autogéré Chez Jésus à Clavière  
**ALPS, FRONTIERES, RESISTENCES**



23 aprile 2018

## EN TRAVERSANT LA FRONTIERE... - MANIFESTATION CONTRE LES FRONTIERES

Hier, Dimanche 22 Avril, 300 personnes sont parties depuis Clavière, pour traverser la frontière. Après une matinée de discussions et de rencontres sur le thème des « Alpes, frontières et résistances » et un repas partagé devant le Refuge Autogéré Chez Jésus, nous nous sommes organisé·e·s, exilé·e·s et solidaires, ensemble, contre toutes les frontières.

Nous avons marché ensemble et unis, et nous avons bloqué la route qui va de Clavière jusqu'à Briançon. Ceci pour donner un signal clair aux fascistes et à la police, et en réponse à la militarisation qui s'est développée et a complètement bloqué la frontière ces derniers jours. Il s'agissait bien d'une chasse à l'homme, nocturne et diurne. Hier, la traversée de la frontière était aussi une réponse à la manifestation des néo-fasciste de « génération identitaire » au Col de l'Echelle. Si les militaires et les fascistes veulent bloquer les frontières, alors nous continuerons à lutter afin que celles-ci soient abattues.

La semaine passée, avec la fin de la saison touristique, la frontière italo-française du Montgenèvre a changé de visage : elle a perdu son image de « village de ski » pour devenir le lieu de villégiature de dizaines de militaires, qui sont venus s'entraîner à la guerre en chassant les exilé·e·s. Et c'est bien d'une chasse qu'il s'agit : des patrouilles de nuits de dix, vingt personnes surveillent les sentiers qui traversent la frontière, équipées de torches et de moto-neige. Ils sont à la recherche de ceux qui, déterminé·e·s à continuer leur vie en dehors de l'Italie, tentent chaque jour de traverser cette frontière, perméable seulement pour ceux qui détiennent le privilège du lieu de naissance ou de la richesse. En conséquence, les nuits passées ont été le théâtre de véritable guet-appens des militaires et des gendarmes dans les bois. Les refoulements en masse ont bloqué des dizaines de personnes au Refuge Autogéré Chez Jésus, sans possibilité de passage.

Ceci, ainsi que la présence néo-fasciste au Col de l'Echelle, nous a poussé·e·s à choisir de rompre, en nombre et à la lumière du jour ce dispositif frontière qui tente de rendre la traversée impossible à ceux qui ne sont pas les bienvenu·e·s.

Afin que toutes et tous voient et entendent, contre l'utilisation politique et économique des flux migratoires et contre tout le dispositif qui se met en place pour leur « gestion ».

Hier, nous avons marché pendant 19 kilomètres sur le sentier et sur la route, déjouant les tentatives d'interruption du cortège de la police française, déterminé·e·s que nous étions à atteindre l'objectif de cette marche. Nous sommes arrivé·e·s à Briançon pendant l'après-midi. Nous sommes rentré·e·s dans la ville à 300, en chantant des chœurs et slogans contre les frontières, les fascistes et les contrôles de police. Pour une

fois, personne n'a été obligé de se cacher dans la nuit et la neige, personne n'a marché pendant des kilomètres pour être repoussé par la police au point de départ. Un jeu de l'oie qui tue.

L'arrivée à Briançon a été la conclusion d'une belle journée de lutte. Nous sommes arrivé·e·s au centre de Briançon et les festivités ont commencé. C'est justement à ce moment là que la police a commencé sa chasse à l'homme : peu après nous avons su que neuf manifestant·e·s avaient été arrêté·e·s en petits groupes, quand ils étaient éloigné·e·s du rassemblement. Ils ont été bloqué·e·s sur le trottoir, aligné·e·s, menot-

**CI ACCUSANO DI SOLIDARIETA' SIAMO TUTTI COLPEVOLI**

IL 22 APRILE TUTTI E TUTTE INSIEME CI SIAMO DIRETTI DA CLAVIERE A BRIANCON PER RIBADIRE CHE LE FRONTIERE DEVONO SPARIRE E CHE IN QUESTE MONTAGNE NON C'E' SPAZIO PER I FASCISTI.

AL TERMINE DELLA MANIFESTAZIONE ELEONORA, THEO E BASTIEN SONO STATI ARRESTATI E PORTATI NEL CARCERE DI MARSIGLIA CON L'ACCUSA DI FAVOREGGIAMENTO DELL'IMMIGRAZIONE CLANDESTINA IN BANDA ORGANIZZATA.

**SU QUEI SENTIERI C'ERAVAMO TUTTE!**

**ELEONORA, THEO E BASTIEN LIBERI SUBITO!**

**DEFEND SOLIDARITY SMASH THE BORDERS**

TEL 3485542295 INFO - RIFUGIOCHEZJESUS@INVENTATI.ORG

té·e·s et emmené·e·s.

4 personnes ont été libérées ce matin. Tous les autres sont encore en état d'arrestation. Hier les gendarmes ont essayés d'arrêter un autre camarade après l'avoir jeté à terre et malmené.

La frontière est faite d'uniformes, de batons et de dispositifs de division. C'est à nous de trouver les mécanismes de l'engrenage pour ensuite, le détruire. Nous voulons la libération immédiate de tout·e·s les camarades arrêté·e·s.

La frontière est seulement une ligne imaginaire. Si nous nous organisons ensemble pour la combattre, nous réussirons à la faire disparaître, et nous l'avons démontré hier.

**LIBERTE POUR TOUT·E·S LES CAMARADES ARRETE·E·S !**

**24 avril**

Aujourd'hui à Gap se tiendra une audience pour valider les arrestations d'Eleonora, Théo et Bastien, accusés d'aide à l'immigration clandestine en bande organisée pour avoir participé à la marche de solidarité de dimanche.

La solidarité entre les exploités est mise en accusation. Nous invitons chacun et chacune à faire preuve de solidarité jusqu'à leur libération.

Eleonora, Théo et Bastien libres maintenant !

#DÉFENDRE LA LIBERTÉ

briser le capitalisme et ses frontières

**25 avril**

Hier, l'audience validant les arrestations d'Eleonora, Théo et Bastien a eu lieu à Gap. Ils sont accusés de aide à la rentrée des clandestins en bande organisée pour avoir participé à la marche de Clavière à Briançon dimanche dernier.

Ce qui est mis en accusation, c'est la solidarité entre les personnes exploitées.

La prochaine audience est prévue pour le jeudi 31 mai à Gap. Le tribunal a annoncé que l'enquête se poursuit et que d'autres participants à la marche de solidarité pourraient être convoqués.

Nous invitons chacun à manifester sa solidarité jusqu'à leur libération.

Les prochaines initiatives de soutien aux camarades arrêtés et les coordonnées pour leur écrire seront annoncées prochainement, en attendant l'arrivée du code d'identification des lieux de détention respectifs.

Eleonora, Théo et Bastien libres immédiatement !

**26 avril**

Théo et Bastien sont transférés à Marseille.

"Ayant été informée de l'organisation imminente d'une manifestation de soutien à ces deux détenus, l'administration pénitentiaire a transféré les deux détenus à la prison des Baumettes à Marseille, pour des raisons de sécurité."

Dimanche 29 avril, à partir de 15h30.

PRÉSIDENT INFORMATIF  
et REPAS PARTAGE

devant la gare de Bardonecchia

en solidarité avec ELEONORA, THÉO et BASTIEN  
CONTRE LES FRONTIÈRES ET LE FASCISME  
TOUTES LIBRES !



**30 aprile**

**APPEL DE SOLIDARITE AUX ARRETES**

Le 22 avril plus de deux cent personnes ont marché ensemble de Clavière à Briançon. Nous avons traversé la frontière italo-française en réponse à la militarisation croissante du territoire et à la présence infâme de Génération Identitaire, organisation fasciste qui aujourd'hui collabore avec la police pour contrôler les chemins. Durant cette journée, aucune personne a été obligée de se cacher et à risquer sa sécurité pour passer la frontière.

A la fin de la manifestation, six personnes ont été arrêtées par les gendarmes et la police et mises en garde à vue. Trois d'entre elles, Eleonora, Théo et Bastien, sont détenues dans la prison de Marseille avec l'accusation d'aide à l'entrée de personne en situation irrégulière en bande organisée, en attendant le début du procès, le 31 de mai à Gap.

Jeudi 3 mai aura lieu l'audience où le juge s'exprimera sur la demande de libération présentée par les avocats. En vue de ce jour et du début du procès, nous appelons à se mobiliser en solidarité avec les camarades détenues et contre les frontières. Nous invitons tous et toutes à agir dans ses quartiers et territoires, chacune et chacun avec ses moyens et pratiques.

Cet appel réaffirme avec force que si nous sommes accusé-es de solidarité, nous devons répondre que nous sommes toutes et tous coupables !

Ele, Théo, Bastien

Libres toute de suite !

Toutes et tous libres !

**LA SOLIDARITE NE S'ARRETE PAS -  
ASSEMBLEE le 8 Mai RADIO BLACKOUT**

Eleonora, Théo et Bastien sont sortis de la prison de Marseille depuis Jeudi soir. Les savoir dehors nous soulage fort, mais ils ne sont pas libres pour autant. Ils sont dans l'obligation de rester sur le territoire

français, de signer tout les jours, et de répondre toujours présent aux sollicitations de la police. Ils sont pris dans une sorte de "surveillance spéciale" qui les empêche de faire aucune "déclaration politique" et de se connecter sur Internet. Ils sont encore frappés par la répression liée à l'accusation absurde de "délit de solidarité", suite à la journée du 22 Avril qui a vu des centaines de personnes de nationalité différentes marcher ensemble, en



22 APRILE 2018

ATTRAVERSO  
IL  
CONFINI

13:30 CLAVIÈRE ITALIA

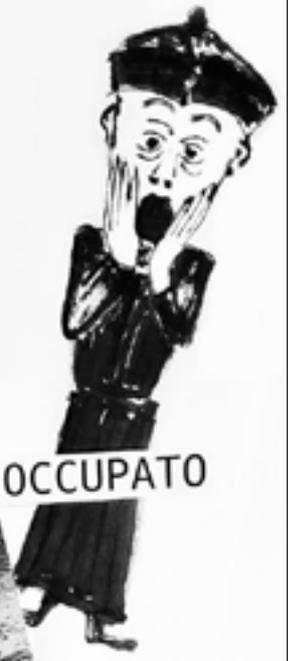
300 PERSONE  
PARTONO

DA CHEZ JESUS\*  
DIRETTE  
A  
BRIANÇON  
FRANCIA

GAMBIANI  
ITALIANI  
SENEGALESI  
FRANCESI  
IVORIANI  
SVIZZERI ...

RIFUGIO  
AUTOGESTITO  
CHEZ JESUS

QUA NESSUNA È STRANIERO  
HERE NO ONE IS  
STRANGER



È UN RIFUGIO AUTOGESTITO, UN SOTTOCHIESA OCCUPATO

A DUE PASSI LA FRONTIERA CON LA FRANZIA

QUI MIGRANTI E SOLIDALI  
CONDIVIDONO STORIE DI VITA,

DA QUI CONDUCONO UNA LOTTA  
CONTRO LA FRONTIERA VICINA

E CONTRO TUTTE LE FRONTIERE

3 KM FINO A MONTGENEVRE

LA FRONTIERA



LA POLIZIA CERCA DI BLOCCARE IL PASSAGGIO



MA CAMMINIAMO

UN CAMMINARE CHE SI È APERTO UNO SPAZIO



CAMMINARE COME GESTO SOVVERSIVO

ATTRAVERSARE IL CONFINE DI GIORNO

SENZA DOVER CAMMINARE DI NOTTE NELLA NEVE

SENZA DOVERSI NASCONDERE

DALLA CACCIA ALL'UOMO

DI POLIZIA E MILITARI



NEL POMERIGGIO ARRIVIAMO A BRIANÇON



SEGUE UNA DURA REPRESSIONE

ELEONORA

THEO

BASTIEN

ARRESTATI

10 GIORNI NEL CARCERE

DI MARSIGLIA

OGGI FERMI CON

OBBLIGO DI

FIRMA



L'ACCUSA:

FAVOREGGIAMENTO DELL'IMMIGRAZIONE

CLANDESTINA IN BANDA ORGANIZZATA

CI ACCUSANO DI SOLIDARIETÀ

ERAVAMO TUTT' LÌ SU QUEI SENTIERI

SIAMO TUTT' ORGOGLIOSAMENTE COLPEVOLI!

LIBER\* TUTT\* ♂  
SMASH BORDERS

abattant pour un jour la frontière franco-italienne et en s'opposant à la militarisation croissante de la frontière. La première audience du procès des trois se tiendra le 31 Mai. L'accusation est toujours la même : favorisation de l'immigration clandestine en bande organisée. C'est un procès explicitement politique, au moment où la France est en train d'approuver une loi qui attraque toujours plus les "sans papiers", et qui veut criminaliser les passages "clandestins" de la frontière. C'est une attaque directe aux formes de solidarité, d'organisation collective et de lutte qui se sont créés dans le Val de Susse et la région de Briançon au cours des derniers mois.

Entre-temps, la situation à la frontière ne s'est pas améliorée : la neige fond, mais elle reste un gros obstacle à un passage "libre" et sûr. Les militaires et la gendarmerie poursuivent leur travail de sélection et de rejet ; les néo-fascistes et les racistes de la Generazione Identitaria prennent de plus en plus de place, avec des patrouilles, des pitreries médiatiques caméra au poing et des rapports infâmes à la police pour empêcher les migrants de passer, se targuant ainsi de défendre les frontières "sacrées".

Organisons-nous contre la répression, les frontières et les fascistes. Relançons la solidarité !

Assemblée le mardi 8 mai à 18h00 à Radio Blackout pour organiser les prochaines dates et construire ensemble un rallye frontalier de deux jours.

Ensuite, dîner de bienfaisance pour Eleonora, Théo et Bastien à l'Asilo Occupato de via Alessandria.

SOLIDARITÉ SANS FRONTIÈRES, TOUS LIBRES, TOUS LIBRES

11 mai 2018

## LA FRONTIÈRE TUE

La militarisation est son arme.

Une femme est morte. Un cadavre encore sans nom a été retrouvé mercredi à la hauteur du barrage de Prelles, dans la Durance, la rivière qui traverse Briançon.

Une femme à la peau noire, sans identité, sans avis de disparition, un corps sans vie et sans nom, comme les milliers de personnes retrouvées au fond de la Méditerranée.

Cette mort n'est pas un malheur inattendu, elle n'est pas le fruit du hasard, elle n'est pas "étrange" pour tant de personnes. Cela n'a rien à voir avec les montagnes, la neige ou le froid.

Cette mort était annoncée par l'hiver qui vient de s'écouler, par la militarisation qui s'est manifestée dans ces montagnes ces derniers mois, et par les dizaines de personnes qui se sont retrouvées à l'hôpital avec des blessures subies lors de leur fuite vers la France. C'est une conséquence inévitable de la politique de fermeture des frontières et de la militarisation. Cette mort n'est pas une fatalité. Il s'agit d'un meurtre, avec des principaux et des complices facilement identifiables. Tout d'abord, les gouvernements et leurs politiques de fermeture des frontières, et tous les hommes et femmes en uniforme qui les mettent en œuvre. Gendarmes, police des frontières, chasseurs alpins, et maintenant même ces ridicules néo-fascistes de Génération Identitaire, patrouillent sur les chemins et les routes à la recherche de migrants passant par ces cols alpins. Ils les poursuivent sur les pistes et dans la neige en motoneige ; ils les attendent dans leurs voitures qui rôdent le long de la route de Briançon et celles du centre ville. Cet hiver, de nombreux cas de personnes ont été blessées et se sont retrouvées à l'hôpital à la suite de chutes provoquées par la fuite de la police. Cette femme faisait partie des dizaines de migrants qui, chaque jour, tentent de se rendre en France pour poursuivre leur vie. Pour ce faire, elle a dû traverser cette ligne imaginaire qu'ils appellent une frontière dans la neige, à pied. Parce que les moyens de transport sûrs lui ont été refusés en raison de l'absence de documents et de la politique raciale de contrôle des frontières. Puis elle est descendue sur la route, ces 17 kilomètres qu'ils doivent parcourir pour atteindre la ville. C'est sur ce tronçon qu'elle a dû se heurter à un





barrage de police, comme le lui disent souvent les personnes rejetées. Probablement le groupe de personnes avec qui elle était, qui comme elle essayaient de passer la frontière, s'est dispersé à la vue de la police ou de la gendarmerie à la recherche d'indésirables à attraper et à ramener en Italie, dans le jeu habituel de l'oie qui cette fois a tué.

Cette femme sans nom a dû glisser dans la rivière en essayant de courir et de se cacher, tuée par les contrôles de police. L'autopsie aura lieu à Grenoble lundi, ce n'est qu'à ce moment-là qu'il sera possible d'avoir plus de détails sur la cause du décès.

La frontière sépare et tue.

N'oublions pas qui est responsable.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/.../autopsie...>

14 mai 2018

### **FRONTIÈRE FRANCO-ITALIENNE DU MONTGENÈVRE : CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE APPELEZ POUR DEUX RENDEZ-VOUS POUR LE MERCREDI 16**

11h30 à la frontière du Montgenèvre - *apéritif et discours*

20h30 à la Vachette - *veillée funèbre*

Une semaine est passée depuis la mort de B. Cinq jours depuis que le cadavre d'une jeune femme « peut-être migrante » a été retrouvé, dans le fleuve qui passe sous Briançon, la Durance.

Voici les faits.

Un groupe d'une petite dizaine de personnes part de Clavière pour rejoindre Briançon à pied. Nous sommes dimanche soir, et comme chaque nuit les exilé·e·s qui tentent d'arriver en France se trouvent obligé·e·s d'éviter la route autant que possible et de passer par la montagne pour éviter les contrôles d'identité.

Le groupe commence son chemin, et puis se sépare : la femme a des difficultés à marcher et a besoin d'aide et de soutien. Deux personnes restent avec elle, et les trois se détachent du groupe. Ils marchent sur la route, en se cachant dès qu'ils aperçoivent des lumières de phares ou entendent des bruits.

La police a mis en place une véritable chasse aux migrant·e·s, plus féroce que jamais ces derniers jours. Ils se cachent sur les sentiers, pour surprendre, torches en main, ceux qui tentent la traversée, et font des rondes en voiture sur les routes. Ils se postent aussi aux entrées de Briançon, et à côté des carrefours, mettant en place de réels postes de blocage.

Les trois personnes marchent pendant une quinzaine de kilomètres et se trouve à 4 ou 5 kilomètres de Briançon. A la hauteur de la Vachette, cinq agents de la police nationale les attendent. Ils surgissent de derrière les arbres à gauche de la route. Il est entre quatre et cinq heures du matin, Lundi 7 Mai. Les policiers se mettent à leur courir après. Le groupe se met en fuite, et entre dans le village de la Vachette. Un des trois réussit à se cacher, et les deux autres, un homme et une femme, courent sur la route. L'homme court plus vite, il cherche à attirer la police, qui parvient à l'attraper et le ramène directement en Italie.

La femme, elle, disparaît.

La police continue ses recherches dans le village de la Vachette pendant quatre heures. La rivière est en crue, et la police concentre ses recherches sur les rives de la Durance et autour du pont. Puis ils s'en vont. Cette façon de faire est tout à fait différents des pratiques habituelles de la police, pendant ces nuits de contrôle : en général, après avoir attrapé quelques personnes, ils ne recherchent les fugitifs et fugitives restant·e·s que pendant quelques dizaines de minutes. Les recherches

concentrées dans la zone du fleuve indiquent clairement que les policiers avaient compris que quelque chose de très grave avait eu lieu.

50 heures plus tard, Mercredi 9 Mai, un cadavre de femme est retrouvé bloqué à la digue de Prelles, à 10 km au Sud de Briançon. Il s'agit d'une femme d'1 mètre 60, aux longs cheveux noirs tressés. Des cicatrices sur le dos, un collier serti d'une pierre bleue.

Le Procureur de la République de Gap, Raphaël Baland, a annoncé la nouvelle le jour suivant, en précisant que « Cette découverte ne correspond à aucune disparition inquiétante. Pour le moment, nous n'avons aucun élément qui nous permette d'identifier la personne et donc de dire si il s'agit d'une personne migrante ». Lourde déclaration du procureur. Les disparitions de personnes exilées ne sont donc pas inquiétantes, sous prétexte qu'on ne les signale pas ? Les soutiens de B. étaient au contraire très inquiets : mais comment se tourner vers la police pour déclarer des disparus, quand ils risquent d'être maltraités, et leurs soutiens réprimés ? De plus, le procureur ment, car la police savait qu'une femme avait disparu après une poursuite. Très peu de journaux ont relevé la nouvelle. Il semblerait que personne n'ait souhaité publier celle-ci. L'intérêt est d'ensevelir cette histoire, pour éviter un scandale face aux violences policières. Deux cas de femmes enceintes refoulées avaient déclenché des réactions publiques en mars dernier.

Une enquête judiciaire a été ouverte et confiée à la gendarmerie afin de déterminer les circonstances du décès. Le magistrat a annoncé que « n'ayant pas d'éléments qui font penser à la nature criminelle du décès, une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de la mort ». Mais cela aussi est faux. La nature du décès est criminelle.

Ce n'est pas une mort accidentelle, ce n'est pas une erreur. Ceci est un homicide. Celui d'une jeune femme nigérienne de 21 ans. Cinq policiers les ont poursuivis. Cette femme, B, est morte à cause d'eux et de la politique qui dirige, contrôle et légitime leurs actions.

B. est morte parce que la frontière ne peut pas être traversée en sécurité par les personnes sans papiers.

B. n'est pas morte à cause de la montagne, par erreur, elle n'est pas morte dans la neige cet hiver. Elle est morte parce qu'elle était en train d'essayer d'échapper à la police, qui s'adonne de façon toujours plus violente à la chasse aux migrant·e·s.

Elle a été tuée par ces cinq agents, comme le système de la frontière le leur ordonne.

Il s'agit d'un homicide avec des mandataires et des exécutants. Le Procureur de Gap et la préfète sont autant responsables que les policiers qui l'ont tuée, compte tenu des directives assassines qu'ils donnent.

Les responsables sont aussi la magistrature et le tribunal, qui criminalisent les solidaires qui cherchent à éviter ces morts en rendant la traversée la plus sûre possible. Les responsables sont tous les politiciens qui fondent leur campagne électorale sur la différence de couleur de peau et de nationalité des personnes.

Si cela continue, les morts se multiplieront. C'est la militarisation qui met en danger les personnes. La police, tue.

*Réseau solidaire italo/français*

### **15 mai - MISE À JOUR -**

Aujourd'hui, au refuge autogéré Chez Jesus, nous avons accueilli la sœur et la cousine de Blessing, la jeune fille tuée par la brutalité de la police des frontières. Ils ont quitté Bari avec la tension de pouvoir dire un dernier



adieu à leur sœur. Après toute une après-midi de discussion, la police ne leur a permis ni d'entrer en France ni de reconnaître le corps. Le délai d'attente serait de quinze jours. Nous pensons sérieusement que toute notre solidarité doit leur être témoignée. Beaucoup d'entre nous se sont battus contre cette frontière tout l'hiver. Nous nous attendons à ce que, maintenant que la frontière a tué, nous soyons nombreux demain à être solidaires.

## **Rendez-vous à 11h30 À LA FRONTIÈRE MONGINEVRO UNE MANIFESTATION ITINÉRANTE CONTRE CHAQUE FRONTIÈRE**

Le 7 mai, la frontière et sa militarisation ont tué Blessing, une jeune fille de 21 ans, alors que chaque jour, les frontières de la ville excluent, sélectionnent et enlèvent des personnes lors de raids dans les quartiers.

Pour Eleonora Théo et Bastien qui sont accusés d'aide à l'immigration clandestine en bande organisée pour avoir participé à la marche du 22 avril où nous avons tous ensemble franchi cette frontière.

Rendez-vous à 18 heures

La solidarité ne s'arrête pas !

**25 mai**

**La solidarité ne s'arrête pas !**

Théo, Bastien, Eleonora, tous libres !

RENDEZ-VOUS À 6 h 30 À CHEZ JESUS (église de Clavière occupée) pour partir ensemble à Gap.

8h30 devant le palais de justice de Gap (Place Saint-Arnoux)

Jeudi 31 mai, se tiendra à Gap le procès de Théo, Bastien et Eleonora, trois compagnons arrêtés à la suite de la marche du 22 avril, qui a vu plus de deux cents personnes, avec et sans papiers, franchir à pied la frontière franco-italienne et arriver à Briançon.

Une marche spontanée contre la frontière, et contre les uniformes qui la défendent. Il s'agissait également d'une marche contre les néo-fascistes de Génération Identitaire, qui demandaient la fermeture totale de la

frontière, une augmentation des contrôles de police et une augmentation des rapatriements de "sans papier". Le 22, la police de Briançon a arrêté trois personnes à la fin de la marche. Théo, Bastien et Eleonora ont passé 10 jours en prison entre Gap et Marseille et font désormais l'objet de mesures conservatoires (obligation de rester en France, obligation de signer et interdiction de parler "en public").

Le jeudi 31 à 8h30, le procès commence ; le chef d'accusation est la complicité d'immigration clandestine en bande organisée, un crime passible d'une peine maximale de 10 ans de prison.

Laissez-nous aller et être entendus.

Il s'agit d'un procès politique : sont mises en accusation la lutte et la solidarité qui se sont développées dans la zone frontalière ces derniers mois. L'accusation de "bandes organisées" en est également un exemple : l'attaque de l'État

porte sur les réseaux de solidarité qui se sont développés entre les vallées italiennes et le Briançonnais.

La militarisation a tué. Ces deux dernières semaines, deux corps ont été retrouvés de l'autre côté de la frontière. Blessing, une Nigériane de 21 ans qui tentait de rejoindre la France, est morte après avoir



été poursuivie par la police française dans la rivière. Mamadou, quant à lui, est mort d'épuisement dans les bois de Briançon après des jours de marche et de tentative d'éviter les contrôles policiers de plus en plus sévères.

La frontière tue, et la militarisation est son arme. Combattons-la par tous les moyens nécessaires.

Théo, Bastien, Eleonora, libérez-les maintenant. Nous étions tous sur ces chemins.

## **LA FRONTIÈRE A TUÉ A NOUVEAU**

Troisième mort en moins de 20 jours.

Blessing 21 ans retrouvée morte dans une rivière pour échapper à la police nationale.

Mamadou retrouvé mort dans les bois après un refoulement de la police. Hier un autre cadavre a été retrouvé dans l'Orridio du Frejus, coté italien.

Un corps en décomposition avancé qu'on retrouve seu-

lement maintenant que la neige a fondue.

Trois morts en moins de 20 jours. Cette frontière devient rapidement un cimetière.

Police.Gendarmerie. PAF. Chasseurs alpins. C'est eux les responsables directs de ces morts. La frontière tue à travers la main de ses uniformes. Les forces de l'ordre sont le bras armé de ce dispositif de sélection et d'exclusion, qui en devient assassin.

Sans la police, chacun serait libre de prendre un train ou un avion.

La répression des forces de l'ordre, en vers les "migrants", les "sans papiers" s'est traduit en homicide visible sur ces montagnes, mais elle est partout ailleurs. C'est les rafles dans les villes où la police effectue des blocages spécifiques pour chasser ceux qui n'ont pas de documents, pour les menacer et pour les enfermer dans un centre de rétention. Ce sont les matons des Centres Permanents pour le Rapatriement, les nouveaux CIE multipliés par Minniti et placés à côté des aéro-



ports pour faciliter les deportations. Ce sont les employés des commissions qui ont le pouvoir de choisir de donner ou pas un bout de papiers aux demandeurs d'asiles.

C'est chaque uniforme qui agit en conformité de la sélection voulue par les institutions politiques et écon-

omiques. La frontière a encore tué.

Les forces de l'ordre en sont les exécuteurs.

On oublie pas, on ne pardonne pas.

Défendons la solidarité - brisons les frontières

31 mai

Eleonora, Théo et Bastien sortent du tribunal sans aucune mesure préventive, avec un renvoi pour un procès en novembre.

LA LIBERTÉ POUR TOUS

- BRISONS LES FRONTIÈRES -

### **CAMPING INTINERANT PASSAMONTAGNA**

*8 au 10 juin : trois jours de lutte contre les frontières*

Trois jours sur la route vers un monde sans frontières ni fascisme. Trois jours à passer ensemble, à partager des idées et des expériences entre personnes libérées du joug des identités imposées. Trois jours de lutte contre les frontières, conçues par les dirigeants et imposées par des femmes et des hommes en uniforme, qui continuent à réprimer et à tuer.

- Cet événement de trois jours est totalement autogéré : il n'y a pas d'organiseurs ni d'utilisateurs, seulement des participants !

- Les petits déjeuners, les paniers-repas et les dîners seront distribués gratuitement.

- Des vêtements de montagne, une tente, un sac de couchage et de la vaisselle sont nécessaires.

- Il y aura un véhicule pour transporter vos bagages jusqu'à l'étape suivante.

### **9 giugno**

Pour une fois, nous allons faire disparaître les frontières. Celle-ci n'est qu'une invention qui convient seulement à certains. La frontière est un dispositif qui sélectionne, qui s'ouvre et qui se ferme en fonction des intérêts économiques choisis par le gouvernement et le système économique. La frontière divise. La frontière tue.

La police est le bras armé qui la contrôle et détermine qui peut entrer ou non.

Le mois dernier, la frontière a tué trois personnes. Des morts annoncées, dues à la militarisation. Cela n'est pas la montagne, le froid ou la neige qui les a tués. C'est la chasse à l'homme commise par les gendarmes, la police aux frontières et les militaires qui a tué ces derniers mois. C'est une conséquence inévitable de la politique de fermeture de la frontière, de la militarisation et de la criminalisation des sans-papiers.

La frontière n'existe pas pour les marchandises qui, elles, peuvent voyager partout. Mais les sans papiers sont obligés de se cacher dans la montagne parce que pour eux c'est impossible d'emprunter un moyen de transport sûr. Seulement ceux nés dans le riche empire occidental, peuvent choisir où aller; pour les autres qui veulent passer d'une partie du monde à l'autre il faut se cacher, payer et risquer leurs vies.

La frontière n'est pas seulement une ligne imaginaire; la frontière est un dispositif qui comprend la militarisation, le système d'accueil institutionnel, la traite des femmes, le jeu de l'oie administratif. Les centres de détention et les rafles dans les villes. Les états occidentaux ont imposé des frontières dans beaucoup de pays que ces personnes fuient, traversant les guerres, le colonialisme et les contrôles économiques et politiques. Ces frontières tuent tous les jours.

Nous marchons cette montagne aussi pour répondre aux néofascistes de Génération Identitaire, qui ces derniers mois, jouent un rôle quasi paramilitaire, ils s'amusent à dénoncer ceux qui passent, demandant une augmentation des contrôles aux frontières. Ici, ils ne sont pas les bienvenus.

nous n'entamions ensemble notre descente vers Neva-che.

La gendarmerie française a suivi le cortège de loin et a tenté d'arrêter et d'intimider l'un des migrants qui passait par là...

Heureusement, les intimidations étaient cette fois-ci dirigées contre la police et la marche s'est poursuivie pour que tout le monde arrive à Plampinet. Deuxième étape du camping itinérant.

17 heures Bienvenue sur Plampinet ! Après avoir installé notre campement, nous parlerons des frontières intérieures, d'un système qui sélectionne, menace et exclut, du soi-disant accueil aux ghettos.

Les frontières sont des règles imposées par les gouvernements et leurs gendarmes, brisons-les !



Nous continuerons à lutter afin que cette montagne ne soit une barrière pour personne. Nous lutterons afin que la solidarité ne s'arrête pas. C'est également pour cela que nous traversons aujourd'hui cette vallée.

Trois personnes sont accusé.e.s d'aide à l'immigration clandestine en bande organisée pour la journée du 22 avril, lorsque trois cent personnes ont traversés à pied la frontière et sont arrivées à Briançon.

Aussi longtemps que la frontière sera là pour bloquer les gens, nous continuerons à la traverser et à la combattre chaque jour.

De solidarité, nous sommes tous coupables.

### **PASSAMONTAGNA, le deuxième jour.**

A 11h00, après le démontage du camping, nous sommes en route pour le Colle della Scala.

Pendant la montée du cortège, des messages ont été laissés sur les murs du bord de la route contre les fascistes, l'État, ses politiques et ses frontières. Un grand morceau d'écriture est apparu sur l'asphalte avant que

### **11 juin**

La meilleure réponse à la militarisation des routes et des chemins, à la fascisation, à la répression et à la fermeture des ports italiens, pour ceux qui sont à la recherche d'un meilleur avenir, est la LUTTE !

Pendant trois jours, nous avons marché et percé cette frontière imaginaire ! Tous ensemble !

**LE PASSAMONTAGNA BRISE LES FRONTIÈRES ET LES TRAVERSE TOUTES !**

### **13 juin**

### **LA RAGE NE S'ARRETE PAS**

Avec le Camping Itinérant Passamontagna, nous avons marché pendant trois jours sur les routes et les sentiers de ces montagnes frontalières.

Nous les avons traversées en cortège, en fredonnant, en musique et en chœur. Nous nous sommes parlées et avons tenus des assemblées, des débats sur le dispositif frontières sur le système d'accueil, la mar-

chandisation et l'exploitation des flux migratoires par les Etats. Nous avons traversé cette ligne imaginaire appelée frontière, pour réaffirmer que nous ne la reconnaissons pas. Nous n'avons demandé les papiers de personne. Contre tout système de division, de catégorisation et de sélection, contre le dispositif repressif qui commence dans les pays d'origine, que les états occidentaux colonisent et exploitent encore et toujours, dans les centres d'accueil, dans les centres de rétention, des rafles en ville jusqu'à arriver à ces frontières, faites d'uniformes, de gendarmes et de militaires. En passant par les villages de la Vallée de la Clarée, des interventions au micro, de la musique, des choeurs, quelques tags à terre, des affiches antifascistes collées. Nous n'avons pas oublié les responsables des trois morts à la frontière du mois dernier, ni les délateurs

Frontières) l'autre nuit, après avoir été attrappée par la Police Pendant qu'elle essayait d'arriver en France. Elle a été tabassé parce qu'elle ne voulait pas être refoulée en Italie, ni signer les papiers de « refus d'entrée ». Ces dernières semaines, ceux qui tentent de passer la frontière se retrouvent de plus en plus souvent menacés par les armes des gendarmes et des militaires, qui menacent de faire feu sur ceux qui n'acceptent pas les intimidations. Dans les derniers jours, de nombreuses personnes mineures ont été repoussées, malgré le fait que leur lois préconisent le contraire. Hier, un jeune homme de 17 ans, gravement malade, a tenté deux fois d'arriver à la PAF pour se faire emmener à l'hôpital. Il voulait être pris en charge par le système français, après des mois de maladie non soignée dans les centres d'accueil Italiens. Il avait du



de Generation Identitaire, qui s'amuse à dénoncer les migrants de passage. Nous n'avons pas non plus oublié le bras armé de cette frontière, les femmes et les hommes en uniforme qui poursuivent chaque jour les sans papiers, considérés moins dignes qu'une quelconque marchandise qui circule chaque jour d'un côté à l'autre de la frontière. Pendant ce temps là le gouvernement italien, avec son Ministre de l'Interieur tout de vert vêtu, s'amuse à politiquer sur le dos des exilés, en fermant tous les ports et en bloquant les bateaux de ceux qui fuient, en cherchant une autre vie. Ce jeu politique nous dégoûte. Au terme de ces trois jours, nous sommes TOUTES arrivées à Briançon. Les gouvernements et les puissants ferment les frontières. Nous, avec nos pratiques, nous les avons ouvertes et nous continuerons à le faire. Ces trois jours sont passés. Et le dispositif aux frontières continue son opération-sélection, devenue meurtrière depuis longtemps. Une personne a été tabassée par la PAF (Police aux

mal à tenir debout. Ils lui ont dit qu'ils l'emmèneraient tout de suite à l'hôpital. Au lieu de ça ils l'ont trompé, et lui on fait signer un papier dont il ne connaît pas le contenu, avant de le ramener en Italie. Notre colère ne s'apaise pas, au contraire, elle augmente. La militarisation continue à tuer. Les néofascistes ne s'en sont pas encore allés. Nous ne laisserons pas ces vallées aux mains de la militarisation, qui continue à tuer, aux groupes fascistes qui continuent à tenter de s'insinuer dans ces territoires. Nous resterons sur ces montagnes, nous les traverserons et nous continuerons à lutter, afin que, des frontières, ne restent que les débris.

## **21 giugno COMPTE-RENDU DE LA FRONTIERE DE MONTAGNEVE. ENTRE CONVOCATION A LA PAF ET REFOULEMENTS**

**- Exemples de répression quotidienne**

L'autre nuit, la PAF a tabassé un garçon qui implorait de ne pas être rapatrié en Italie.

La police refoule aussi toujours plus fréquemment les mineurEs, souvent en leur mentant sur la destination finale du trajet en camionnette, qui les déporte inexorablement en Italie.

Gendarmes et policièrEs patrouillent sur les chemins avec des quads, en vélo et à pied, menaçant souvent de tirer sur ceux qui cherchent à traverser cette frontière sans avoir la couleur de peau et les documents requis.

En parallèle, le terrain de golf est à nouveau ouvert. Le tourisme est de retour dans ces montagnes. Pendant l'hivers, ces sentiers qui sont fréquentés de nuit par les "migrantEs" sont des pistes utilisées par des milliers de skieurEs ainsi qu'une destination touristique pour

ation. D'abord, les flics ont essayés de leur mettre la pression en disant que leur intervention faisait suite à une dénonciation: quelqu'un aurait vu nos trois amiEs marquer les chemins à l'aide d'une bombe de peinture. Une fois arrivés au poste, illes ont été fouilléEs, mais rien n'a été trouvé, ni sur elleux, ni dans les sacs à dos. ToutEs trois ont été relachéEs avec une convocation à la PAF en audition libre pour "suspicion d'aide à l'entrée et au séjour de personne étrangère".

Cette arrestation rentrerait dans le cadre d'une enquête plus large, ouverte pour aide à l'immigration clandestine, chef d'accusation auquel il semble que le sympathique procureur de Gap soit particulièrement attaché. Il est évident que la volonté du procureur et de la police des frontières est de mettre un coup de pression. Pendant ce temps là, ceux qui cherchent



les riches. En été, ils se transforment en terrain de golf, à ce qu'il paraît propriété de Lavazza. La pelouse du terrain est bien entretenue, le "golf transformatalier", "18 trous à cheval sur deux pays!" comme illes l'appellent aussi. Ce terrain n'est accessible qu'à ceux qui peuvent payer. La frontière aussi a été privatisée. Elle est répartie entre les forces de l'ordre et les multinationales.

#### **- Premier épisode**

Marcher dans les bois entre Clavière et Montgenèvre est dangereux: on risque d'y rencontrer des personnes mal intentionnées sur les chemins, comme un gendarme à vélo qui te barre la route. Il y a peu, trois amiEs qui se promenaient dans cette montagne militarisée ont été interpelléEs pour un contrôle d'identité. L'une d'elleux n'avait pas de documents sur elle. Le gendarme à bicyclette a appelé des renforts et les trois amiEs ont été embarquéEs dans la camionnette qui les a emmenéEs à la PAF (police aux frontières) pour vérifier

à traverser continuent de se perdre en montagne, en passant des heures dans le bois pour échapper aux forces de la police. Au moins trois d'entre elleux sont déjà mort.

#### **- Deuxième épisode**

Une voiture avec trois personnes à son bord est arrêtée à quelques centaines de mètres de la frontière par un jeune fort mal en point, qui se déclare très malade et a besoin d'aller à l'hôpital. Il demande à être amené à la PAF pour être pris en charge par le système français, en tant que mineur non accompagné et en très mauvais état de santé (la loi française prévoit en effet la prise en charge par l'Etat de n'importe quelle personne présente sur le territoire qui se déclare mineur non accompagné). Sa condition physique est visiblement critique. Le jeune homme peine à parler et même à s'asseoir. Il affirme ne pas avoir été soigné dans le centre d'accueil italien. Les trois personnes l'emmènent à la PAF où elles disent que le jeune homme doit aller à l'hôpital et

qu'il est mineur. Les policiers le font descendre et entrer. Puis, une par une, les trois personnes sont interrogées, après qu'on leur ait donné le choix entre une "audition libre" immédiate et une garde-à-vue, pour aide à l'immigration clandestine. De fait, tout trois sont retenus trois heures et demi durant: interrogatoire et coups de pression. Ils repartent avec un rendez-vous pour le lendemain, donné à l'oral. Il semble que le procureur de Gap ait voulu ouvrir une enquête.

Pendant ce temps-là, le jeune malade est plus ou moins interrogé, puis on lui dit qu'il sera amené à l'hôpital de Briançon. Il lui font signer un papier qu'il n'a même pas pu lire. Puis il le font monter dans une camionnette, avec deux autres mineurs. Ils croient tous qu'ils vont à Briançon, au lieu de quoi ils sont déposés sur la route, à l'entrée de Clavière, à la frontière italienne.

La personne malade ré-essaie. Elle arrête une autre voiture, qui l'emmène à nouveau. Cette fois-ci, le conducteur a des compétences médicales et peut confirmer qu'il a sérieusement besoin d'être hospitalisé. Au lieu de ça, de nouveau il est refoulé à la frontière. Cette fois-ci, il semble que c'est la préfète de la région en personne, contactée pour l'occasion, qui prend la décision de le refouler.

Quelqu'unE l'amène à l'hôpital en Italie. Des médecins zélés appellent immédiatement les flics. Les carabinieri italiens le soumettent en premier lieu à un examen osseux, pour vérifier qu'il est bien mineur. Ils l'embarquent ensuite pour un contrôle d'identité. Fichage, photos, etc.

Puis, le jeune est amené dans un centre pour mineur en basse vallée de Susse, et il est hospitalisé le lendemain à Turin.

Troisième épisode

AucunE des six arrêtéEs ne s'est présenté à la convocation pour interrogatoire à la PAF. Illes n'avaient aucune intention de se présenter volontairement à un rendez-vous non obligatoire et potentiellement pas

folichon avec la police, pour se faire assommer de questions et éventuellement retenir en GAV pour aide à l'immigration clandestine.

La PAF appelle sur les téléphones privés de certaines des convoqués. Il leur est indiqué que s'illes ne se présentent pas rapidement illes finiront sur la liste des personnes recherchées. En pratique, illes les menacent de venir les chercher de force. Ce sont le procureur et la préfète qui souhaitent poursuivre les enquête et cet absurde théâtre répressif.

Quelques jours plus tard, la police se présente chez deux des trois amiEs et appellent l'un d'elleux au travail. Illes ont à l'évidence très envie de leur parler. Illes n'ont trouvé personne. Nous ne savons pas comment continuera l'histoire.

Le procureur et la préfète nous ont tellement pris en sympathie qu'ils souhaitent passer toujours plus de temps en notre compagnie. Et il semble qu'illes aient un dossier qu'illes enrichissent toujours plus, avec des photos de famille.

La répression envers ceux qui sont de passage et envers les soldaires continue.

Mais la solidarité aussi.

Des vos convocs, on en fera rien.

28 juin

**CONTRE LES FRONTIÈRES ET LE DÉCORUM**

**NO\* NORM**

**-LE PRIDE EST RÉVOLTE.**

H 17h30 Rendez-vous au Palazzo di Città (Turin) pour une PRIDE INDECOURSE

H 22.30 QUEER PARTY benefit Chez Jesus - Refuge autogéré !

26 juin

**LA FRONTIÈRE TUE. SALVINI ALSO.**

Depuis cinq jours, le navire Lifeline est laissé au milieu





de la mer, sans port où s'amarrer. Il y a deux cents personnes à bord. Des êtres humains. Pas des morceaux de viande.

Pendant que le ministre de l'intérieur continue à jouer avec la vie des gens, en propageant la haine et le racisme habituels du clown en vert tout italien, des gens continuent à mourir.

Entre le 19 et le 20 juin, 220 personnes ont péri dans au moins trois naufrages différents au large de la Libye. Avec ceux-ci, on arrive à un millier de décès depuis janvier 2018. Mille morts en six mois. Beaucoup, littéralement laissés à la noyade.

Le 24 juin, l'ONG espagnole Proactiva Open Arms a déclaré avoir été atteinte par l'alerte pour sept bateaux en détresse au large de la Libye avec plus de mille personnes à bord. Mais le centre d'opérations à Rome a refusé son aide.

Malte a fermé son port de ravitaillement aux deux ONG qui étaient revenues dans les eaux libyennes et les garde-côtes italiens ont émis un message technique demandant aux navires des ONG de se coordonner avec les garde-côtes de Tripoli. Qui, d'ailleurs, ne dispose même pas d'un centre d'opérations opérationnel.

Si c'était du fret, ils n'auraient eu aucun problème pour débarquer. Mais dans le jeu politique qui se joue en Europe, les migrants sont la monnaie d'échange dans ce bras de fer entre les différents dirigeants européens, qui cherchent des voix en échange de la mort.

Le clown italien s'est également dit favorable à ce que l'on donne des instructions aux garde-côtes italiens et que l'on ne réponde pas aux messages SOS des bateaux transportant des migrants en détresse. Salvini propose d'ouvrir des hotspots au sud de la Libye, pour arrêter le "flux" et commencer à trier et sélectionner les personnes utiles ou non à l'Europe directement à partir de là. Une politique d'externalisation des frontières déjà amorcée par les gouvernements de droite et de gauche, en premier lieu par le PD de Minniti, qui avec ses "accords" avec Tripoli avait diminué de 80%

les débarquements en Italie, favorisant la construction de prisons pour les migrants en Libye et des contrôles plus stricts aux frontières nord-africaines.

Les conséquences de ce théâtre politique sont claires : on cherche à obtenir des votes alors que le processus de sélection et d'exclusion commence le plus loin possible d'ici. Mais au Niger, au Mali, en Libye, où les gouvernements européens financent des centres d'identification et des camps de tri.

Le "dispositif frontalier" continue d'être perfectionné. Les migrants, devenus depuis longtemps des "marchandises" échangées, parquées, stockées et expédiées selon la volonté économique et politique des différents États, selon les règles du marché de la logistique, doivent être contrôlés, sélectionnés et expédiés vers l'Europe de plus en plus loin.

Les frontières, où qu'elles se trouvent, continuent de diviser, de sélectionner et de tuer.

Salvini, Di Maio, Minniti et tous les politiciens, qu'ils soient verts, jaunes ou bleus, ne sont que des assassins. Tout comme les forces armées et la police qui défendent vos politiques et vos frontières.

De Bardonecchia à la Libye, de la Méditerranée à Vintimille, toutes les frontières, ainsi que les politiques qui les établissent et les protègent, doivent être abattues.

**4 luglio 2018**

**LA POLICE MENACE, FRAPPE et VOLE l'argent aux exilés de passage.**

Que la police frappe et vole, c'est habituel.

A Nantes, elle a tué hier soir un jeune homme, Aboubacar, en lui tirant à bout portant dans le cou, lors d'un simple contrôle routier. Aujourd'hui à Bardonecchia, Mohamed, 28 ans, a été enterré. Il est mort à la frontière cet hiver à cause des refoulement de la police.

Ici à la frontière, elle vole de l'argent aux exilés de passage qu'elle réussit à attrapper. Hier soir, quatre personnes ont été arrêtées par la gendarmerie alors

qu'elles essayaient de passer en France. En fait elles étaient encore pratiquement sur le territoire italien. Ils les ont emmenées à la PAF (Police aux Frontières). Un policier leur ordonne de vider leurs poches ; il a taxé 50 euros, sa petite part personnelle, une fausse taxe douanière en somme, car elle ne permet pas le passage. A un des autres arrêtés, ils ont demandé sa SIM de téléphone. L'interpellé a dit qu'il ne l'avait pas. Ils l'ont perquisitionné, et après avoir trouvé et lui avoir pris la SIM dans l'une de ses poches, un des policiers l'a baffé. A l'un des autres arrêtés, encore, en le menaçant, ils ont dit que désormais ils avaient son nom et qu'il ne pourrai plus jamais retourner en France. Malgré les menaces, il n'a reçu aucune feuille, pas même un de ces "refus d'entrée" qui sont donné aux personnes refoulées.

Il y à quelques jours de cela, deux autres personnes ont été battues et menacées de ne pas ravoir leur document italiens, après quoi 300 euros leur ont été volés.

Toujours par un policier, toujours à la PAF.

Les baffes et les coups ne sont pas une nouveauté. La chasse à l'homme n'en est pas une non plus, et maintenant elle est actée par des gendarmes en civil se baladant sur les sentiers. Probablement pour ne pas effrayer les touristes pendant la journée avec leur uniformes désagréables.

Les menaces aussi sont récurrente : " arrêtez-vous ou je tire" ou bien " on va vous rapatrier", ou encore, "on va vous envoyer en prison".

Les déportations se font d'habitude en voiture, ils les raccompagnent jusqu'à Clavière, puis les laissent dans la rue. Or donc, il semblerait que ces derniers temps, les potes aient été occasionnellement raccompagnés par une voiture qui roulaient au pas derrière eux, à pied.

Hier encore, comme cela arrive souvent, quatre mineurs se sont fait refouler à la frontière italienne. De nouveau, ils ne leur ont même pas relaché de "refus d'entrée".

Au moins l'un d'entre eux avait des papiers qui témoig-

naient de ses 16 ans.

Leurs stratégies d'intimidation ne nous surprennent pas et ne se perdront pas dans le silence de la montagne, et leurs frontières continueront à être percées. All Cops Are Borders

5 luglio

## AGRESSION RACISTE et SEXISTE CHEZ JESUS

Appel à rassemblement autour d'un apéro-dinatoire dimanche 8 juillet chez Jésus.



Hier, Chez Jésus, nous avons issé un drapeau. Voire même deux. Deux beaux drapeaux, à plus ou moins 5 mètres de hauteur. Un drapeau NO TAV et un drapeau NO BORDERS.

Quelques heures après, 6-7 personnes résidant à Clavière se sont présentées au refuge, de façon évidemment organisée et concertée. D'un ton menaçant et violent, d'abord en insultant, ils ont exigé que les drapeaux soient enlevés. Peu de temps après ils ont été rejoints par d'autres résidents de Clavière, très probablement attirés par le bruit, ou bien appelés par les agresseurs.

Les occupantEs se sont mobiliséEs pour défendre le lieu, en cherchant l'établissement d'un dialogue. En face, l'intention n'était cependant pas de trouver une solution collective. En effet, nos visiteurs se sont immédiatement imposés par la violence verbale envers ceux qui étaient présentEs, en les insultant de

façon raciste et sexiste, en lançant, par exemple, des « négresse de merde », « à toi j'te donnerais même pas 20 balles si je te croisais dans la rue [à faire le tapin] », « tout ce qu'il vous faut c'est juste un peu de bite », « suceuse et branleurs de merde ».

Ce sont les mêmes qui en sont arrivés à donner des coups de pieds à une personne, à en faire voler une autre par dessus un muret pour ensuite continuer à la frapper. Ils ont finalement réussi à arracher le mât auquel étaient accrochés les drapeaux, brisant au pas-

sage la barrière en bois et le ciment du sol. Certains de ces agresseurs ont revendiqué avec fierté le fait d'être fasciste, en proclamant qu'ils étaient chez eux et qu'ils pouvaient agir avec tous les moyens nécessaires.

Une autre partie du groupe des habitants présents n'avait pas d'intentions explicitement violentes, mais elle a dans les faits légitimé celles de ses voisins, à travers un silence total, en se rendant complice.

Peu de temps après le début de la scène, le maire de Clavière est arrivé, et a averti les carabinieri. Trois patrouilles sont arrivées sur place, avec la ferme intention d'identifier toutes les personnes

présentes. Pendant ce temps-là, les occupantEs sont rentrées dans le refuge. Deux d'entre nous, qui défendaient la porte d'accès, ont été jetéEs à terre et immobiliséEs par la police. Les menaces d'accusation d'outrage et rébellions ont été nombreuses, comme d'autres intimidations. Au final, un certain nombre des personnes présentes ont été identifiées.

Elle dérange les fascistes qui ne supportent pas de voir des noirs ou des drapeaux No Tav et No Borders. Elle dérange l'économie du lieu ; Clavière reste un petit village de montagne, station de ski l'hiver et terrain de golf et de randonnées l'été. Comme nous l'a rappelé le maire hier, les commerces en souffrent. L'image d'un lieu touristique riche et tranquille, est peu à peu remplacée par une réalité plus dérangeante, faite de refoulements, d'exiléEs bloquéEs à Clavière, et donc bien visibles dans le village. C'est assez ironique de voir comment la simple présence de personnes

ayant, selon certains, la mauvaise couleur de peau, ou l'apparition de quelques tags à la frontière contre les refoulements, suffisent à fissurer un apparent décor urbain. La perturbation de la tranquillité de Clavière semble échauffer les esprits. La violence et les refoulements sont quotidiens, et cela se passe à moins de deux kilomètres des dernières maisons de Clavière. Il semble que pour la majorité des habitants, le calme dans



Par ailleurs, ce n'est pas la première fois que de tels personnages attaquent le refuge autogéré Chez Jésus. Le soir du 22 Avril dernier, au terme de la marche solidaire de Clavière à Briançon, couronnée par les arrestations de Théo, Eléonora et Bastien, certains des personnages de hier s'étaient pointés au refuge en criant des insultes sexistes, très chères à eux à ce qu'il paraît, tout en essayant de déclencher une bagarre et en menaçant de revenir par la suite. Ce soir là seuls le calme et la tranquillité des solidaireEs (qui n'avaient aucune volonté de rajouter d'ultérieures embrouilles après une telle journée) et l'intervention d'un habitant de Clavière a permis d'éloigner ces personnes violentes et harceleuses.

Il est évident que la présence du refuge Chez Jésus dérange à Clavière.

leur village passe avant toute volonté de s'intéresser et de prendre position face aux dynamiques imposées par cette frontière et son dispositif.

La médiatisation de cette réalité a pour effet immédiat d'éloigner les touristes, d'après les dires de ceux qui ont des intérêts commerciaux. Il est assez clair que c'est une des raisons de l'hostilité de plusieurs des habitants à l'égard du lieu.

Nous n'acceptons aucune attaque ni intimidation. Nous n'acceptons ni menaces, ni insultes, qu'elles soient sexistes, fascistes ou racistes. Ni envers ceux qui sont de passage, ni envers les solidaires.

Que ça soit bien clair : nous ne partons pas d'ici. Et nous ne resterons pas silencieux.

**NOUS VOUS INVITONS TOUTES ET TOUS DIMANCHE 8 JUILLET, à 17 heures, pour**

un apéritif partagé, sur la place de l'église de Clavière

*12 luglio*

## **CHEZ JESUS SOUS EXPULSION**

Le refuge autogéré Chez Jesus, salle paroissiale occupée sous l'église de Clavière, est menacée d'expulsion.

Une plainte a été déposée depuis plus de deux mois et il semblerait que le Préfet exerce toujours plus de pressions pour faire évacuer. Dans le même temps, État et Église sont en train de « s'engager » pour trouver une « alternative ». Un lieu appartenant aux salésiens, loué par la fondation Marnetto et géré par deux employés de la fondation Talità Kum. Une sorte d'espace de transit qui ouvrira à Oulx, à 15 km de la frontière. Un lieu qui aura 15 places pour dormir et une petite cuisine pour qui est de passage.

« Une alternative » à Chez Jesus, comme nous le répète le prêtre engagé dans ce projet. Comme si un lieu géré par une fondation privée, à 15 km de la frontière, qui a pour seule fonction d'être un dortoir avec des employés payés pour faire de l'assistance, pouvait être une « alternative » à tout ce qui existe Chez Jesus. Depuis des mois, il y a au refuge des centaines de personnes qui passent, qui restent, qui vivent ensemble sur ce lieu en partageant le quotidien avec les solidaires, en partageant expériences et conseils précieux ; en trouvant toujours une porte ouverte après refoulement, en trouvant la possibilité d'échanger des témoignages après chaque abus de la police et trouver les moyens d'éviter de les subir à nouveau.

À Oulx, le projet devrait démarrer à la mi-septembre. L'idée serait que l'ouverture d'un lieu géré et contrôlé, uniquement « humanitaire », permettrait d'expulser plus tranquillement la salle occupée de Clavière qui, à l'opposé, vit en autogestion et a toujours refusé le principe de gestion des personnes de passage.

Église et État s'accordent pour mettre un terme à cette expérience et le font en s'en lavant les mains avec l'ouverture de ce nouvel espace, clairement inutile aux yeux de ceux qui sont présents sur la frontière cette dernière année.

Le refuge autogéré pose problème à l'État français et sa police qui l'« accuse » d'abriter des passeurs et de faciliter le passage des « sans-papiers » en France. De compliquer les activités commerciales à Clavière, riche commune de montagne dont l'économie dépend largement du tourisme, et qui craint de perdre ses ressources avec l'image d'une montagne devenue route migratoire. Qui contrarie l'Église, qui se retrouve avec une salle paroissiale occupée et des factures d'eau et d'électricité à payer.

Il pose aussi problème à l'État italien, dont le ministre de l'Intérieur revendique la fermeture des frontières aux migrants et joue au dur avec Macron. Un ministre qui a comme cheval de bataille la fermeture des lieux occupés et la guerre aux migrants, et qui a réuni

récemment les préfets pour renforcer et rendre effective sa ligne répressive.

La fondation Marnetto (financier du nouveau projet sur Oulx) : « a été pensée comme une continuation dans le temps de son engagement sur le territoire et modèle de l'engagement social d'un entrepreneur moderne. La fondation, créée et soutenue par la Famille (Marnetto), intervient préférentiellement dans le lieu d'origine du chevalier, la vallée de Susa. Les contributions sont rarement d'origine privée. »

La fondation Talità Kum est directement liée aux intérêts économiques de l'Église. Elle-même a cherché et obtenu le financement par la fondation privée Marnetto. Nous ne voulons pas en tirer de conclusion hâtive. Mais nous nous posons évidemment quelques questions. En l'occurrence, nous savons qu'une discussion est ouverte entre mairies et évêché sur le paiement des factures de Chez Jesus. Le préfet demande l'expulsion parce qu'il est l'objet de « diverses pressions » mais aimerait apparaître politiquement correct. On parle néanmoins d'expulser par la force une salle paroissiale occupée où passent des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants. Un lieu qui cet hiver a protégé tant de personnes en cherchant à éviter les morts. Ce refuge permet de s'organiser face à la violence systémique et sélective de la frontière.

L'État ne veut plus de nous dans ces montagnes. Peut-être n'accepte-t-il pas un lieu où personne n'est identifiable, où il n'y a ni gestion ni contrôle, mais où on s'auto-organise en toute liberté. L'Église cède volontiers aux pressions et est bien contente finalement de se débarrasser du problème de Clavière, de la question des factures et du conflit politique avec la mairie et la préfecture.

Les salésiens jusqu'à ce jour n'étaient pas actifs sur la question des migrants traversant la haute vallée de Susa. C'est seulement maintenant qu'on commence à parler d'intérêts économiques qu'ils paraissent s'intéresser à la situation.

De Clavière nous ne partons pas. Et nous voulons dénoncer l'instrumentalisation qui est faite de cette expulsion.

*17 juillet*

Une centaine de personnes se sont rassemblées devant le commissariat de Briançon en solidarité avec les quatre camarades convoqués et placés en détention, accusés d'aide à l'immigration clandestine en bande organisée, pour avoir participé à la marche du 22 avril, qui a vu plus de 200 personnes franchir la frontière du Mont Genève jusqu'à Briançon.

**LA SOLIDARITÉ NE S'ARRÊTE PAS !  
LIBÉREZ NOS CAMARADES !**

A présent, les 7 de Briançon...

Hier en fin d'après-midi, les 4 compagnons qui avaient été appelés à se présenter le matin à la gendarmerie

de Briançon ont été libérés de la garde à vue à laquelle ils étaient soumis. Ils sont convoqués au procès de novembre avec Ele, Théo et Bastien, pour avoir participé à la marche du 22 avril depuis Claviere et accusés de complicité d'émigration clandestine en bande organisée. L'un des quatre est également accusé de résistance pour avoir échappé à un coup de froid de la police alors que le cortège était déjà terminé.

En fin de matinée, le présidium s'est transformé en un cortège spontané, plein de discours et de tracts, qui a bloqué les rues de Briançon pendant une heure pour rappeler que la solidarité ne s'arrête pas et que ce jour-là, sur ces chemins, nous étions tous là.

contre cette frontière se poursuit. Les convocations obligatoires avec garde à vue se poursuivent.

C'est pourquoi nous sommes ici et nous continuerons avec des blocages intermittents toute la matinée.

**LA SOLIDARITÉ NE S'ARRÊTE PAS !**

### **MISE À JOUR DEPUIS LA PAF DU MONTGENEVRE**

Quatre heures en garde à vue, pour "aide au séjour de personnes irrégulières". Pour avoir accompagné trois mineurs au Conseil du Département.

Dès 9h ce matin et jusqu'à 13h, une camarade est restée enfermée à la PAF, la "police aux frontières", sous interrogatoire. C'est une des "7 de Briançon", déjà



30 juillet

### **-LA SOLIDARITÉ NE S'ARRÊTE PAS RASSEMBLEMENT DEVANT LE PAF DE MONGI- NEVRO DEMAIN À 9H00.**

Une fois de plus, la solidarité envers les migrants a été réprimée. Demain mardi 31 juillet à 9h00 un camarade de Briançon est convoquée pour une garde à vue à la PAF (police aux frontières). La raison de cette décision n'est pas clairement précisée, mais elle est liée à une affaire concernant l'aide au passage des mineurs.

**PETIT-DÉJEUNER DEVANT LE PAF DE MONGINEVRE À 9H00 LE MARDI 31/07.**

Pour que la solidarité ne s'arrête pas et pour que chacun puisse choisir de vivre où et comme il le souhaite.

### **-MISE À JOUR-**

La frontière est toujours bloquée, en ce premier août, avec le début de l'exode estival... Parce que les marchandises, les capitaux et les touristes peuvent passer, sans contrôles, sans interférence des flics et des gendarmes. Alors que pour les personnes qui veulent rejoindre la France pour avoir une chance de construire un avenir meilleur, cette frontière est fermée, inaccessible. Et la criminalisation de la solidarité envers ceux qui luttent

convoquée au procès pour la marche du 22 avril, avec l'accusation d'aide à l'entrée et à la circulation des personnes "clandestines" en bande organisée. Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées devant l'office de police en solidarité. Dans cette zone frontalière, où marchandises, touristes, et argent peuvent transiter sans problème, les migrant.e.s continuent à être traqué.e.s, chassé.e.s, arrêté.e.s. Et pour une fois, si les "sans papiers" continuent à être bloqué.e.s, et les solidaires forcé.e.s à passer de TRES agréables heures entouré.e.s d'uniformes, les marchandises et les touristes ne sont pas passés. Ou du moins, avec un peu de retard. Blocage par intermittence, tractage aux voitures, percussions sur la glissière de sécurité, et plusieurs chants ont animé le rassemblement pendant toute la matinée. Après trois heures de blocages alternés, les policiers ont commencé à s'énervier et trois autres camionnettes de gendarmes anti-émeutes sont arrivées en renfort, nous empêchant de rester sur la route. Tandis que la copine sortait de la GAV, les gendarmes ont décidé d'identifier quelqu'un.es d'entre nous.

Amusé.e.s, nous sommes parti.es en balade sur le terrain de golf transfrontalier, des champs privés facilement traversables pour ceux qui peuvent se per-

mettre ce sport, mais fermés à tou.te.s les autres. La solidarité ne s'arrête pas. Ces gardes à vue n'ont aucun effet. Toujours ennemi.e.s de toutes les frontières et de tous les uniformes qui les protègent.

### **24 agosto 2018**

Sur la frontière entre Clavière et Montgenevre, a été une autre nuit de chasse au migrant. Des très jeunes gendarmes et militaires, continuent à jouer à la guerre sur les chemins de montagne en se cachant entre les rochet et cherchant de terroriser les personnes de passage. L'énième agression à un groupe de jeunes, autres blessures, autres points de suture. C'est pour cela que hier on a choisi avec la Fanfare Invisible de Paris de bloquer pour une heure la touristique et pleine de voitures frontiere franco-italienne

Cela la brochure qui a été distribuée.

### **La Frontière au quotidien**

All Cops Are Borders

Clavières est un village italien à deux kilomètres de la frontières française. Depuis l'hiver dernier, c'est un lieu de passage pour les exilé.e.s qui veulent entrer en France. Cela fait quelques semaines que les violences à la frontière s'intensifient. Des militaires et des flics\*, volent, tabassent, menacent et insultent celles et ceux qu'ils arrêtent sans papiers.

Les cow-boys dans la montagne

La présence policière et militaire sur les chemins de montagne s'intensifie ; pour celles et ceux qui empruntent ces sentiers ce sont des arrestations musclées, majoritairement de nuit, des mises en joue, des « si tu bouges je tire » : autant de pratiques qui provoquent la mise en danger immédiate des personnes concerné.e.s. Pour procéder à ces interpellations, gendarmes et policiers sont bien équipés : lunettes de vision nocturne, chiens, quads.

Là depuis quelques jours les militaires sont revenus sur les chemins. Ils jouent à faire la guerre, ils s'entraînent ici en attrapant les migrant de passage la nuit. Accompagnés par les policiers de la PAF, qui aiment bien menacer et frapper les gens de passage.

Le 7 mai dernier Blessing Matthews est morte noyée dans la Durance en essayant d'échapper a plusieurs policiers en patrouille.

Passages à tabac

Lors des interpellations, la police aux frontières se livre de plus en plus régulièrement à des actes de violence, particulièrement pour forcer les personnes interpellées à donner leurs empreintes digitales. Ci-dessous, un témoignage recueilli le 13 août, suite à l'arrestation d'un jeune de seize ans qui a refuse de donner ses empreintes :

« Ils ont commencé à me frapper, pour m'obliger à donner mes empreintes. Une fois, puis une deuxième fois, plus fort. Deux personnes sont venues en renfort. Ils s'y sont mis à quatre pour m'attraper, pour me forcer à ouvrir la main, deux de chaque côté. J'ai résisté. Alors, un des quatre policiers m'a saisi à la nuque et m'a jeté

à terre dans une pièce. Il a sorti sa matraque et a commencé à me frapper, au front puis au genoux. Je leur ai dit qu'ils pourraient me tuer, que je donnerai pas mes empreintes. Après ils m'ont mis dans une voiture et m'ont jeté sur le trottoir, juste de l'autre côté de la frontière.

Je suis resté là, par terre, trente ou quarante minutes. J'avais trop mal pour me lever, jusqu'à ce que des personnes me trouvent et appellent une ambulance. »

Au quotidien les fouilles humilient les personnes de passage avec régulièrement des atouchements, des insultes et un racisme ouvertement exprimé.

Les responsables politiques nous le martèlent : nous vivons dans un État de droit. Ce que nous tenons à faire comprendre ici, c'est ce que cela signifie dans le cas particulier de la frontière : c'est la traque, les ratonnades, les humiliations et les droits bafoués des personnes racisées et sans papiers, de façon systématique. C'est aussi dix ans de prison ferme encourus pour « aide au passage en bande organisée » pour celles et ceux qui luttent contre ce dispositif et ce qu'il représente. C'est encore l'intimidation et la mise en danger délibérée comme seul ordre républicain à la frontière. Il n'y a ici ni bavures, ni dérives : tous ces faits constituent autant d'exemples de ce qu'est la politique frontalière européenne. Ce sont les pratiques quotidiennes des personnes et des institutions qui invoquent l'État de droit pour mieux justifier la violence nécessaire à leur pouvoir.

Face aux violences policières, étatiques, nous continuerons à passer les frontières, à les combattre, à les.



\*Nous ne féminisons pas la police car elle est l'émanation d'un État patriarcal et machiste.

## **CAMPING PASSAMONTAGNA -**

*Du 19 au 23 septembre*

Cinq jours de lutte contre les frontières

Le dispositif frontalier est beaucoup plus qu'une ligne imaginaire. C'est un système de contrôle qui sélectionne et divise, qui s'ouvre et se ferme selon les nécessités économiques et politiques.

Un système qui permet aux marchandises et aux capitaux de transiter où ils veulent, et qui bloque et réfole ceux qui ne sont pas considérés "utiles".

La frontière est fermée pour les indésirés. Mais ouverte pour le commerce.

Dans ces montagnes, qui n'a pas les "bons" papiers se retrouve couronné par les gendarmes sur les chemins, jeté hors des trains et des bus, empêché de décider librement où et comment vivre.

La violence d'État pratiquée à la frontière est un moyen d'intimidation qui a pour but de conditionner les copains de passage. Le message est clair, ici aussi il faudra fermer sa gueule.

Ce camping naît de la volonté de partager expériences, pratiques, idées et analyses entre celles et ceux qui ont choisi de se battre pour un monde sans autoritarisme ni frontières.

Dans un moment où l'Europe est toujours plus fermée et contrôlée, où les frontières sont visibles dans chaque rafle, centre de détention, bateau bloqué à la mer, camp de travail, appareil de surveillance, on sent le besoin de s'organiser et de réfléchir ensemble.

C'est pour cela que nous appelons à un camping de lutte ici à la frontière franco-italienne. Un camping qui se veut complètement auto-géré, pour discuter ensemble de manière horizontale et pour partager pratiques de lutte, d'organisation, raisonnements et perspectives, et pour continuer à combattre toutes les facettes du dispositif frontalier.

Contre les états et le système économique que les frontières renforcent et maintiennent, nous nous retrouverons au Col de Montgènevre du 19 au 23 septembre, pour cinq jours de lutte, discussions et réflexions. Le camping se déplacera sur deux zones frontalières.

### **Dimanche 9 septembre - Grande Parade jusqu'à la frontière Italie-France !**

Saltimbanques sans frontières sont en train de partir!  
Si l'art peut traverser chaque frontière pourquoi les hommes ne pourrait pas le faire?

**DIMANCHE 9 SEPTEMBRE**

Grande parade vers la frontière entre France et Italie  
La parade commencera à 15 heures au refuge autogéré Chez Jesus et pointera à la frontière du Montgènevre.

Sont appelés tous les jongleurs, musiciens et artistes de rue pour lesquels la frontière n'est qu'une conven-

tion à dépasser.

Le rendez-vous pour les artistes est à 14 heures, place de l'église de Clavière.



Infos et adhésions

Facebook : Saltimbanchi senza frontiera

E-mail: saltimbanchisenzafrofrontiere@autistici.org

## **CAMPING ITINERANT PASSAMONTAGNA**

*Du 19 au 23 septembre*

### **-PROGRAMMATION-**

Les 5 jours du camping itinérant "passamontagna" naissent de la volonté de partager des expériences, des pratiques, des idées et analyses entre celles et ceux ayant choisi de se battre pour un monde sans autoritarismes, ni frontières.

Pendant ces 5 journées, différentes initiatives pratiques auront lieu, ainsi que des moments d'approfondissement et de discussion. Il ne s'agira pas de "cours magistraux" avec des expert-e-s et des spectatrices-teurs, mais bien d'échanges au cours desquels les analyses de nos expériences propres seront partagées. Nous publierons les thèmes de discussion pour permettre à tout-e-s d'y réfléchir avec lucidité et de participer activement aux débats subséquents.

sur le site passamontagna.info il sera possible de publier et donc de partager les textes et matériels que l'on pensera utiles au débat. Pour ce faire, envoyez un mail à info@passamontagna.info

#Les discussions seront lancées par une brève introduction sur le thème abordé, une pause, et puis un temps d'échange horizontal. Si tant est que nous soyons un nombre trop élevé de personnes, et de façon à donner à toutes et à tous la possibilité de s'exprimer, nous déciderons de l'opportunité de former des petits groupes de discussion ou non.

**Mercredi**

16h : Arrivée à Melezet et installation du campement.

19 h : Présentation du camping.

21 h: Discussion sur les méthodes et le rôle de la communication pendant les 5 jours.

Judi 10h : LES RACINES du SYSTEME ACTUEL d'EXCLUSION

Un échange autour des politiques de guerre, d'exploitation et d'expoliation qui ont créé et créent les actuels phénomènes migratoires. Où donc les pratiques actuelles d'exploitation prennent-elles leur source ? Sous quelles formes se décline aujourd'hui le projet colonial? Quels sont les acteurs en jeu?

15h30 : LES CONSEQUENCES

En prenant la mesure du conflit perpétuant la guerre et l'exploitation à l'extérieur de la Forteresse Europe, nous nous déplacerons à l'intérieur de celle-ci. En passant par les mutations du marché du travail et des conflits qui en découlent, aux financeurs et promoteurs de la guerre entre les pauvres, une analyse des processus sociaux/politiques/répressifs qui caractérisent les lieux dans lesquels

nous nous vivons et luttons. Face à la vague réactionnaire que connaissent actuellement les démocraties occidentales, quelles possibilités d'action ?

Vendredi 10h : Dépasser le binôme SOLIDARITE ou ACCUEIL

La menace, le chantage, la punition et la récompense. Analyser et déconstruire la rhétorique assistancielle et humanitaire derrière laquelle se cache un des instruments primordiaux du cycle de sélection, contrôle et exploitation.

15h : Melezet. Cortège contre les frontières.

Samedi 8h : Démontage camping et déménagement à Clavière

12h : Pique-nique et sport populaire

16h30 : RESEAUX

Idées et perspectives pour la création d'un réseau international contre les autoritarismes et les frontières

21h : concert

Dimanche: 10h DEPASSER le "VOUS" et "NOUS"

La destruction de "nos" frontières pour dépasser la division entre "coupables" et "victimes". Difficultés, limites, idées et perspectives dans la création de liens de complicité et de lutte entre les exploités dans cette actualité multiethnique. A quel point les pratiques de luttes que nous portons risquent-elles de prendre un pli purement assistanciel ? Quelles perspectives entrevoyons-nous en elles ?

15h Bilan des cinq jours et démontage du campement.

*2 septembre*

## **ENCORE SUR L'EXPULSION**

Allez, le jeu est découvert.

C'est bien le prêtre qui nous a dénoncé. Don Angelo Bettoni, 78 ans.

Personne n'est surpris.

Mains derrière le dos, il passe ses journées à observer et insulter les gens de passage ainsi que les solidaires dans les rues de Clavière. "Revenez chez vous", "sauva-

ges", "degueulasses", "connasses", "sorcière" ...

Qu'une plainte ait été déposée contre cette occupation, on le savait. Que le prêtre en ait été à l'initiative, c'est bon à savoir. La nouvelle sort maintenant. Pourquoi?

Peut-être parce que les temps sont mûrs pour l'expulsion. Parce que l'été est sur le point de finir, et le tourisme avec lui.

Parce qu'ils sont en train de tenter de donner un visage propre à cette expulsion, comme ils l'ont fait pour l'expulsion des palazzine de l'ex-Moi (occupation sur Turin).

Parce que le "nouveau lieu", l'alternative institutionnelle au Refuge Occupé de Clavière est désormais prêt et va ouvrir à la mi-septembre. Du coup, ils préparent le terrain médiatiquement.

Ces locaux appartiennent à l'Eglise. Le prêtre de Clavière dénonce. "Occupation et dommage et intérêt". La préfecture expulse. Et le nouveau lieu qui sera ouvert à Oulx se trouvera dans les bâtiments des salesiens.

Et tout le monde est content. L'Eglise se débarrasse du poids économique et politique que lui cause l'occupation de ses locaux par des exilés et des solidaires: Les salesiens s'enrichissent d'un loyer, et consolident leur stature politique avec la bénédiction des autorités locales. Les assos qui vont travailler au sein du lieu se rejouissent. La Mairie de Clavière, qui semble seulement souhaiter la riche tranquillité des lieux, s'enchant de voir expulsés ceux qui ne participent pas du devenir carte postale du village, oubliant qu'il s'agit d'une zone frontalière, donc de passage, et pas seulement d'un parc à touristes. La Préfecture met un terme à ses hésitations dans les tensions avec la France concernant les politiques migratoires à la frontière.

La France se rejouit de voir chasser ceux qui déconstruisent et combattent sa politique raciste et répressive sur le lieu même de son déploiement: la frontière. Ici, il n'y a pas d'étrangers.

Pour nous, chacun devrait être libre de choisir sur quel bout de terre il veut vivre. Sans états ni frontières qui sélectionnent, divisent, tuent. Peut-être diront-ils que la cause de cette expulsion sont les dessins sur les murs, une porte abîmée, des problèmes avec quelques habitants de Clavière ou le camping auto-organisé contre les frontières, vive la créativité. Peut-être que c'est tout simplement le souhait de l'Etat d'effacer toute forme possible d'organisation qui sort de ses paramètres et qui ne contrôle pas, n'identifie pas, ne sélectionne pas. Qui ne gère personne mais qui en appelle à la liberté et à l'auto-organisation.

Et personne ici n'insulte ou n'accuse "les habitants" de Clavière. Comme dans chaque lieu, il y a des solidaires. Il y a des gens qui sont passés amener de la nourriture ou des habits, nous connaître, comprendre ce qu'on faisait ici dans ce local sous l'église. Mais il y a aussi des racistes et des personnes qui ne veulent simplement pas de nous ici. Et qui sont venus plusieurs fois nous insulter ou nous attaquer.

La solidarité seule est bienvenue. Le reste non.



Tant que les frontières existeront il y aura des personnes prêtes à s'engager pour les abattre. Une expulsion n'arrêtera pas cette lutte.

23 septembre

## POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES NI AUTORITARISMES

Ici c'est une zone de frontière.

Une frontière qui sépare, sélectionne, tue.

Les marchandises se déplacent librement sur les routes, rails, bateaux et avions, en traversant les frontières, les états et les barrières. Les personnes non.

Ces vallées sont traversées chaque jour par des dizaines de personnes qui veulent simplement pouvoir choisir où continuer leur vie, souvent après avoir vécu et s'être échappées de situations insoutenables, comme la guerre, la pauvreté et l'exploitation. Chaque jour, la police, bras armé de l'état, acte une "chasse au migrant" sur les trains, les bus, les routes et les sentiers qui vont jusqu'en France pour empêcher ces personnes de faire librement leur propre choix.

Cette vallée depuis des dizaines d'années subit physiquement la dévastation amenée par la construction de grandes infrastructures de transport et la connexion entre la France et l'Italie. Le TAV, la ligne ferroviaire à grande vitesse qui devrait servir à amener les marchandises et les personnes (sélectionnées) depuis Turin jusqu'à Lyon en est un exemple édifiant.

Le projet du TAV est inutile, un ouvrage projeté seulement pour les intérêts économiques de ses promoteurs, au détriment de tous les autres, de ceux qui habitent ici, et d'un territoire qui est massacré.

Il semblerait que ces jours-ci les travaux d'agrandissement du chantier, ouvert pour la réalisation du TAV, soient en train de recommencer.

Encore une fois, ce sont les intérêts économiques et

politiques qui dictent la ligne.

Salvini ferme les ports aux migrants et s'amuse à faire de la politique sur le dos de ceux qui ont le moins de possibilités de se défendre.

Les différents politiciens européens, mis en difficulté par la crise généralisée économique, politique et sociale, ont trouvé dans le "migrant" le bouc émissaire parfait pour justifier leur propres politiques sécuritaires et de contrôle.

Pendant que les marchandises courent librement, les politiciens continuent leur jeu électoral et ici comme partout la frontière continue à tuer et à séparer.

La frontière tue sur ces montagnes comme à Vintimille, à Come et au Brennero.

A chaque frontière qui sépare l'Italie des pays limitrophes il se trouve des personnes qui risquent leur vie quotidiennement pour fuir la police et ses systèmes de contrôle.

La frontière tue en Libye et dans la Méditerranée grâce au système de détention et de contrôle financé par les gouvernements européens.

Elle tue à l'intérieur des centres de détention et du système d'accueil, mis sur pied avec l'objectif de contrôler le "migrant" en l'infantilisant et en le rendant dépendant du système qui le gère dans chaque aspect de sa vie.

Elle tue dans les CPR, les prisons pour sans documents, qui jouent un rôle clé dans le mécanisme de déportation vers les pays de départ.

Elle tue avec l'exploitation dans les champs agricoles du nord au sud de l'Italie.

La frontière est un dispositif de sélection et de contrôle qui ouvre et ferme ses mailles en fonction des intérêts économiques et politiques du moment.

Ce dispositif pour ceux qui sont aujourd'hui dans la rue ne doit pas exister et doit être attaqué.

### 23 septembre

Hier, c'était un après-midi de sport populaire sur le terrain de golf entre Claviere et Monginevro. Des tags ont été laissés sur ce terrain de golf transfrontalier appartenant à Lavazza, où les riches membres du club traversent chaque jour la frontière pour eux avec leurs porte-bagages et leurs balles. Il est inacceptable de penser que le même terrain de golf, la nuit, se transforme en terrain de chasse pour ceux qui ne peuvent sûrement pas se permettre un tel hobby, et qui ne souhaitent que poursuivre leur voyage.

Ces champs sont souillés de sang.

Il y a ceux qui ont choisi de ne pas regarder ailleurs.

### Sur le camping Passamontagna du 19-23 septembre

Cinq jours de discussions, d'assemblées, d'initiatives. Cinq jours durant lesquels plus de 300 personnes, venues de divers endroits d'Europe, ont partagé leurs analyses, pratiques, réflexions et vécu. Nous nous sommes déplacé.es entre deux lieux frontaliers (Melezet, Clavières) dans les Hautes Alpes. Un espace qui, comme toute frontière, divise, sélectionne et tue. Chaque jour, dans ces montagnes, des dizaines de personnes sont obligé.es de marcher des kilomètres, fuyant différentes polices et milices fascistes, pour tenter d'arriver en France. Toute autre forme de déplacement leur est proscrite. Dans ces mêmes montagnes, en revanche, camions et trains de marchandises passent par centaines sous la protection des flics. Loin des sentiers caillouteux, on y trouve un tunnel aisément franchissable pour qui possède papiers et argent. Des milliards y sont également dépensés en vue de construire la ligne à grande vitesse Lyon-Turin (TAV) dans la Vallée de Susse. La restructuration de ce territoire, guidée par les intérêts économiques des riches, contribue ainsi à accentuer la fracture déjà existante entre ceux qui en bénéficient et ceux qui la subissent. C'est parce que nous ne croyons pas en ce système de contrôle et de gestion, en ce dispositif constitué en tout lieu par des frontières sociales et économiques, que nous avons voulu prendre le temps de réfléchir ensemble sur la façon dont nous pouvions le combattre. En cette période historique où de nouveaux fascismes émergent de toutes parts, où les différents gouvernements mettent en place des politiques sécuritaires et d'exclusions, où les rafles augmentent ainsi que les détentions en Centre de Rétention Administrative et la déportation des « indésirables », nous avons senti le besoin de mieux nous organiser. Individu.es et collectifs italien.nes, français.es, allemand.es, suisses, slovèn.es, turc.ques, espagnol.es, grec.ques, etc... ont débattu sur plusieurs thèmes : les racines et les conséquences du système d'exclusion actuel, le concept de solidarité et d'« accueil », les méthodes d'organisation et le rôle de la communication. Il a aussi été question

de l'identité en général (administrative, territoriale et nationale) et de l'idée de s'identifier ou d'être identifié. Cela prenait d'autant plus de sens que pendant deux jours, les routes d'accès au camping ont toutes été fermées par des barrages de flics et par la digos (police politique italienne), lesquels fichaient chaque personne contrôlée (prise d'identité, photos et fouilles).

\*

\* \*

Le vendredi 21 avait été prévu un cortège contre les frontières à Bardonecchia, une ville frontalière où sont refoulé.es ceux qui tentent d'aller en France en train par le tunnel du Fréjus, ou à pied, sans les « bons » bouts de papier. Ce cortège voulait lutter contre le fait que marchandises et capitaux passent librement chaque barrière, là où les personnes sont en revanches sélectionnées et refoulées. Nous avons finalement annulé son organisation.

La veille, le maire de Bardonecchia, Avato, avait pris le temps d'alarmer ses citoyen.es de la tenue de ce dangereux cortège contre les frontières. Il conseillait à tout.es de rester chez elleux, dans le but « de faciliter au maximum les activités de contrôle des forces de police agissant sur le territoire ». C'est-à-dire l'activité de 25 fourgons de polices et de carabinieri, d'une dizaine de jeeps, de deux canons à eau et de nombreux digos postés un peu partout. La ville de Bardonecchia était totalement militarisée et vidée de ses habitants, tous les parking laissés libres pour le dispositif policier, et les magasins fermés, 10 camions de la gendarmerie





française étaient également postés de l'autre côté de la frontière de peur que nous ne tentions de la franchir. Nous ne voulions pas tomber dans un jeu de mise en scène de la manifestation, pris en sandwich par toute la police présente, sans réussir à bouger ni à parler avec quiconque, dans une ville déserte. Nous n'avons pas voulu être les acteur.rices d'un théâtre inutile.

Nous avons décidé de ne pas y aller et de ne pas faciliter leur jeu médiatique et politique. Nous nous déplaçons et attaquons quand nous le choisissons. Environ soixante-dix personnes sont allées faire une promenade à Bardonecchia avec un mégaphone pour raconter la situation, suivies par de nombreuses forces policières. Toute la journée, la ville a été véritablement bloquée par les forces de police. Des sous, l'État en a dépensé. Pour rien, comme toujours. (souvent)

Samedi 22, nous nous sommes déplacé.es en convoi jusqu'à Clavière, pour continuer le camping. Nous avons fait une pause à Oulx, ville traversée par un TGV allant vers la France, pour faire quelques interventions au mégaphone, puis nous avons monté le campement. Clavière est juste sur la frontière. La police française vient jusqu'à l'entrée du village pour décharger les exilé.es capturé.e.s, et fait des maraudes en continu sur les chemins et les routes qui mènent en France. C'est là que se trouve Chez Jésus, un lieu occupé, un refuge autogéré ouvert en solidarité avec toutes les personnes de passage. Il s'agit de faire exister un espace pour celles qui veulent passer la frontière et/ou qui luttent contre celle-ci. Nous connaissons bien les violences de la police sur les exilé.es de passage (menaces, vols, passages à tabac). Nous voulons combattre ce dispositif territorial qui permet aux riches de se promener librement entre ces espaces, tandis que les exilé.es sont chassé.es et poursuivi.es.

\*  
\* \*

Le samedi 22, nous sommes allé.es faire une marche sur le terrain de golf. Ces «18 trous transfrontaliers» traversés chaque jour par des dizaines de golfeurs. Pendant l'hiver, les mêmes terrains deviennent des pistes, empruntées par des centaines de skieurs qui ne s'aperçoivent même pas qu'ils traversent cette ligne imaginaire nommée frontière. Le terrain de golf est divisé en deux : le côté italien appartient à la famille Lavazza, propriétaire d'une multinationale du café qui a créé son empire grâce à l'exploitation des ressources humaines et environnementales des (anciennes) colonies d'Amérique du Sud et d'Afrique du Nord ; le côté français est géré par la commune de Montgenèvre. Pour réaffirmer la liberté de chacun.e de se déplacer et de vivre où et comme ille veut, et l'opposition à ces multinationales qui s'enrichissent partout sur la planète, exploitant des territoires que les personnes se trouvent obligées de fuir, le samedi 22, quelques centaines de personnes ont occupé une partie du terrain de golf.

Ces espaces réservés aux riches sont alors devenus le terrain de sports populaires : matchs de football, rugby, volley-ball et frisbee se sont déroulés pendant quelques heures, accompagnés par de la musique improvisée.

La police française s'est déployée sur les chemins et sur le terrain pour nous empêcher de continuer la marche, balançant des gaz lacrymogènes et bombes assourdissantes. La police italienne, carrément équipée d'un camion à eau, était déployée en contre-bas afin de protéger ses terrains.

Chaque fois que les intérêts des plus riches sont effleurés, les médias de masse se mettent en action, utilisant la puissance dont ils disposent pour déformer la réalité, jetant l'opprobre sur les potentielles menaces afin de les éliminer. Dans ces montagnes, la stratégie visant

à construire une représentation de « l'ennemi » Et c'est exactement selon cette stratégie que la violence des ceux en costume-cravate, blancs qui plus est, condamnent à la misère des dizaines de milliers de personnes, et dévastent par la monoculture et l'usage de pesticides des zones entières de la planète.

La violence de ces costumes et uniformes qui chassent et poursuivent ceux qui tentent de continuer leur voyage, passe au second plan par rapport l'action de quelques centaines de personnes qui essaient de rendre manifeste et de combattre ces contradictions inacceptables. Les morceaux de terre enlevés de ce terrain sont tâchées du sang des deux garçons et de la fille qui ont perdu la vie sur ces chemins au court des derniers mois, en tentant de poursuivre leur voyage.

Samedi soir nous avons fait la fête. Et dimanche, un bilan a été effectué avant la fermeture du camping. La police française s'est engagée dans le fichage de toutes les personnes qui traversaient la frontière ce jour là, jusqu' à mettre en GAV deux personnes pour toute la journée. La solidarité ne s'arrête pas. La lutte contre le dispositif des frontières non plus.

Quelques participant.es du Camping Itinérant Passamontagna

*28 septembre*

## **Une nuit d'Aout**

Le quotidien à la frontière du Montgenèvre, entre la France et l'Italie, ce que vivent les exilé.es et solidaires, cela nous l'avons maintes fois raconté.

Ce soir là comme chaque soir, des personnes exilé.es partent, avec chacunE un sac où illes ont fourré habit, casse-dalle, argent. Illes se font attraper par les gendarmes sur les terrains de golf.

Illes finissent par sortir de la PAF, reviennent à Chez Jésus.

Là, illes découvrent que leur argent a disparu.

Cet enregistrement raconte la suite de événements.

\*

\* \*

Sans préjuger des réflexions ou émotions qui pourraient vous assaillir, nous tenons à rappeler que ceci est le témoignage exceptionnel d'une situation habituelle. vidéo sur [passamontagna.info](http://passamontagna.info)

*14 octobre*

## **SUR L'EXPULSION DE CHEZ JESUS**

Ils ont expulsé Chez Jésus. 14 camionnettes, plusieurs voitures de police et carabinieri, l'éternel troupeau bien fourni de digossini tout fiers. Ils sont arrivés à 7h40 le mercredi matin. Ils ont defoncé la porte avec un belier et un marteau, et ils sont entrés.

Le pretre qui nous a dénoncé, Don Angelo Bettoni, ne s'est pas montré. Le maire si, en revanche. Il était avec la police en train d'inspecter les locaux pendant qu'ils

jetaient dehors les vêtements, les tables, les couvertures, les matelas restants. Pendant qu'une pelleuse arrivait pour tout débarasser, ils mettaient des grilles aux fenêtres. Mais la position du maire était connue, depuis le début il appelait l'expulsion, parce que Chez Jésus "menaçait les activités économiques du pays et faisait augmenter le flux de migrants ( en le rendant plus visible) étant donné qu'il donnait de la nourriture et un endroit pour dormir."

Ils ont tout se suite séparé, comme de juste d'après leur catégories, ceux qu'ils considéraient "migrants" et ceux qu'ils considéraient "anarchistes", "No Border", ou comme ils veulent. Les premiers ont été emmenés, pour un "contrôle d'identité", probablement à la procure de Bardonnèche. Il paraît que deux d'entre eux ont été relachés parce qu'ils étaient "en demande d'asile". Le troisième, en revanche, a reçu un décret d'expulsion. Les autres ont tous été bloqués pendant des heures par les cordons policiers et ont été inculpés.

Ils nous ont expulsés parce que, comme cela avait été approuvé à l'unanimité par le Conseil de la Ville Metropolitaine de Turin le 5 octobre, il faut "rendre à la vraie politique" (cit. Monica Canalis, conseillère PD, direction marketing Intesa SanPaolo). Ce qui signifie, comme explicité par le nouveau décret securite-immigration de Salvini, le contrôle et la gestion totale de ceux qui arrivent en Italie sans les "bons" papiers. Cela signifie rendre "illegales" des milliers de personnes grâce à l'élimination de la Protection Humanitaire. Cela annonce plus de rafles, de centres de rétentions de déportations. Ils veulent de nouveaux esclaves, disposés à travailler pour un rien, sous la menace constante des papiers ou du centre de rétention. Et que si ils réussissent à se rebeller ils seront bloqués ou bien leur demande d'asile sera révoquée, étant donné qu'à présent la participation seule à une manifestation suffit à être catégorisé "sujet dangereux".

Chez Jésus s'est toujours opposé à toutes les formes de sélection et de contrôle. Dans ce refuge, personne ne demandait ses papiers à personne, personne ne gérait, personne ne contrôlait. C'était un lieu pour s'organiser ensemble contre les frontières, pour ceux qui veulent les traverser et ceux qui veulent les détruire, de façon libre et autogérée, afin que chacunEs puisse choisir où et comment vivre, sans qu'une frontière ne brise la vie et les choix. A l'extérieur du business de l'accueil et de l'expulsion, loins du business des passeurs.

L'évêque de Susa, A. B. Confalonieri, a exprimé sa satisfaction par rapport à l'opération d'expulsion menée par les forces de police. C'est un prêtre qui nous a dénoncés. C'est avec l'Eglise que la Préfecture a préparé l'expulsion, en sauvant la face avec l'ouverture du lieu à Oulx. Et comme le rappelle ce même Evêque, "l'église valsusine a collaboré avec d'autres structures pour ouvrir le nouveau centre d'accueil à Oulx, plus adapté aux exigences des étrangers". C'est à dire : un lieu ou-

vert de huit heures du soir à huit heures du matin à 15 kilomètres de cette frontière que ceux qui veulent aller en France essaient de traverser et où les personnes sont refoulées.

L'Eglise possède le 20% du patrimoine immobilier présent en Italie, pour une valeur de plusieurs milliers de milliards d'euros. Un empire de briques, en pratique. Une multinationale immobilière, pleines se structures et d'argent. Qui d'un côté se fait propagande à coup de réthorique "de l'accueil", de l'autre qui expulse un local sous l'église qui a donné refuge à des milliers de personnes pendant ces 7 mois, et qui s'implique sans la gestion et dans le contrôle des migrants. C'est aussi pour ça qu'ils ont expulsé Chez Jesus. Question d'argent, en plus de politique.

Et ils sont tous contents. L'Etat français et ses gardes, qui réussissent à mieux garder le contrôle du flux de personnes dirigé vers la France. L'Etat italien, qui n'aime ni les lieux ni les espaces autogérés, fait respecter sa lois et "rend à la propriété régulière" les locaux sous l'église. L'Eglise, propriétaire des locaux; ses coopératives qui se feront de l'argent sur la gestion du lieu ouvert à Oulx. Les activités commerciales de Clavière, qui espèrent voir ainsi disparaître les migrants de passage dirigés en France qui détruisent le tourisme.

Le ferrailleur de Gravere, qui s'est fait des sous en mettant les grilles aux fenêtres. L'entreprise qui a expulsé physiquement le lieu et tout jeté à la décharge.

ChacunEs a ses responsabilités.

Nous ne l'oublierons pas.

Nous invitons toutes et tous à des actions diffuses. Contre les frontières et leur dispositif. Nous rappelons par ailleurs que l'Eglise a tout de même un rôle de premier plan dans notre expulsion.

La lutte aux frontières ne s'arrête pas. Le premier ren-

dez-vous est sous les murs du CRA de Turin, ce dimanche à 16 h.

Ce matin, lors de la messe dominicale dans la cathédrale de Suse, quelques personnes solidaires du refuge Chez Jesus sont intervenues pendant l'office religieux. Nous rapportons ce qui a été lu et distribué.

"Nous sommes ici parce que cette église est responsable. Parce que l'évêque, Monseigneur Alfonso Badini Confalonieri, est responsable. Mercredi 10 octobre, le refuge autogéré Chez Jesus, la sous-église occupée de Clavière, a été vidé. 14 camions de celere, digos, carabinieri. Ils ont enfoncé la porte avec un bélier et ont jeté tout le monde dehors.

Chez Jesus était un refuge pour tous ceux qui traversaient la frontière, et pour ceux qui la combattaient. Il a servi de refuge à des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui, ces derniers mois, ont trouvé un repas chaud, un lit, des informations sur la manière de traverser cette frontière qui sélectionne, divise et tue. Et le prêtre de Clavière, Don Angelo Bettoni, qui nous a dénoncés. L'évêque, Monseigneur Confalonieri, s'est dit satisfait de l'opération menée par la police.

C'est avec l'Eglise que la préfecture a préparé l'expulsion, s'essayant les plâtres avec l'ouverture d'un poste à Oulx. Et comme le rappelle l'évêque lui-même, "l'église de la Valsusina a collaboré avec d'autres organisations pour ouvrir le nouveau centre d'accueil d'Oulx, qui est plus adapté aux besoins des étrangers". En d'autres termes, un lieu ouvert de 20 heures à 8 heures du matin, à 15 kilomètres de la frontière. Loin des chemins croisés chaque nuit par les nombreuses personnes qui veulent aller en France et loin des lieux où elles sont rejetées chaque nuit. Ce lieu sera géré par deux associations liées à l'église. Dans une structure louée aux salésiens d'Oulx. En bref, un beau circuit économique.



L'État ne veut plus de nous dans ces montagnes. Peut-être n'accepte-t-elle pas un lieu où personne n'est enregistré, où il n'y a pas de gestion ou de contrôle des personnes, mais où les personnes s'organisent en toute liberté. L'Église cède volontiers à la pression et est finalement heureuse de se débarrasser du problème de Claviere, de la question des dépenses et du conflit politique avec la municipalité et la préfecture. Jusqu'à présent, les salésiens n'ont jamais pris de mesures concernant la question des migrants à Alta Val di Susa. Ce n'est que maintenant qu'il est question d'argent et d'intérêts économiques qu'ils semblent s'intéresser à la situation. L'église possède environ 20% des biens immobiliers en Italie, d'une valeur d'environ 1000 mil-



liards d'euros. Un empire de briques, en pratique. Une multinationale de l'immobilier pleine de structures et d'argent qui, d'une part, fait de la propagande avec sa rhétorique "accueillante" et, d'autre part, fait disparaître une sous-église qui a donné refuge à des milliers de personnes au cours de ces presque sept mois. Une église qui parle de fraternité, d'accueil, d'égalité, mais qui est heureuse de jeter à la rue tous ceux qui ne

lui sont d'aucune utilité ou qui ne lui rapportent rien sur le plan économique. Elle se réjouit des dénonciations, et du garçon qui a été trouvé sans papiers dans le refuge et expulsé.

Pendant des mois, dans ce refuge occupé, des dizaines et des dizaines de jeunes de cette vallée, de Turin et de la moitié de l'Europe ont partagé leurs journées avec ceux qui étaient bloqués à Claviere, en s'organisant ensemble pour que la frontière de Monginevro n'existe pour personne, car nous croyons fermement en un monde où chacun est libre de choisir qui il veut être et où il veut vivre. Animés par cette idée, nous avons partagé avec ceux qui ont passé des jours, des nuits blanches, des difficultés et des joies chez Jésus. Aucun d'entre nous ne veut être le porteur des "valeurs chrétiennes", mais nous ne voulons pas non plus être dépeints par la presse locale comme des fainéants n'ayant rien de mieux à faire. La solidarité et la colère envers ce système absurde qui sélectionne et tue ont été notre arme quotidienne et ce n'est pas une expulsion qui nous fera changer d'avis."

15 octobre

### +++ LA POLICE EST EN TRAIN D'EXPULSER LE RASSEMBLEMENT DEVANT L'ÉGLISE DE CLAVIERE +++

Depuis mercredi, après l'expulsion, quelque.es solidaires avaient équipé la Place devant l'église avec des tentes, boisson chaudes et nourriture pour celles et ceux qui se retrouvent bloqué.es à la frontière. Les refoulé.es sont nombreux.es chaque nuit et le froid de la montagne est fort. De l'expulsion de Chez Jésus, la police italienne préside l'église et quand ils ont vu peu des solidaires – ou ils voulaient provoquer – sont venu à identifier tout le monde. Deux fois ils se sont embarqué ceux et celles que le document ne l'avaient pas, en amenant des personnes à Bardonecchia pour un contrôle d'identité. Dans ce moment, la police en anti-émeute et la Digos sont en train de procéder à l'expulsion de la Place en identifiant tout.es les personnes présentes. La solidarité ne s'expulse pas, qui peut, qu'il vienne!

15 octobre

### LA SOLIDARITÉ NE S'EXPULSE PAS CHEZ JESUS RÉSISTE !

NOUS INVITONS TOUS À DES ACTIONS GÉNÉRALISÉES CONTRE LES FRONTIÈRES ET LEURS DISPOSITIFS. La lutte contre les frontières ne s'arrête pas !

15 octobre

Flash infos écrit par les camarades sur place lors de l'expulsion de ce matin

Depuis 3 jours, on s'est installéE spontanément sur la place de Clavière. Les flics et la digos nous surveillent en permanence. Hier soir un barnum a été monté (6x4m). Il fait zéro degrés.

10h30: arrivée de cars de Polizia avec du matériel d'expulsion. La polizia locale, les carabinieri et la di-

gos sont sur place depuis l'expulsion de chez Jésus. Ce matin ils ont eu des renforts de camions: 2 de polizia, 1 de carabinieri et 1 de guardia di finanza. Plusieurs dizaines de flics pour 15 personnes sur la place. Il nous remettent un avis d'expulsion pour occupation abusive de l'espace public. On refuse de partir. Ils nous menacent de prendre tout le matériel si on ne le démonte pas immédiatement. Contrôle d'identité.

Ils nous laissent 5 minutes pour donner nos papiers sinon ils nous embarquent.

11h: On refuse toujours de partir, les flics ne savent pas quoi faire et attendent des ordres de leurs supérieurs qui sont bien embêtés.

11h15: Le maire vient nous parler et se dédouane en disant qu'il est soumis aux ordres du préfet qui exige l'expulsion immédiate. Le maire dit qu'il n'y a que la "solution" d'Oulx (à 20km de la frontière, une salle ouverte uniquement la nuit, gérée par des assos notamment religieuses avec une vingtaine de couchages) car aucune salle n'est disponible sur la commune de Clavière. Il propose de mettre en place une ambulance de la Croix rouge pour redescendre les copains de passage qui veulent aller à Oulx. Ceux qui refusent de s'éloigner de la frontière pourront toujours dormir dehors.

12h: La guardia di finanza (dont la brigade anti-terroriste) est arrivée entre temps. Les flics nous demandent de partir dans 10 minutes max. On demande à récupérer nos papiers mais ils veulent qu'on range les affaires avant. Ils s'équipent (casque, bouclier, matraque, lacrymos...).

12h30: Les copains arrivent en soutien et se font entourer par la guardia di finanza. Elles ne peuvent pas rentrer dans la place, elles restent derrière la barrière. On commence à démonter le barnum et ranger tranquillement les affaires. On ne peut toujours pas récupérer nos papiers et on est complètement nasés. La digos nous menace de nous inculper pour refus d'obtempérer si nous ne quittons pas la place avant 14h30.

13h30: On a rangé les affaires. On attend les véhicules pour les emmener. Toujours aucun document rendu.

14h 30: On termine de charger les véhicules, ils nous rendent nos papiers et on pars en direction de la France. En passant par la PAF la majorité des véhicules a

été contrôlée.

20 octobre

## Sur les mesquines accusations publiées aujourd'hui par le quotidien « La Stampa (1)»

Ce matin, Samedi 20 octobre, en ouvrant la Stampa, le énième article sur Clavière et le « cas des migrants » nous saute aux yeux. Depuis l'expulsion, les journaux et sites d'informations ne font que ramener à l'agenda médiatique quotidien Clavière, les no borders et la frontière franco italienne du Montgenèvre.

Beaucoup d'absurdités ont été écrites pendant ces derniers mois d'occupation, de médisances et de mesquineries pour salir la lutte qui a cours à cette frontière. Celle d'aujourd'hui est cependant une attaque particulièrement dégueulasse et fausse.

En effet, FEDERICO GENTA, infâme journaliste, n'a même pas pris la peine de vérifier ce qu'il a écrit, c'est à dire que le refuge Chez Jésus, d'après un certain « Marco », badaud de Clavière et source orale de l'article, demandait de l'argent aux exiléEs pour que ceux-ci puisse passer la nuit et recevoir des informations sur la route vers la France.

Chez Jesus luttait également contre le business des passeurs. Contre ceux qui s'enrichissent sur le dos de ceux qui ne trouvent pas de mode de passage autonome pour passer la frontière. Chez Jesus permettait et

soutenait cette autonomie. Il est inutile de préciser que personne n'a jamais demandé d'argent aux personnes de passage. La nourriture était récupérée le mercredi et le dimanche au marché de Briançon, ou bien apportée par les solidaires.

Le reste des dépenses était permis par l'argent récupéré grâce aux nombreuses soirées de soutien. Que les « no borders », ou comme il vous plaît de nous appeler, se faisaient payer, cela n'est que l'énième mensonge que vous racontez.

Et après ça, il y en a encore qui sont surpris par la saine distance que nous prenons envers les médias et autres journaloux..

(1) - La Stampa est un quotidien italien publié à Turin, en Italie. C'est l'un des plus vieux journaux italiens.



24 octobre

## Les frontières de l'accueil

Ce Mercredi 10 octobre, une expérience de solidarité directe, qui avait lieu à la frontière avec la France, au Montgenèvre (Clavière), a été expulsée. Des locaux situés sous une église ont été occupés – le refuge autogéré « Chez Jesus » - et depuis février de cette année, les personnes exiléEs et solidaires pouvaient y trouver un refuge et vivre ensemble, jour et nuit, en s'apportant mutuellement de l'aide et du soin. Ces locaux étaient un lieu de passage pour les femmes et les hommes qui, après avoir risqué leurs vies en mer ou dans le désert – en ayant souvent vécu sur la route, la disparition d'un ou d'une camarade – choisissent chaque nuit la voie de la haute montagne pour tenter le passage de la frontière. ExténuéEs par le voyage qu'illes ont entrepris jusque là, illes n'ont souvent ni nourriture ni l'équipement nécessaire, et sont traquéEs par les policiers et les militaires, eux, tout à fait suréquipés et menant une véritable chasse aux exiléEs. L'hiver dernier, cette traque a provoqué la souffrance de centaines de personnes, pour aboutir à la mort de trois d'entre elles, parmi lesquelles une femme enceinte.

Il s'agissait de fermer la parenthèse qui s'est ouverte à Clavière, car cette expérience de solidarité met en lumière une problématique fondamentale : celle des liens de solidarité qui peuvent se créer avec les personnes de passage – en donnant la possibilité d'autogérer, et ce, même pendant un laps de temps court, sa propre subsistance – et de la mise en discussion pratique du dispositif aux frontières. Ainsi que toutes les manifestations de celui-ci, même les plus grotesques. Comme par exemple la présence, tout près du refuge, d'un camp de golf transfrontalier, un « lieu » traversé de jour par des balles de golfs et de riches membres du club (qui peuvent donc passer cette frontière – qui n'existe de fait pas pour eux - comme bon leur semble), et qui se transforme la nuit en un terrain de chasse policière aux « clandestinEs », coupables de vouloir continuer leur voyage.

Nombreuses sont les solidaires qui ont aidé de façon concrète les exiléEs à traverser la frontière : des personnes qui, avec leur propre voiture, ont transporté des individuEs et des petits groupes depuis l'Italie jusqu'à la France, en traversant par la route goudronnée cette frontière qui pour nous autres blanchEs et européenNEs est surtout symbolique, mais reste pour celles qui ne sont pas nées en Europe une zone violente de répression et de mort. PlusieursEs de ces solidaires, sois-disant « passeurs », sont actuellement en procès et risquent d'être fortement condamnéEs, mais ceci ne les a pas affaibliEs dans la revendication de ce qu'illes ont fait comme faisant partie d'une lutte plus vaste contre les frontières.

La réponse de l'Etat et de l'Eglise à l'expérience du refuge autogéré a été l'expulsion du lieu, la destruction de tout ce qui se trouvait à l'intérieur et l'inculpation

pour occupation de 15 solidaires. Mais pas seulement. Cette violence répressive intervient au moment précis où dans une zone proche, une structure purement « assistancielle » vient de voir le jour, avec un nombre de places défini, gérée et contrôlée par une association catholique d'assistance.

Ceci est un exemple pratique du rôle que jouent l'accueil institutionnalisé et les associations qui, de façon plus ou moins consciente, collaborent avec lui. Nous ne faisons pas ici référence à la solidarité pratique, directe, qui naît de rencontres et élans de l'âme, mais à cette assistance qui, de différentes façons, est financée et promue par les institutions.

Derrière ces processus, ne se cachent pas seulement des raisons économiques ou d'opportunismes, mais également une raison idéologique fondamentale.

En apparence, l'approche « humanitaire » des migrations est séparée des politiques « sécuritaires » répressives. Dans la réalité, ces deux processus s'alimentent et se soutiennent l'un l'autre. Le secteur de l'accueil est promu par le même système qui produit les hécatombes en mer, parce qu'il permet de considérer les flux migratoires comme des faits exceptionnels et donc comme « une urgence », et non pas comme une mobilité humaine qui a toujours eu cours dans l'histoire, parce qu'elle est une conséquence structurelle des guerres, de la pauvreté, et du désir humain de se déplacer.

Les flux migratoires sont un fait historique. Ce sont les discours et les dispositifs de contrôle, ainsi que le concept du « devoir d'assistance » (qui infantilise les exiléEs, en les empêchant de s'autodéterminer), qui revêtent les migrations d'un caractère exceptionnel. Et c'est la condition de clandestinité qui rend plus tragique et inhumaine les migrations actuelles.

En ce sens, ceux qui alimentent la peur et le drame, dans ce monde, sont aussi ceux qui cherchent à atténuer de façon hypocrite la perception de la violence institutionnelle, qu'ils ne cherchent par contre pas à empêcher.

Un cas tristement emblématique de cette violence, sont les centres d'identification et d'expulsion pour les étrangèrEs1 – d'authentiques prisons spéciales (appelées CPT, CIE ou CPR en Italie), où les exiléEs sans papiers en règle sont enfermés – gérés, depuis leur fondations, par les pourvoyeurs d'assistance (la Croix Rouge Italienne, les associations catholique, les coopératives sociales). Dans d'autres formes, ce processus de gestion et de contrôle recouvre aussi la structure du « second accueil 2 », qui deviennent toujours plus des modèles expérimentaux de contrôle et d'exploitation de la main d'oeuvre.

Au racisme d'Etat et aux agressions racistes en augmentation, nous devons opposer un « antiracisme » qui soit en mesure de comprendre la vraie nature du système de l'accueil et, plus généralement, de la gestion et du contrôle des flux.

L'expérience du refuge autogéré « Chez Jesus » nous

apprend aussi cela, et elle le fait de la façon la plus noble, celle qui sait mêler théorie et pratique. Une expérience à imiter et à poursuivre, que les verrous et les matraques n'arrêterons pas, car elle vit dans l'esprit et le courage de nombreuses personnes. Un contribut du Trentino.

\*  
\* \*

Notes:

1- Les CPR (Centri di Permanenza per il Rimpatrio), anciennement appelé CIE (Centri di identificazione ed espulsione), sont en Italie les équivalent des Centres de Rétention français.

2- Les concept de « prima accoglienza » (littéralement : premier accueil) e « seconda accoglienza » (deuxième accueil), seraient les équivalent français de pré-accueil et accueil, le pré-accueil étant le premier processus de sélection pendant lequel les exiléEs sont triéEs en fonction de leur situation administrative, l'accueil celui où iels sont éventuellement prisEs en charge par une des structures ad hoc.

### - LA SOLIDARITE' NE S'ARRÊTE PAS -

Jeudi 8 novembre rassemblement devant le Tribunal de Gap à 8.30

SUR CES CHEMINS ON Y ETAIT TOUT-ES  
CONTRE TOUTES LES FRONTIERES  
TOUS ET TOUTES LIBRES!

8 novembre

### LA SOLIDARITÉ NE S'ARRÊTE PAS

Le 22 avril, il y a eu une marche spontanée, une manifestation contre les frontières. Contre les fascistes de Generazione Identitaria qui "gardaient" la frontière à Colle della Scala depuis le soir, pour empêcher les migrants de rejoindre la France. Et contre la militarisation qui à cette époque, comme toujours, voyait des soldats et des gendarmes engagés dans une véritable chasse aux migrants sur les chemins et les routes qui mènent de l'Italie à la France.

La marche du 22 avril a vu des centaines de personnes traverser la frontière et arriver à Briançon. Pour une fois, personne n'a eu à se cacher. Pour une fois, personne n'a dû risquer sa vie pour franchir cette ligne imaginaire qui sélectionne, divise et tue.

Des centaines d'entre nous ont marché sur la route,

pendant 18 kilomètres, de Claviere à Briançon. Nessunx a demandé des documents. Nessunx a identifié, vérifié, sélectionné qui, selon la loi, pouvait ou ne pouvait pas traverser cette frontière. Ensemble, nous y sommes arrivés. Ensemble, pour ce jour, nous avons fait en sorte que la frontière n'existe pas.

À Briançon, trois personnes ont été arrêtées et incarcérées pendant 11 jours (puis 25 jours supplémentaires de résidence obligatoire) pour "aide à l'immigration clandestine en bande organisée". Quelques mois plus tard, quatre autres personnes ont été accusées de la même infraction ce jour-là.

Ils risquent dix ans de prison et 750 000 euros d'amende.

En cette ère de retour du fascisme, de racisme généralisé, d'exploitation de la peur de la diversité, nous appelons à la solidarité.

Aujourd'hui, dans ce tribunal, il y aura un procès. Le



"Procureur" de Gap, Raphael Balland, harcèle la solidarité depuis des mois. Détentions, garde-à-vue, convocations, procès comme celui d'aujourd'hui. Ici, à Gap, capitale des Hautes Alpes, on retrouve certains des responsables de la politique répressive à la

frontière. Le préfet, Cécile Bigot-Dekeyzer, et ses ordres de refus. Le Centre départemental des Hautes Alpes, qui s'occupe également des mineurs non accompagnés, qui, selon le droit européen, devraient avoir droit au transit. Le centre s'attache donc particulièrement à les déminoriser, à les déclarer majeurs afin de pouvoir les jeter rapidement à la rue ou les renvoyer directement en Italie.

Et enfin le tribunal, qui comme toujours est occupé à juger toute personne qui s'oppose aux lois étatiques de plus en plus répressives et discriminatoires. Et c'est pourquoi nous sommes ici.

La solidarité ne s'arrête pas !

TOUTES LIBRES

BRISER LES FRONTIÈRES

Cet après-midi, vers 15 heures, une procession spontanée pour gap a vu la circulation bloquée pendant deux heures, avec distribution de tracts et chants au son des tambours.

Nous sommes toujours sous le tribunal.

TOUTES LIBRES

## 9 novembre

Le rassemblement devant le tribunal a pris fin à deux heures du matin lorsque les accusés sont finalement sortis du tribunal. À 21 heures, la nouvelle était déjà tombée : l'accusation de bande organisée avait été abandonnée. Immédiatement après, les réquisitions du procureur pour la condamnation : 6 mois avec sursis pour tous les prévenus sauf Mathieu et Juan pour lesquels 12 mois ont été requis, dont 4 mois à purger en prison.

Après les demandes du procureur, tous les avocats de la défense ont présenté leurs arguments. Le jugement aura lieu le 13 décembre.

TOUS ET TOUTES LIBRES !

NOUS ÉTIIONS TOUTE.S SUR CES CHEMINS !

9 dicembre 2018

## Un nouveau refuge autogéré s'ouvre.

Aujourd'hui a été ouverte la CASA CANTONIERA à Oulx, un bâtiment vide et inutilisé depuis des décennies. À partir d'aujourd'hui, il s'agit de lui redonner vie : contre les frontières et le dispositif qui les soutient et les détermine. Contre le Décret Salvini et sa politique de répression et de guerre aux pauvres. Pour un monde où toutes puissent choisir où et comment vivre.

La situation à la frontière continue à empirer: la militarisation est croissante, l'hiver est désormais arrivé. Le système de contrôle et de gestion toujours plus fort vient s'imposer sur toutes celles qui, sans les bons papiers, continuent à vouloir traverser cette ligne ima-



ginaire appelée frontière. Le Refuge Autogéré Chez Jesus, local occupé sous l'église de Clavière, a été expulsé depuis presque deux mois. Depuis ce jour, les personnes qui se perdent et risquent leur vie et leurs membres en montagne sont toujours plus nombreuses, aussi car elle n'ont ni les informations ni l'habillement adapté pour affronter le voyage. Sans espace et sans temps pour pouvoir s'organiser, se reposer, et repartir. Ce lieu veut également être cela.

Un refuge autogéré pour ceux qui sont de passage, et qui ont besoin de plus de temps pour s'organiser que les quelques heures nocturnes offertes par les salesiens.

Un lieu pour pouvoir s'organiser, contre les frontières sur ces montagnes ainsi que contre celles en ville, et le système qui leur est relié.

Le Décret Salvini est une déclaration de guerre aux pauvres.

Une guerre aux immigrés, toujours plus exploitable, sous la constante menace des papiers, Centre de Rétention ou Deportation. A toutes celles qui cherchent, par tous les moyens, à s'opposer au système de sélection, contrôle et exclusion qui sévit dans cette société.

Aux indésirables en général qui sont jetés en dehors des centres habités, toujours plus réprimés, contrôlés, exploités.

Organisons-nous.

A partir de 15 heures cette après midi, nous invitons toutes à un repas partagé musical.

Quiconque souhaite passer, pour soutenir, discuter, participer aux travaux est la bienvenue !

Il y a besoin de matériel, matelas, couvertures, vêtements chauds, chaussures de rando, chaussettes, gants, chapeaux, poêles, tapis, nourriture.

Nous voulons nous organiser ensemble pour faire en sorte que cette frontière, ainsi que toutes les autres, n'existent plus.

13 dicembre 2018

## +++ MISE À JOUR du processus pour les 3+4 de Briançon +++

Aujourd'hui à Gap, le juge a confirmé les réquisitions du procureur en condamnant les 7 personnes de Briançon pour la marche de solidarité du 22 avril.

6 mois avec sursis pour Eleonora, Lisa, Théo, Benoit et Bastien.

12 mois, dont 4 mois de prison et 8 de sursis pour Mathieu et Juan, plus 2 ans de mise à l'épreuve.

NOUS ÉTIIONS TOUS SUR CES CHEMINS

CONTRE TOUTES LES FRONTIÈRES

TOUTES LIBRES !

13 dicembre 2018

## SUR LE NOUVEAU REFUGE AUTOGÉRÉ ET LES RUMEURS CONNEXES

La Casa Cantoniera vive à nouveau depuis moins d'une semaine. Une semaine de grand nettoyage et de reconstruction, étant donné que le bâtiment était abandonné depuis presque trente ans (comme c'est souvent le cas des bâtiments payés avec l'argent de la communauté), et dans un état de semi-destruction. De cette façon, les autorités publiques donnent un autre exemple - très courant - de gestion "efficace" des ressources locales.

Cette maison veut être un refuge autogéré pour toutes les personnes qui veulent franchir la frontière, et pour celles qui ne croient pas que ce dispositif de contrôle et de sélection doit exister : tout le monde, jeunes et moins jeunes, devrait avoir la possibilité de décider librement sur quel bout de terrain il peut vivre, d'auto-déterminer sa vie, quel que soit son statut légal écrit sur un bout de papier ou le montant d'argent sur son compte bancaire.

C'est pourquoi nous souhaitons répondre brièvement à tout ce qui se dit et s'écrit dans les journaux sur cette nouvelle occupation, réfuter les faussetés et les calomnies rapportées et expliquer la situation actuelle.

Le premier citoyen d'Oulx, Paolo De Marchis, qui ces derniers mois nous a dit que ce que nous faisons était bien mais que nous étions sur un mauvais territoire (en faisant référence à l'église de Claviere), a aujourd'hui manifestement changé d'avis et condamné sévèrement l'occupation, en disant que "ceux qui veulent à tout prix accompagner les migrants en France sont les porteurs de la mort". En montagne, en hiver, avec des vêtements inadaptés, on risque de mourir..." (cit)

Évidemment, ce n'est pas " nous " solidaires qui mettons en danger la vie de ceux qui veulent aller en France, ce n'est pas nous qui les forçons à descendre des bus et des trains ou les bloquons à la douane, ce n'est pas nous qui les obligeons à gravir les sentiers de montagne, et ce n'est pas nous qui les traquons ou les attendons cachés dans les buissons des sentiers pour les

attaquer s'ils sont noirs et non touristes et les ramener arrière.

Les responsables des décès à la frontière sont autres. Les responsables des blessés, des disparus, de la peur et de l'humiliation des personnes obligées de se cacher pour traverser quelques kilomètres. Ce sont les gendarmes et les soldats qui contrôlent chaque jour cette frontière. Ce sont les Etats et leurs représentants politiques qui ont évidemment besoin de frontières, sinon elles n'existeraient pas par définition, et qui s'engagent donc à les maintenir et à les protéger. Les responsables sont tous ceux qui, indifférents, laissent cet état de fait inchangé.

Ceux qui viennent dans ces montagnes veulent partir, sinon ils ne viendraient pas dans cette vallée. Et ce ne sont pas les montagnes qui retiennent ceux qui ont une forte motivation pour partir, surtout quand la plupart des voyageurs ont déjà traversé le désert et la mer. Ils peuvent rencontrer des médiateurs culturels qui les encouragent à retourner dans le système d'accueil d'où la plupart d'entre eux viennent et ont déjà choisi de partir ; ils peuvent même leur offrir un toit pour dormir et des couvertures pour se réchauffer, mais les gens partiront toujours sans savoir où aller, et se perdront dans les montagnes.

Et le nombre de morts à cette frontière cette année, ceux qui sont connus, est déjà de trois. A Ventimiglia, il y en a plus de vingt.

Mais ce ne sont pas ceux qui sont solidaires, ceux qui soutiennent ceux qui veulent traverser la frontière, qui sont responsables des morts. Insinuer cela est injuste et aussi stupide. Et chercher le soutien des médias pour faire passer ces faux messages est vraiment déplorable, Monsieur le Maire. Depuis plusieurs mois que nous sommes à la frontière, des centaines et des centaines de personnes sont passées en toute sécurité. Parmi les personnes qui sont mortes, Blessing est tombée dans une rivière parce qu'elle était poursuivie par



la police, et les autres sont mortes de froid ou de faim parce qu'elles avaient été repoussées par les gendarmes au préalable et ont donc été obligées d'emprunter les chemins d'altitude. Sommes-nous maintenant le problème à cette frontière ?

Les gens traversent cette frontière depuis des siècles. Légalement et illégalement. Depuis que la France a fermé ses frontières en 2015 - ce qui, soit dit en passant, est théoriquement illégal pour ceux qui croient au droit international et communautaire (l'accord de Schengen) - ceux qui, jusqu'à peu de temps auparavant, pouvaient prendre un bus ou un train pour rejoindre quelqu'un ou quelque chose au nord de l'Italie, se retrouvent bloqués par ces frontières nationales. Des frontières qui veulent bloquer les personnes, alors que pour les marchandises, ils préfèrent créer une route préférentielle à grande vitesse. Sans contrôles, bien sûr.

y oblige. Cela a toujours été la base de notre lutte à la frontière car il serait bien mieux de résoudre le problème à la racine et de changer ce système plutôt que de rester dans l'urgence temporaire (toujours difficile à combler).

Malgré cela, nous sommes sur cette frontière depuis plus d'un an, comblant les nombreuses urgences qu'elle génère chaque jour, certainement avec nos idées qui nous donnent la force de continuer à être là, de nous risquer avec ceux qui passent, de partager ne serait-ce qu'un morceau de ce voyage mais sans épuiser cette rencontre dans une relation de simple bien-être. Nous n'avons jamais pris un centime pour cela et tout le monde le sait malgré les ragots, alors on demande à l'administration d'Oulx, qui prend clairement l'argent des projets d'accueil, qui spéculent sur les migrants ?

À l'heure où l'Italie reçoit des millions d'euros pour la



La municipalité d'Oulx a publié un communiqué condamnant l'occupation et exprimant la crainte qu'elle puisse "affecter sérieusement le succès de tous les projets actifs dans le domaine de l'accueil en collaboration avec les institutions et associations locales". Des projets qui, comme ils le soulignent eux-mêmes, visent à décourager les gens de partir et à leur expliquer comment réintégrer le système d'accueil italien, dans un lieu frontalier où les gens arrivent précisément parce qu'ils fuient ce même système ou parce qu'ils ont simplement besoin de rejoindre quelque chose ou quelqu'un dans un autre pays.

Ils nous accusent également d'utiliser les migrants "comme un outil pour d'autres batailles politiques".

Nous avons toujours dit que le vrai problème se situe à la base, que les personnes qui se perdent en montagne sont la conséquence d'un système malade qui les

"gestion" des migrants, pour devenir un grand hotspot européen permettant de sélectionner et d'exclure les indésirables et d'exploiter les exploitables, où le système d'"accueil" crée de la spéculation et des affaires pour son propre compte, serions-nous les exploités ? Une autre attaque vient de Paolo Narcisi, président de Rainbow for Africa. Sans beaucoup d'explications sur les causes et les raisons, il dit comment les occupants de la maison de cantonnement ne sont pas No Tav, ne sont pas de Briser le Frontières ou de Valsusa Oltreconfine, et ne sont pas des volontaires. Pour cette raison, apparemment puisqu'il n'y a pas d'autre contenu dans sa déclaration, l'occupation nuira à tout le monde (qui sait pourquoi le No Tav alors ?), surtout aux migrants... mais excusez-moi M. Paolo, faut-il une carte pour être un partisan de No Tav, pour ne pas croire à ce projet inutile et nuisible ? En tant d'années de lutte contre ce

train, nous ne l'avons jamais vu, donc je ne comprends pas au nom de qui vous osez faire ces déclarations ? Et avez-vous déjà assisté à une réunion de Briser les Frontières, que beaucoup d'entre nous ont contribué à mettre en place et à animer tout au long de l'hiver dernier ? Et encore une fois, si vous n'êtes jamais venu nous rencontrer, pourquoi devez-vous parler de faits que vous ne connaissez pas ?

En tout cas, nous avons pris ce refuge pour avoir un endroit sur cette frontière qui donne à ceux qui en ont envie un espace où ils peuvent se réfugier aussi longtemps qu'ils en ont besoin, pour donner à ceux qui en ont envie un espace où ils peuvent s'organiser ensemble, discuter et construire des événements. Notre présence semble susciter plus d'attention que la frontière elle-même, nous aimerions déplacer cette attention. Nous invitons ceux qui veulent aller au-delà des fausses lignes de la presse à faire une visite du refuge. Il y a encore beaucoup de travail en cours et beaucoup de mains nécessaires. Nous ne voulons pas perdre plus de temps à répondre à des calomnies inutiles, mais simplement aller de l'avant avec notre projet.

Certains et certaines occupants de l'a Ex Casa Cantoniera

### **TUNZ TUNZ IN OULX RÉVEILLON DU NOUVEL AN CONTRE LES FRONTIÈRES - CAPOD-ANAS**

A' la Ex Casa Cantoniera Occupata

À partir de 19 heures

Route Monginevro km 79, OULX

### **7-12 janvier 2019 : Semaine de travail collectif**

11 janvier 2019

#### **POLICE PARTOUT, JUSTICE COMPLICE**

Encore deux condamnations pour aide à l'immigration clandestine.

La frontière tue, la police est son arme, le tribunal est son parrain.

Hier encore trois personnes ont été condamnées pour aide à l'immigration clandestine par le tribunal de Gap. Deux d'entre elles sont engagées depuis longtemps dans la lutte à la frontière. Pierre a été condamné à 3 mois avec sursis. Kevin à 4 mois, même si le procureur en avait demandé 6. Kevin a été aussi accusé de refus d'obtempérer à la demande de la gendarmerie d'arrêter sa voiture. La troisième personne est une femme qui n'est pas engagée dans la question de la frontière mais a tout de même été condamnée à une amende pour avoir aidé un migrant à traverser le col de l'échelle. Les trois ont fait appel.

Il nous paraît clair que l'objectif du tribunal et de ses juges est d'effrayer les solidaires afin d'affaiblir les réseaux de solidarité directe qui ne se soumettent pas à la volonté de l'État et des institutions. La frontière continue de séparer et sélectionner, au risque de tuer

tous les jours. Les gendarmes jouent à la chasse aux migrants sur le chemin, de nuit comme de jour, et les personnes, pour essayer de leur échapper, prennent des sentiers enneigés, montent la montagne au risque de leur vie. Les maraudeur.se.s sont poursuivi.e.s, souvent arrêté.e.s, menacé.e.s de procès et dernièrement condamné.e.s.

Mais la solidarité ne s'arrête pas puisque la liberté n'a pas de frontière et la terre n'a pas de patron.

Solidarité avec les enfermés dans le CRA de Vincennes en grève de la faim depuis des jours!

SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 JANVIER

### **WEEK-END DE FORMATION À LA FRONTIÈRE**

SAMEDI : Mise à jour et discussion sur la frontière de Ventimiglia.

DIMANCHE : Présentation du livret "Notes sur le décret" et discussion sur le décret Salvini.

15 Gennaio 2019

### **Aux frontières de l'oppression**

*Nous republions ici le texte écrit par quelques copaines, réflexion suite aux récents événements de répression à la frontière franco-italienne, contre les personnes exilées et solidaires.*

*++ esquisse d'une pensée contre les frontières étatiques et les frontières de classe ++*

*publié mercredi 9 janvier 2019, par La Canarde*

La mobilisation contre les frontières — présentes entre les États, dans chaque flic, dans les gares, les aéroports et les administrations, et dans chaque esprit élevé en Occident — dure depuis deux ans dans le Briançonnais, terre sans lutte en l'absence d'une classe prolétaire organisée. Depuis deux ans, la fraction se voulant la plus radicale de cette mobilisation peinait à définir ses objectifs, sa pensée commune, partagée entre volonté de conciliation pour élargir ses appuis, ses a priori contre le fonctionnement de la frontière et des esprits, et peinant à se rencontrer. Ces personnes, voleurs de poules et femmes peu recommandables, se sont rencontrées, ont discuté, et commencent à poser cette pensée de lutte indispensable dans le bocal briançonnais. Ce 10 janvier 2019, deux camarades comparaissent devant le tribunal correctionnel de Gap. Ils sont accusés d'aide au passage illégal de la frontière franco-italienne, dans les environs de Briançon.

Il n'y a pas lieu de s'en indigner ni même de s'en étonner. Le contrôle des frontières et des marchandises et humain·es admis ou non à les franchir est une prérogative exclusive et essentielle des États.

Qui s'incarne au quotidien dans la persécution et la mise en danger par les forces de l'ordre des personnes qui tentent de rentrer et de séjourner en France sans les bons papiers. Qui se traduit par la conclusion d'accords avec les chefs de guerre libyens, le roi du Maroc

et autres dictatures, turque ou soudanaise.  
Le concept : l'externalisation des frontières.  
Les conséquences : des dizaines de milliers de vies englouties par le désert et la mer, le viol des femmes et la torture systématisées, l'internement de masse dans des camps de concentration, l'esclavage.  
De Khartoum à Calais, des barbelés des camps libyens aux patrouilles nocturnes de flics dans la montagne, une seule et même politique. Quiconque entend contester ce monopole du contrôle des frontières par l'État s'expose à une réaction du pouvoir. Réaction qui s'exprime dans ce tribunal par la voix du procureur et la future sanction des juges. Dans ce système-monde, la répression prend des formes multiples : elle est économique, policière, pénale, plus ou moins systématique et brutale selon la position à laquelle on est assigné dans l'échelle des dominations.

#### ++ Carnage ++

Ce monde, ce système est un carnage. Un pillage sans limite de l'ensemble des ressources, rendant invivable une partie croissante des territoires que les gens sont obligés de quitter. Un carnage écologique qui se décline en extraction de la biomasse, désertification, appauvrissement des sols, assèchement et pollution massive des cours d'eau, fonte des réservoirs d'eau douce, disparition de la biodiversité et des pollinisateurs naturels, contamination chimique et nucléaire de territoires. D'Amazonie en Afrique centrale, en Mongolie, en Biélorussie ou au Japon. Partout.

Insécurité alimentaire de masse, famines, épidémies, génocides et autres fléaux s'abattent sur des pans entiers de l'humanité. Ils sont les effets et le cœur de la guerre, qu'elle soit économique, financière, ou militaire. Le vivant en général est soumis à un comportement délirant, complètement cannibale, du système capitaliste. Tout est propre à devenir marchandise : de l'eau

potable au corps des femmes, de l'AK-47 au fœtus. Ce carnage laisse des traces irrémédiables de violence dans les histoires individuelles et collectives. Ce système sème la mort et le désert. Et plus que jamais, la misère et l'exploitation sont le lot commun de l'humanité dans son ensemble — ou presque. Dans un tel système, tôt ou tard, n'importe qui peut se retrouver et se retrouvera naufragé et devra partir pour chercher ailleurs où et comment survivre.

Dans cette guerre impitoyable contre le vivant et l'humanité, nous sommes toutes et tous des naufragés en devenir. Dans cette logique, nous sommes tous-tes marchandises, ressources et fusibles de la logique de rentabilité du capital. La mondialisation s'est faite au profit de puissances industrielles et financières dans une logique de privatisation totale au prix d'une dépossession du plus grand nombre.

L'histoire des pays colonisés renferme son lot de souffrances et d'exploitation outrancières, de racisme, de négation de l'individu, de guerres, et de domination des puissances européennes.

Les monopoles industrialo-financiers occidentaux ont pu grâce aux soutiens des États et de leurs armées, par l'influence et la corruption des possédants locaux des colonies ou ex-colonies, s'approprier toujours plus de matières premières, accroître leur production, s'abreuver de nouveaux marchés juteux, dans des régions où les coûts sont bas, le droit salarial quasiment absent et l'exploitation quasi-esclavagiste.

#### ++ Marchandise humaine et compétition ++

Les migrations vers l'Europe, si marginales qu'elles soient par rapport aux mouvements migratoires dans le monde, ont généré un bruit médiatique phénoménal ces dernières années. Ces candidat-es à l'intégration représentent une aubaine à plusieurs titres. Bousc émissaires parfaits dans une période de rhétorique



d'insécurité permanente, ils permettent d'acheter et de fabriquer l'électorat de l'extrême-droite. Ils justifient ensuite de renforcer aux frontières intérieures et extérieures de l'Europe, et sur tous les territoires possibles l'emploi de matériels et moyens de surveillance, contrôle, répression, enfermement, etc., un terrain de jeu et un marché lucratif pour l'industrie d'armement. Les nouveaux arrivant·es représentent enfin une main-d'œuvre idéale : arrivée auprès de l'employeur à ses propres frais, à un prix défiant toute concurrence locale, sans protection sociale ni sécurité au travail, rendue docile par les difficultés du parcours, et jetable dès qu'elle n'est plus utile. Le patronat ne s'y trompe pas lorsqu'il affirme la nécessité de cette migration corvéable à merci. Comment pourrait-on alors encore aujourd'hui penser que l'immigration représente un problème alors qu'elle contribue à la croissance, si ce n'est pour s'assurer que les exploité·es soient mis en concurrence ? Dans les anciennes colonies françaises comme en hexagone, on peut se retrouver à travailler pour les mêmes firmes transnationales, plus ou moins exploité·e selon que l'on dispose ou pas des bons papiers. On peut ici se sentir privilégié·e bien que « la crise » (qui n'est qu'une réorganisation de la production capitaliste) touche également la population voyant son niveau de vie reculer. Les licenciements massifs des pôles industriels (ex Arcelor Mittal) ruinent des vies ouvrières nombreuses et ne sont pas dus à la migration des humain·es mais à celle des machines et des investissements là où les coûts de production sont plus attractifs, plus « compétitifs ».

Les migrant·es sont accusé·es d'être des concurrent·es sur le marché du travail alors qu'il·les sont d'autres exploité·es. Les camionneur·ses français·es ont douloureusement senti la venue des travailleur·ses d'Europe de l'est sous la forme d'une plus grande pression de leurs patrons sur les heures, le taux horaire, etc.

Le repli nationaliste, xénophobe qui se répand et peut apparaître comme une « menace pour la démocratie » est compréhensible dans ce contexte d'insécurité économique, de souffrance et de précarité qui ne sont que les effets concrets de la mise en concurrence violente du prolétariat.

++ Valeur(s) ++

Liberté, égalité, fraternité. Les valeurs invoquées par l'État dans son histoire moderne ont été et restent diverses manières d'habiller les logiques d'exploitation pour les justifier, et ce quelles que soient les références utilisées : supériorité raciale blanche, scientisme, positivisme, développement, droits de l'homme. Tous les universalismes nés dans les milieux intellectuels des pays conquérants ont été autant de valeurs mobilisées par la classe dominante pour la défense de ses intérêts propres, industriels, économiques, culturels, etc.

Loin d'être des idéaux que l'usure du fonctionnement des institutions démocratiques aurait dévoyés, ces valeurs ont été le drapeau avec lequel le capitalisme a re-

vêtu son passage en système dominant dans le monde. Et ce drapeau n'est déjà plus qu'un torchon sale et jeté à la poubelle de l'histoire d'en haut.

Du reste, les chien·nes de garde du système, chroniqueur·ses autorisé·es et autres penseur·ses réactionnaires ne s'y trompent pas, ne s'appuyant sur ces valeurs guère plus que pour justifier la fermeture de l'espace intérieur, où elles seront protégées d'un extérieur « barbare » : la sécurité éventuellement liberticide au nom de la liberté, ou encore l'égalité au sein d'une partie choisie de la population. Le déchainement de mépris, au nom des valeurs républicaines, qui a pu s'exprimer ces dernières semaines à l'encontre de celles et ceux qui ont pris la rue et les rond-point, affirmant leur refus d'être gouvernés et tentant de se relier et de s'organiser en conséquence, relève du même mécanisme. Là-bas, les « barbares », ici, les « foules haineuses ». En danger, les valeurs. Et pour les défendre, la force. Aujourd'hui, l'État déploie une milice à ses frontières pour surveiller et traquer les exilé·es. Des maraudes s'organisent pour leur porter secours, non pas par ce que la montagne, la neige et le froid sont en eux-mêmes des dangers, mais du fait de la mise en péril qu'entraîne ce déploiement sécuritaire. Et la justice pourchasse celles et ceux qui y prennent part. Le message se veut clair : quiconque entend traduire en actes des valeurs pourtant gravées au fronton de tous les bâtiments publics peut finir en taule.

Dès lors, peut-on attendre d'un tribunal qu'il rétablisse, au nom de ces valeurs, un prétendu « État de droit » qui n'est, en définitive, rien d'autre que l'expression d'un rapport de forces, celui du totalitarisme capitaliste et des violences qui, partout, toujours, l'accompagnent ? Peut-on même invoquer ces valeurs dans une sorte d'absolu qui évacuerait la question de fond des rapports d'oppression qui, pourtant, conditionnent la possibilité de leur réalisation ?

Nous ne voulons plus croire en ce mensonge. Dans la guerre qu'il mène contre le vivant et l'humanité, ce système, dont l'État n'est qu'un rouage, n'admet qu'une valeur : celle du profit.

++ Et alors ? ++

Quelle possibilité pour une lutte dans le Briançonnais, territoire où la classe prolétaire (saisonniers des stations et précaires du bâtiment) est atomisée et pour une part importante itinérante, donc peu organisée face à la classe exploiteuse, et qui se retrouvera à la rue quand le réchauffement climatique aura fait fondre les espoirs de loisirs de neige ? Quelle lutte dans un territoire où la classe possédante profite de l'exploitation touristique de la montagne mise en scène comme un espace sauvage, préservé dans un spectacle caractéristique du capitalisme de loisirs ? Quelle lutte possible dans un territoire où les forces de l'ordre sont chargées d'assurer que les « indésirables » soient invisibles dans ce décor de carte postale ?

Bousculer cet ordre frontalier implique de remettre

en cause l'ensemble de l'industrie de loisirs qui n'est qu'une forme locale du carnage mondial.

Ni ici ni ailleurs, nous ne voulons qu'une infime minorité prenne les décisions, accumule les richesses extorquées. Ni ici ni ailleurs, nous ne pouvons ignorer le carnage. Mais une perspective où l'on aide un-e « autre » quand tant d'autres restent livrés-es à eux-mêmes peut-elle suffire ? Peut-on imaginer nous extraire du carnage, nous émanciper collectivement autrement qu'à travers une lutte commune ? Peut-on faire autrement que lutter dans chaque situation où nous percevons nos intérêts communs pour les réaffirmer et nous libérer ensemble, à partir d'une conscience de condition commune, entre exploités-es et face aux exploités ? Peut-on s'opposer plus longtemps aux politiques racistes d'État sans s'associer avec les principaux concernés, la où ils et elles s'organisent et luttent déjà ? Peut-on combattre les violences policières sans une analyse systémique qui prenne en compte à minima l'ensemble des perspectives évoquées ici ?

*P.-S. Texte imaginé et rédigé par un collectif de personnes socialement hétéroclites mais qui sont toutes blanches et avec les papiers nationaux français. Ce texte est une première étape, une version indispensable pour commencer à poser les éléments d'une réflexion base d'une lutte. Si tu as envie de le modifier, de l'enrichir, le développer, zyva.*

7 febbraio 2019

## **EN SOLIDARITÉ AVEC LES COMPAGNON.NES DE L'ASILO OCCUPATO AVEC DE LA COLÈRE DANS LE COEUR**

Ils ont expulsé l'Asilo Occupato.

Ils ont arrêté 6 camarades accusés d'association terroriste à des fins subversives.

Ils ont battu et tenté de réprimer toutes les formes de solidarité qu'ils ont tenté d'ap-

porter aux compagnons expulsés et arrêtés. Cela ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire du mouvement de Turin, ainsi que dans l'histoire de ce pays. L'Etat a déclaré la guerre ouverte à toute occupation et à tout groupe ou personne qui s'organise contre ce système de plus en plus fasciste et totalitaire.

L'Asilo vivait depuis 24 ans. Il a été un lieu de rencontres, de débats et de réflexions pour des milliers de personnes. Espace pour s'organiser dans les luttes ; pour partager des dîners et des moments de fête.

C'était ennuyeux dans un quartier en gentrification, où les puissances économiques – et politiques – comme Lavazza ou les « Grandes » écoles. (Holden, etc.) ont greffé leurs bases logistiques. C'était ennuyeux parce que cela allait à l'encontre de tout ce que ces puissances prêchent. C'était ennuyeux parce que ça continuait à descendre la rue. Parce qu'il continuait à se battre. S'organiser contre les expulsions, contre cette gentrification qui éloigne de plus en plus les pauvres des centres et tue les quartiers populaires. Lutter contre les CIEs, aujourd'hui CPR, et leur système de sélection et d'exclusion qui grince des vies sur la base de la possession ou non d'un document.

Il est clair que la volonté est de détruire tout lieu d'autogestion et d'auto-organisation. Ne laisser plus de place à ceux qui pensent et s'organisent pour vivre autrement. Ce gouvernement jaune-vert a choisi d'être le bourreau définitif dans ce mécanisme de répression totalitaire qui dure depuis un certain temps. Des politiques de plus en plus meurtrières, racistes, xénophobes, xénophobes, de pure guerre contre les pauvres et ceux qui s'organisent contre eux. Comme à Turin, avec un cintre qui félicite la police pour le massacre de l'Asilo qui vient de se produire.

Le 270 bis n'avait pas été utilisé depuis un certain temps sur Turin comme une stratégie répressive. Les accusations de terrorisme permettent une longue détention préventive en prison. Une bonne façon de



continuer à attaquer un groupe de camarades qui ne se sont jamais lassés des combats.

Ils ont été accusés de tout ce qui s'est passé en Italie contre le CPR et les sociétés de gestion des déportations ; ils ont été accusés d'avoir fomenté des émeutes dans les prisons pour migrants « irréguliers ».

La crainte que les exploités s'unissent, liée au nouveau racisme rampant, est ce qui a soutenu cette manœuvre répressive. Cette expulsion et ces arrestations – avec une accusation aussi absurde et spectaculaire – sont un test pour le gouvernement et sa guerre vient de s'ouvrir aux occupations grâce aussi au nouveau décret « Sécurité » du clown en vert.

Que la réponse soit générale, dans chaque ville et dans chaque quartier. Toute notre solidarité avec les camarades arrêté.e.s.

Une forte étreinte pleine de colère envers tous les autres compagnons expulsé.e.s.

Un sourire complice pour la copine qu'ils n'ont pas pu arrêté.

Que de cette expulsion naissent 1000 occupations.

ORGANISONS NOUS.

11 febbraio 2019

## **LA FRONTIERE ET SES GARDES TUENT A NOUVEAU**

Un autre mort. Une autre personne tuée par la frontière et ses gardes. Un autre cadavre, qui s'ajoute aux milliers de personnes mortes au large des côtes italiennes, sous des trains entre Vintimille et Menton, sur les chemins alpins qui mènent en France.

Derman Tamimou, 28 ans, originaire du Togo. C'est tout ce qu'on sait pour le moment du très jeune corps retrouvé allongé sur le bord de la route vers Briançon entre l'Italie et la France. C'est le 4e corps trouvé dans cette vallée depuis que la France a fermé ses frontières avec l'Italie en 2015. Depuis que la police contrôle chaque bus, chaque train, chaque voiture, à la recherche acharnée d'étrangers. Et ceux qui ont la peau plus foncée, ceux qui ont un accent un peu différent, ou se triment un sac à dos de voyage, on les fait descendre et on les contrôle. Si tu n'as pas les papiers qu'ils considèrent valides, tu es ramené directement en Italie. Souvent, tu es victime de menaces et de vols de la part de la PAF (police aux frontières).

Le 7 février 2019, un corps a été retrouvé. Une autre personne tuée par le contrôle frontalier. Une autre vie brisée par ces uniformes qui patrouillent autour d'une ligne tracée sur une carte, appelée frontière. Tuée par des politiciens dégueulasses qui veulent protéger cette frontière. Encore un homicide d'État. Parce que ce n'est pas la neige, ni le froid, ni la fatigue qui a tué des personnes dans ces montagnes. Les coupables sont tout autres. Ce sont les flics, qui essaient tous les jours d'empêcher des dizaines de personnes de poursuivre leur voyage pour l'autodétermination de leur vie.

Ce sont les États et leurs gouvernements qui sont les vrais responsables et les vraies raisons de l'existence même des frontières. Un autre corps, le quatrième après Blessing, Mamadou, et Ibrahim. Rage et douleur se mêlent à la haine. Douleur pour une autre mort, pour une autre fin injuste. Rage et haine envers les véritables coupables de cette mort : les frontières, les différentes polices nationales qui les protègent, les États et les politiques qui les créent.

Contre tous les États, contre toutes les frontières, pour la liberté de toutes et tous de choisir sur quel bout de terre vivre.

Abattons les frontières, organisons-nous ensemble !

## **SAMEDI 23 FÉVRIER MANIFESTATION CONTRE LE COLONIALISME ET SES FRONTIÈRES**

H. 14 MONTGENÈVRE

Une nouvelle personne est morte à la frontière Briançonnaise.

Il s'agit de la quatrième personne morte à la frontière en moins d'un an dans les Hautes-Alpes, la vingt-sixième en trois ans à la frontière franco-italienne. La répression contre les personnes qui traversent les frontières et celles qui leur sont solidaires ne cesse de s'accroître, comme l'ont montré la semaine passée les expulsions et les arrestations de militant·es à Turin.

Les frontières sont le signe d'un monde réservé à l'usage d'une élite riche, mondialisée, mobile. Mais il ne se construit que grâce à l'exploitation de tous ceux qui en sont exclus et n'en profitent jamais. Ce monde prospère grâce aux richesses et aux ressources pillées aux anciennes colonies par des siècles d'expropriation. Il fonctionne grâce au travail quotidien de salariés dont on massacre toujours plus les conditions de travail.

Ici à Montgenève, les stations de ski ont été bâties en grande partie par des travailleurs immigrés italiens, pour le loisir de consommateurs plus aisés. Aujourd'hui, ceux qu'on nomme "migrants" empruntent les mêmes chemins pour venir travailler en France, où leur force de travail sera exploitée ailleurs, mais toujours pour alimenter les rouages du capitalisme. Ce système d'exploitation à grande échelle précarise toutes les vies, jusqu'à organiser la mort des plus invisibles et des plus oubliés. Les frontières sont des lieux où les polices et les armées des états capitalistes mènent une guerre aux plus pauvres tout en faisant fructifier l'industrie de l'armement. Mais ces lieux ne font que rendre visible la violence globale que le capitalisme exerce contre la main d'œuvre qui le fait fonctionner. Exploités jusqu'à mourir sur un chantier, dans la mer ou dans une plantation, nous sommes tous des corps dispensables au gré des logiques de marché.

Ce système repose sur la mise en concurrence des travailleurs entre eux.

Les frontières permettent aux États capitalistes de créer de la richesse avec le transport des marchand-

ses, et de maintenir au plus bas les conditions de travail sur leur territoire, en menaçant constamment les travailleurs locaux de la concurrence d'une main-d'œuvre "sans-papiers", donc plus corvéable et plus soumise. Or, c'est en s'appuyant sur notre force de travail que le capitalisme mène sa guerre contre nous tous : l'étranger qui est présenté comme un ennemi n'est pas autre chose qu'un frère ou une soeur qui partage la même condition d'exploitation. Refusons ces frontières qui nous divisent et rejetons plutôt les liens qui nous unissent à nos oppresseurs. Faisons front commun, contre les frontières, contre ceux qui profitent et accumulent les richesses de ce monde aux dépens de nos vies. Samedi 23 février, une manifestation sera organisée au pays basque, à la frontière entre la France et l'Espagne, pour dénoncer le système d'exploitation impérialiste dont la migration n'est que la partie la plus visible. A la frontière italienne, rassemblons-nous pour faire écho à leur lutte à toutes celles qui sont menées actuellement, en France, en Italie, au Soudan, en Irak, pour manifester une révolte commune.

*21 febbraio*  
**SOLIDARITÀ  
 AVEC LES COM-  
 PAGNON.NES  
 DE TRENTO  
 ARRETEES**

Sept autres camarades ont été arrêtés. Des dizaines de perquisitions. 40 suspects.

Ils parlent de « cellule subversive », de « terroristes » ; ils dépeignent les personnes arrêtées comme « prêtes à tuer pour renverser l'ordre démocratique ». Rien ne nous surprend. Aujourd'hui, le terrorisme perpétré par les médias et les journaux est du pain quotidien. Et la campagne contre les « anarchistes », les vilains noirs et méchants qui s'opposent à « l'ordre des choses » et à la « coexistence pacifique » dure depuis longtemps.

Ils ont arrêté 7 compagnons. Après la répression à Turin, ils ont attaqué un autre groupe de personnes qui s'organisent contre la militarisation, contre les frontières. Le fascisme et le racisme se battent, de plus en plus meurtriers. Qui pense et agit quotidiennement contre un capitalisme de plus en plus sournois.

D'abord Turin, maintenant Trento.

Ils veulent massacrer toute forme de pensée et d'action critique envers l'existant. Ils veulent tuer tous les grou-

pes qui s'organisent et vivent en dehors des schémas institutionnels. Les accusations de terrorisme sont à nouveau faites pour isoler, pour essayer de briser la solidarité. Imposer de longues peines préventives et briser un groupe de compagnons engagés dans de nombreuses luttes.

Mais dans cette guerre, le terroriste est l'État et ses tortionnaires. C'est sa propagande de peur et sa pensée unique qu'il tente d'imposer avec répression et conformisme. Ses lois sont meurtrières, et aujourd'hui sa politique est de plus en plus fasciste et raciste, ce qui sépare les blancs des noirs, ce qui fomente la haine et la discrimination. C'est l'État qui fait la guerre, et dans cette guerre maintenant déclarée aux pauvres, aux marginalisés et à tous ceux qui s'organisent contre ces politiques, nous sommes tous appelés à prendre parti et à prendre parti. Notre entière solidarité avec les compagnons arrêtés de Trento. Toujours complices de ceux qui se rebellent et choisissent de se battre.

Les camarades de ChezJe-sOulx- Casa Cantoniera Occupata

*Samedi 9 mars*  
**QUAND L'E-  
 TAT TIRE SUR  
 LA FOULE**

Avec cette soirée, nous souhaitons donner l'occasion d'informer et de discuter sur les soi-disant "armes non létales", avec deux personnes qui ont déjà approfondi le sujet et pu-



blié des documents, comme le collectif Prison Break Project. Il s'agira d'un tour d'horizon visant à présenter les méthodes d'utilisation des armes non létales par la police française, mais aussi du Taser ici en Italie, dont depuis juillet 2018 le ministère autorise l'équipement expérimental dans 11 villes. Nous voulons également proposer quelques réflexions sur l'utilisation de ces outils technologiques et militaires visant à briser les formes d'organisation du conflit social et nous retracerons - en suivant un espace temporel allant de 2009 à nos jours, en partant également d'expériences directes - quelques épisodes que nous considérons stimulants pour comprendre la logique de l'utilisation des armes non létales dans les luttes sociales. Ces dernières années, l'utilisation de ces armes est devenue récurrente et banale dans les manifestations, pour accompagner l'intervention policière sans aucun frein inhibiteur. Balles en caoutchouc,

grenades à fragmentation ou assourdissantes, sprays de choc à longue portée, mais aussi véritables armes de guerre avec des charges de TNT "atténuées" sont les dangers que doivent de plus en plus esquivier ceux qui troublent l'ordre public dans les rues. A notre avis, il est utile de savoir comment ces instruments sont utilisés, également parce que cela peut aider à développer des formes de réponse et d'opposition à leur utilisation et au consensus qui les accompagne.

*SAMEDI* 23 *MARS*  
BENEFIT POUR LES COPAIN.E.S SOUS PROCES  
DÎNER + CONCERT  
par OSSA CAVE  
À partir de 19 heures  
MAISON DE CANTON OCCUPÉE DE OULX

## **CORTEGE INTERNATIONAL CONTRE LES FRONTIERES**

Notre solidarité n'a pas de frontières

Appel à l'intérieur du cortège bloquons la ville de Turin contre les expulsions et les arrestations. Nous faisons appel à la solidarité internationale de toutes les camarades luttant pour la liberté, contre toutes les autorités politiques, économiques, militaires, contre le capitalisme, le fascisme et le racisme, pour une mobilisation massive le 30 mars à Turin.

GIADA SILVIA ANTONIO LORENZO NICCO BEPPE POZA STECCO NICO AGNESE SASHA RUPERT GIULIO TOUTES et TOUS LIBRES

points di pré-rendez-vous :  
13h30 Campus Einaudi  
14 piazza Benefica  
14h30 largo Saluzzo

*9 aprile 2019*

## **MISE À JOUR DE LA FRONTIÈRE ET APPEL ALIMENTAIRE**

La frontière est partout, on le dit souvent. Cette ligne imaginaire qui traverse le col de Montgenèvre reste une zone de passage. Les exilé.e.s continuent d'être traqué.e.s par la police, qui force les gens à marcher cachés dans la neige et dans les montagnes sur des kilomètres.

Il y a déjà eu quatre morts (connus) dans ces montagnes.

Récemment, la police française s'est efforcée d'empêcher les gens de quitter Briançon pour aller ailleurs en France. Elle fait des contrôles d'identité au départ des trains qui se concluent régulièrement par des "réfus d'entrée", même si les personnes concernées sont à plus de 10 km de la ligne frontalière. Cela a contraint de nombreuses personnes à rester à Briançon malgré elles, pour ne pas être déportées vers l'Italie.

Du côté italien, le Refuge occupé continue d'accueillir les personnes de passage et de s'organiser contre les frontières, malgré la présence constante des flics et les

rumeurs d'expulsion.

Mais beaucoup de gens passent par ici, et nos réserves de nourriture s'épuisent. C'est pourquoi nous appelons à une solidarité concrète.

Nous avons besoin de toutes sortes de nourriture ; du riz aux légumes, de la farine à l'huile, du café aux biscuits, des différentes boîtes de conserve au sucre... des bouteilles d'eau pour ceux qui doivent faire face à la route, aux barrettes énergétiques/chocolats / céréales de toutes sortes. Toute nourriture est la bienvenue.

Tout est nécessaire, du produit vaisselle au papier toilette. Nous continuons également de récupérer les chaussures de montagne (pointures supérieures à 41). Nous rappelons que le Refuge est ouvert à tou-te-s ceux qui veulent aider et s'organiser pour lutter contre les frontières.

Venez nous voir !

All Cops Are Borders

*10 aprile 2019*

## **LES FACHOS LANCENT LA PREMIÈRE PIERRE**

Lundi 8 avril, à 2 heures du matin, alors que la plupart des habitant-e-s de la Casa Cantoniera dormaient déjà, deux fascistes sont apparus devant l'entrée de la maison et ont commencé à jeter des pierres sur le bâtiment. Quand certain-e-s des occupant-e-s ont compris ce qu'il se passait, ces hommes ont crié des insultes sexistes et racistes. En s'en allant, ils ont chanté "Faccetta nera", levant le bras droit dans leur geste de camaraderie répugnante. Ce ne sont que deux personnes, qui ne trouvent le "courage" de s'exprimer qu'au travers d'une attaque lâche faite de pierres et d'insultes en pleine nuit, et qui s'enfuient immédiatement après à bord de leur Fiat Panda noire.

Cependant, nous sommes conscient-e-s que ces actions sont dédouanées par un gouvernement qui fait des politiques racistes et répressives son rempart, qui fomente les "citoyens" à la guerre entre les pauvres, qui se pavane devant les opérations policières, qui jettent les gens dans la rue, qui emprisonne et expulse.

Ici, à la Casa Cantoniera Occupata, nous mettons en pratique la solidarité contre le fascisme, le racisme et toutes les formes de discrimination.

Les fascistes jettent la première pierre. La pierre a été ramassée.

Flics et fascistes hors de nos montagnes !

Ricordiamo che il Rifugio è aperto a tutti e tutte coloro che vogliono dare una mano e organizzarsi per lottare contro le frontiere.

Passate a trovarci!

*SAMEDI 20 Avril - 11 h*

## **Manif au Montgenèvre**

**A la frontière, come ailleurs - LUTTONS CONTRE LES POLITIQUES MIGRATOIRES**

Les frontières n'assurent pas la sécurité des territoires, mais celle des puissances financières qui possèdent la quasi-totalité des richesses du monde. Ce mécanisme d'identification, de tri et d'exclusion, au service des intérêts économiques des Etats et de l'industrie de la sécurité, définit toute une population de personnes sans droits, invisibilisées, et exploitables.

La frontière est partout y compris dans les espaces du quotidien. Elle ne se résume pas seulement à une chaîne de montagne qui sépare deux espaces ni à une clôture de barbelée. La frontière est dans les administrations qui délivrent des titres de séjour ou des obligations de quitter le territoire. Elle dépend du statut social : les riches peuvent s'expatrier, les pauvres n'ont d'autre choix que de « migrer ». Elle dépend de la couleur de peau car si tu n'es pas blanc, les contrôles sont systématiques. Un avion, un quai de gare, un aéroport, un trajet en bus sont pour certains synonyme de voyage. Pour d'autres ils signifient raffe, déportation, camp de concentration. Un hôtel Ibis, une station de ski, des lieux de vacances pour certains, d'emprisonnement ou de chasses à l'homme pour d'autres.

Lutter contre les politiques migratoires revient à dénoncer la stratégie impérialiste des Etats occidentaux qui maintiennent des systèmes corrompus, alimentent des guerres, soutiennent des dictateurs et poussent ainsi des milliers de personnes à l'exil. Ces mêmes Etats stigmatisent et criminalisent ensuite les personnes qui entrent sur leur territoire, cherchant à les réduire



à de la main d'oeuvre bon marché et corvéable à merci. La frontière est partout, dans les gares, sur les chemins, dans les trains, les centres de rétention, au sein des institutions... alors organise ta manif dans ta ville ou rejoins-nous sur le col de Montgenèvre le 20 avril à 11h.

20 avril

### MISE A JOUR URGENTE SUR LA MANIFESTATION DE MONGINEVRO

Après avoir été attaqués physiquement par des skieurs pour avoir bloqué le télésiège avec une banderole, les gendarmes et les Crs sont arrivés sur la piste pour tenter de nous déloger. Ils nous ont attaqués et ont pris une compagne pour le simple fait qu'elle était noire, parce qu'ils étaient "obligés d'appliquer Schengen". Maintenant, nous sommes à Montgenèvre, entourés de gendarmes. Mises à jour prochainement

#### UPDATE

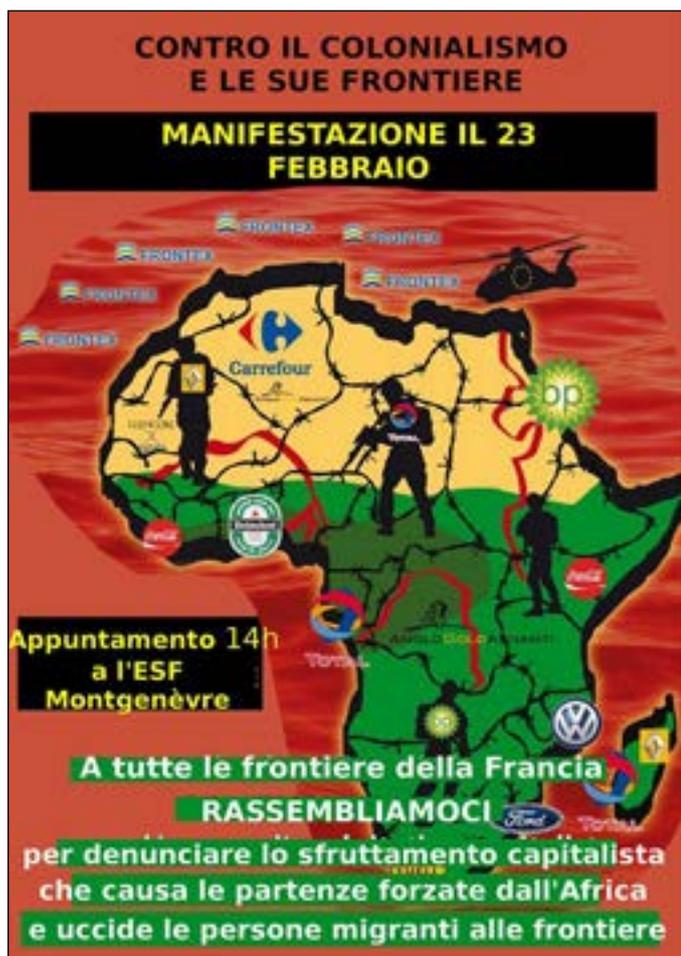
le compagnon a été emmené à la PAF (police aux frontières) à gard-a-vue. Les charges sont "rébellion", (résistance) "visage masqué" et "menace de mort". TOUT.E.S LIBRES!

24 aprile

Samedi 20 Avril 2019, 11 heures, manifestation à Montgenèvre.

Nous avons imaginé que ce serait un moment communicatif. Bloquer les remontées de piste du Montgenèvre, en quelques sortes proposer aux touristes de faire l'expérience, ne serait-ce que pour quelques minutes de ce que c'est que de se trouver la route barrée, sans possibilité d'avancer.

Une action vouée à perturber quelque peu le petit théâtre qui se répète jour après jour, nuit après nuit, sur les pistes de cette station de ski. Les personnes blanches fusent joyeusement d'un côté



puis de l'autre de la frontière sur leurs ski. Les personnes noires galèrent de nuit, finissent parfois en chaussettes dans la neige, ne vont évidemment pas plus vite que les motoneiges avec lesquelles les flics les pourchassent.

Si cette dichotomie admet bien évidemment quelques exceptions, liées à la possession des bons papiers et d'argent, elle décrit assez bien ce que de nombreuses personnes vivent et constatent dans cette zone de frontière, depuis quelques années.

On nous a suggéré que peut-être, le moment choisi n'était pas le bon. C'est vrai quoi, le week end de Pâques, pour certain·e·s, la seule possibilité de venir profiter un peu de la bonne neige artificielle que les canons du Montgenèvre déversent généreusement, à la nuit tombée. Et puis ptêt aussi qu'on aurait du penser un peu à la demi-journée qui allait sauter pour les pacifiques monos de ski.

Nous sommes sûrement allé·e·s un peu loins dans la mise en scène en barrant le passage. Les skieureuse n'ont pas voulu jouer le jeu, ont vite arraché la banderole tendue devant l'entrée du télésiège. La banderole où nous rappelions que cette frontière et son dispositif ont provoqué la mort de quatre personnes, en moins d'un an.

Ces quatre personnes s'appelaient Blesing, Taminou, Mamadou et l'une d'elle est restée inconnue. Toutes quatres sont mortes la nuit. Toutes quatres avaient choisi ce moment pour tenter la traversée, en espérant qu'ainsi elles échapperaient aux contrôles policiers.

De nuit, pour échapper aux délateurs, qui lorsqu'ils voient un noir marcher dans la montagne ou sur la route pour Briançon, appellent la police. Comme certain·e·s travailleuses de la station de Montgenèvre. Ou certain·e·s touristes, qui s'elles se limitent souvent à la simple indifférence, parfois s'appliquent à la délation. Bref, on nous a répondu à coup de ski, d'in-

sultes et d'injonctions à aller travailler. « Qui meurt ici ? Je dois manger moi ! » La deuxième partie de la phrase nous semble bien légitime: tout le monde doit manger. La première en revanche, nous laisse songeuses... Qui sont donc ces personnes, qui semblent méconnaître autant le territoire sur lequel elles évoluent pendant toute une saison ?

Leur juxtaposition illustre ce que nous dénonçons : l'invisibilisation de la violence que tant de personnes subissent dans ces montagnes, qui permet de normaliser le racisme, la discrimination et l'exploitation. Accepter aveuglément ce qui se passe tout les jours sous nos yeux sans se poser de questions, c'est jouer le jeu de ceux qui préfèrent que nous ignorions tout cela...

Il y a eu d'autres perles:

« Moi j'ai le droit de passer la frontière, parce que j'ai les bons papiers, et mon père travaille lui, c'est pas un dealer ! » Nous aurions beaucoup à dire, mais peut-être que celle-ci se passe de commentaires.

Finalement, les keufs nous ont accusé·e·s d'avoir été trop « virulent·e·s », quand nous avons lu devant eux les témoignages recueillis auprès des personnes exilées ayant subi les violences de la PAF. En effet, pour empêcher le blocage, ils se sont rangés devant l'entrée du télésiège, nous relayant sommes toute. Des témoignages dans ce goût là, nous en avons recueilli beaucoup, et nous en aurions eu beaucoup d'autre à partager. C'est probablement le fait d'être en contact permanent avec cette violence là qui alimente notre virulence.

S'est ensuivie une rixe, entre un nombre certain de policiers et un certain nombre de manifestant·e·s. C'est à dire qu'ils ont cru opportun de procéder à l'interpellation de l'une d'entre nous.

Sans trop exagérer, au hasard la seule personne racisée du groupe. On peut citer le chef de l'opération, qui a



lancé un élégant « Virez les tous, et choppez la black ». Peut-être est-ce de mauvais goût que de s'attarder sur ce détail? Peut-être que les millions de personnes non-blanches vivant en France, en Italie ou essayant de passer les frontières de l'Europe auraient-elles plus de choses à dire, sur cette étrange réalité qu'est le contrôle au faciès...

Cette personne est a été placée en garde à vue à la PAF à 13h, et en est sortie vers 21h30.

Une dernière précision, pour agrémenter le tableau : pour une quarantaine de manifestant-e-s, sept camionnettes de gendarmerie mobile ont été mobilisées. L'intention était d'empêcher la contestation, et comme partout la répression guette, il semblerait que déranger l'ordre des choses, ou bien la bonne marche de notre système économique, soit devenu intolérable, immanquablement violent, trop quoi.

Si nous avons commis une erreur, c'est peut-être encore celle d'être prisonnierEs de nos rêves. La rage froide qui nous habite, celle provoquée par la violence, l'indifférence et l'injustice d'un système que nous tenons à dénoncer sous TOUS ses aspects, fait qu'on va continuer à déranger, communiquer, bloquer.

Ptêt juste qu'on fera preuve de plus d'imagination la prochaine fois

6 mai 2019

## FORUM DU CINÉMA ANTI-FASCISTE

à la Casa Cantoniera occupata d'Oulx

Tous les jeudis du mois de mai à partir de 19h30.

APERITIF, FILM et DISCUSSION

Contre tous les fascismes, contre toutes les frontières



2 juin 2019

## EN SOLIDARIETE' A' SILVIA, ANNA, ET TOUT.E.S LES COMPAGNONS EN GREVE DE LA FAIM. POUR LA FERMETURE DE LA SECTION AS2 DE L'AQUILA.

Silvia, arrêtée le 7 février pour l'Opération Scintilla - opération du pouvoir judiciaire visant à réprimer la

lutte contre les Centres de Rétention Administratif (CPR), est détenue depuis près de deux mois dans la prison de haute sécurité de L'Aquila, malheureusement connue pour détenir principalement des personnes sous le régime du 41bis. Silvia, avec Anna, est dans la nouvelle section d'AS2, mais la folie du 41bis affecte toutes les sections.

41Bis, AS1, AS2, AS3...circuits différentiels, régimes pénitentiaires durs, visant à classer chaque détenu-es selon des caractéristiques spécifiques identifiées par l'appareil de contrôle et de répression de l'Etat. Diviser pour mieux contrôler.

Le 41bis, c'est de la torture. Cette prison est une tombe. Réduction des heures de conversation avec les membres de la famille, censure et contrôle du courrier entrant et sortant, possibilité d'avoir seulement 4 livres et 6 vêtements dans la cellule, utilisation maniaque du détecteur de métaux à chaque entrée et sortie de la cellule et de la douche. Deux fouilles corporelles par jour. Incapacité d'écouter de la musique, contrôle total des objets personnels.

D'après leurs paroles. "La promenade est de quelques mètres (8x10), et la soi-disant "sociabilité" est une blague de mauvais goût qui doit accomplir en même temps et dans la même pièce nue (une ancienne salle d'entrevue) les fonctions de sociabilité (il y a seulement une table basse avec 4 chaises), de gymnastique (il y a seulement un vélo), et lieu de prière.

L'éclatement de la journée imposé (ouverture de la porte blindée à 7 h, collecte postale à 7 h 15, chariot petit-déjeuner à 7 h 30, 8 coups (se présenter aux matrones), 9/11 promenade, 11 h 30 nourriture, 12/13 lunch sharing, 13/15 sociabilité, 15 coups, 15h30 / 17 h 30 promenade, 17 h 30 nourriture) et le contrôle visuel quasi continu (étant donné l'obligation de la porte blindée ouverte jusqu'à la cloture à 20 h, sauf après le déjeuner où pendant une heure et demi, il est autorisé de l'approcher) sont typiques d'une caserne carcérale. En bref, la section AS2 ne dispose pas d'une réglementation propre, elle a de fait adopté les règles du 41bis, sans évidemment l'appeler ainsi."

Tout est conçu pour anéantir les détenu.es et briser toute forme de résistance.

Et maintenant, à Silvia, ils imposent la vidéoconférence, lui refusant également la possibilité de rencontrer ses compagnons lors des audiences des procès devant la Cour.

La vidéoconférence est un autre instrument de répression et d'isolement.

Le détenu est emmené dans une pièce munie d'un écran et d'un microphone, sous l'œil attentif des gardiens. Il ne voit les juges que par vidéoconférence. L'audio est en "différé", ce qui signifie que le juge peut décider de bloquer la communication à tout moment. Le détenu n'a même pas la possibilité de parler à l'avocat, qui se trouve dans la salle d'audience.

Le processus de déshumanisation du détenu, qui est devenu une pure image sur un écran, est accompli.

La répression devient de plus en plus violente et subtile. Contre les tentatives toujours plus acharnées d'épuiser la résistance de leurs codétenues, elles ne se laissent pas soumettre et aujourd'hui, elles sont en grève de la faim. Pour que la section AS2 de la prison de L'Aquila dans laquelle elles sont emprisonnées n'existe plus.

CONTRE TOUTES LES PRISONS !

3 juin

**Sur la balade à vélo du 2 juin**

**CONTRE LE RACISME D'ETAT ET SES POLITIQUES MIGRATOIRES**

Une procession de bicyclettes est partie hier de Piazza Castello pour arriver au rassemblement contre le CRA de Turin, laissant des banderoles et des inscriptions sur le sol en chemin.

Quelques photos et le texte du flyer distribué.

Solidarité avec les détenus du CRA (CPR).

Solidarité avec Silvia, Anna et tout.e.s les compagnons en grève de la faim pour la fermeture de la section AS2 de la prison de L'Aquila !

CONTRE TOUTES LES PRISONS, TOUT.E.S LIBRES !

Des mois se sont écoulés depuis l'entrée en vigueur du décret sur la sécurité et l'immigration. Et maintenant se voit proche l'approbation du décret de sécurité Bis, qui va frapper toutes les formes de protestation dans la rue et criminaliser encore plus l'immigration et la solidarité. Ils ne veulent plus laisser de place à l'auto-organisation. L'objectif du gouvernement est de massacrer toute forme de pensée et de pratique différente de celle établie.

Ils veulent accroître les contrôles dans toutes les rues et sur toutes les places. Ils criminalisent toutes les formes de solidarité avec les immigrés et prévoient des sanctions et des peines sévères pour toute pratique de

lutte et de manifestation autre que le défilé convenu avec la préfecture. Maintenant, même mettre une banderole sur le balcon est considéré comme un crime.

Des politiques migratoires meurtrières continuent à causer des morts en mer, à construire des lagers en Libye et en Italie, tandis que les politiciens, dans leur campagne électorale permanente, jouent sur la peau des gens coincés sur les navires fomentant la haine et le racisme. Par la construction de l'"ennemi extérieur", le système tente de canaliser la colère sociale - provoquée par une situation matérielle de plus en plus difficile et précaire - vers la peur et le rejet des populations immigrées. Ils veulent construire un "Centre de Rapatriement Permanent" (CRA) par région, les prisons sans papiers dans lesquelles les personnes peuvent maintenant être détenues jusqu'à six mois.

Lagers où se retrouvent ceux qui sont considérés de ne pas avoir le "bon" papier et où ils sont détenus en attendant que autres choisissent leur vie : qu'ils soient libérés après six mois de prison ou qu'ils soient "rapatriés" dans leur pays d'origine. Une prison comme celle de Turin, à Corso Brunnelleschi, qui arrive à détenir 1400 personnes en un an. Des lagers qui ne devraient simplement pas exister.

Contre tout cela, nous sommes sur la route aujourd'hui. Contre les Décrets Salvini, qui, en continuité avec le Décret Minniti, ne sont qu'une guerre déclarée contre les plus pauvres, les exploités, tous ceux qui cherchent à s'opposer au système de sélection et de contrôle qui existe dans cette société.

Contre les lagers pour sans-papiers. Contre ce clown de Salvini qui joue sur la peau des autres pour sa propagande meurtrière.

Pour un monde sans frontières ni autoritarisme

11 juin

Nous écrivons quelques mots pour commenter l'év-



ènement qui s'est produit ce week-end sur le Col de L'Echelle, où une plaque à la mémoire du bataillon Berthier, bataillon partisan, et à la mémoire de la lutte du maquis qui a contribué à libérer la France du régime fasciste nazi, a été recouverte d'écritures.

Nous considérons comme importants certains symboles qui conduisent à rappeler à ceux qui ne les ont pas vus, les expériences de ces hommes et de ces femmes qui se sont opposés, armes à la main et pas seulement, aux régimes totalitaires fascistes et nazis. Par conséquent, nous ne partageons certainement pas la vandalisation d'une plaque dédiée aux partisans, encore moins le fait de la salir avec plusieurs A d'anarchie. Les anarchistes sont antifascistes, et ils l'ont toujours été. D'un autre côté, l'excitation provoquée par ces actes nous interroge.

Les journaux d'un côté et de l'autre de la frontière reprennent les événements, diverses voix scandalisées s'élèvent pour publier des condamnations, criant à l'horreur. Mais parfois, il semble que personne ne se souvienne que l'antifascisme est une pratique quotidienne, et sur ces montagnes, cela signifie aussi lutter contre ceux qui font la chasse aux migrants dans les bois et sur les routes, qu'ils portent un uniforme ou non ; cela signifie s'opposer au système de sélection et de division qui risque de tuer chaque jour ; cela signifie lutter pour que le papier ne détermine ni ne brise pas la vie de quiconque.

Nous voulons écrire ces lignes surtout pour surmonter les cris des différentes personnes bienveillantes qui font de l'antifascisme, quelque chose à "retenir", un moment à cristalliser dans la mémoire, un enseignement à laisser silencieux dans les pierres tombales et dans les images mémorielles de cette expérience.

Pour nous, l'antifascisme est militant, c'est la lutte quotidienne dans les rues, c'est l'action directe. Cela signifie combattre non seulement les organisations qui se réfèrent explicitement à l'idéologie fasciste, mais aussi s'opposer activement aux mécanismes et dynamiques qui les favorisent, comme l'ignorance et l'autoritarisme dont nos jours sont imprégnés.

Contre tout autoritarisme, contre toutes les frontières, pas de place pour les fascistes.

26 juin 2019

## **APPEL A RESISTER A LA FRONTIERE FRANCO-ITALIENNE. Besoin de soutien à la Casa Cantoniera Occupata di Oulx**

Dans un moment historique où la répression est toujours plus forte et notre capacité d'action de plus en plus limitée, nous sentons la nécessité de nous organiser toujours mieux, en essayant de réfléchir ensemble pour réagir. Des luttes contre les CRA, à celles contre les rafles, contre les deportations et le système de discrimination et selections des gents, contre le système de repressions et control étatique et policier qui ce sers autour de nous, la frontière est partout. Croiser des expériences de luttes de différentes villes et moyens d'action est fondamental.

A la frontière la situation évolue en permanence, mais au fond reste la meme. Les gens continuent à chercher à traverser ces montagnes pour arriver en France et ailleurs en Europe. La répression policière est toujours présente et violente. La journée, les flics aiment bien s'habiller comme des randonneurs pour arreter les migrants de passage, la nuit ils se cachent dans les bosquets, souvent avec des lunettes thermiques et de fortes lampes, pour surprendre les gens qui traversent. Ils sortent des pistolets en menaçant de tirer sur les gens s'ils ne s'arretent pas. C'est clair que la frontière est un terrain d'entraînement pour les forces de police e militaire françaises et pour tester leurs technologies. Par contre, l'alliance et la coopération entre les polices italiennes et françaises se renforcent, ainsi que la pression sur ceux qui veulent agir contre la folie des frontières. Face à ça, plein de formes de solidarité et de résistance et lutte ont été mises en place depuis plusieurs années. Des lieux d'accueil et des lieux de lutte ont été ouverts dans le briançonnais et dans la vallée de Susa. Des gens cherchent à casser le système de controle et de sélection qu'est la frontière (présences en montagne, manif, blocages, campings, Passamontagna, etc..)

Parmi ces lieux, la Casa Cantoniera Occupata, maison squattée à Oulx après l'expulsion du refuge autogéré Chez Jésus à Claviere. Occupée en décembre, c'est un



lieu antiraciste, antisexiste, antifasciste et où on lutte contre tous les autoritarismes, les Etats et leur frontières et les keufs qui les contrôlent. Oulx, carrefour obligé sur la route vers la France, est à 10 km de la frontière physique. La Casa est un lieu autogéré pour toutes celles qui veulent s'organiser contre le dispositif frontalier, pour celles qui veulent le franchir ou le détruire. Le risque d'expulsion reste arbitraire, mais est de plus en plus présent. La maison est en effet un enjeu politique pour les autorités italiennes.

Il existe une surveillance et un fichage quotidien, notamment à la gare d'Oulx, de la part de la police italienne qui contrôle les papiers d'identité des personnes qui passent du temps à la Casa où qui rentrent en contact avec les exilés.e.s.

Nous sommes bientôt à la nouvelle saison touristique, et nous savons que les intérêts touristiques (et donc économiques) figurent parmi les priorités de l'ordre public dans la gestion de la frontière. Il n'y aura donc pas d'hésitation à amplifier la répression, à améliorer sa logistique, à faire en sorte que les misères des un.e.s ne s'opposent pas aux privilèges des autres.

Ici, dans la Casa Cantoniera occupée de Oulx, la lutte contre les frontières est constante et continue, mais elle nécessite toujours des forces, des idées et des énergies supplémentaires. Nous lançons un appel à toutes celles qui veulent agir avec nous dès maintenant et pour tout l'été. En ce moment, nous ne sommes pas assez nombreuses et il y a plein de choses à penser et à faire. A la Casa, ainsi que dans d'autres lieux sur Briançon, il y a toujours la place pour dormir. Si tu sais quand tu veux venir, c'est cool de nous prévenir. N'hésite pas à venir en crew, et avec ta voiture : ici elles sont utiles et précieuses. Comprendre et saisir les enjeux prend du temps : c'est toujours mieux de venir au moins une ou plusieurs semaines.

Malgré toutes ces étincelles, la frontière n'a pas encore brûlé. Ramène tes allumettes!

Pour nous écrire: [info@passamontagna.info](mailto:info@passamontagna.info)  
Contre tous les états, toutes les frontières et les uniformes qui les protègent.

SKDM ACAB SKDM ACAB SKDM ACAB SKDM ACAB  
SKDM ACAB SKDM ACAB

29 juin

## **SOLIDARITÉ ET SOUTIEN À LA SEA WATCH, À SON ÉQUIPAGE ET À TOUTES LES PERSONNES DEBARQUÉES À LAMPEDUSA**

CONTRE CETTE POLITIQUE MEURTRIÈRE QUI JOUE AVEC LA VIE DES GENS

CONTRE CE GOUVERNEMENT JAUNE-VERT ET SON DÉCRET QUI CRIMINALISE CEUX QUI SAUVENT DES PERSONNES EN MER.

Finalement, les gens coincés dans la mer pendant 17 jours sont arrivés sur le continent. Le Sea Watch 3 a

accosté à Lampedusa « désobéissant » à l'ordre de la guarda di finanza de s'arrêter. Il a accosté parce que les gens n'en pouvaient plus. Il a accosté parce que l'instrumentalisation politique et le jeu du gouvernement étaient en train de tuer. Il a accosté même si la loi ne le permettait pas.

Mais ce n'est pas nouveau, la loi n'est PAS juste. Et surtout quand il s'agit de vie ou de mort, la désobéissance devient un devoir et la résistance une obligation.

Le gouvernement précédent a financé les prisons en Libye et a essayé de bloquer les départs. Ce gouvernement a fermé les ports. Salvini s'est octroyé le droit de bloquer les navires chargés de personnes en mer et de les laisser mourir parce qu'elles sont « migrantes », et donc illégales. Il parle du « comportement criminel » de la Sea Watch et de tous les navires d'ONG qui naviguent sur ce tronçon de mer ; il espère « arrêter l'équipage et éloigner les migrants ». Le pouvoir judiciaire accuse la Sea Watch de « violence inadmissible ».

Mais qu'est-ce que la violence ? Forcer un blocus pour sauver des vies ou laisser des gens mourir ? La violence de la loi est quotidienne. Ce gouvernement et ses nouveaux décrets ne sont que la dernière pièce en date d'un long processus de criminalisation des personnes qui émigrent et de la solidarité. Aujourd'hui, le capitaine risque 3 à 10 ans de prison, le navire est kidnappé, avec une amende allant jusqu'à 50 000 euros qui s'ajoute à une vague de paroles et de phrases crachées par divers politiciens.

Meloni et son équipe ont proposé de couler le bateau. Que dire, à part que cela est dégueulasse. Instrumentaliser des vies pour des intérêts électoraux. Du clown vert qui se prend pour un policier, aux différents partis politiques, ceux qui sont outrés mais qui promeuvent les déportations et les lagers en Libye, ou ceux qui parlent de droit et de légalité et qui disent donc que le Sea Watch a quand même mal agit.

Belles conneries.

Toujours aux côtés de ceux qui se rebellent.

**LIBERTE POUR TOUTES ET TOUS**

**SOLIDARITÉ AVEC L'ÉQUIPAGE ET LES EXILÉES**

**...ORGANISONS-NOUS !**

17 juillet 2019

### **Les frontières tuent, le tourisme est complice.**

Le 14 Juillet à Briançon, et le 15 Juillet à Montgenève un groupe de solidaire a tenté de bloquer les feux d'artifices lancés à l'occasion de la fête nationale française. A travers cette action, ces groupes ont voulu perturber le divertissement en cours à l'heure où la nation et la frontière assassinent.

En effet, chaque jour, des personnes qui n'ont pas les « bons papiers » tentent de traverser ces montagnes en se mettant en danger pour contourner les dispositifs policiers. Pendant que les touristes et les marchandises circulent librement.

Ces groupes dénoncent le divertissement et le touri-

sme qui dissimulent un dispositif frontalier raciste et meurtrier.

Face à l'indifférence générale, nous continuerons à lutter contre les frontières

17 Août 2019

## **DES NOUVELLES DE LA FRONTIERE**

Comme annoncé dans les journaux en avril, dans les dernières semaines une intensification des relations entre flics italiens et flics français s'est vérifiée.

En premier lieu une collaboration sur le contrôle de la frontière: La présence de militaires français venant inspecter le village de Clavière a été notée deux fois, et au moins trois fois la police italienne s'est déployée en voiture ou à pied au départ d'un sentier reliant Clavière à la France, en bloquant l'accès selon des critères racistes, illégitimes bien que suivant leurs lois de merde.

Nous ne nous lasserons pas de dire que **CHAQUE FLIC EST UNE FRONTIERE**.

Autre chose a changé dans les modalités de refoulement. Depuis l'expulsion de Chez Jésus (refuge autogéré à Clavière expulsé en Octobre dernier) jusqu'au mois dernier, le point de rencontre entre la police française et italienne se trouvait à l'entrée de Clavière, où il y avait en permanence un commissariat mobile pour identifier les personnes refoulées.

Maintenant, à l'inverse les personnes arrêtées sur les sentiers sans le bout de papier demandé sont traînées au poste de la Police aux frontières (PAF) française en attente de l'arrivée de la police italienne. Cette dernière, selon témoignages directs, peut se faire attendre pendant plusieurs heures après l'arrestation. La police italienne procède ensuite à l'identification, dans les bureaux de la PAF, en créant probablement une situation de contrôle réciproque sur le respect des accords entre les deux pays.

Le temps d'enfermement à la PAF varie sans certitude sur ce qui se passera après: le comportement de la police italienne est totalement aléatoire. Parfois les personnes sont laissées à Clavière, parfois elles sont relâchées à Suse ou à Bardonecche, et parfois elles sont laissées au beau milieu de la nuit sur la nationale à 10 kilomètres d'Oulx.

Même dans les cas où les personnes se font refouler au milieu de la nuit, elles sont emmenées jusqu'à Oulx, et souvent laissées par la police devant la gare. Incidemment les personnes qui étaient passées par la Casa Cantoniera (refuge autogéré à Oulx) reviennent à la maison, mais certaines nuits il y a du monde qui dort dehors devant la gare. L'intensification de la collaboration entre l'Italie et la France prouve que, malgré la stupide propagande salvinienne, l'intention du décret « sécurité et immigration » (avec l'abolition de l' « aide humanitaire », la fermeture de nombreux centre d'accueil et la créat-

ion de nouveaux CRAs ) n'est pas tant de se « libérer des migrants » mais plutôt de mettre encore plus de personnes dans des conditions de clandestinité et de précarité. Cela rend alors cette force de travail complètement dépendante des patrons, les exposant aux chantages, sous la menace permanente de finir dans un CRA s'ils n'acceptent pas ces conditions.

La dernière « solution » pour ceux qui restent sans documents et qui ne veulent pas céder au chantage d'un travail sous-payé et précaire est souvent de partir. Outre les patrons se lamentant d'une diminution des travailleurs, nous avons beaucoup de témoignages sur cette situation.

Voici par exemple celui d'un homme ayant passé 10 ans en Italie : « En Capitanata, (une des plus grandes zones agro-industrielle pour la transformation et l'exportation de tomates située dans le Sud de l'Italie ), les travailleurs doivent payer pour vivre et être exploité, puisque chaque besoin quotidien se trouve monnayé : chaque repas est payant, tout comme chaque nuit passée dans les tentes, même le trajet du camp au lieu de travail leur coûte 5E par jour s'ils y vont en véhicule. Bien sûr, toujours pour un salaire aussi misérable. S'ajoute à ça la dangerosité des conditions de travail qui a déjà entraîné la mort de plusieurs travailleurs, ceci dans une totale impunité ». Face à ces conditions de travail et de vie plus que misérable, mais également avec les nouvelles complications bureaucratiques pour le renouvellement des papiers et l'augmentation du racisme dans la rue, beaucoup de travailleurs, présents parfois depuis des années, sont poussés à migrer vers le nord de l'Europe.

Le chantage de l'état n'arrête pas pour autant celles et ceux qui transgressent et se rebellent contre les lois racistes. Chaque jour, la frontière continue d'être traversée par des personnes déterminées à continuer leur voyage. Dans les CRA et les ghettos de travailleurs du Sud il y a de nombreuses réactions contre l'ordre établi. Au CRA de Turin notamment, les détenus dénoncent que des calmants sont mis dans leur nourriture. Pour cette raison, ils demandent à celles et ceux qui sont à l'extérieur d'apporter : Des légumes pré-cuits en tetrapack (à l'intérieur, le verre et les canettes ne sont pas acceptées et il n'est pas possible de cuisiner), des fruits et légumes emballés, du lait à longue conservation, et tout ce qui peut être consommé sans cuisson et avec un emballage ni en verre ni en fer.

Nous vous invitons à nous contacter en privé si vous souhaitez envoyer des colis

## **FIESTA MESTIZA CONTRA LAS FRONTERAS**

Questo venerdì alla Casa Cantoniera Occupata, il Rifugio Autogestito di Oulx, una serata di festa per supportare la lotta alle frontiere.

Al Rifugio c'è sempre bisogno di cibo (se ti va porta prodotti a lunga scadenza) e c'è sempre posto per tuttu (se preferisci porta la tua tenda!

2 octobre 2019

## La POLICE DES VIGNES

La semaine passe' la police, à pied dans les vignes, est allée chercher un camarade italien qui travaillait en France. Il a été accompagné au poste par deux gendarmes et deux flics en civils, pour lui poser quelques questions et l'informer qu'il était inquiet pour des faits de manifestation non autorisée et de rébellion. Ces événements dateraient du 22 Septembre 2018, dans la commune du Montgenèvre.

La GAV a duré 4-5 heures, pendant lesquels l'ami a été interrogé sur les organisateurs présumés, ainsi que sur les participants. Il n'a répondu à aucune question et a été finalement relâché au bout de quelques heures, car pas assez d'éléments pour le garder au chaud. Les seuls éléments qu'ils avaient contre lui étaient quelques photos dans le cortège dans les sentiers de Montgenèvre, à visage découvert.

### A PROPOS DE LA COLLABORATION ENTRE LES POLICES.

Depuis cet été déjà, la collaboration en matière de répression de la lutte aux frontières entre les polices italienne et française s'est développée. La police italienne récupère les personnes refoulées directement à la PAF, di jamais-vu. Avevo cette GAV, ces nouvelles amitiés pas si nouvelles se confirment. Il semblerait que les photos di camarades italiens aient été fournies par la DIGOS, ainsi que quelques noms. Il n'y a pas grand chose de plus à dire.

Si ce n'est que cette GAV est probablement liée à une enquête plus large.

Nous rappelons à toutes que :

En GAV, tout ce que tu dis pourra être utilisé contre toi, et souvent contre les autres. N'avoir rien à déclarer et à la fois l'un de tes droits, et souvent la meilleure idée. Tu peux refuser de signer tous les papiers qu'ils te présenteraient. – On peut te demander ta photo-signalétique et tes empreintes pendant une GAV. Il est possible de refuser en France, même si cela pourrait impliquer un procès en conséquence. Il ne te forceront pas à donner tes empreintes comme en Italie. C'est ton droit d'appeler un avocat, surtout si la GAV devient un état d'arrestation.

Le 2 et le 24 Octobre se tiendront à Grenoble les procès en appel de Keke et Pierre, tout deux accusés d'aide à passer la frontière, parce qu'ils auraient été arrêtés alors qu'ils avaient des personnes « sans papiers » à bord. Encore un procès éminemment « politique », qui ne sert qu'à attaquer une fois de plus la solidarité active dans le Briançonnais.

16 octobre 2019

## Pour la liberté de circulation et d'installation de toutes – Papier pour toutes et tous, ou pas de papiers du tout !

Oyez, oyez ! Nous sommes invitée•s à un spectacle burlesque au palais de Gap.

Celui d'une justice raciste, classiste, sexiste aux ordres du capital et des différents organes de pouvoirs.

[Nous recevons et republions le texte de cet appel, en soutien aux camarades en procès ce Jeudi 17 Octobre 2019]

Grimés, les représentants de l'ordre judiciaire répriment les produits issus du marché noir de leur système capitaliste, à savoir toutes celles et ceux qui n'ont pas de numéro de série ; qui ne sont pas assez blanc•hes, riches ou valides ; qui ne sont pas assez femme, homme, normés ; qui ne sont pas assez dociles ou bien intégrés•es. En marge.

Terrorisme d'État. C'est ainsi qu'il faut nommer leurs pratiques de répression, afin d'exclure de la vie sociale et politique toutes les personnes indésirables, non-validées. Surveillance, arrestations, violences policières, emprisonnements, déportations, la liste de leurs forfaits est longue. Mais les dés sont pipés car les criminels ont créé les règles du jeu et se sont octroyés des cartes d'impunité. Si leur but est bien de nous empêcher de rire, le nôtre est de se moquer de leurs tentatives d'intimidation et de continuer à dénoncer leurs exactions envers les exilé•es. En voici une liste non-exhaustive :  
– depuis plus de 2 ans, la traque, le racket, les menaces et refoulements illégaux sont quotidiens à la frontière du Briançonnais. Conséquences : 5 morts, deux disparus, et au moins un tiers de personnes traquées qui arrivent en France avec des séquelles physiques ;  
– à Gap, et dans d'autres villes, le conseil départemental refuse quasi -systématiquement de reconnaître les exilé•es mineur•es à Gap. Depuis peu, ces mêmes mineur•es sont fiché•es rendant un seul département compétent pour étudier leur demande. Ceci constitue une entrave grave à leur liberté de circulation et d'installation ;



- à Menton, les mineur•es isolé•es sont systématiquement refoulé•es. La police aux frontières a même falsifié des papiers d'identité de ces personnes pour les faire passer pour des majeures ;

- à Menton encore, le 30 septembre dernier, une image de violence quotidienne : 8 personnes dont une enceinte se font gazer par la police aux frontières dans les toilettes du train en direction de Nice. Elles sont ensuite retenues illégalement toute la nuit dans des préfabriqués, sans soins, sans eau ni nourriture, sans la possibilité d'appeler un avocat ou de faire une demande d'asile. Au matin, elles sont remises aux autorités italiennes. « En effet, des personnes sont enfermées toute la nuit, dans des Algeco attenant au poste de la police aux frontières de Menton. Ces Algeco sont des containers de 15 m2 dépourvus de mobilier pour s'allonger, où des dizaines de personnes peuvent être maintenues en même temps, privées de nourriture, pendant des durées dépassant largement les quatre heures « raisonnables »

de privation de liberté admises par le Conseil d'État (source Anafé, communiqué du 16 juillet 2019) ;

- dans les centres de rétention administratifs (CRA), les violations de droits, maltraitements, humiliations, passages à tabac sont quotidiens. Les CRA sont des prisons hors-normes pour étrang-



ères. Depuis le 2 janvier 2019, la durée de rétention a doublé, passant de 45 à 90 jours, ce qui ne permettra pas d'augmenter le nombre d'expulsion mais accroîtra le traitement anormal réservé aux étranger•es racisé•es en France. Les conditions de rétention sont si abjectes que les révoltes, grèves de la faim et suicides s'y multiplient (pour plus d'infos <https://crameton-cralyon.noblogs.org/> et <https://abaslescra.noblogs.org/>);

- les enquêtes sur les pratiques de traque à la frontière, quand elles existent, se concluent par des non-lieux. Un exemple récent, celui de Derman Tamimou, jeune exilé mort des suites de la mise en danger des forces dissuasives à la frontière ;

- dans toute la France, les nouveaux arrivants vivent dans des conditions extrêmement précaires : soit des hôtels sordides hors de prix, payés par l'État au grand bénéfice des propriétaires, soit des camps ou encore

des squats. Ils et elles en sont régulièrement raflés et expulsés ;

- dans son grand débat, le gouvernement Macron donne à l'immigration la place de la principale menace pesant sur la France, alors qu'il serait bien plus urgent de faire un débat sur les politiques racistes, l'extractivisme, l'exploitation du vivant ou l'état de l'hôpital public!

- la régionalisation de la demande d'asile oblige à faire de longs trajets pour toutes les démarches, y compris pour récupérer du courrier (les exilé•es de toute la région PACA sont obligé•es d'avoir une adresse administrative à Marseille, même si ils ou elles habitent à Briançon) ;

- la justice s'en prend aussi aux militants anti-racistes et aux personnes solidaires : de multiples personnes qui ont simplement transporté des exilé•es, ou qui leur ont porté secours alors qu'ils ou elles étaient perdu•es dans la montagne, sont poursuivies par la justice. Cer-

tain•es ont été condamnés à de

la prison ferme ;

- sur le marché du travail, les exilé•es font les travaux les plus durs dans les pires conditions, au grand bénéfice du patronat.

Les personnes placées dans cette précarité extrême sont ainsi prêtes à toute accepter, comme travailler pour deux euros de l'heure, sans au-

cune sécurité ;

- plus de 80 % des prisonnier•es en France sont des prolétaires et/ou issues de l'immigration.

À l'occasion de cet énième spectacle judiciaire, rejoignez-nous jeudi 17 octobre pour un défilé bruyant et communicatif, contre les violences d'État, en particulier contre le racisme qui s'abat sur les exilé•es. Puis on occupe la place pendant que trois compagnon•es sont jugé•es pour avoir soit-disant menacé un flic en chantant : Jérôme Boni, chef de la PAF, on va tout casser chez toi !

Où est la violence ? Est-ce de chanter contre un système révoltant OU de traquer, rafler, racketter, expulser, nier les droits des exilé•es ? La justice méprise les

mouvements sociaux, la lutte et les pauvres. Elle choisit son camp et s'attarde à convoquer celle et ceux qui s'opposent et subissent ce système alors qu'elle n'a jamais enquêté sur les violences aux frontières.

- 11h : manif bruyante à Gap, RDV place Saint-Arnoux devant le tribunal

- 13h30 : cantine de la vache enragée à prix libre non-agressif

- À partir de 14h devant le tribunal : Open Mic + Boom + Plus si affinité : organise ton atelier, ramène ton texte, ton déguisement, ta banderole, ta clé USB et/ou tout ce que t'as envie de partager.

Tant que la classe dominante, en cols blancs, robes de magistrats et autres feront la sourde oreille, tant que les privilèges sociaux empêcheront certain•es de s'indigner et de réagir, nous continuerons à crier dans les rues. Nous nous opposerons à l'État et à ses pratiques.

4 novembre 2019

## L'ÉTAT MONTE LE NIVEAU D'UN CRAN

À l'occasion du procès de trois camarades accusé.es de « menace sur les biens d'une personne représentante de l'autorité publique » pour avoir chanté un refrain, nous tentons ici de recoller les morceaux et de proposer une synthèse.

L'été commence avec l'arrestation de deux maraudeurs à la PAF (police aux frontières). Lors de la GAV, une perquisition a été effectuée au domicile de l'un d'entre eux. Cette perquisition a été faite sans raisons tangibles et pour l'instant aucune poursuite n'a été engagée. C'est l'énième épisode de représailles policières contre les maraudeurs.

Le soir même, les flics, à Briançon, cherchent à s'introduire sur un terrain privé où quelques camarades dorment dans leurs camions. Très vite, les camarades comprennent qu'ils n'ont aucun mandat et les flics sont vivement invités à quitter les lieux. Suite à ça, une

camarade est accusée d'outrage au tribunal. Elle a été jugée le 17 Septembre, et condamnée à 270 euros de préjudice moral et 1200 euros d'amende et frais divers. À la même période,, les convocations et les gardes à vue pour la manifestation du 20 février 2019 tombent et trois camarades sont arrêté.es avec un mandat de recherche. Les flics semblent davantage intéressés par l'identité des organisateur.rices de la manifestation que par les faits : ils ont été jugés le jeudi 17 octobre et le procureur requiert 4 mois de prison avec sursis et 3000 euros d'amende pour préjudice moral. Rappelons que c'est le slogan « Jérôme Boni, chef de la PAF, on va tout casser chez toi » qui motive cette requête.

L'une de ces trois camarades avait justement été arrêtée lors de la manifestation à Montgenèvre le 20 avril dernier (voir communiqué). Pour cette manif là par ailleurs quatre convocations et deux GAV ont eu lieu. Sont reprochés des faits de blocage, de dissimulation de visage et de résistance en réunion, mais il semble que flics cherchent plutôt des responsables : les interrogatoires portent (entre autre) sur les organisateur.ices de la manif et leurs motivations.

Le 2 octobre, s'est tenu le procès de K., un camarade accusé d'aide au passage illégal, parce qu'il aurait été arrêté en voiture en zone frontalière avec des personnes n'ayant pas les bons papiers ; le procureur demande 4 mois de sursis. Le rendu du 23 octobre le condamne à deux mois avec sursis.

Le lendemain du rendu, c'est-à-dire le 24 Novembre, un autre solidaire, P., a été jugé pour les memes accusations : comme nous étions prêt à le parier, les requêtes sont sensiblement les mêmes, trois mois de prison avec sursis.

Le dernier épisode en date remonte au 27 septembre, lorsqu'un camarade italien a été arrêté dans les vignes en France alors qu'il travaillait, puis emmené au poste de police. Il a été interrogé sur la manifestation du 22 septembre 2018 à Montgenèvre, à l'occasion du camping Passamontagna. Il est accusé d'avoir participé à une manifestation non autorisée, et de faits de résistance. Étrange que pour si peu la police française



de déplacer pour le choper directement dans les vignes. Là encore, les questions concernent les prétendues « organisateurices » de la journée. Il est évident que son identité a été transmise directement par la Digos italienne (département de police politique, genre RG-PSIG) aux flics français.

Il semblerait que cette coopération s'affine et se structure de plus en plus, y compris en terme de logistique des refoulements à la frontière. Depuis quelques mois en effet, la police italienne vient chercher les personnes refoulées directement dans les bureaux de la PAF, du jamais vu dans le coin...

Au deuxième étage de la gendarmerie de Briançon se trouve le bureau dédié aux « questions frontalières ». Des affiches et des autocollants attribués au mouvement de lutte contre la frontière égaient les murs. On se croirait dans une enquête de meurtre à la 24 heure Chrono.

Il y aurait donc une instruction plus large en cours ? Peut-être bien.

Il est certain néanmoins que tout ces événements font partie d'une stratégie de harcèlement visant à intimider et isoler, en somme mettre sous pression, les personnes solidaires qui agissent et s'organisent dans la région.

Cette stratégie va de pair avec la logique de contrôle et de répression ciblées des personnes qui tentent chaque jour de franchir la frontière au col de Montgenèvre, refusant d'accepter les conditions de vie dictées par les états que ces dispositifs policiers protègent et soutiennent.

Il ne s'agit ni de bloquer complètement les activités solidaires à la frontière, ni le passage des personnes, mais bien de créer des conditions dans lesquelles les premières paient toujours plus le prix de leur actions (et idéalement, s'épuisent), et les secondes sont systématiquement fichées, battues et harcelées, afin qu'elles intériorisent quel est et quel sera, où qu'elles aillent, le traitement qui leur sera réservé.

C'est bien le même système qui les définit et les traite comme de la « humanité en excès », et qui par là, cherche à les effrayer et à les rendre à merci du capitalisme, en les maintenant sous menace constante grâce à des bouts de carton plastifié appelés « papiers ».

Essayons d'élargir un peu plus nos horizons. Au cours de l'année passée, l'Etat français a mis en œuvre une très forte répression à l'encontre du mouvement des Gilets Jaunes, forte aussi bien au niveau du nombre de personnes arrêtées et jugées que de la dureté des peines. Ces événements ont contribué à reclarifier l'objectif de la répression : sanctionner toute expression d'opposition politique, tout en les récupérant dans ce qu'elles ont de plus facilement désamorçable. C'est la pratique de la dissociation qui permet de doser ce savant équilibre : elle consiste à séparer sur le plan médico-pénal les protestations considérées « démocratiques », et celle qui ne le sont pas.

Les espaces de dissonance tolérés par cette démocrati-

on tendent à se réduire comme peau de chagrin, et ces jours-ci, de simples slogans ou bien la participation à une manifestation non autorisée peuvent conduire devant les tribunaux. Rien de nouveau sous le soleil finalement : lorsque l'état se sent menacé (ou trop puissant), il essaie de resserrer les mailles du contrôle social et politique en tirant sur le fil de la « sécurité ».

L'état français n'a pas encore l'expérience de l'état italien en terme de montage pénal des fameuses « bandes organisées ». Mais il commence à faire ses gammes (il suffit de s'intéresser à l'instruction en cœur sur « l'association de malfaiteur » à Bure, pour s'en rendre compte). De la même façon, il expérimente les nouveaux espaces légitimes de répression qu'il s'est arrogés en promulguant les lois les plus récentes, telles que la loi casseur.

Les états montent d'un cran le niveau de la répression et du contrôle social.

De nouvelles lois anti-terrorisme, des accords pour les rapatriements avec toujours plus de pays, et des technologies de contrôle et d'identification toujours plus sophistiquées. Des caméras à reconnaissance faciale, ADN, contrôles croisés de GPS et téléphones...

Les états montent le niveau d'un cran.

Il ne s'agit pas de le faire baisser, mais bien de faire exploser le baromètre. Enfin, disons que c'est l'idée ...

*22/23/24 Novembre*

## **WEEKEND CONTRE LES FRONTIÈRES À LA CASA CANTONIERA, OULX**

Concerts, discussions, ateliers de graffiti, tattoo, rap,... amenez les matos que vous voudrez trouver!

Au refuge autogéré, il y a besoin de:

chaussures de montagne, écharpes, bonnets, gants, chaussettes;

huile, conserves, sauce de tomate, épices, chocolat, ... la bouffe est toujours bienvenue!

Téléphones, couvertures thermiques, snack, pour les copine·e·s qui traversent la frontière.

Il y a la possibilité de dormir à la Casa, amenez votre duvet \*\_\*

*19 novembre*

## **LES CHAUFFEURS PARLENT ET RESALP SE TAIT...**

La compagnie française Resalp gère plusieurs lignes de bus, dont l'une fait la liaison entre l'Italie et la France. Chaque jour, la ligne Oulx-Briançon permet aux passagers qui ne peuvent pas passer la frontière « légalement » de faire un bout de chemin.

Ainsi, ils descendent à Clavière, à quelques mètres de la PAF (police aux frontières) avant de rejoindre la France par les montagnes. C'est là que commence la chasse à l'homme, jours et nuits les flics traquent ceux qui n'ont pas les bons papiers.

Au poste de frontière, certains chauffeurs rapportent

aux flics de la PAF le nombre de personnes descendues à Clavière, les informant par là même du nombre de personnes à pourchasser. Cette conversation qui peut sembler anodine est en fait une quasi assurance de leur arrestation quelques heures plus tard dans la montagne.

Comment appeler ça autrement que de la délation ? Tout ça sans parler des comportements humiliants et discriminatoires de quelques chauffeurs qui interdisent même parfois aux personnes noires de monter dans le bus. Ces pratiques sont racistes, et pour ce que ça vaut, illégales.

La ligne Oulx-Briançon étant un passage obligé pour le franchissement de cette frontière, les chauffeurs qui y travaillent deviennent alors des indices parfaits pour la police. Se mélangent la responsabilité individuelle du chauffeur et celle de l'entreprise: les chauffeurs ne sont pas tenus de livrer des informations sur les passagers à la police, et l'entreprise doit garantir que ce passage d'infos n'aie pas lieu.

Tant que Resalp ne délivrera aucun message clair à ses salariées sur la position à adopter, la compagnie continuera de fait à collaborer et restera une extension du contrôle policier.

Passager/ère: ouvre l'oeil et ne sois pas complice !

Chauffeur/euse: ne parle pas à la police!

**STOP A LA DELATION ET A LA COLLABORATION !**

21 novembre

**SORTIR SODEXO DES UNIVERSITÉS**

Aujourd'hui, à l'Université, un groupe de personnes, hostiles à toute forme de détention et à ceux qui spéculent sur celle-ci, a fait le tour de la CLE pour distribuer et afficher des tracts contre Sodexo et sa possible reprise du Campus Bar.

Sodexo est une multinationale qui a toujours spéculé sur la détention administrative des immigrants et les prisons. Elle gagne des milliards dans le commerce de la détention et de la guerre. C'est Sodexo qui gère les repas du CPR (Centro Permanente per il Rimpatrio) de Turin, au C.so Brunnel-

leschi. Les repas arrivent souvent gâchés, toujours en retard, et des drogues et des tranquillisants sont régulièrement glissés pour calmer la colère des détenus. Sodexo a actuellement le contrat pour certaines cantines universitaires, comme celle du Politecnico de C.so Castelfidardo. Elle veut maintenant reprendre la gestion de la cafétéria du Campus, dont elle voulait, entre autres, licencier les travailleurs. L'université se lave les mains de tout ça.

Le contrat n'a pas encore été définitivement attribué. Ce sera peut-être à la fin du mois. Nous ne nous taisons pas, et nous nous ferons entendre à nouveau si Sodexo l'emporte.



**CONTRE CEUX QUI COLLABORENT AVEC TOUT SYSTÈME D'EXPLOITATION ET D'EMPRISONNEMENT. CONTRE LA GESTION DU BAR DU CAMPUS PAR SODEXO. LE BUSINESS DES PRISONS ET LES PRISONS DOIVENT ÊTRE COMBATTUS ET BOYCOTTÉS.** Voici le texte de l'un des tracts distribués

////////////////////  
 //////////////////////  
 //////////////////////  
 //////////////////////  
 //////////////////////  
 //////////////////////  
 SODEXO ESSAIE D'OBTENIR LA GESTION DU BAR DU CAMPUS UNIVERSITAIRE. SODEXO SPA A TOUJOURS SPÉCULÉ SUR LA DÉTENTION ADMINISTRATIVE DES IMMIGRANTS (CPR) - Y COMPRIS CELLE DE TURIN - ET DANS LES PRISONS.

**G A - GNE DES MILLIARDS DANS LE COMMERCE DE LA DÉTENTION ET DE LA GUERRE BOYCOTTEZ ET SABOTEZ SODEXO !**

Sodexo est la plus grande entreprise multinationale de restauration au monde : elle est présente dans 80 pays, 75 millions de consommateurs utilisent ses services chaque jour et son chiffre d'affaires s'élève à environ 19,8 milliards d'euros.

Sodexo gère l'approvisionnement alimentaire dans de nombreux aspects de la société capitaliste, des jardins d'enfants aux universités, des ateliers aux casernes, des hôpitaux aux maisons de retraite.

En Italie, Sodexo a également été identifié dans le passé comme responsable de la gestion du service de cantine de plusieurs centres de détention pour personnes sans "bonne carte d'identité", mais sa relation avec le monde de la privation de liberté et sa volonté de tirer profit des établissements pénitentiaires vont au-delà de la simple fourniture de nourriture. Sodexo fournit des services à plusieurs armées, tant sur le territoire national que lors de missions à l'étranger. Il est présent dans les écoles de formation et les bureaux civils. Sur les bases militaires, elle organise et gère, pour le compte des armées de l'OTAN, des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni, l'alimentation, le nettoyage, l'entretien des installations, le service du courrier, les soins médicaux, l'approvisionnement en matériel et en carburant, la purification de l'eau, la gestion des dépôts d'armes, et organise la vie à l'intérieur de la base au-delà de sa routine militaire. En 2016, l'entreprise gère 122 prisons dans huit pays, dont 42 aux Pays-Bas, 34 en France et d'autres en Belgique, en Italie, en Espagne et au Chili.

Sodexo n'est pas nouveau sur la scène de la détention des migrants en Italie. En 2009, elle a fourni des aliments aux CIE (désormais CPR) de Ponte Galeria à Rome et de via Corelli à Milan.

A Turin, SODEXO gère la nourriture au CPR (CRA) de Corso Brunelleschi. De la nourriture évidemment merdique, souvent pourrie et contenant des somnifères pour étouffer toute rébellion. Comme si cela ne suffisait pas, ils sont servis en dehors des heures de bureau : le petit-déjeuner vers 11 heures, le déjeuner pas avant 14 heures. À Turin, Sodexo a actuellement le contrat pour certaines cantines universitaires, dont celle du Politecnico à C.so Castelfidardo. Cette information soulève un doute plus que justifié : les repas apportés aux détenus du Corso Brunelleschi sont-ils les restes des cantines gérées par Sodexo, comme celle du Politecnico ? Bien sûr, c'est un péché de penser mal, mais nous avons souvent raison.

Et il semble étrange que tous les paquets qui arrivent à l'intérieur contiennent des aliments différents, en plus d'être pourris. Que l'entreprise

française se donne la peine de proposer toute cette différenciation de menus semble difficilement compatible avec ses profits, alors qu'il semble plus rationnel pour elle de donner les restes aux détenus. Aujourd'hui, il a atterri à l'université de Turin, où il a



tenté de prendre en charge la gestion du bar du campus L. Einaudi, et même de licencier les femmes qui y travaillaient, évidemment avec l'approbation de l'université, qui n'a aucun problème à faire des économies sur le dos des prisonniers et même des travailleuses qui risquaient leur emploi.

Les activités de Sodexo, en plus de diverses actions et sabotages, ont exposé la société à de nombreux boycotts impliquant plus de 60 universités et autres institutions rien qu'aux États-Unis. Même en Australie, les étudiants de nombreuses universités se sont mobilisés pour le chasser de leurs cantines. Si vous voulez savoir ce que fait Sodexo dans le CPR de Turin, demandez-leur directement ! 011 4150996 (bureau de Collegno), 0119572307 et 0119592879 (bureau de Rivoli) et 0119592879 (bureau de Carignano).

22/23/24

novembre

**WEEK-END CONTRE LES FRONTIÈRES  
À LA CASA CANTONIERA DE OULX**

Concerts, discussions, graffiti, tatouage, rap, ... apportez le matériel que vous souhaitez trouver ! Si vous en avez l'occasion, nous vous en serions reconnaissants :



grandes chaussures de montagne (à partir de 40) écharpes, bonnets, gants, chaussettes, ... Huile, boîtes de conserve, sauce tomate, épices, chocolat,... la nourriture est toujours la bienvenue ! Téléphones, couvertures de survie, barres énergétiques pour ceux qui traversent la frontière. Vous pouvez dormir à la maison, apportez votre sac de couchage.

\* \*

9 Décembre 2019

## MEILLEURS VOEUX À NOUS

Une année s'est écoulée. Une année longue et rapide, belle et difficile.

Peu de gens s'attendaient à venir le célébrer. Les rumeurs d'expulsions possibles nous ont en fait persécutés pendant tous ces 12 mois. Pourtant, nous sommes toujours là.

Il y a beaucoup de choses à dire. Les centaines et les centaines de personnes qui sont passées par ici. Qui a senti cet endroit un peu comme chez lui, et s'est arrêté pendant des jours, des semaines, des mois. Les nombreux qui l'ont franchie, un refuge, une étape de leur voyage, et maintenant ils sont ailleurs en Europe.

Les images qui restent sont infinies. Des gens du monde entier qui cuisinent et mangent ensemble, qui dorment dans toutes les gorges ; les soirées, les rires, les feux de la nuit jouent ensemble. Les assemblées en mille langues. Essayer de s'organiser, les initiatives, les discussions. Les départs. Les vêtements éparpillés partout tandis que ceux qui partent choisissent les bons habits pour la traversée. Les doutes, les peurs, la détermination de ceux qui sont déterminés à continuer leur vie où ils veulent, même sans ce bout de papier.

Les histoires. Les émotions transmises, les racontes sur la Libye, la prison, la route des Balkans. La mer. Les morts. Le fût de police, la torture, le sentiment d'être un objet dans ce monde européen qui a transformé les "migrants" en colis envoyés entre les points chauds, les camps de "réception", les centres de détention, ou en main d'oeuvre exploitée dans le travail au black. Le sentiment d'être utilisé comme monnaie d'échange, d'être des objets garés ici et là en attendant des réponses, des appels, des documents. Le mal de ceux qui racontent tout le racisme et les abus qui ont souffert.

Le bonheur de ceux qui appellent, sont arrivés à destination, et remercient une humanité qui devrait être la norme et est maintenant l'exception.

Y a-t-il quelque chose à célébrer ? Peut-être que non. La frontière est toujours là, elle continue à sélectionner, séparer, tuer. L'hiver est arrivé. La saison touristique est ouverte, et des centaines de skieurs italiens, français et anglais sillonnent les pistes entre Claviere et Montgenèvre, vivant ces lieux comme des espaces de divertissement. Et la police essaie de protéger l'ordre de cette frontière qui est économique, avec

les chasses nocturnes habituelles en motoneige dans la neige, dans les bois, ou avec les machines en civil (Duster blanc) avec lesquelles elle essaie de cacher la réalité de cette zone frontalière. Les ouvriers des voies eux-mêmes sont poussés à collaborer avec les gendarmes, dénonçant toute observation "suspecte", c'est-à-dire toute personne non blanche qui n'a pas l'air d'un touriste marchant sur ces chemins. Ainsi que les chauffeurs de Resalp, invités à indiquer le nombre de personnes partant avec chaque bus vers Claviere, pour faciliter le travail de capture aux gardes.

Nous n'avons pas détruit la frontière. Oui, bien sûr, les gens continuent d'arriver, et même si ce n'est pas toujours, de passer. Ce ne seront pas les montagnes qui bloqueront la volonté de choisir ou vivre. Ce n'est pas la neige, ce n'est pas la mer, pas même les menaces et les abus des gardes. La saison de ski s'ouvre, et la frontière devient seulement plus invisible pour ceux qui ne veulent pas voir.

Cependant, nous sommes toujours là, et peut-être même pour cela et pour ce qui continue d'exister et de faire, il y a un peu "à célébrer".

MEILLEURS VOEUX À NOUS

9 décembre 2019

## Attirer les touristes, collaborer et se taire : comment la station du Montgenèvre protège l'ordre de la frontière

*Le domaine skiable de la Voie Lactée s'étend sur toute la zone frontalière entre la France et l'Italie :*

*Nous republions et partageons une analyse intéressante sur la situation du village et de la station de ski du Montgenèvre, sur la question du tourisme, quelques ours avant l'ouverture de pistes pour cette saison 2019-2020.*

la frontière se situe, entre autres, sur le col qui sépare les villages-stations de Montgenèvre (France) et Claviere (Italie). Depuis 2017, le paysage quotidien de ces deux villages a été bouleversé par les arrivées régulières, parfois considérables, de personnes étrangères irrégularisées, mais aussi de renforts policiers pour le contrôle de la frontière, et de journalistes pour médiatiser la situation. Des dizaines d'habitants et parfois mêmes des touristes racontent avoir été témoins de « course-poursuites », voire de « chasses à l'homme », lorsque les agents de la police aux frontières (PAF) traquent des personnes qu'ils identifient au faciès comme des « migrant-es » en situation irrégulière, dans le village, sur les pistes de ski, dans la montagne.

Pourtant, en deux ans, la mairie de Montgenèvre n'a jamais fait de déclaration officielle concernant les personnes en situation de migration, ou le contrôle de la frontière. Aucun compte-rendu des conseils municipaux, aucune lettre d'information diffusée aux habitants, n'en font mention ; aucune évocation n'est faite, notamment, des personnes qui sont décédées depuis l'an dernier sur la commune de Montgenèvre lors de leur traversée de la frontière.

Lors de mon enquête, j'ai constaté moi-même le refus de la mairie de se prononcer sur les événements, puisque celle-ci bloquait mes demandes d'entretiens à tous les niveaux : direction de l'office du tourisme, direction de la Régie des remontées mécaniques, et cabinet du maire. L'absence de discours sur la situation migratoire de la part de la mairie est d'autant plus étonnante que le maire de Montgenèvre, M. Guy Lhermitte, est un ancien directeur de la PAF de Montgenèvre, qui est même monté au cours de sa carrière à la direction centrale de la PAF à Paris. L'absence des personnes en exil et du contrôle policier dans la communication officielle, accessible en ligne (donc aux touristes et aux investisseurs) montre simplement que, dans l'image que la mairie veut donner du village, y compris auprès de ses habitant·es, il n'y a pas d'étranger·es « migrant·es », il n'y a pas de frontière.

De manière plus étonnante, le silence de la mairie est imité par les habitant·es et travailleur·euses de Montgenèvre. Les difficultés auxquelles j'ai été confrontée pour mener cette recherche (certains habitants menaçant même d'appeler la police si je continuais d'enquêter dans le village) m'ont montré que ce silence, loin d'exprimer un désintérêt, était en réalité un tabou. Ce tabou a pour fonction de protéger un ordre auquel, dans mon désir de « faire parler », je me suis confrontée ouvertement.

Cet article est un extrait d'un mémoire de recherche de M2 soutenu en août 2019. Lorsque j'ai mené mon enquête de terrain auprès des habitant·es de Clavière et Montgenèvre, entre janvier et mai 2019, j'ai constaté que, pour beaucoup de personnes, participer à ma recherche était source de craintes personnelles. J'ai donc fait le choix d'anonymiser complètement les noms des habitant·es et travailleur·euses de la zone-frontière que je cite dans cet article : ainsi, les initiales ne correspondent pas à leurs véritables noms.

### ***Côtoyer les forces de l'ordre***

La première chose à comprendre, c'est que, dans ces petits villages, « tout le monde se connaît ». Dans un espace social aussi petit, les travailleur·euses des villages frontaliers, qui n'ont pas de lien a priori avec la police mais qui se retrouvent quotidiennement confronté·es à elle, finissent par se sociabiliser avec les agents du contrôle. La présence policière diffuse au sein du village a comme effet le plus concret qu'elle empêche, par peur d'une arrestation, de nombreux·ses habitant·es d'agir en solidarité avec les exilé·es qui traversent la zone-frontière. Les rondes permettent aux forces de l'ordre d'affirmer leur présence et leur prédominance sur le territoire, et y réaffirmer leur prédominance. « Nous on a des gendarmes campés en permanence devant la maison. C'est sûr que moi j'y réfléchis à deux fois [pour aider] si je sais qu'il y a les flics en bas de chez moi. (...) Le fait de savoir qu'on va les croiser, tout le temps, tout le temps, chez moi... » (Entretien avec S,

habitante, 19/02/2019). La présence policière, diffuse et discrète, mais permanente dans le village depuis l'automne 2018, met en place un climat de surveillance, de méfiance et de peur.

D'autre part, les liens interpersonnels peuvent jouer un rôle dans le soutien d'une partie de la population au travail de la police. Lors de mes séances d'observation en gare de Briançon, j'ai vu les policier·es « faire la bise » à des passager·es du train qui montaient skis à l'épaule, en plein milieu d'une opération de contrôle. Comme l'explique un pisteur de Montgenèvre : « Parmi les collègues, certains sont d'anciens gendarmes, ou leur fils bosse à la PAF. Ce sont les premiers à vouloir aider leurs collègues »<sup>1</sup>.

### ***Dénoncer***

Un accompagnateur en montagne raconte qu'il y a 15 ans, à la résidence « Village du Soleil », « [des migrants] s'étaient installé dans les fauteuils à l'accueil. En mode « c'est bon, on est en France ! ». La direction de l'époque avait appelé la gendarmerie (...). »<sup>2</sup> Des années plus tard, en 2018, alors qu'elle transportait une personne noire vers l'hôpital, une habitante a été dénoncée à la police par l'ancienne monitrice de ski de ses enfants, et elle a été arrêtée. Il arrive aussi qu'à la gare routière de Montgenèvre, des chauffeurs de bus fassent payer un ticket à des personnes, puis appellent la police pour qu'elle les arrête et les reconduise à la frontière<sup>3</sup>.

Sur les pistes de ski, la radio peut servir aux pisteurs et aux travailleur·euses des remontées mécaniques pour alerter la hiérarchie à la vue de personnes soupçonnées au faciès d'être des « migrant·es » – les chefs de la station étant eux-mêmes en lien radiophonique avec la PAF.<sup>4</sup> Le système de radio de la station devient une infrastructure privilégiée pour le contrôle mobile à travers la zone-frontière car il permet de communiquer efficacement et rapidement à travers l'ensemble du domaine skiable côté français.

Les dénonciations font planer sur tout le village de Montgenèvre une atmosphère de suspicion générale : quand les habitant·es s'adressent à moi dans les espaces publics, elles baissent systématiquement la voix de peur d'être écoutées. Beaucoup en viennent à comparer la situation actuelle à « Vichy » ou « aux années 1940 ». Les arrestations « sur délation » choquent, parce qu'elles remettent en cause les liens de confiance sur lesquels se fondent les interactions sociales dans le village. Le fait que les « délations » sont considérées comme plus grave que les arrestations en elles-mêmes, montre que la population locale s'est habituée à l'idée que des personnes étrangères soient traquées et arrêtées, tant que cela est fait dans le « cadre officiel », par les agents de police auxquels l'État délègue sa violence légitime.

### ***Des pressions sur les travailleur·euses de la station qui les incitent à collaborer au travail de la frontière***

La police aux frontières met à contribution la compagnie de bus locale pour participer aux reconduites à la frontière : selon le gérant de cette compagnie, la PAF requiert son accord pour éditer un « titre de transport » spécial qui permet aux personnes renvoyées de force en Italie de prendre le bus dans le sens retour<sup>5</sup>.

Mais la police va plus loin en sollicitant également la participation des chauffeurs de bus de la ligne transfrontalière dans le traçage des personnes « identifiées » comme « migrantes » : au poste-frontière, on demande aux chauffeurs combien de gens sont descendus à Clavière (le dernier village italien avant la frontière) afin de connaître le nombre de personnes étrangères à aller traquer ensuite dans la montagne. Plus étonnant encore, en mars 2019, j'ai observé au départ du bus, à Oulx, en Italie, un policier français en civil équipé d'une oreillette, s'approchant du chauffeur par la fenêtre et lui demandant : « Combien ? », ce à quoi le chauffeur a répondu : « Personne ce soir ». Le regard des chauffeurs de bus permet d'estimer à l'avance le nombre de personnes qu'il va falloir aller chercher dans la montagne avant même qu'elles n'arrivent à la frontière, alors qu'elles se trouvent encore 20km en amont, côté italien ; s'appuyer sur eux permet de mettre en œuvre une forme très discrète de délocalisation du contrôle. Quand j'ai demandé aux conducteurs de bus s'ils ont reçu des consignes de leur direction ou de la police concernant les étranger-es en situation irrégulière, tous ont déclaré ne ressentir aucune forme de pression particulière. Pourtant, ces mêmes personnes ont intériorisé l'obligation de déclarer à la police le nombre de personnes descendues à Clavière : « Je dois le dire. Ça dépend de la personne, mais s'ils me demandent, combien (...) de migrants sont descendus à Clavière ? Ou combien de gens sont descendus à Clavière ? 7 personnes. Ça, il faut le dire. »<sup>6</sup>

Ainsi, d'un côté, l'impression d'agir dans une forme de cadre légal et procédurier justifie la coopération entre le travail policier et les compagnies de transport ; de

l'autre, sur le terrain, la manière dont la police utilise les connaissances des chauffeurs s'exerce en l'absence de tout cadre procédurier et de tout contrôle de la direction.

En ce qui concerne la station de Montgenèvre, une seule consigne a été donnée au mois de juin 2018 à l'intention des conducteur-ices des véhicules de maintenance, celle de ne prendre personne en autostop dans son véhicule professionnel : cela a pour effet de réduire les chances pour les personnes craignant les arrestations policières de descendre plus facilement et en sécurité à Briançon.

En hiver, aucune consigne de la part de la direction des remontées mécaniques n'a été donnée à l'égard des employé-es. Pourtant, au cours de l'hiver 2018-2019, plusieurs observateur-ices solidaires ont témoigné avoir vu des agents de police à bord des dameuses qui sillonnent les pistes durant la nuit, ainsi que des lampes-torches éclairer la forêt depuis les dameuses. Les pisteurs que j'ai interrogés à ce sujet estimaient que : « C'est sans doute une demande de la PAF avec l'accord du chef des pistes pour monter dans les dameuses. Si le chef des pistes te demande, tu dois obéir à la consigne. Comme nous, si on nous demande d'aller voir des migrants en scooter, on est obligés d'y aller et de le signaler. »<sup>7</sup> En effet, depuis décembre 2017, il arrive régulièrement que la direction de la Régie, via la radio centrale, demande aux pisteurs-secouristes d' « aller voir » quand « il y a des migrants »<sup>8</sup>. J'ai demandé à Q. si l'envoi des pisteurs-secouristes était justifié par le secours, selon l'idée que les personnes qui marchent sur les pistes seraient en danger, mais il a secoué la tête : « Quand ça nous est signalé, c'est pas forcément qu'ils sont en danger. L'an dernier, la PAF avait pas les scooters donc s'ils repéraient [des gens], ils nous envoyaient facilement. »

Pour la police, s'appuyer sur les pisteurs-secouristes présente de nombreux intérêts stratégiques : ils sont placés à différents endroits de la station, se déplacent



rapidement à ski, et communiquent en instantané par radio. Leur participation indirecte à la surveillance frontalière permet donc un balisage de tout le domaine skiable comme zone d'identification « des migrants ».

« La semaine dernière, on nous a signalé des personnes, on nous a demandé d'aller les chercher, de les mettre au chaud au poste de secours en attendant que la police vienne les chercher. C'est la police qui a dû leur dire : « il y a des migrants, mettez-les au chaud, on arrive ». »<sup>9</sup>, raconte un pisteur. Le prétexte d'une mise à l'abri pour arrêter les personnes est un exemple supplémentaire de la manière dont le travail de secours en montagne est détourné à des fins de contrôle de la frontière. Pour les secouristes que j'ai rencontrés, il apparaît clairement que les personnes en migration sont traitées de manière discriminatoire, non pas comme n'importe quel·le blessé·e, mais bien avant tout comme une personne en situation irrégulière : « Si on agissait normalement on appellerait le contrôle pour demander l'hélico, par exemple pour un cas de pieds gelés. Mais [avec les migrants], si on appelle le central des remontées mécaniques, le chef des pistes entend, et lui va appeler la PAF. »<sup>10</sup>

L'absence de déclaration explicite d'une collaboration entre la direction de la station et la police aux frontières met les travailleur·euses dans une position délicate où on attend d'elle·ux qu'ils et elles coopèrent alors que cela ne figure pas sur leur fiche de poste. L'ambiguïté induite par le silence de la direction renforce encore une fois la possibilité d'intervention de la police, qui peut ainsi « intervenir à sa guise partout »<sup>11</sup>

Un certain nombre d'employé·es de la station se pose la question de désobéir, mais la peur que leurs actions puissent être rapportées à la direction demeure : « Aujourd'hui, signale un pisteur, il y a des webcam un peu partout sur la station, et il y a des gens qui regardent. Nous on est sous contrat. Si on voit les gars, on va leur parler et ensuite on dit qu'on n'a rien vu, ça peut se

savoir ». En effet, « (...) Il peut y avoir des représailles, notamment dans l'attitude de la part des cadres. On a 4 mois de saison garantis, en général on fait plus, mais si tu t'opposes au chef des pistes, ta saison va être raccourcie. Ils peuvent t'affecter où tu ne veux pas (...) »<sup>12</sup> La précarité de l'emploi saisonnier joue un rôle déterminant sur la manière dont les travailleur·euses anticipent les risques pesant sur leur emploi au cas où ils entreraient en conflit avec leur hiérarchie.

### **La « neutralité » au service des arrestations policières**

Du côté de la compagnie de bus, il y a des enjeux économiques importants : elle répond à des appels d'offre publics, de la région en ce qui concerne la ligne transfrontalière, et a intérêt à décrocher le contrat qui est renouvelé tous les quatre ans. L'objectif de « neutralité » qui permet de rendre la compagnie « irréprochable » a poussé le gérant à écarter de la ligne Oulx-Briançon toute·s les employé·es qui étaient susceptibles d'abandonner leur posture de non-intervention face à la situation à la frontière : « J'en ai eu deux, des conducteurs qui avaient un peu des penchants, l'un d'un côté, l'autre de l'autre. Je les ai déplacés sur d'autres lignes. (...) Maintenant, avant d'affecter quelqu'un à cette ligne on vérifie s'ils seront capables de neutralité. (...) On a un pannel de chauffeurs réduits désormais, 6-7 estampillés pour cette ligne « Briançon-Oulx », et on est certains de leur comportement. »<sup>13</sup>

Le contrôle de la direction sur ce qui peut se passer au passage de la frontière consiste donc à sélectionner le personnel « apte » à demeurer stoïque face aux arrestations, attitude que le gérant euphémise par la description suivante : « Ne pas être agressif, garder ses distances. »

Mais le gérant de la compagnie est allé plus loin encore pour s'assurer de ne pas être mis en cause à la frontière : « On a bossé avec la PAF là-dessus. Parce qu'ils voulaient être neutres, et nous aussi. On a conjointe-



ment décidé de se mettre d'accord. » Ainsi, afin d'être sûre d'être « neutre » « comme la PAF », la compagnie et la police aux frontières ont organisé une formation pour les chauffeur·euses de la ligne : d'abord, on a rappelé aux chauffeur·euses la menace des retombées financières sur la compagnie si personnes en situation irrégulière traversaient la frontière dans leur bus ; et ensuite, on a défini la ligne de conduite à suivre, « et si on a un problème, on se sent menacé, on appelle la police. » Ainsi, la neutralité adoptée par la compagnie se situe tout de même du côté de l'activité de contrôle de la frontière. Le gérant résume l'ambiguïté de la position de la compagnie par cette phrase : « Sans dire que c'est une collaboration, parce que j'aime pas le terme, c'est pas une obstruction. Ils n'ont rien à nous reprocher si on fait notre job. »

La « neutralité » de la compagnie de transports qui s'assure de la non-intervention disciplinée de ses employés face au contrôle de la frontière s'inscrit donc parfaitement dans un ordre social pacifié qui soutient le travail policier, comme le montre cette anecdote : « Il y a même un commissaire de Marseille qui est monté me voir personnellement, dans mon bureau, pour me féliciter de la manière dont nous gérons le problème. Il était admiratif, apparemment ils ont beaucoup plus de difficultés du côté de Menton/Vintimille. » Le gérant de l'entreprise conclut d'ailleurs que : « c'est ça qui fait que la Régie nous a confié la ligne. »

### **« Tout va bien » : préserver une image paradisiaque, préserver l'ordre social**

« Tout se passe bien ». L'image que Montgenèvre donne d'elle-même à travers les lettres-infos de la mairie et son site internet se confondent avec celle diffusée par l'office du tourisme, celle d'un paradis tranquille à la montagne ; de la part des habitant·es, le fait de ne pas « en » parler, c'est valider cette forme de paix dans les interactions sociales quotidiennes que précisément, le territoire a intérêt à défendre.

Le silence à Montgenèvre est l'outil avec lequel les habitant·es et travailleur·euses maintiennent en façade les relations sociales dans un état de « normalité », c'est-à-dire telles qu'elles étaient avant que la ville ne devienne une zone de passage, et se protègent pour n'être pas compromis·es dans le paysage social local.

Car si « quelque chose se sait », parmi la micro-société que constitue ce petit village, les enjeux sont très importants à l'échelle locale. Par exemple, « M. est une jeune fille qui aide quand elle peut. Mais ses parents sont opposés, elle ne veut pas que ça se sache à la maison »<sup>14</sup>, et elle doit donc redoubler de discrétion. Comme les noms des individus sont associés à des lieux dans le village, ils sont d'autant plus exposés aux rumeurs : on prête à certain·es voisin·es des positions « pro » ou « anti » migrant·es, on accuse ses collègues de délation...

Par ailleurs, la station mêle les relations interindividuelles, la réputation personnelle, avec la sphère

du travail. En haut de la hiérarchie, les chefs des employé·es de la Régie (chef des pistes, chef des remontées mécaniques, et chef d'exploitation) travaillent à Montgenèvre depuis plus de 30 ans, sont proches du maire, voire membres du Conseil Municipal. Dans des univers sociaux aussi restreints, la question de la place, c'est-à-dire la position dans un ordre social, est fondamentale, dans la mesure où le groupe a beaucoup de pouvoir sur l'individu : on peut isoler un commerce en jouant sur la rumeur, affecter la carrière de quelqu'un au sein de la station...

Un certain conformisme dans le comportement, ou à la rigueur une discrétion, apparaît comme une solution pour protéger sa place dans « l'écosystème ».

Le caractère hautement concurrentiel de l'économie touristique a un impact sur la manière dont les habitant·es appréhendent la situation à la frontière. Une gérante d'un hôtel 4 étoiles croit fermement qu'il y a un lien entre la visibilité de la situation à la frontière et la réussite de la saison : « Il y a eu moins de clientèle cet été, c'est sûr que ça a joué. Les vêtements sur le chemin, ça fait flipper. (...) Il faut trouver un juste milieu, entre l'aide humanitaire et la vie sociale et économique d'ici. Les touristes ils n'y peuvent rien, à tout ça ! Nous ici c'est notre gagne-pain, vous comprenez ? »<sup>15</sup> Une autre hôtelière me raconte que la visibilité de la frontière fait parler les touristes, entraînant potentiellement des débats animés parmi la clientèle, voire des tensions ; elle menace donc l'équilibre précaire qui garantit le séjour paradisiaque que les commerçant·es veulent vendre à leurs client·es.

Selon la directrice d'une entreprise de location, quand il y a un scandale en station, « Étouffer l'affaire »<sup>16</sup> repose sur la contribution de chacun·e, et tout le monde localement a quelque chose à y gagner. Alors qu'elle-même reconnaît être témoin de scènes d'arrestations policières tous les jours, elle joue son rôle en « rassurant » les client·es par avance : « Quelques clients nous appellent en disant « on va croiser des migrants ? » mais pas beaucoup. Nous on répond que Montgenèvre a rarement d'événement, et ça se passe plutôt côté italien. », contribuant par le discours à invisibiliser la situation de frontière comme la présence des migrant·es sur la commune.

« La station c'est un lieu touristique qui fonctionne à plein pot, comme d'habitude, il y a une indifférence, personne n'en parle. Ça n'intéresse pas grand-monde. C'est devenu un truc qui est là, qu'on ne voit pas vraiment, aussi parce qu'on ne veut pas le voir. Le but c'est de vendre du forfait et vendre du rêve à des touristes fortunés. La police est là, eux-mêmes ne sont pas véhéments, pas actifs. Il y a une paix sociale dans tout ça. Tout le monde est bien content qu'il n'y ait pas plus de migrants que ça. Si ça dégénère, c'est pas bon pour le business, s'il y avait plus de police ce serait pas bon pour le business. Les touristes sont là, ils ne sont même pas au courant, personne ne les informe. Tous les socio-professionnels sont au courant mais ça n'empêche

personne de travailler. Il y a une indifférence peut-être due à plusieurs choses : il y a des gens qui s'en foutent vraiment, il y a aussi une résignation, face à un problème qui dépasse tout le monde, qui dépasse le cadre local, le fait de se sentir désarmé, et il y a aussi le fait que c'est rentré dans le quotidien et que la vie continue. ». Entretien avec N., 12/01/2019

En deux ans, on s'est habitué·e à la présence des migrant·es sur le territoire en tant que groupe traqué (et donc relativement caché), en tant qu'acteurs d'un « jeu » routinier

de « chat et de la souris » ; en revanche on ne conçoit pas la légitimité des personnes en migration à se trouver là d'une autre manière (monter dans un télésiège, rentrer dans un hôtel ou dans une navette privée, par exemple). Ainsi, l'ordre social qui est validé implicitement par le comportement des habitant·es (par-

fois en opposition avec leur positionnement idéologique) est celui où « des migrant·es » pas trop visibles continuent de se cacher, les policier·es continuent de faire leurs rondes et d'en arrêter certain·es, et la vie de la station de continuer telle qu'elle l'a toujours fait, sans ressentir d'impact, ni économique, ni social, ni psychologique.

Par conséquent, ce qui est considéré comme déplacé, dérangeant, c'est l'opposition ouverte à cet ordre social. Les associations qui dénoncent la situation à la frontière en tentant de rendre visible cette réalité dans l'espace public sont bien plus perçues comme des problèmes, voire des menaces, que « les migrant·es » ell·eux·même. « C'est au niveau de l'image : [les associations] ont monté plus de gens contre eux qu'ils n'ont rallié de gens. Alors que tout ça pourrait bien se passer, en fait »<sup>17</sup>. A Clavière, l'occupation de l'église du village entre mars et octobre 2018 pour en faire un squat d'accueil aux personnes qui traversent la frontière a participé à fixer au centre du village, et donc à visibiliser fortement, la présence des personnes exilé·es ainsi que du soutien militant. Or, selon le maire de Clavière, c'est l'ouverture du squat qui est responsable de l'augmentation de la présence policière côté français et donc des contrôles à la frontière, ce qui aurait provoqué une plus grande concentration d'exilé·es

sur la commune dans la mesure où le passage serait devenu plus ardu – et donc une plus grande visibilité de la question migratoire. L'occupation de l'église aurait donc mis la population locale en colère, déclenché la médiatisation, « choqué » les touristes... si bien qu'« on » ne « pouvait plus vivre bien »<sup>18</sup> sur la commune, comme au temps où les exilé·es étaient invisibles. Le soutien que ce lieu occupé apportait aux personnes en migration n'est même pas considéré par les acteurs locaux qui en parlent, ce qui pose la question suivante

: qui doit « vivre bien » dans la zone-frontière ?

En effet, même pour des personnes qui la défendent sur le plan idéologique, la solidarité envers les personnes qui traversent la frontière devrait s'inscrire dans un cadre défini comme « acceptable », c'est-à-dire qui ne dérange pas trop l'activité touristique locale : ne pas porter

atteinte au paysage, aux bâtiments, ne pas s'afficher dans l'espace public...

L'objectif que rien ne ternisse l'image du territoire aux yeux des touristes explique que le grief majeur que les habitant·es de Montgenèvre et les travailleur·euses de la station retiennent contre « les migrants » soient les affaires que cell·ux·ci laissent derrière ell·eux au cours de leur marche dans la montagne : cet élément ressort systématiquement au cours des entretiens. La simple évocation des exilé·es peut donner lieu à des accès de colère très forte pour des locaux qui les associent immédiatement à cette idée qu'« ils salissent la montagne », « ils pourrissent la montagne »<sup>19</sup>, ou, pour une gérante d'hôtel qui le formule de manière plus explicite : « ils polluent l'image et le territoire »<sup>20</sup>. Loin d'attiser la curiosité sur les conditions de la traversée à travers le massif montagneux, la colère vis-à-vis des affaires abandonnées donne lieu à toutes les spéculations négatives contre les personnes exilées : d'abord, on leur prête l'intention de laisser ces vêtements comme une manière de faire volontairement du mal aux habitant·tes locaux, puis des rumeurs courent que se dévêtir est une stratégie « qu'ils » utilisent pour obtenir la prise en charge en attirant sur eux la pitié des policier·es, voire même des associations. Ces fantasmes sont nourris des imaginaires qui circulent dans

les médias et les discours politiques qui construisent les « migrants » comme des fraudeurs, des manipulateurs, des criminels.

Dans ce contexte, B., habitante de Montgenèvre et bénévole au Refuge Solidaire, a été prise à parti par ses voisins qui lui demandent de choisir « son camp » entre la défense de son environnement local et les exilé-es.<sup>21</sup> Elle s'interroge : « Ils disent tous : « T'as vu dans quel état ils laissent la montagne ! » (...) Mais [des vêtements], c'est pas de saleté ! (...) Et puis la pollution, quand ce sont les touristes qui la font, on ne dit rien. (...) »<sup>22</sup>.

Ainsi, ce que l'on présente comme « sale » dans l'occupation de l'église ou dans les vêtements dans la monta-

carte, donner une information ou un mot d'encouragement, offrir un café ou un verre d'eau dans un bar, une pause dans une cabane de remontée mécanique, un repas dans un restaurant... les personnes affamées et épuisées de la marche qui arrivent dans la station ou le village de Montgenèvre peuvent régulièrement avoir la chance de croiser le chemin de quelqu'un qui leur donnera un coup de pouce déterminant pour la traversée. Mais ces solidarités restent camouflées, afin de ne pas perturber le fonctionnement de la station touristique dont tout le monde dépend. Au nom de leur propre intérêt à « préserver » le territoire, même les habitant-es qui voudraient soutenir les personnes exilées en viennent à accepter la « routine » de la frontière, et à



gne n'est en fait qu'une manière de désigner le malaise qui se dégage par rapport à l'altérisation de l'environnement tel qu'il a été vendu aux touristes. Ainsi que le présente une hôtelière : « Les manifestations ça fait peur aux gens. Ça leur fait voir des choses qu'ils n'ont pas envie de voir » (Entretien avec N., 15/03/2019). Ainsi, faire disparaître les étranger-es non-touristes, supprimer les traces de la présence des personnes exilées, est une sorte de mot d'ordre implicite qui a été intégré par l'ensemble des habitant-es de la station transfrontalière.

#### **Conclusion : « Heureusement pour la paix sociale »**

Le climat de méfiance, la proximité sociale entre les villageois-es, et la précarité de l'emploi dans le secteur touristique, expliquent qu'à de rares exceptions près, aucun-e habitant-e de Montgenèvre ne soit impliqué-e dans les réseaux de solidarité auprès des personnes étrangères qui se sont mis en place dans le Briançonnais. Cependant, de nombreux « petits gestes » m'ont été contés au cours de mon enquête, parler aux policiers pour détourner leur attention, donner ses chaussettes, distribuer une ou deux couvertures de survie ou une

approuver une situation qui, de fait, va dans le sens de la fermeture des frontières et du durcissement des politiques migratoires. Par exemple, N., employé de la station, qui critique pourtant « l'écosystème local pacifié », en vient à dire : « Si ça commence à jouer sur le business (...), à jouer sur le tourisme, ça va partir en couille [sic]. Les fachos vont encore plus être fachos, et tout le monde va mettre ça sur le dos des migrants. Heureusement, c'est resté contenu. Heureusement pour la paix sociale, pour le fonctionnement de la région. Heureusement, quelque part, qu'il y a eu l'ouverture de la route migratoire de Bayonne. Et puis il y a eu la fermeture de l'Italie aussi. Ça reste dans des proportions invisibles, du moins qui ne prennent pas le pas sur la vie quotidienne des gens et des touristes. » (Entretien avec N., janvier 2019)

**WE contre les frontières et les déportations !  
Week-end d'événements contre la frontière !  
SAMEDI 11 JANVIER  
RASSEMBLEMENT AU CPR DE TURIN (CORSO  
BRUNELLESCHI)**

Rdv à 16h DEVANT LE MUR DU CPR à l'angle du cours Brunelleschi et de la Via Monginevro. En cas de pluie, rdv à 15h Piazza della Repubblica au niveau du portique devant le kiosque.

**DIMANCHE 12 JANVIER**  
**JOURNÉE A LA FRONTIERE**

RDV A 11h DEVANT L'ÉGLISE DE CLAVIERE, AMENE TA LUGE !  
REPAS PARTAGE  
MISE A JOUR IMPORTANT

Le tour en vélo qui été prévu pour le 11 janvier à 14.30 a été renvoyé à cause du cortège contre la répression appelle le meme jour. Le RDV c'est au 13.30 devant le Tribunal de Turin. Mais la présence solidaire dehor du CRA reste fondamentale, surtout après les révoltes du 4-5 janvier. Du coup le RDV reste à 16 h au CRA de Corso Brunnelleschi.

Les frontières intérieures se multiplient et se perfectionnent. Des rafles, des caméras de reconnaissance faciale, interdiction de territoire, lois de sécurisation. Les murs extérieurs ne font qu'augmenter : des frontières économiques et sociales créées pour sélectionner, contrôler, exploiter. Des frontières composées de gardes, de documents, avec une marée d'argent européen. L'UE devient de plus en plus une forteresse, avec des murs extérieurs construits directement en Afrique, et des systèmes de sélection et d'expulsion de plus en plus sophistiqués. En attendant, de nouveaux CRA s'ouvrent en Italie, des centres permanents de rapatriement. Des prisons où les rébellions ne s'arrêtent jamais. Il y a deux semaines, les prisonniers du CPR de Bari ont brûlé la pri-

son et depuis elle est fermée. A Turin, les révoltes sont quotidiennes. Mais le décret Minniti a sanctionné la naissance de nouvelles lagers, et le nouveau CRA de Gradisca a déjà commencé à fonctionner. Puis ce sera le tour du CPR de Macomer, en Sardaigne. Et les CPR de Milan et de Modène sont attendus.

En Valsusa, à la frontière franco-italienne, les personnes sans le « bon document » continuent d'être bloquées et persécutées par les différentes polices. Chasse à l'homme dans la neige, contrôles racistes dans les villes et sur les moyens de transport. Pendant ce temps, ces mêmes montagnes sont traversées par des milliers de touristes, de sorte que la frontière n'existe pas. Invisibiliser, taire et réprimer sont les mots clés autour desquels se retrouvent les gardiens et les acteurs du tourisme. Brisons l'indifférence de ces pistes !

Pour un monde sans frontières ni autoritarisme.

**12 Janvier - Journée à la frontière !**

La frontière sépare et tue.

Skieurs et touristes peuvent la traverser comme si elle n'existait pas. Ceux qui n'ont pas les « bons papiers » sont traqués et refoulés.

Cacher, se taire et réprimer sont les mots d'ordre des flics et des entrepreneurs du tourisme. Brisons l'indifférence sur ces pistes de ski !

Pour un monde sans frontières ni autoritarismes  
Rendez-vous 11 h sur la place de l'église à Clavière.  
Venez nombreuseuse !!!

*17 janvier 2020*

**\*\*\*APPEL NOURRITURE A' LA FRONTIERE\*\*\***



L'hiver à la frontière continue à la Casa Cantoniera Occupata de Oulx, traversé tout les jours par des dizaines de personnes. Pour pouvoir déjeuner et dîner tout.e.s ensemble il nous faut des grosses quantité de bouffe et à présents nos stocks on diminué.

On a besoin : huile de graines et huile d'olive, riz, farine, sucre, pois chiches, haricots, lentilles et conserves en général (maïs, pois, haricots verts, etc.), sauce tomate, biscottes, craquelins, barres énergétiques, biscuits, chocolat, confiture, bouteilles en plastique et petites bouteilles (également vides, nous les remplissons ici), sel, épices diverses, fruits et légumes, oignon et ail, thé et café, lait, beurre, œufs, détergent pour lave-vaisselle et pour le linge, serviettes hygiéniques, brosses à dents, papier toilette.

Quelques réchauffeurs électriques supplémentaires seraient très utiles pour mieux faire face au froid de Val Susa.

18 janvier  
**SUR LA JOURNEE EN FRONTIERE**

Dimanche 12 janvier un groupe d'ennemi.e.s des frontières s'est retrouvé à Claviere, dernier village italien avant la frontière française. En se créant un espace entre les nombreux gardes et camions de CRS présents, il s'est placé en travers de la présence militaire dans un village qui veut normalement donner une impression de paysage de carte postale, pour distribuer des flyers et faire des interventions au haut-parleur.

Puis le cortège est parti.

Sur les pistes, il a continué à faire des interventions jusqu'à ce qu'il atteigne le village de Montgenèvre, où la gendarmerie était déployée sur les chemins en défense des télésièges.

Au final, il a pris la route et est retourné en Italie, dérangeant pour une fois la fausse tranquillité de ces zones.

On a voulu ainsi souligner la complicité des municipalités de Claviere et Montgenèvre dans la dynamique meurtrière de la frontière, ainsi que la collaboration de certaines entreprises (comme Resalp, le réseau de bus qui lie Oulx à Briançon) et les entreprises touristiques dans la chasse à l'homme quotidienne dans ces montagnes.

Les mêmes sentiers utilisés par les skieuses de la Via Lattea en hiver, et par les golfeuses d'été sont en fait utilisés par ceux qui n'ont pas les « bons » morceaux de papier pour traverser cette frontière en toute sécurité.

Les mots d'ordre des gardes ainsi que des entreprises touristiques qui spéculent sur ces territoires de montagne sont d'invisibiliser et de réprimer tout ce qui perturbe l'imaginaire paradisiaque de ces villes, allant jusqu'à mener une chasse à l'homme constante.

Contre toutes les frontières !

6 Février 2020

**GAP - 13 Février - Rassemblement pendant le procès contre ceux qui luttent à la frontière**



Le jeudi 13 février prochain, deux maraudeurs passent en procès au tribunal de Gap pour « outrage sur agents » et « refus de signalétique » suite à une maraude effectuée à la frontière franco-italienne le 26 novembre dernier.

Ce procès s'inscrit pleinement dans le contexte de répression qui existe aujourd'hui aux frontières et partout ailleurs, sur les personnes en soutien mais aussi et surtout sur les migrants.e.s.

Effectivement, les intimidations et la répression qu'exerce l'État sur les personnes solidaires à travers des contrôles ciblés, des amendes, du harcèlement policier, des procès, etc., ne sont

qu'une petite partie de l'arsenal de répression mis en place par les autorités dans le cadre des politiques anti-migratoires.

Les contrôles au faciès, les tabassages et vols de la part des flics, le parcours du combattant en préfecture, la non prise en charge des mineurs dans certaines villes, l'enfermement en CRA (Centre de Rétention Administratif) dans des conditions atroces, les expulsions réalisées « parce que ton pays n'est pas considéré comme suffisamment dangereux » ou alors juste que la France s'en fout, sont le quotidien que peuvent vivre les gens arrivant ici sans les bons papiers

Ces répressions orchestrées par l'État et mises en pla-

ce par le duo Police-Justice semblent viser toutes les personnes et organisations considérées comme indésirables, toutes les formes de solidarités n'étant pas au profit de leur nation, toutes les formes d'actions ne s'inscrivant pas dans leur patriotisme.

Face à ces politiques mortifères, continuons à nous organiser !

Rendez-vous Jeudi 13 février dès 8h30 devant le tribunal de GAP.

FEU AUX FRONTIERES

5 mars 2020

### **Appel à la solidarité**

Le refuge autonome d'Oulx poursuit son activité. Les saisons se succèdent, un autre hiver est presque terminé. Nous remercions toutes les personnes qui ont apporté leur solidarité à la lutte. Les gens continuent à arriver et à la maison il y a toujours du travail à faire ou des gens à rencontrer. Nous invitons toutes et tous à passer.

Pour l'instant, nous avons assez de vêtements, mais les vêtements les plus techniques sont toujours utiles : masques de ski, casques, raquettes, etc.

Nous avons également besoin de toute sorte de nourriture ; du riz aux légumes, de la farine à l'huile, du café aux biscuits, des diverses canettes au sucre... des petites bouteilles d'eau pour ceux qui doivent affronter la route, aux snacks énergétiques / chocolat. Toute la nourriture est la bienvenue. Tout est utile, du savon pour la vaisselle au papier toilette.

Le Refuge est ouvert à toutes et à tous ceux/celles qui veulent aider et s'organiser pour lutter contre les frontières.

Venez nous rendre visite !

All Cops Are Borders

6 mars 2020

### **DEUX JOURNÉES ANTIMILITARISTES CONTRE TOUTES LES ARMÉES, CONTRE TOUTES LES FRONTIÈRES, CONTRE TOUS LES ÉTATS**

Du 9 au 12 mars, nos montagnes seront occupées par l'exercice militaire "White Fox". Les habitants de la vallée ne seront pas autorisés à entrer dans ces zones afin que des hommes de différents États puissent s'entraîner à mieux tirer. Tout est communiqué comme s'il s'agissait d'une compétition, à laquelle participeront plusieurs pelotons d'unités militaires étrangères, une compétition pour voir qui est le meilleur pour tuer. Certains diront qu'ils s'entraînent pour aller sauver des gens dans des avalanches, d'autres qu'une mitrailleuse n'est pas nécessaire quand on doit sauver une personne. Les activités de ces meurtriers doivent être de plus en plus entravées, comme l'ont fait les travailleurs du port de Gênes en empêchant l'accostage du navire Barhi Yanbu ou la lutte que le peuple sarde a

entreprise contre les bases militaires meurtrières qui occupent ses terres. Il y a eu de nombreuses luttes antimilitaristes et beaucoup d'autres sont encore à venir. Nous voici à la frontière. Ces dernières années, les frontières les plus proches de nous ont subi un processus appelé démilitarisation, bien que la présence de casernes militaires sur le territoire persiste, en même temps la fonction de la police des frontières a augmenté, ce ne sont plus des soldats qui doivent défendre l'État contre d'autres armées mais des policiers diligents dans le contrôle des documents. Ceux qui ont les bonnes références en matière de mobilité, qui ont le bon papier ou une capacité économique suffisante, passent. Ceux qui n'en ont pas sont bloqués. Tout comme les personnes qui sont actuellement retenues en otage à la frontière entre la Turquie et la Grèce, otages d'un chantage entre d'immondes assassins. Des milliers de personnes utilisées comme une carte dans un jeu dont la récompense est l'argent et le pouvoir. Les soldats qui vont s'entraîner dans nos montagnes sont constitués de la même merde que ceux qui tirent actuellement sur les personnes bloquées aux portes de l'Europe ou ceux qui sont appelés à tirer sur le peuple chilien en révolte. Nous ne voulons pas que la présence de ces assassins immondes passe sous silence, alors nous invitons tout le monde au refuge autogéré d'Oulx pour une manifestation antimilitariste de deux jours contre toutes les frontières, toutes les armées et tous les États !

Mardi 10 mars

10:00 Réunion, auto-éducation, partage des connaissances. Chacun apporte des livres, des articles et des histoires à partager et à échanger.

12h30 : Déjeuner partagé

15 : Discussion collective sur le livre de l'éditeur EditriceCirtide.

Les personnes intéressées et les participants sont invités à lire le livre.

Vous trouverez ci-dessous le lien pdf :

[https://editricecirtide.noblogs.org/files/2017/02/Guerra\\_WEB.pdf](https://editricecirtide.noblogs.org/files/2017/02/Guerra_WEB.pdf)

18:00 Discussion sur la militarisation du Val di Susa

20:30 Dîner partagé

22:00 Soirée dansante

Mercredi 11 mars

10:00 Sport populaire

12:30 Déjeuner partagé

14:30 Sport populaire

20:00 Dîner partagé

21:30 Projection d'un documentaire

29 avril 2020

### **Une voiture en feu**

Il y a une semaine, le lundi 7 avril, à 2h30 du matin la voiture d'une camarade a pris feu dans la cour de la Casa Cantoniera Occupata.

Quelqu'un l'a remarqué, et tout le monde s'est empressé d'aller éteindre les flammes. La voiture, qui roule au

GPL, n'a heureusement pas explosé.

En vérité, il y a peu d'options.

Il arrive en effet que des voitures prennent feu toutes seules. Mais il est très, très rare qu'elles brûlent tard dans la nuit, éteintes, par derrière. Les flammes semblent avoir démarré sous le réservoir et le pneu arrière, qui a explosé. La théorie de la combustion spontanée est donc difficile à croire.

Deuxième option. Quelqu'un lui a mis le feu.

Maintenant. Qui ? Pourquoi ?

Quelqu'un qui déteste soit la personne qui possède le véhicule, soit la casa elle-même, et ce qu'on y fait. La propriétaire n'a pas d'ennemis personnels dans la région. Et la voiture a été utilisée pour la Casa.

S'agirait-il des tristement banals racistes xénophobes ignorants, des passeurs, des fascistes idiots ou des X ennemis de la Casa, qui – ennuyés par la quarantaine de Covid-19 s'amuse à attaquer la nuit alors que tout le monde dort, pensant qu'il y a peut-être moins de camarades dans le refuge à cause du virus et du blocus généralisé qui en résulte ?

Déjà l'année dernière, au milieu de la nuit, deux fafs nous avaient cassé des vitres en lançant des pierres et en chantant Facetta Nera. Pour s'enfuir une seconde plus tard. A Clavière aussi, deux trois fois, des petits mafieux et fafs locaux étaient venus -par haine ou intérêt ? – attaquer Chez Jesus.

Qu'il s'agisse encore des mêmes imbécilles, ou de quelqu'un d'autre, qui se sentent peut-être « protégé » par les autorités locales, à qui nous ne déléguons certainement pas notre sécurité et notre justice, nous ne le savons pas.

Nous invitons ces tristes sires à avoir le courage de se manifester, au lieu de mettre la vie des gens en danger

en jouant avec le feu. Nous leur assurons que nous ne ferons pas appel aux tribunaux. Mais nous avons notre propre « justice ».

Nous écrivons ces lignes uniquement pour clarifier la dynamique et non pour alimenter les rumeurs du village, comme celle qui raconte que nous aurions nous-même brûlé la voiture

Depuis plus d'un mois, nous vivons dans un État policier. Aujourd'hui, même dans cette vallée, ni les gens de passage ni les habitants ne peuvent se déplacer ou traverser la frontière librement. Il y a des points de contrôle dans chaque village, les bus de ligne réguliers sont contrôlés par les gardes à la recherche de la « bonne » autocertification qui remplace désormais le passeport. Un contrôle qui auparavant ne concernait que les « indésirables » de l'État, et qui aujourd'hui est généralisé. Après cette tentative d'« intimidation », nous répétons qu'à la Casa Cantoniera, la lutte active contre la frontière et toutes les autorités se poursuit et se poursuivra tant que la frontière existera.

Cet espace est né et reste anti-fasciste, anti-raciste, anti-sexiste, anti-autoritaire. Un refuge autogéré pour toutes les personnes qui veulent traverser la frontière, et pour celles qui ne croient pas que ce dispositif de contrôle et de sélection devrait exister. Depuis plus de deux ans, nous combattons ce système de sélection aux frontières sous diverses formes, avec nos idées qui nous donnent la force de continuer à être là, de risquer avec ceux qui sont de passage, de partager ne serait-ce qu'une partie de ce voyage, sans que la rencontre, même brève, ne se résume à une relation d'assistance stérile.

Nous invitons ceux qui veulent aller au-delà des fausses rumeurs du village à faire un tour du refuge.



13 mai 2020

## **SOLIDARITÉ AVEC LES CAMARADES ARRÊTÉS. LE TERRORISTE EST L'ÉTAT !**

Éversion à l'ordre démocratique. violence à des fins de terrorisme. 12 arrestations entre camarades à Bologne, Milan et Florence. Sept personnes en prison, plus cinq avec une signature quotidienne et l'obligation de pas sortir de Bologne. La répression de l'État ne fait qu'augmenter. Au cours des 2 ou 3 dernières années, il y a eu diverses opérations de ce genre contre des compagnons anarchist.e.s. D'abord Florence, Turin, TrentO. Association terroriste, subversive. À Milan, association des malfeteur. Maintenant Bologne.

Un incendie, c'est du terrorisme.

Le sabotage, c'est du terrorisme.

Descendre dans la rue et manifester, c'est du terrorisme. Rédiger un dépliant ou une brochure, un article sur un blog, c'est désormais du terrorisme.

Le ministère public de Bologne parle de « diffusion de matériel d'incitation à la réalisation d'actions imputables à une « campagne de lutte antiétatique » générale. Par conséquent, écrire ou critiquer l'état des choses et l'organisation politique de cette société est un acte de terrorisme.

Et quiconque le fait, ou se rebelle, quiconque descend dans la rue contre des lois absurdes, quiconque ose dire qu'il n'est pas d'accord et agit contre un État de plus en plus dictatorial et répressif il peut être facilement incarcéré.

Il s'agit du concept simple et ancien de « divide et impera », diviser pour régner. L'opinion publique est facilement contrôlée par des journalistes qui, au lieu d'analyser les faits, ne sont capables que de publier les directives des quartiers généraux de la police.

Ils nous enlèvent tout, et il ne nous reste déjà plus grand-chose. Cette « démocratie » n'est rien d'autre qu'un état policier.

Mais qui est le terroriste ?

Prendre la rue et bloquer la circulation est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à 12 ans de prison. Une manifestation non autorisée peut donner la Daspo urbaine et des éloignement obligatoire du territoire. Dans la méditerranée, les états continet à bloquer les bateaux avec laquelle les « migrant.e.s » tentent des rejoindre l'europe, en causant la morte de milliers des personnes. les frontières et les lois sur la migration construiet sistematiqement des « clandestins », nécessaire mainouvre exploitable et chantable, aux caporaux parce qu'ils ont besoin de quelqu'un pour travailler dans ces camps. Nel mediterraneo gli stati continuano a bloccare le imbarcazioni con cui i « migranti » tentano di raggiungere le coste europee, causando la morte di migliaia di persone. Le frontiere e le leggi sull'immigrazione co-

struiscono sistematecamente « clandestini », necessaria manodopera sfruttabile e ricattabile, à la merci des lois du marché capitaliste mondial.

Ils tuent des gens dans les prisons et dans les centres de rétention. Ils continuent d'expulser et de jeter à la rue des personnes qui n'ont plus l'argent pour survivre. Ils inspirent la peur et la terreur en exploitant certaines informations et en en occultant beaucoup d'autres. Ca c'est l'état.

Maintenant, ils rouvrent les usines et les industries, mais il est illégal pour deux personnes d'aller ensemble au parc. Les écoles et les universités restent fermées, mais la production d'armes se poursuit. Ils massacrent les petites activité en favorisant les grandes sociétés et les multinationales. La nature est de plus en plus dévastée en silence. Ils nous privent également de notre liberté de protester et de critiquer. **LE VRAI TERRORISTE, C'EST L'ÉTAT.**

Qui a maintenant peur, parce que la colère sociale augmente, il a peur parce qu'elle craint de ne pas pouvoir la contrôler, il a peur et elle la réprime encore plus. Il a peur parce que les gens sont fatigués. Et parce que la vraie crise économique est dans l'air, mais elle est encore à venir. Pour l'instant, il y a les bonus de dépenses, les 600 euros, les réductions d'impôts. Mais ce ne sera pas suffisant. La crise va venir. Le coronavirus n'a fait qu'accélérer le processus. La crise viendra, et soit nous irons vers un changement radical de la société dans laquelle nous vivons, soit vers une restauration encore plus violente, un système de plus en plus autoritaire et dictatorial. C'est à nous de jouer.

TOUT.E.S LIBRES !

En bas les address des copain.e.s arrêté.e.s, pour les écrire

3 Juin 2020

## **PETITE MISE À JOUR DE LA FRONTIERE de Bardonecchia**

Si auparavant les contrôles étaient (et restent) forts de l'Italie à la France, depuis au moins une semaine maintenant, il y a des nouvelles. Les transports publics en provenance de France sont minutieusement fouillés par un peloton de gardes entièrement italiennes. A la recherche de qui ?

La police parle de contrôle liée au coronavirus, mais, même si théoriquement les frontières sont fermées pour tout le monde, par hasard les personnes qui sont descendues par le TGV sont toujours visiblement non européennes.

Chaque jour, les TGV qui s'arrêtent à Bardonecchia sont agressés par 20 à 30 policiers à la recherche de ceux qui n'ont pas de bonnes pièces d'identité. Ceux qui ne l'ont pas, sont conduits au siège de la police pour les contrôles habituels ou d'éventuelles empreintes digitales.

Quelqu'un est alors laissé à la gare.  
Quelqu'un est renvoyé en France ?  
Comme nous le savons, les frontières s'adaptent et changent en fonction des besoins économiques et politiques du capital et de l'état.  
Que tous ces nouveaux contrôles sont liés à la nouvelle loi de régularisation des documents ?  
Bien que cette "sanatoria" soit ridicule et dégoûtante, encore un autre exemple de la manière dont l'appareil économique et politique tente d'exploiter l'immigration, il est tout à fait possible que l'état tente de limiter le retour des personnes espérant une régularisation en provenance d'autres pays européens.  
En fait, l'amnistie ne s'applique pas à ceux qui n'étaient pas en Italie avant le 8 mars.  
POUR CONCLURE : pour tous ceux qui tentent de rentrer en Italie à la recherche d'une régularisation, n'oubliez pas que le train n'est probablement pas un bon moyen de transport.

12 Juin 2020

### **Quelques notes sur l'opération répression du 10/06/2020**

Oui, nous avons occupés. Nous avons occupé le sous-sol de l'église de Claviere.  
Et quand ils nous ont expulsé, nous sommes entrés dans l'ancienne Casa Cantoniera di Oulx.  
Nous avons pris l'espace nécessaire pour nous rencontrer, nous parler, nous organiser. Contre les frontières. Contre les systèmes d'exploitation et de sélection qui les soutiennent. Pour porter une solidarité active à toutes ces personnes qui se trouvent discriminées, différenciées, constamment rackettées pour l'obtention d'un bout de papier, d'un État qui les massacre et du capital qui les exploite.  
Nous avons occupé. Nous l'avons fait et nous le revendiquons.

Et nous sommes toujours là. La Casa Cantoniera existe toujours et la lutte à la frontière est bien plus large que les 24 personnes impliquées dans l'enquête pour occupation et les 17 personnes qu'ils tentent de chasser. Des centaines et des centaines de personnes de tous les continents ont traversé ces espaces. Certaines, indépendamment du fait qu'ils aient des documents ou non, déterminées à choisir où et comment vivre, d'autre pour combattre ce système d'exploitation, d'exclusion et de différenciation.  
Chacun y a trouvé un espace pour s'organiser. Un espace pour manger, dormir, s'équiper pour partir, et du temps pour décider quoi faire. Un espace pour élaborer des discussions, proposer des initiatives, des manifestations, des cortèges, des cinéforum. Sans chantage. Hors des jeux politiques, hors des circuits économiques, réellement autonomes et indépendants.  
Dans un territoire massacré par les infrastructures de transport, et par la construction tant appelée d'un TAV pour aller de plus en plus vite, les frontières faites de gardes et de gendarmes bloquent et tuent ceux qui sont obligés de marcher dans les montagnes pour continuer leur vie. Les marchandises passent rapidement et sans problème, ceux qui n'ont pas de papiers risquent de mourir chassés par la police.  
Entre hier et aujourd'hui, les Carabinieri ont tenté de notifier avec insistance (parfois sans succès) 17 interdictions de séjours dans les communes de Oulx, Claviere, Bardonecchia, Cesana, Salbertrand. Accusation : occupation en réunion de la Casa Cantoniera de Oulx. On peut lire entre les lignes la justification de ces mesures comme de la prévention à une possible réoccupation après l'expulsion de la Casa, qui semblerait imminente.  
Ils nous accusent d'avoir exploité le « phénomène migratoire » dans la haute vallée de Suse, d'avoir fait des actions de propagande politique, d'avoir favorisé le franchissement illégal de la frontière des « migrants »,



mettant leur vie en danger. Comme si les gens avec lesquels nous nous sommes organisés pendant deux ans, riaient, plaisantaient, parlaient, pleuraient, étaient des mannequins sans défense, des objets sans choix. Même sur les torchons que les carabinieri nous ont remis ce matin, l'état infantilise et rend passif les choix autonomes de personnes qui, du reste, savent très bien où elles veulent aller. Nous renvoyons les accusations à l'expéditeur : personne ne serait obligé de risquer sa vie s'il n'était pas poursuivi par un système qui ne fait que sucer et cracher, s'il n'y avait pas de frontières et pas de papiers. Les assassins sont les États, leurs frontières, leurs flics.

Et pour eux, nous entretenons notre haine.

Mais un seul délit nous est formellement reproché : l'occupation. Cette opération crée un précédent historico-juridique en ce qui concerne la pénalisation de cette pratique, qui a toujours été un instrument précieux de tous les mouvements de lutte.

Tout crime dont la peine maximale est supérieure à 3 ans peut impliquer la demande de mesures préventives. Avec le dernier décret de sécurité jaune-vert, le délit d'occupation prévoit des peines allant de 2 à 4 ans. Avec la circonstance aggravante, prévue si le crime est commis ou organisé par 5 personnes ou plus, la mesure préventive est justifiée. L'Italie s'aligne sur l'Europe du Nord, en essayant d'éliminer les espaces d'auto-organisation. Et si maintenant ils peuvent aussi retirer des groupes de camarades des territoires où ils vivent et se battent

pour une simple occupation, que cette réflexion devienne plus collective. Nous invitons chacune à réagir, à sa manière, pour défendre cette pratique.

Dans ce contexte historique, et plus encore en cette période de pandémie, le contrôle a accru son emprise sur nos vies ; les instruments répressifs ne font que se perfectionner pour faire taire toute forme de lutte et de pratique autonome.

Le décret salvini s'attaque aux fondements mêmes de la solidarité.

Nous ne laisserons pas nos pratiques être freinées de quelque manière que ce soit. Une expulsion ? Cent occupations !

PS – Dans toute cette merde, au moins une chose nous fait sourire : les flics et les journalist.e.s sont étonnés de la présence massive des femmes dans la lutte contre les frontières.

En fait, c'est vrai : nous sommes nombreuses, nous

sommes énervées et nous le serons de plus en plus. OCCUPONS BEAUCOUP, OCCUPONS TOUT TOUJOURS CONTRE LES FRONTIERES!

### 16 juin 2020

Ces jours-ci, la lutte à la frontière fait de nouveau face à une repugnante attaque de l'État. 17 camarades se sont vu notifié une interdiction de séjour sur le territoire des communes frontalières du haut Val de Suse. Le but est clair: éloigner afin de rompre les liens de lutte et de solidarités créés au cours de ces dernières années. Dans le même temps, les contrôles autour de la Casa Cantoniera ont considérablement augmentés. La gendarmerie italienne, patrouillent quotidiennement le village d'Oulx, jour et nuit, en cherchant à intercepter le réseau solidaire qui s'est créé; Et comme toujours en empêchant par la peur la voie de la liberté à ceux qui n'ont pas les documents « adéquats ». Mais les contrôles, le COVID et la répression n'ont pas empêché les personnes de

défier les barrages. Malgré l'externalisation des frontières européennes, la route balkanique déborde, et la Méditerranée se confirme comme principal lieu de passage. De plus depuis l'annonce de la "sanatoria" de nombreuses personnes retournent en Italie dans l'espoir d'être régularisés, et sont ponctuellement contrôlés et refoulés par les flics. Dans les prochains mois, avec la réouvertures des frontières, le Refuge sera de nouveau un espace de solidarité pour qui veut traverser ces vallées.

La Casa Cantoniera, la lutte

contre les États et leurs frontières ont plus que jamais besoin d'être activement soutenue par tout.es. Face à ces intimidations, nous répondons comme toujours, en relançant encore plus fort notre solidarité, en allant au-delà des mesquines tentatives de répressions. L'onde de choc que nous avons créé s'est propagée. Le refuge Chez Jesoulx est, et restera à jamais, un espace autogéré, libre et contre de la machine économique de l'accueil. A partir de maintenant, retrouvons nous nombreuses.eux, déterminés.es pour lutter. Les choses à faire sont multiples, de la présence à la frontière aux travaux de la maison. N'oublie pas d'apporter tes outils et ton envie de faire, Le Refuge a besoin de soins! REJOINGNEZ-NOUS. Ceux qui luttent peuvent perdre, mais ceux qui ne luttent pas ont déjà perdu. A la Casa Cantoniera comme ailleurs, toujours contre les frontières!



1 Juillet

## CHASSE A L'HOMME EN FRONTIERE

Voici le témoignage d'une des personnes;

«Hier soir, 5 d'entre nous sont arrivés à Claviere en bus. Après avoir parcouru trois kilomètres sur les sentiers, j'ai vu une personne cachée derrière les arbres qui a sautée et a pointée une torche aveuglante sur nous, criant «arrêtez, Police, arrêtez!» Nous avons essayé de faire demi-tour et de fuir, mais derrière nous, une autre personne nous a trouvé avec la même torche. Nous n'avions pas d'autre chance que de nous réfugier dans les arbres. Le bois était trop sombre et dangereux, en plus de ça il pleuvait beaucoup, mais nous sommes quand même précipités nous cacher. Les deux personnes ont essayé de nous faire peur, en nous criant dessus de manière menaçante; "Si vous ne sortez pas, nous enverrons les chiens pour vous chercher!" Nous avons peur et ne voulions pas sortir. Après cela, nous avons vu d'autres personnes qui sont venues vers nous avec des torches; nous sommes donc allés encore plus loin dans les bois dans l'obscurité totale même si on savait que c'était risqué. Nous y sommes restés cachés pendant plus d'une heure. En attendant, ils continuaient de nous chercher, nous les avons vus parce qu'ils avaient des torches, mais eux ne nous voyaient pas. Nous avons décidé à ce moment de retourner à Claviere parce que nous étions presque encerclés et n'avions pas le choix. De retour à Claviere, nous étions fatigués et affamés. Nous nous sommes endormis sous le pont de Claviere jusqu'au matin. Vers 5h, nous nous sommes réveillés et sommes retournés à Oulx. "

En plus de ce témoignage, la personne précise que 1) à leur départ d'Oulx hier soir à la gare (19h45), le chauffeur de ResAlp (la compagnie de bus française qui effectue les trajets entre Oulx et Briançon) lui a demandé son passeport ainsi qu'aux personnes avec qui il partait. Selon lui, ce chauffeur semblait clairement être dans une logique de collaboration en temps réel avec la police et 2) ce n'était pas la première fois que sa vie était mise en danger. Pendant les passages des frontières européennes, il avait déjà subi la persécution et la torture policières. Il ne s'agit donc pas d'une exception mais plutôt d'une dynamique de collaboration et de chasse à l'homme qui est politiquement normalisée systématiquement en Europe.

Nous n'oublions pas - Ce témoignage nous est parvenu grâce au seul fait que, dans ce cas, la personne a réussi à échapper aux mêmes pratiques dégueulasses qui, dans cette frontière, ont entraîné la mort d'au moins 5 personnes au cours des trois dernières années:

Blessing Matthew

Mamadou-Alpha Diallo

Tamimou Derman

Mohamed Fofana

Mohamed Ali Bouhmadi.

N'oublions pas les persécutions, menaces, vols, passages à tabac et humiliations passés par la police. Dans

ces montagnes ou ailleurs, nous savons que ce n'est pas la nuit, la pluie, le froid ou la fatigue qui mettent en danger la vie physique et mentale de ces personnes mais plutôt des militaires, des flics, des politiciens, et des collabos infâmes qui, chaque jour, tentent d'empêcher des milliers de personnes de poursuivre leur voyage vers l'autodétermination leur vie.

--On n'oublie pas--

Les histoires des milliers de personnes qui ont traversé les montagnes doivent exister dans nos luttes. Ces personnes désignent des cibles que nous continueront d'attaquer malgré la répression de l'état italien. La Casa Cantoniera est aux côtés de celles et ceux qui luttent contre eux tous les jours, créant des brèches quand ils et elles traversent la frontière qui un jour s'effondrera.

ACAB ALL COPS ARE BORDERS

26 Juillet 2020

## CAMPING AUTOGÉRÉ CONTRE LES FRONTIÈRES

31 JUILLET - 2 AOÛT

Casa Cantoniera Occupata d'Oulx

Malgré la pandémie et l'état d'urgence, la soif de liberté de ceux qui

continuent d'être discriminés parce qu'ils n'ont pas le « bon document » n'a pas faibli.

Le haut du Val de Susse est depuis longtemps une vallée de résistance, où chaque jour des personnes défient le système de sélection et de contrôle de la frontière pour continuer à s'autodéterminer dans leurs choix de vies.

L'ex Casa Cantoniera est depuis un an et demi un refuge autogéré pour tout ceux qui luttent contre le système des frontières. Le besoin de se rencontrer, de réfléchir et de s'organiser y est toujours fondamentale. Le refuge Chez Jesoulx appelle donc tout le monde au camping autogéré GIOppo contre les frontières.

3 jours d'activités collectives, de discussions, de musique et de balades.

Vendredi 31 juillet:

14h: Travaux collectifs à l'intérieur et à l'extérieur du refuge. Remettons

un coup de blanc à la maison, la main au jardin et au potager. Venez avec

vos enthousiasmes, vos outils et votre envie de faire!

Samedi 1er août:

10h30: Discussions sur l'exclusion, le travail et la migration

15h30: Histoires de frontières

21h: On déclenche des tempêtes mais on préfère quand même le soleil, soirée

de soutien avec Torpedo Sound

Dimanche 2 août:

Promenades en montagne et récolte d'herbes médicinales

Vous pouvez aussi amener votre matériel de grimpe!

\* APORTEZ CE QUE VOUS VOULEZ TROUVER ! \*

Terrain disponible pour le camping.

Encore et toujours contre les frontières!

15 septembre 2020

## **NOUS EXIGEONS JUSTICE MARCHÉ DE RESISTANCE – 20 SEPTEMBRE 2020, H11 CLAVIERE**

Ces derniers mois, les combats dans la Vallée de Susa s'intensifient. En même temps que la résistance No Tav dans les montagnes, l'opposition de milliers de personnes qui rejettent les frontières arbitrairement délimitées par les Etats, et qui tentent d'autodéterminer leur vie future se poursuit.

L'impitoyable système capitaliste continue de diviser les gens entre les productifs et les exclus de la société, créant une hiérarchie mondiale dans laquelle les biens et les intérêts économiques jouissent d'une liberté illimitée, tandis que les « damnés de la terre » sont confrontés aux barrières politiques, économiques, physiques et mentales créées par le système des frontières. Ces dernières années, nous avons assisté à un processus croissant de militarisation des territoires européens le long des principales routes de passage : du maroc-ceuta à l'Espagne, de la route de la méditerranée centrale de la Libye à l'Italie, et de la Turquie à travers les Balkans. Cette militarisation s'est faite parallèlement aux différents accords politiques et policiers entre les états européens et les états avoisinants (maroc, Libye, Turquie en premier lieu) visant à externaliser les frontières et à renforcer les contrôles, le refoulement et la chasse aux indésirables – appelés « migrant », « réfugié » – définis comme tels parce qu'ils ne sont pas en possession du « bon document ».

Au niveau local, le nouveau maire de Briançon a déclaré une hostilité ouverte à toutes les initiatives de solidarité de la ville, avec l'intention de fermer le refuge Solidaire et le local de maraude dans les prochaines semaines. Il voudrait fermer aussi le squat de Chez Marcel. A cela s'ajoute l'arrivée de nouveaux pelotons de gendarmerie (environ 60 unités), employés à la frontière

entre Montgenèvre et Claviere pour augmenter le niveau de surveillance et de refoulement, soutenus par une collaboration renouvelée avec la police italienne. De ce côté de la frontière, à Oulx, la Casa Cantoniera Occupata, offre un espace libre et autogéré à tous ceux qui veulent prendre leur destin en main et vivre collectivement la lutte à la frontière. Les principes d'autogestion, d'anti-autoritarisme et de solidarité directe guident ce projet comme un phare dans l'obscurité dystopique contemporaine dans laquelle nous vivons. Dans ce contexte, depuis la Vallée de Susa, depuis le Refuge Solidaire autogéré chez JesOulx, nous lançons un nouvel appel déterminé à exiger justice pour tous les êtres humains affectés et invisibilisés par les frontières et nous invitons toutes et tous les solidaires à participer à une marche de résistance, dimanche 20 septembre à 11h à Claviere, en partant symboliquement de l'église, pour réaffirmer notre position contre les frontières et les murs artificiels des états au nom de la liberté pour toutes.s !

**SOLIDARITE AVEC LES COPAINES DU BRENNERO AFFECTES PAR LA REPRESSION ET A TOUS CELEUX QUI LUTTENT CONTRE LES FRONTIERES! LIBERTÉ DE VIVRE ET DE VOYAGER OÙ ET COMME ON VEUT**

Refuge autogéré chez JesOulx

22 septembre

## **NOTE SUR LA MARCHÉ DE RESISTANCE DU DIMANCHE 20 SEPTEMBRE 2020**

Dimanche, nous sommes revenus manifester contre la frontière. Les récents changements politiques nous ont poussé à se retrouver sur les sentiers de montagnes à la frontière entre l'Italie et la France : l'arrivée de plus de 60 nouvelles unités de gendarmerie dispersées entre Briançon et Montgenèvre, en les villes et sur les sentiers, avec l'objectif de chasser l'indésirable 'migrant'. L'élection du nouveau maire de Briançon, Arnaud Murgia, qui menace de fermer les locaux du re-



fuge de la CRS, des mauraudes et bloque toutes initiatives solidaires locales, une augmentation de l'activité du contrôle, de la surveillance, de refoulement par la PAF en collaboration avec la police italienne, avec l'objectif d'une efficacité répressive plus stricte.

Pour nous accueillir se trouvaient un déploiement disproportionné de flics, disposés à Clavière protégé l'église, et à Montgenèvre, entre la PAF et la route principale, nous empêchant de rentrer dans le village. Nous avons marché sur la frontière, traversé le terrain de golf et les sentiers qui, nuits et jours, sont parcourus par chaque personne affrontant cette ligne imaginaire et ses chiens de garde. Nous avons reçu le soutien de divers compagnons de toute part, réunis par la volonté de s'opposer à un système injuste, raciste et classiste. Nous sommes retournés à la frontière pour réaffirmer notre position contre toutes les frontières et leurs gardes, au nom de la solidarité et de la liberté de voyager et de vivre où et comme on veut, et d'autodéterminer son propre futur malgré les interdictions et les murs qui construisent les états.

Nous avons pensé à cette journée comme un premier rendez-vous d'une nouvelle saison de lutte.

**UN HIVER BRULANT NOUS ATTEND!!!**

**LES NOUVELLES SUIVRONT, SALUTATIONS RESISTANT.E.S!**

Chez JesOulx – Rifugio Autogestito

*25 septembre*

## **APPEL TRAVAUX COLLECTIFS CHEZJESOULX 25-27 SEPTEMBRE**

Nous sommes à la porte de l'hiver et, même ici, à la Casa Cantoniera Occupata, nous avons besoin de nous réchauffer pour cette saison sur les frontières des montagnes du Val Susa !

La Casa a besoin de gens avec de l'énergie, des outils et la volonté d'améliorer la vie du lieu, quelques pièces doivent être aménagées (salles de bain et cuisine), nous devons également préparer l'espace pour l'hiver, pour cela nous proposons donc pour ce week-end une liste de choses à apporter et de travaux à faire :

- Soudure et renforcement des barricades
- Système électrique
- Clous, vis et perceuses sur batterie
- Plaques et fours électriques pour la cuisine
- Salles de bains, douches et plomberie à réparer
- Poêles électriques
- Bois et scies à chaîne
- Sacs à dos
- Produits hygiéniques
- Vestes et pantalons d'hiver
- Bottes de montagne
- Sous-vêtements et chaussettes
- Balais, serpillières
- Isoler le toit et isoler la maison
- Semis pour le jardin

**LA SOLIDARITE' EST NOTRE MEILLEURE ARME!**

Vendredi 23 octobre h 16 Ai Giardini Madre Teresa di Calcutta, Torino

Point sur la situation à la frontière franco-italienne du Montgenèvre et discussion sur l'opération répressive contre les occupations de Clavière et Oulx. Suivi par a Benifit pour l'Operazione Presidio (Touché par les interdictions de territoire de la Haute Vallée de Suse)

## **APPEL MANIFESTATION 1 NOVEMBRE PROMENADE CLAVIERE MONTGENEVRE**

Le Refuge Solidaire Autogéré Chez Jesoulx LANCE UN APPEL À TOUTES ET TOUS POUR UNE PROMENADE RÉSISTENTE DIMANCHE 1 NOVEMBRE À CLAVIERE À 11 H

La marche sera précédée par une journée de discussions sur des sujets en lien tels que: la frontière et la répression qui en découlent, les détentions dans les CRA, l'exploitation liée aux flux migratoires dans les campagnes de Saluzzo et au-delà,

**À LA MAISON CANTONNIÈRE OCCUPÉE le 31 OCTOBRE À 11H**

La solidarité est attaquée des deux côtés de la frontière, de la haute Val Susa au Briançonnais.

En Italie, la Casa Cantoniera Occupata offre depuis deux ans un espace libre et autodéterminé à toutes les personnes qui veulent se battre pour la liberté de mouvement. Les principes d'autogestion, d'anti-autoritarisme et de solidarité directe guident notre projet politique. Dans le cadre d'une enquête impliquant plus de 170 personnes, 17 d'entre elles ont reçu une interdiction de séjour sur le territoire frontalier, la première fois qu'une mesure de précaution est confirmée contre une occupation.

En France, la maison occupée à Gap, le Cesai, a été récemment expulsée, ce qui n'a pas empêché la réouverture d'un nouvel espace, Chez Roger. A Briançon, le nouveau maire, Arnaud Murgia, a déclaré une hostilité ouverte à toute initiative de solidarité, avec l'intention de fermer les locaux des Maraudes et le refuge de la CRS, légalement expulsable à partir du 28 octobre. En outre, à la fin de l'été, 60 nouvelles unités de gendarmerie ont été mobilisées à la frontière entre Montgenèvre et Clavière pour augmenter le niveau de surveillance et de refoulement, avec le soutien de la police italienne. Mais, comme le montrent déjà plusieurs cas, la fermeture des frontières, des lieux d'association et de lutte n'a jamais été un facteur dissuasif pour les migrations. Nous pensons qu'il est nécessaire d'attirer l'attention sur les frontières et les paradoxes qui les caractérisent. Dans ce but, il y a quelques semaines nous avons recommencé à nous promener dans la montagne de Clavière à Montgenèvre, afin de mettre en évidence les injustices engendrées par les aberrantes politiques migratoires européennes. D'une part, la privatisation des forêts et des chemins pour faire place aux terrains de

golf et aux pistes de ski, pour l'utilisation et la consommation du tourisme, d'autre part, la présence policière massive placée pour défendre les États forteresses, essaye d'empêcher le passage des migrants, opérant sur des bases raciales et limitant la liberté de circulation de manière discriminatoire.

Face à tout cela, nous pensons qu'il est urgent d'étendre le réseau de solidarité internationale active capable de s'opposer politiquement à ce régime frontalier hypocrite et à ses règles arbitraires et répressives.

Pour toutes ces raisons, nous lançons deux jours de réflexions et de lutte ensemble contre ces prisons infames, physiques et non, et contre tous les états et autorités.

APPEL PROMENADE RESISTANTE CLAVIERE – MONT-GENEVRE DIMANCHE 1 NOVEMBRE

LA SOLIDARITÉ EST NOTRE MEILLEURE ARME !

FEU AUX FRONTIÈRES !

PAS DE FRONTIÈRES ! PAS DE NATIONS ! ARRÊTEZ LES DÉPORTATIONS !

7 novembre

## APPEL QUARANTAINE – BESOINS URGENTS

La nouvelle quarantaine et les mesures imposées par le récent dpcm créent plusieurs difficultés pour les personnes de passage et la vie quotidienne dans cette zone frontalière. Le Refuge Solidaire Autogéré ChezJesOulx appelle à la

solidarité active de toutes les personnes intéressées à soutenir la lutte aux frontières. Voici une liste de choses dont on a besoin urgent:

**NOURRITURE** (denrées alimentaires de base, en grande quantité)

**VETEMENTS:**

- bottes hivernales (43+)
- chaussettes
- sous-vêtements
- gants imperméables
- pantalons (jeans, pyjamas et pantalons de ski)
- vestes d'hiver
- sacs à dos

**Pharmacie:**

- médicaments de base contre le rhume (toux, mal de gorge)

- Crèmes (pour les muscles endoloris, antifongiques, pour les fractures, antiseptiques, contre les irritations cutanées)

- analgésiques

- pansements adhérents

Produits d'hygiène:

- rasoirs

- brosses à dents

- savon, shampoing et crèmes douches

- produits d'hygiène féminine

- couches

Trucs pour la maison:

- cuisinières électriques

- Produits de nettoyage

- serviettes

LA SOLIDARITÉ EST NOTRE ARME MEILLEURE!

NO BORDERS! NO NATIONS! STOP DEPORTATIONS!

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE 1ER NOVEMBRE



Cinq minutes au détriment des années.

Il tant qu'il y aura quelqu'un.e forcée par l'origine sociale, géographique ou de genre, d'avoir sa vie affectée par cette condition, nous n'arrêterons jamais de saboter la normalité qui, sur ces inégalités, même si elles sont lointaines, est fondée.

Dimanche 1er novembre de

multiples actions de communication se sont suivies le long de la frontière italo-française. Dans l'après-midi, nous sommes allés à pied au centre d'Oulx, avec l'intention d'exprimer notre solidarité aux personnes en transit et de lire un communiqué sur la situation de ceux qui tous les jours traversent les frontières.

Arrivé.es au rond-point principal du village, la lecture du communiqué à peine entamée, l'une des voitures qui est restée coincée, dépassant les autres, s'est jetée intentionnellement sur l'une de nos camarades, la renversant, la projetant au sol et omettant les secours nécessaires.

Pour nous ceci est inacceptable.

Que demandait-on ? Nous avons demandé cinq minutes pour dénoncer et rappeler au village la situation de ceux qui voyagent depuis plusieurs années à travers

des dizaines de frontières et des milliers de kilomètres. Oulx et Claviere, outre être des villages de haute montagne, sont également une zone frontalière cruciale, où les personnes en transit risquent toujours plus leur vie en s'aventurant sur les montagnes de nuit et dans le froid, pour traverser une frontière militarisée par la gendarmerie et les autorités italiennes depuis plusieurs années.

Rappelons-nous que ces étapes ont toujours été des passages, des liens entre les vallées et les peuples, c'est seulement au siècle dernier qu'un pouvoir lointain et arrogant les a transformées en frontière.

Ignorer cette situation entrave la solidarité. La solidarité est notre meilleure arme.

**FEU AUX FRONTIÈRES !!!**

**NO BORDERS! NO NATIONS! STOP DEPORTATIONS!**

*16 décembre 2020*

### **Bon anniversaire à nous**

Le 11 décembre, le refuge autogéré Chez JesOulx a appelé à une marche sur la frontière franco-italienne, pour en souligner sa présence oppressante, et le déploiement massif de policiers pour garder la zone, théâtre quotidien de rejets forcés. Sous le regard persistant de Digos et de la police, nous avons franchi la frontière enneigée et nous sommes approchés\* du PAF, où se déroulait un événement institutionnel autoproclamé, auquel participaient des ONG dédiées à l'aide aux migrants, des journalistes, des sénateurs et des députés européens. Cette présence pompeuse n'a pas empêché la capture de 25 personnes sur la route, dont des familles avec enfants, des personnes âgées et des femmes enceintes : 20 personnes sont arrivées à la PAF, les 5 restantes ont été bloquées peu après Claviere et renvoyées à Oulx. Avec la colère générée par cette énième injusti-

ce, nous avons bloqué la PAF et le transit routier afin que ces personnes puissent être libérées, au milieu de l'arrogance et de la bousculade de la gendarmerie et de la police des frontières. Au bout de quelques heures seulement, ils ont commencé à être accompagnés jusqu'à la sortie et remis aux voitures de Médecine du Monde, puis emmenés à Briançon. Des communications ultérieures, nous avons appris qu'aucune empreinte digitale n'avait été demandée et qu'aucun document n'avait été signé. Dans quelques cas, ils ont été transportés à l'extérieur sur des brancards improvisés de pompiers, signe que leurs conditions sanitaires étaient précaires et certainement pas adaptées à une détention de plusieurs heures à l'intérieur d'une structure de détention. De plus, une des femmes enceintes s'est vu refuser l'accès direct à l'hôpital et a été empêchée de monter à bord des véhicules Maraude (voitures des associations Médecine du Monde et Tous Migrants en charge de l'aide aux personnes), si bien qu'à sa sortie de la détention de 3 heures, elle a déclaré ne plus pouvoir sentir son bébé. Parmi les personnes qui ont été détenues au poste frontière pendant plusieurs heures, la plupart ont été libérées, tandis que les autres ont été renvoyées en Italie, bien que Médecins du Monde ait assuré qu'elles seraient prises en charge. En fin de journée, après 4 heures de rassemblement, les renforts de la police sont arrivés, forçant le groupe de solidaires à s'éloigner et à interrompre le blocage, tandis que certaines personnes étaient encore détenues à l'intérieur des locaux, puis renvoyées en Italie. Ce n'est là qu'un exemple de ce qui se passe quotidiennement à la frontière et pas seulement. La réponse à ce système inhumain ne peut être l'offre charitable, qui fait partie de ce mécanisme meurtrier, ni le déploiement d'un nombre croissant de policiers : une fois encore, la réponse doit être l'élimination totale de toutes les frontières (qui n'existent



que pour des personnes et certainement pas pour le capital) et les privations de liberté qui en résultent, ainsi que les interminables méandres bureaucratiques qui sapent le « droit » de vivre sur un territoire. Tant qu'il y aura des gens contraints à une vie de privation à cause d'un bout de papier, risquant la prison (CRA) juste parce qu'ils ne sont pas désirés par le pouvoir d'État, tant qu'il y aura des centres de concentration appelés centres d'accueil qui déshumanisent et infantilisent, vous nous trouverez à nos places.

Notre patrie, c'est le monde entier.

Notre loi est la liberté.

No Borders, No Nations

### **12 Janvier 2021**

Nous nous demandons pourquoi la nouvelle d'un événement violent qui se serait produit au Rifugio Autogestito ChezJesOulx été publiée si rapidement, en s'attachant immédiatement à préciser la nationalité et le status des personnes impliquées. Nous nous demandons pourquoi un tel fait devrait être exploité par un journal local qui, prenant la balle au bond, fomenta la haine envers cette occupation, criant immédiatement à l'expulsion, spéculant sur la peau de ceux qui chaque jour risquent leur vie pour un avenir meilleur, encourageant le racisme et le mécontentement, décontextualisant de manière myope et superficielle.

Il est facile de cacher la réalité de la Casa Cantoniera quand, dans la vitrine, il faut montrer le faux travail des structures institutionnelles il est hypocrite de le discréditer et de pointer le doigt quand cela convient au carrousel médiatique.

Au cours des deux dernières années, la Casa Cantoniera a accueilli des milliers de personnes de différentes parties du monde, offrant un lieu d'accueil et de repos après un voyage épuisant. C'est un lieu où se pratique une solidarité active et où la vie quotidienne est basée sur les principes de Liberté et Autogestion. Bien sûr, les problèmes sont à l'ordre du jour, comme dans tous les endroits où différentes cultures et expériences de vie s'interfacent et coexistent.

Aucun homme ne naît violent, mais il est obligé de réagir dans un système de violence et de criminalisation systématiques : la privation de dignité, la ségrégation et le racisme ne sont que quelques-uns des éléments déclencheurs. Ce qui s'est passé vendredi n'est donc pas la conséquence d'une caractéristique humaine naturelle innée (qui pour certains, compte tenu des commentaires sur l'article, est intrinsèque aux êtres humains d'une certaine nationalité), mais le résultat d'une vie de discrimination et de harcèlement persistants.

Nous nous indignons contre la spéculation et l'instrumentalisation coupable de la presse locale et nationale, du maire d'Oulx et de tous ceux qui, indifférents à ce qui se passe aux frontières européennes.

Si le scintillement des vitrines des magasins et l'ouver-

ture des stations de ski sont plus importants pour ces animaux de clavier que les vies humaines et l'ouverture des frontières, nous les invitons à s'écarter et à poursuivre en silence leur hypocrite vie de privilégiés. Comme le montrent de nombreux exemples proches et lointains (Vintimiglia étant l'un des premiers), l'hypothétique expulsion de lieux comme la Casa Cantoniera, tant vantée par la presse et les lions du clavier, ne garantirait pas que le flux de personnes en transit ("crise migratoire", dans le langage journalistique et institutionnel bavarois) diminue ou disparaisse, car la Val Susa a toujours été une zone frontalière et un passage de l'Italie vers la France. Ce territoire l'est devenu grâce aux politiques migratoires européennes, aux gardes et aux murs dressés aux frontières pour empêcher certaines personnes d'accéder aux richesses et aux privilèges volés avec force par les États colonisateurs. Pour toutes ces raisons, nous continuerons à défendre ce lieu et à nous battre sur ce chemin de solidarité et de liberté !

**NO BORDERS NO NATIONS STOP DEPORTATIONS !  
FEU AUX FRONTIÈRES !**

### **31 Janvier: lunch&discussion sur Frontex et les nouvelles politiques migratoires**

31 janvier 2021 à 13:30

Le « nouveau pacte sur les migrations » est la dernière tentative adoptée par l'Union européenne afin de militariser et externaliser davantage les frontières européennes. La discussion tente d'analyser le fait que d'ailleurs il ne s'agit pas d'une nouvelle approche mais d'une politique que l'UE poursuit depuis longtemps, fondée sur la déshumanisation et la violence vers les personnes forcées de migrer. Frontex, l'agence européenne de garde-frontières de l'UE, est et a toujours été un acteur clé dans ce contexte. Nous voulons jeter un regard sur l'histoire de Frontex et discuter de l'impact que l'agence et le nouveau pacte sur la migration auront sur les personnes qui immigreront, et comment les structures de solidarité peuvent lutter contre cela. Nous en parlerons au Rifugio Autogestito ChezJesOulx le dimanche 31 janvier 2021, après un déjeuner convivial. Ensuite, ouvrez les micros ! On va mettre le micro, vous allez rapper.

### **Briançon, procès des 3+4+2 – Appel à soutien, appel à mobilisation**

*Publié le 12 mars 2021 sur des sites de mouvement français*

Le printemps 2021 sera marqué par deux procès politiques, criminalisant la solidarité avec les exilé-es et les sans papiers.

Le 22 avril au tribunal de Gap jugement de deux solidaires en première instance pour « aide à l'entrée et à la circulation sur le territoire national de personnes en situation irrégulière »

Ils ont été interpellé le 19 novembre alors qu'ils étaient en train de porter secours à une famille Afghane sur le territoire français .

Le 27 mai jugement en appel des « 7 de Briançon » suite à la condamnation prononcée le 13 décembre 2018. Ils ont été condamnés en première instance à des peines allant jusqu'à quatre mois de prison ferme et huit mois avec sursis pour avoir participé le 22 avril 2018 à une manifestation antifasciste.

Cette manifestation spontanée visait à dénoncer l'action du groupe fascisant Génération Identitaire présent la veille au col de l'Echelle ( Hautes Alpes) et la militarisation de la frontière qui met des vies en danger.

Depuis 5 ans, l'Etat mène une chasse à celles et ceux qu'il considère comme indésirables et procède à des refoulements illégaux quotidiens en contrevenant à ses propres lois .

Depuis 5 ans , des milliers de solidaires , des dizaines de soignants se relayent au nom du principe de fraternité pour porter assistance à des exilé-es déterminé-es à venir chercher chez nous un peu de paix. Les violences policière sont avérées, la mise en danger des exilé-es qui une fois sur le territoire français tentent d'échapper à leur interpellation et les courses poursuites meurtrières aussi.

Il ne s'agit plus de bavures policières isolées mais d'une répétition d'actes systématiques de violence et de graves atteintes aux droits fondamentaux qui témoignent d'un racisme systémique à l'œuvre aux frontières françaises et européennes.

Cette politique du gouvernement français a conduit à la mort de 5 personnes en exil à Montgenèvre.

Pour les mêmes raisons, plusieurs centaines de blessés sont déjà à déplorer et le ton sécuritaire continue de monter. Le 16 novembre, les effectifs de police ont été doublés à Montgenèvre, avec de plus le renfort des forces dites sentinelles.

Par ces décisions, le gouvernement veut faire croire

qu'une Europe-forteresse est possible et vaut mieux que des vies humaines.

Les milliers de cadavres aux frontières de l'Europe, la violence et les dénis de droits aux frontières intérieures des pays européens ne semble pas le gêner.

Pour nous, solidaires, il n'est pas question que le scénario se répète inlassablement à la frontière briançonnaise .

La militarisation de la montagne n'est qu'un geste vain de l'Etat qui pousse les exilé-es à prendre plus de risques.

Nous voulons faire de nos procès une nouvelle occasion de mettre en lumière la répression, l'injustice et la violence invisibilisées qui s'exercent chaque jour sur les personnes en exil.

Les gens qui meurent sur les plages, si c'étaient des blancs, la terre entière serait en train de trembler. Fatou Diome

La répression nous coûte cher.

Depuis 2018, les procès et les frais de justice se sont multipliés, une vingtaine personnes ont été poursuivies en justice dont 12 pour aide à l'entrée sur le territoire, les autres pour des motifs fallacieux ( outrage ...) Depuis 2018, les besoins en aide d'urgence pour les lieux d'accueil des exilé-es comme les maisons occupées de la Casa Cantoniera à Oulx, Chez Marcel à Briançon, Chez Roger ( ex Cesai) à Gap sont continuel et engendrent beaucoup de frais .

Nous appelons à soutenir financièrement la lutte pour que cesse la traque aux exilé-es partout sur le territoire, en solidarité avec tous les sans papiers et les solidaires inculpé-es, et vous attendons nombreuses :  
Le 22 avril à Gap, 12 h devant le tribunal

Le 27 mai à Grenoble, 14 h devant le tribunal

Une cagnotte est désormais en ligne.

### **23 mars 2021**

La casa Cantoniera Occupata est en train d'être expulsée. A l'intérieur de nombreuses solidarités et person-



nes de passage, dont de nombreuses familles.  
Que ceux qui peuvent s'avancent.  
La solidarité ne s'expulse pas.

Ce matin, la casa cantoniera occupée à Oulx a été expulsée. À l'intérieur, il y avait plus de soixante personnes, dont plusieurs familles.

Malgré la pandémie et les zones rouges, une fois de plus, l'État n'a eu aucun problème à jeter les gens à la rue, dans le but de détruire une réalité solidaire et d'affaiblir la lutte à la frontière.

Outre le déploiement habituel de digos et de divers policiers, les

complices de cette opération ont été les pompiers, qui ont permis l'accès au toit et la rupture des barricades. La Croix-Rouge, déjà impliquée dans les refoulements aux frontières, était chargée de transporter les personnes vers les postes de police et les dortoirs entre Oulx, Bardonecchia et Suse.

Nous convoquons une assemblée publique pour nous réorganiser.

Demain, mercredi 24 mars, à 18 heures, devant Radio Blackout, via Antonio Cecchi 21/a (Turin).

## 28 mars

Le texte qui suit est une tentative, par quelques personnes impliquées dans l'occupation de la Casa Cantoniera, d'analyser l'expulsion de notre espace, et de poser une réflexion sur notre présence à cet endroit de la frontière.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous voulons appeler à converger vers cette zone de la frontière, afin de montrer que l'expulsion de nos espaces, la répression des personnes en migration et celles présent.es en solidarité, ne nous empêcheront pas d'exprimer et mettre en place une résistance active. Nous ne savons à ce point pas quelle forme elle prendra, cela dépendra des prochains jours et semaines. Si vous êtes intéressé.es

et voulez être tenu.es au jus, envoyez un mail à [chezje-soulx@riseup.net](mailto:chezje-soulx@riseup.net) (clé pgp dispo sur demande)

Le 23 Mars à l'aube, la police, accompagnée par des associations et les pompiers a expulsé la Casa Cantoniera à Oulx, un petit village à la frontière franco-italienne où des milliers de personnes ont transité les dernières années.. Les 13 camarades présent.es dans la maison pendant l'expulsion ont été accusé.es d'occupation illégale, pendant que les plus de 60 personnes de passage ont été testé.es de force au coronavirus, identifié.es et transporté.es dans différentes structures.

La façon dont l'expulsion s'est passée nous démontre, encore une fois, toutes les contradictions de la politique migratoire européenne. La répression d'un mouvement libre n'est possible que grâce à la complicité d'institutions dites « humanitaires ». Bien que la police soit la face visible de la répression, les organisations humanitaires sont partie prenante (et s'en complaisent) de la face acceptable de la dite répression.

La Croix Rouge ou l'association « Rainbow 4 Africa » ont fourni, et imposé, des infrastructures de transport et d'« assistance » médicale pour les plus de 60 personnes présentes lors de l'expulsion, les expédiant dans différentes directions, les ramenant loin de la frontière. Les pompiers ont assisté la police dans la destruction des barricades, et facilité leur accès au toit grâce à leurs équipements. Sans l'aide de ces institutions, l'expulsion de la Casa Cantoniera aurait été quasiment impossible, ou du moins bien plus compliquée. Ce n'est pas la première fois que la Croix Rouge collabore avec la police à cet endroit de passage ou ailleurs. Il y a eu de nombreuses situations où ses membres étaient constamment présent.es à la frontière, essayant, (en vain) de persuader des gens de ne pas la passer sans se soucier de leur libre arbitre, se faisant complices des interventions policières, s'y substituant pour déporter ceux à qui l'on refusait l'entrée en France. A plusieurs reprises, la Croix Rouge a consciemment profité de la confiance envers leur institution en colla-



borant ouvertement avec la bleusaille.

L'association « Rainbow 4 Africa » a une longue histoire de velléité de collaboration avec des centres sociaux et a toujours tenté d'imposer sa présence à la Casa Cantoniera, supportant dans le même temps le CPR (NdT : CRA) de Turin avec du personnel de « soin » (ou la négligence du bien être humain est quotidienne) et fournissant des infrastructures médicales pour l'expulsion de la maison. Quand la manifestation sauvage, le jour de l'expulsion, est arrivée à l'accueil de nuit des Saleziani afin d'exprimer notre solidarité avec les familles déportées là, nous nous sommes rendu compte que la porte principale en était close depuis leur arrivée, les privant de leur liberté. Cela montre, une fois de plus, que les personnes qu'ils disent aider ne sont pas vues comme des individus libres et égaux mais comme des objets que l'on peut gérer ... ou confiner.

Durant plus de deux ans, la Casa Cantoniera s'est voué un espace de solidarité active et de résistance contre la frontière, l'oppression et la violence qui lui sont inhérentes. Un espace qui refusait de participer au "management" de la migration, où ceux sur qui l'on a construit notre richesse et nos privilèges ne sont pas traités comme des objets qui soient ou dangereux, ou victimes infantilisées, mais comme des individus capables d'auto-détermination. De fait, la frontière est bien entendu perméable au passage continu de l'argent, du tourisme et du commerce, mais pas à celui des personnes à qui il manque les « bons » papiers.

Notre but n'a jamais été de fournir un service à ces personnes, mais plutôt de créer une lutte inclusive par ceux qui sont opprimés par les systèmes capitalistes et étatiques. Beaucoup de gens passés par la Casa Cantoniera ont participé activement à la gestion des tâches quotidiennes. Le fait que cette maison ait été occupée sans interruption pendant 828 jours a été possible uniquement grâce à la mobilisation de nos connaissances et compétences, en prenant en compte nos différences, possibilités et privilèges. Partager notre rage et notre frustration, mais aussi passer des moments de liesse et d'amitié mutuelle nous a rendu plus forts. Quant à notre opposition à la violente réalité de ce monde. Dans la maison occupée, on a partagé des histoires, des rêves, des luttes, ensemble, en puisant la force dans le fait de ne plus être isolés. Parfois, ces moments se résument simplement à partager un café corretto le matin, faire tourner des plats délicieusement huileux pendant une tchatche, danser sur de la pop de l'autre bout du monde en préparant une bouffe collective, ou mettre en commun une dernière feuille, filtre pour rouler une cigarette bien méritée.

Cette opposition n'est pas uniquement dirigée contre le système des frontières, elle essaie aussi de construire une réalité alternative. La maison était un endroit où l'on a tenté de déconstruire d'autres formes d'oppression. Il y a eu un potager autogéré, parce qu'en tentant de surpasser la logique monétaire et consumériste, on se doit de repenser notre relation à la bouffe

et la nature. Il y eu un espace réservé aux femmes, aux personnes non binaires ou ne se reconnaissant pas dans des stéréotypes de genre, parce que la lutte contre les oppressions ne peut se faire sans lutte contre le patriarcat. Il y a eu une bibliothèque pleine de livres et de brochures dans différentes langues, des BD aux romans, de l'autogestion des soins au DIY, parce que poursuivre une alternative radicale\* demande une réflexion permanente, une auto critique et une recherche de la connaissance.

Bien que nous ayons à certains moments accepté l'aide matérielle de quelque ONG, nous ne nous sommes jamais assujettis au conformisme de leurs paradigmes et avons toujours recherché l'autosuffisance de la maison via le soutien matériel et financier des personnes soutenant nos idées.

Évidemment, dans un monde où la violence est omniprésente et où chacun.e de nous a internalisé des dynamiques d'oppression et certains stéréotypes, il est impossible de ne pas faire d'erreurs. Beaucoup de gens ayant passé par la maison ont survécu à pertes et traumatismes, certains n'ayant jamais eu le privilège de vivre à l'abri de la peur et des oppressions.

Nous ne nierons pas que la maison a connu des épisodes de violence, et que nous avons commis des erreurs dans certaines situations, mais dans le but de créer quelque chose qui existe en dehors de logiques de profit et de domination, nous nous devons d'expérimenter et apprendre des dites erreurs du passé, bien que nous n'y soyons pas toujours parvenus.

Nous sommes écœurés par l'instrumentalisation de ces épisodes, comme preuves qu'un autre monde ne serait pas possible, quand, ironique brutalité, ils sont la conséquence directe des systèmes oppressifs que l'état nation soutient sans sourciller.

Depuis les prémices du projet, spéculations et rumeurs pullulent sur la maison. Juste après l'expulsion, des photos de la maison, évidemment dans un sale état (une expulsion c'est pas joli ...) ont été partagées, appuyant la narration des « squatteuses dégueulasses et des mafaiteurices ». On refuse de parler aux gratte papiers, parce qu'on ne veut pas être caricaturé. Selon le stéréotype de l'« anarchiste » au profit d'un sensationnalisme dépassé.

Maintenant, ce petit espace d'autodétermination, qui nous a donné un temps la possibilité de respirer dans un monde de politiques répressives et de lois racistes, n'est plus.

L'expulsion de la Casa Cantoniera est partie prenante d'une répression plus globale contre la liberté de circuler, les structures de solidarité et les espaces occupés en général. Partout en Europe\*\* des occupations établies sur le long terme ont été expulsées les dernières années, pendant que des tentatives de créer des nouveaux espaces et de nouvelles luttes ont immédiatement fait face à la toute puissance des organes étatiques de répression. La militarisation et la normalisation des déportations aux frontières internes comme exter-

nes de l'europe ne font que nourrir les sentiments racistes et la fascisation de la société. Dans le même temps, ceux qui refusent de se conformer à cette logique et continuent de soutenir les personnes sur la route se retrouvent de plus en plus criminalisés.

A Calais, les cantines solidaires sont réprimées par la loi, ailleurs on empêche des personnes d'exprimer leur soutien individuel et on les force à adhérer à des ONG. En Hongrie toute forme d'aide est officiellement interdite depuis des années. L'objectif, d'un côté, est de créer des conditions migratoires les plus difficiles possible, et de dissuader des populations d'entamer le voyage. De l'autre côté, on envoie le message que le soutien humain n'est possible que sous le contrôle de l'état.

Néanmoins, la répression des structures de solidarité et la fortification des frontières n'empêchera pas des personnes d'assouvir leur envie et leur besoin de migrer. La migration est vieille comme le monde, et depuis que le dit monde est divisé entre les exploités et ceux qui profitent de cette exploitation, depuis que les guerres et conflits sont nourries par le besoin du capitalisme de produire du profit et celui de l'état nation d'étendre leur pouvoir et leur influence, des personnes continueront de migrer d'un endroit à l'autre. Aussi longtemps que perdurera l'inégalité entre deux pôles de ce monde, des personnes continueront de converger vers l'europe. Aussi longtemps que les richesses de l'europe seront construites sur cette inégalité, l'état nation et ses institutions ne pourront donner une autre réponse à la migration que la militarisation et la violence. L'expulsion et la répression envers la Casa Cantoniera n'empêcheront pas ces personnes de traverser ici. Elles les entraîneront seulement sur des routes plus dangereuses, amenant ainsi leur lot de

mort et de désespoir, et ouvriront la porte à plus de passeurs, qui font leur blé sur la misère humaine.

Ils peuvent prendre nos espaces, nous criminaliser, nous emprisonner, mais ils n'enterreront pas nos idées et ne tairont pas la vérité.

La vérité, c'est que tant que le monde tourne grâce à la domination d'un être humain sur un autre ou sur la nature, ou grâce à un système économique basé sur l'exploitation des ressources et de l'humain, nous ne pourrons être libres. Nous trouverons d'autres moyens d'exprimer notre opposition, de nous battre et de créer des espaces où nous pouvons vivre, apprendre, et créer, librement : Hurriya !

\* on utilise ici le mot radical dans son sens originel, qui implique que l'on cherche la « racine » du problème plutôt que d'en corriger les conséquences

\*\*les noms d'états sont laissés sans majuscule consciemment

29 mars

### SUR L'EXPULSION DE LA CASA CANTONIERA

Depuis un an, la pandémie a bouleversé la vie de milliards de personnes, et dans ce monde dystopique où l'augmentation considérable des systèmes de surveillance et de contrôle est légitimée par la doctrine de la guerre au virus, où tout est illégal sauf aller au travail, les expulsions et les évictions locatives ne cessent pas. Deux ans et demi après son ouverture, la Casa Cantoniera Occupata, le refuge autogéré d'Oulx, a été expulsée.

Il y avait plein de monde ce jour-là à l'intérieur : la pandémie n'a jamais arrêté ceux qui voyagent sans avoir le privilège d'avoir un endroit où s'arrêter.

Occupé en décembre 2018, c'était un lieu créé pour



apporter de la solidarité aux personnes qui voulaient traverser la frontière italo-française au col du Mont-génèvre. Un lieu de lutte et d'auto-organisation, contre toutes les frontières et les dispositifs militaires et politiques qui cherchent à contrôler et à sélectionner.

Un refuge libre pour tous ceux qui croient que la terre n'a pas de frontières ni de maîtres, et que chacun devrait avoir la liberté de choisir où et comment vivre. Une occupation qui a fait de la solidarité active et quotidienne sa base, et qui a tenté de se mettre en travers de ces lois racistes qui font des frontières et de leurs contrôleurs une ligne maudite et meurtrière. Un lieu qui a soutenu une direction précise de la lutte, qui a indiqué un outil pratique à tous ceux qui voulaient lutter activement contre les politiques ségrégationnistes de cette Europe meurtrière.

Dans nos Alpes, des gens sont obligés de marcher sur des sentiers de haute montagne, se cachant uniquement parce qu'ils n'ont pas le « bon » papier, tandis que les marchandises et les touristes, pour qui cette frontière est invisible, passent tranquillement. Tout comme dans les bois de Croatie et de Bosnie, où la police frappe et vole, massacrant les pieds des gens pour les empêcher de marcher. Du désert de Tamarasset à la mer Égée et dans toute la Méditerranée, où un génocide conscient est en cours, fait de prisons et de patrouilleurs payés par l'Union européenne, où les gens continuent de mourir tandis que les gouvernements s'engagent à bloquer les bateaux de sauvetage et à réprimer toute forme de solidarité. Une partie de ce génocide se déroule ici, dans nos montagnes, et il se poursuit de jour en jour.

La maison a été évacuée le mardi 23 mars ; ils sont arrivés à 7 heures du matin : le défilé habituel de policiers, de carabiniers, de digos. Il leur a fallu plus d'une

heure et demie pour entrer.

Plus de 60 personnes, dont de nombreuses familles avec des mineurs, ont été libérées et emmenées.

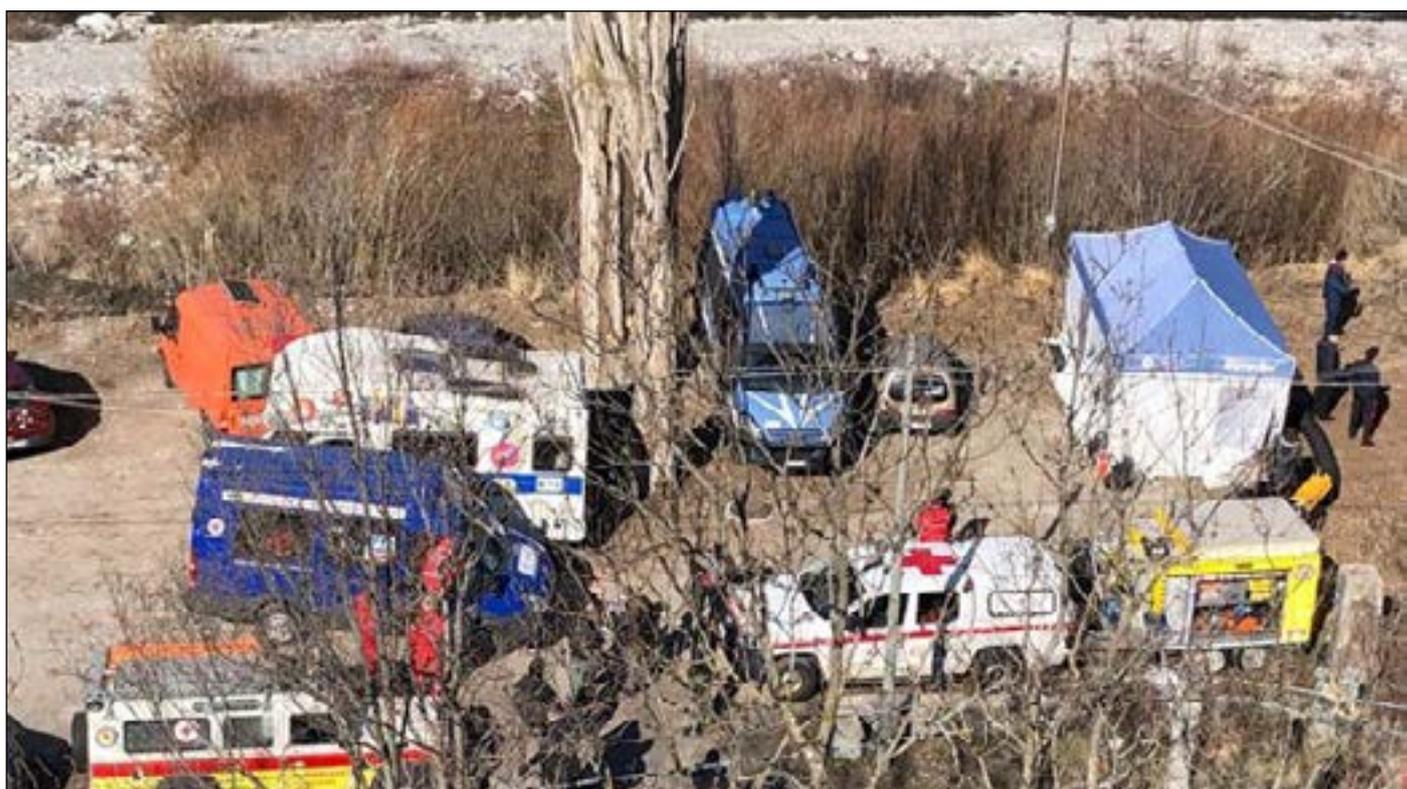
L'intervention des pompiers a été déterminante : ils ont positionné une échelle afin de pouvoir entrer par le toit et ont aidé les digos à franchir les barricades de protection qu'ils ne pouvaient pas ouvrir. La Croix-Rouge a également contribué à l'évacuation, en installant une tente devant la Maison pour faire des prélèvements anti-covid.

Les « sans-papiers » et leurs familles ont été conduits dans des dortoirs de premier accueil à Susa (au couvent des religieuses), à Bardonecchia (à l'association Alveare) et à Oulx (au refuge salésien). Ceux qui n'avaient pas de famille ont été emmenés au poste de police de Bardonecchia pour être identifiés, puis relâchés.

Maintenant, au refuge des salésiens d'Oulx, personne ne peut entrer s'il n'est pas « autorisé ». La police et les digos sont très présents et oppressants dans toute la zone frontalière. Dans le village il y a quelques camions de Celere (équivalent CRS) fixes. La mairie a expressément demandé aux citoyens de signaler à la police toute personne « suspecte » errant dans Oulx, après l'expulsion tant souhaitée.

La responsabilité de cette expulsion est entièrement politique.

La préfecture à la municipalité d'Oulx (l'expulsion a été demandée dès le premier jour d'occupation et le maire Andrea Terzolo, élu il y a presque deux ans, a fait de nous une partie de sa campagne électorale). Les états, italiens et français, et leurs bras armés, diverses polices et digossini. LANAS (propriétaire de dizaines de maisons abandonnées depuis des décennies dans toute l'Italie – ainsi que de l'immeuble d'Oulx – qui a immédiatement porté plainte contre les occupants)



le petit journalisme national, qui s'est engagé à diffamer ce lieu de toutes les manières possibles. Ils ont tous joué un rôle actif dans la criminalisation de cette expérience et ont rendu sa fermeture matériellement possible.

Et cela nous rend encore plus furieux de savoir que l'ANAS, qui a traîné 24 d'entre nous (plus 13 camarades / / solidaires présents à l'intérieur de la Maison au moment de l'entrée des flics) dans un procès pour occupation qui a fort à propos commencé le matin même de l'expulsion, a mis en vente 100 Case Cantoniera. Il est question de les convertir en bars, restaurants, stations de charge pour voitures électriques.

Les gens seront heureux d'être libres de voyager où ils veulent, de boire du café et de recharger leurs voitures de luxe sur une route souillée du sang de ceux qui doivent marcher la nuit, en se cachant des coups des flics et des griffes d'un système d'accueil qui se remplit les poches sur la peau du peuple.

Désormais, des centaines de milliers d'euros arriveront également aux municipalités frontalières pour la « gestion des migrants », nouvelle marchandise. Au moins 600 000 euros à Bardonecchia, plus 162 000 euros à la municipalité de Claviere.

Et de l'autre côté du visage explicitement répressif, les responsabilités « invisibles ».

Même le jour de l'expulsion, Rainbow for Africa a joué son rôle de bonne association qui fournit un abri aux migrants expulsés du terrible abri anarchique : la même ONG qui, depuis trois ans, travaille entre Bardonecchia et Oulx pour donner une réponse institutionnelle aux « flux migratoires », en essayant de décourager les départs en offrant des solutions irréelles d'un accueil qui n'est qu'un business ; la même qui a récemment gagné un appel d'offres pour la fabrication de tampons à Turin et qui essaie de trouver une légitimité même à l'intérieur des lieux occupés.

Nous savons que les organisations de ce type font appel à des bénévoles qui ne cherchent qu'à aider, et qui le font avec leur cœur. Mais le fonctionnement et les choix politiques de cette ONG ont des conséquences spécifiques, des responsabilités précises et nous ne les partageons pas, et nous voulons nous en souvenir. De plus, le président, Paolo Narcisi, nous a toujours difamé.

Et de la même manière, nous rejetons les « beaux mots » de l'archevêque de Turin, Nosiglia, qui comme l'évêque de Susa Confalonieri appelle maintenant à la solidarité catholique. Les hommes d'Entram de cette Église qui, d'un côté, prétend parler d'aide et de solidarité et, de l'autre, s'applique à autoriser les expulsions (procès pour l'occupation de Chez Jesus, le sous-église de Claviere en cours) et de mettre fin à concrètes expériences de solidarité.

En conclusion : l'expulsion de la Casa Cantoniera fait partie d'une répression globale contre la liberté de mouvement, contre les lieux de solidarité et les espaces occupés où s'organiser en toute liberté. Partout

en Europe, les espaces de lutte font l'objet d'attaques répressives de la part des États. La militarisation des frontières et la normalisation des refoulements et des rapatriements à l'intérieur et à l'extérieur des frontières européennes sont alimentées par les sentiments de plus en plus racistes et fascistes de la société et de la politique. Pendant ce temps, ceux qui continuent à apporter leur solidarité aux personnes en mouvement et refusent d'entrer dans cette logique raciste et normative sont constamment attaqués.

Sur cette frontière, de nombreux procès sont en cours pour aide à l'immigration clandestine (deux grands procès dans les mois à venir du côté français). De nombreuses personnes font l'objet d'une enquête pour des initiatives, actions, occupations, marches sur la frontière des deux côtés.

La répression contre les personnes de passage se manifeste par une augmentation visible de la militarisation, de plus en plus de violence, et maintenant dans les contrôles également dans les structures où ils sont hébergés.

Pourtant, les gens continuent et continueront à passer, car le désir et la détermination de décider où vivre ne s'arrêteront jamais.

Nous remercions tous ceux qui, ces dernières années, ont été solidaires de cette expérience, depuis la vallée de Suse – qui, bien qu'elle ait été contrainte d'accueillir cette frontière infâme, a trouvé de nombreux amis et sœurs qui ont partagé cette lutte avec nous – et depuis tous les coins du monde.

Maintenant la nécessité de reconstruire une véritable solidarité est grande. Tout est nécessaire, il y a un besoin de réorganisation. Une autre assemblée ouverte sera convoquée, également dans le but de donner une réponse à la répression toujours plus forte.

Nous recherchons également un moyen de transport collectif, que ce soit une camionnette ou une grosse voiture, pour pouvoir continuer à être présents à la frontière. Si quelqu'un a un véhicule (à bon marché), ou des matériaux utiles, merci de nous écrire.

Toute contribution est la bienvenue.

Toujours contre toutes les frontières.

Nous reviendrons.

Certains et certaines ennemis des frontières

*4 Mai 2021*

**CAMPING 14-15-16 « SCONFINIAMO LA FRONTIERA »**

**LOCATION: HAUTE VALLEE SUSE**

Deux mois après l'expulsion de la Casa Cantoniera occupata d'Oulx, il ne reste que la frontière et ses gardes, limitant la liberté et empêchant l'autodétermination des personnes en transit.

Ceux qui voyagent continuent d'arriver dans la Haute Vallée pour partir en France.

La violence et la répression à la frontière ne pourront pas arrêter notre colère, ni la lutte pour effacer cette

ligne imaginaire et infâme.

Nous appelons toutes les personnes qui luttent contre toute autorité politique, économique, militaire, contre tout capitalisme, fascisme et patriarcat, à une mobilisation massive les 14/15/16 mai dans les montagnes. La solidarité ne s'expulse pas  
La solidarité ne s'arrête pas

15 Mai 2021

## **A PROPOS DE LA PROMENADE RESISTENTE A LA FRONTIERE**

Cet après-midi, une randonnée résistante est partie du camping "Sconfiniamo la frontiera". Le cortège a emprunté les chemins et s'est dirigé vers Montgenèvre. La gendarmerie en tenue anti-émeute s'est déployée presque immédiatement pour protéger les terrains de golf, empêchant le passage. Les terrains de golf (propriété de Lavazza et de la municipalité de Montgenèvre) sont le théâtre d'une chasse à l'homme par la police des frontières chaque nuit et sont exploités par l'économie dévastatrice du tourisme de golf et de ski pendant la journée.

Le cortège a ensuite grimpé sur la route nationale, la bloquant, soulignant une fois de plus que cette route est inaccessible à quelques personnes sélectionnées par les États mais est traversée chaque jour par des centaines de camions de marchandises.

Conscients que les bois sont le lieu où se perpète la violence de la frontière, nous avons repris les chemins. Malgré les intimidations de la gendarmerie qui a lancé à plusieurs reprises des gaz lacrymogènes, les camarades ont résisté et ont réussi à les mettre en difficulté sur les pentes des montagnes, que les gardes en anti-émeute n'ont manifestement pas l'habitude de parcourir.

Entre playmobiles glissant sur le sol, matraques perdues dans les prés et gaz lacrymogènes tirés sur leurs

pieds, la gendarmerie nous a fait passer de bons moments.

C'est ainsi que nous répondons à l'expulsion des espaces occupés en solidarité, une réponse qui ne s'arrêtera pas là.

Venez demain à partir de 11 heures pour participer aux discussions qui animeront toute la journée du camp. Complices et solidaires des camarades condamnés pour les événements du Brenner !

Proches à tous les peuples en lutte et à ceux qui, en Palestine, se battent pour la liberté ! FREE PALESTINE TOUJOURS CONTRE TOUTES LES FRONTIÈRES

17 Mai

## **LE RASSEMBLEMENT DE RÉSISTANCE SUR LA FRONTIÈRE CONTINUE**

Le rassemblement de résistance à Clavière continue jusqu'au mercredi 19. L'envie de rester à la frontière est forte, venez nous voir! Les rencards seront lundi et mardi à partir de 18 heures pour les mises à jour et le dîner partagé et mercredi pour le déjeuner.

**NOUS CONTINUONS ET CONTINUERONS À TRAVERSER ET LUTTER CONTRE LA FRONTIÈRE !**

25 maggio

Depuis la zone de résistance transfrontalière

A Clavière, depuis vendredi 14 Mai, des centaines de personnes sont passées camper contre la frontière. Cela fait dix jours, nous sommes toujours là. Le camping s'est transformé en une occupation résistante.

Tout autour, la frontière et ses gardes ne sont plus cachés. D'où nous sommes la militarisation de ces montagnes est clairement visible. Bien que l'intimidation et la démonstration de force de La polizia, la polizia municipale et des carabinieri (gendarmerie italienne) aient baissé d'un cran, ils continuent de poster regu-



lièrement à l'entrée ou aux alentours du camp. Les digos (renseignement italien) par contre eux continuent de filmer, de prendre des photos ou d'espionnent nos conversations.

Les gendarmes et la PAF (Police Aux Frontières) quand à eux font de meme, posté jour et nuit comme des pi-quès avec leur jumelles et leurs appareils dans les sentiers des montagnes qui nous entourent. Ces derniers temps, toutes les installations touristiques de ce village italien enclavé par sa frontière avec la France sont inactives et semi-désertes.

Pourtant, toute la journée des silhouettes noires sortent des bois et se déplacent à pied, à vélo, ou en 4x4 pour garder le territoire. La nuit, ce sont leurs phares et leurs lampes qui éclairent les valons, rendant ainsi la traversé difficile.

Bien que les systèmes de contrôle soient élaborés (l'équipement de la marais chaussées à la frontières comprend des caméras et des lunettes de vision nocturne, des lunettes thermiques...), cette ligne invisible est constamment franchie.

La frontière est le lieu où se tissent des histoires de résistance. Chaque nuit, nous entendons les récits de ceux qui ont déjà traversé de nombreuses frontalières, des Balkans à Lampedusa, et qui se trouvent encore un fois face à une autre barrière, mais qui décident une fois de plus de s'autodéterminer et de continuer.

Au cours de cette semaine, nous avons été témoins d'un recours croissant à la violence de la part des gardes français. Des personnes qui ont été repoussées une nuit nous ont dit qu'elles avaient été frappées avec une pierre par un officier dans une tentative forcée d'arrêter leur fuite. Une autre personne a été blessée par les coups de matraque d'un garde tapi dans l'obscurité au tout début du chemin apres la frontière. On entend souvent des histoires de ce genre ; les vols, les coups

et les intimidations ont souvent lieu sur les sentiers et aux alentours de la caserne de la PAF à Montgenèvre.

Nous sommes ici et nous y resterons parce que cette violence ne peut pas rester invisible.

La frontière est partout, dans ces montagnes comme dans les Balkans, à Vintimille, à Calais ; tant dans les frontières intérieures de l'Europe que dans les frontières extérieures comme en Libye, en Turquie, et dans la mer Méditerranée, les différents systèmes de police et de contrôle de l'État continuent de réprimer, de tuer et d'enfermer les gens.

La frontière est partout, dans toutes les villes ou les rues où la police effectue des contrôles ciblés sur les personnes exilé-es, où la violence et l'intolérance fascistes et racistes s'expriment. Comme la semaine dernière à Ventimiglia, où un jeune appelé Musa Balde a été battu par 3 fachos, et a été directement enfermé dans le CPR de Turin, après 10 jours d'hospitalisation, où il est mort entre le 22 et le 23 mai, dans des circonstances peu claires.

Contre toutes les frontières et leur violence, mobilisons-nous partout, agissons contre ces politiques racistes et meurtrières.

Nous savons que tant que la ligne de démarcation existera, le terrain sur lequel elle se trouve sera un lieu de lutte. Et nous serons toujours complices de ceux qui la traversent.

Le campement occupé où nous nous organisons abrite désormais une zone libre de facto, autogérée par toutes les personnes qui la traversent.

Mais nous voulons construire beaucoup plus. Nous nous réorganisons et pour ce faire, nous en appelons à toutes les subjectivités et réalités de résistance contre la militarisation des vallées, des montagnes, contre toutes les frontières et ces états qui en ont besoin.



10 Juin

## NOUVELLES DEPUIS LA FRONTIÈRE DE MONTGENÈVRE

Voici plus de 20 jours que le camp transfrontalier résiste à Clavière.

La frontière et ses dynamiques meurtrières ne cessent d'évoluer et d'ici nous continuons à surveiller et à agir contre la violence que les États perpétuent à l'encontre de ceux qui veulent la traverser ou qui sont déterminés à s'y opposer.

À la frontière comme dans les CPR (Centro di permanenza per i rimpatri, équivalent des Centres de Rétention Administrative français) et dans les prisons, la violence des États est mise en œuvre aussi grâce à la collaboration des associations humanitaires, en accord avec la préfecture et en relation directe avec les polices.

La Croix-Rouge, qui est présente chaque soir à Clavière à l'arrivée du bus, devrait garantir un support médico-sanitaire aux personnes qui traversent la montagne ou qui se blessent en fuyant la gendarmerie, la PAF (Police Aux Frontières) et les militaires. En réalité, elle est souvent complètement absente après 22h.

Mais en vrai, en accord avec les polices italiennes et française, la Croix-Rouge participe aux refoulements. C'est souvent l'ambulance elle-même qui est responsable du transport, vers le refuge de Oulx, des personnes refoulées par la PAF.

Les opérateurs de la Croix-Rouge distribuent depuis des mois un dépliant trompeur qui intime les personnes à ne pas se mettre en danger face aux risques de la montagne.

La montagne peut être dangereuse, nous le savons, surtout de nuit, dans le froid et sans connaître le territoire. Mais c'est la présence des flics qui la rend meurtrière. Les frontières tuent, aussi bien sur la mer Méditerranée et à Ventimille, que dans ces montagnes où 4 personnes sont mortes ces dernières années et où

d'innombrables autres ont subis des vols, des coups et des agressions. Rien que cette semaine, plus d'une personne à subi des blessures et des lésions en fuyant la police qui patrouille sur les chemins, afin d'échapper à leur contrôle et à leur violence. Cette semaine encore, une femme en début de grossesse a fait une fausse couche après avoir marché de nuit pour traverser la frontière.

La répression cible également ceux qui sont sur le camp: chaque jour nous sommes contrôlés et identifiés. Ils veulent nous intimider et nous menacer parce que notre présence est inconfortable, surtout avec l'arrivée de la saison estivale et des touristes.

D'après les témoignages des personnes qui ont été refoulées, nous savons que la police italienne est de plus en plus impliquée dans ces opérations.

Jeudi dans l'après-midi les flics ont été vus dans les locaux du refuge Talitha Kum à Oulx. Il y a quelques jours, on apprenait l'arrivée de 180 000 euros de financement pour le refuge de la part de la préfecture.

Ces deux derniers jours, la police italienne, est même entrée dans le poste de la PAF pour les obliger à se présenter au poste de police de Turin : tentative d'intervenir immédiatement les empreintes des personnes enfermées pendant la nuit. Il est désormais courant qu'une fois repoussées, les personnes reçoivent un papier les obligeant à se présenter au poste de police de Turin : tentative d'intégration coercitive des personnes en déplacement dans un État dans lequel elles ne veulent manifestement pas rester.

Ce morceau de papier de plus, cette énième intimidation visant à empêcher les gens de poursuivre leur voyage vers la destination choisie, n'est qu'une porte fermée de plus dans ce labyrinthe bureaucratique que les États et leurs frontières construisent pour limiter la liberté des personnes.

De telles collaborations entre les polices italiennes et françaises ne sont pas une surprise mais un exemple clair de la manière dont la forteresse européenne



met en œuvre ses politiques racistes et oppressives en vue de la gestion et du contrôle de la vie des personnes sans papiers, par le renforcement de ses frontières internes et externes.

Contre les États, les frontières et tous leurs complices, organisons-nous et agissons. Le camp de résistance transfrontalier continue, rejoignez-nous !

29 juin 2021

## CAMPINGS DE RESISTANCE. DU MEXIQUE AUX ALPES CONTRE TOUTES LES FRONTIÈRES!

15/17 Juillet - Vintimille/Val Roya

22/27 Juillet - Clavière/Briançon/Gap

Fin Août/Septembre - Journées de mobilisation aux frontières suisses

Septembre - Journée de mobilisation à la frontière franco-italienne du Val de Susse  
Pour plus d'informations suivre les mises au jour sur les sites d'info autonomes

2 juillet 2021

## Une caravane résistante de Vintimille aux Hautes Alpes

Une caravane résistante de Vintimille aux Hautes Alpes

En septembre 2020, en plein cœur de la pandémie, les zapatistes annoncent aux militant.es du monde entier, qu'elles vont entamer un voyage du Mexique vers l'Europe, à la rencontre des luttes sur le vieux continent. D'un côté et de l'autre de la frontière alpine, nous avons répondu à cet appel.

Depuis plusieurs années la militarisation des frontières entraîne dans son sillon son lot de mort.es, noyé.es et de disparu.es. Du désert de Tamanrasset à la Méditerranée, dès Balkans aux Alpes, les frontières continuent à séparer, trier et tuer les personnes selon les intérêts économiques et politiques des états.

D'un côté et de l'autre de la frontière alpine, les personnes exilé.es et les militant.es qui agissent en solidarité subissent une forte répression. Cette militarisation de la frontière fait écho à des enjeux d'exploitation et de « touristification », en appuyant des activités économiques liées au tourisme de masse, qui rendent le territoire peu à peu invivable pour les habitants et contribuent à l'invisibilisation forcée des « migrant.es

», considéré.es comme « indésirables ».

Afin de rendre visibles les luttes et résistances aux frontières, réinvestir ce territoire occupé par les forces de l'ordre et du capital et tisser des liens qui renfor-

cent nos luttes, rejoignez la caravane résistante pour la vie qui marchera à travers la frontière du 15 au 27 juillet 2021.

15 Juillet : Accueil au campement de Vintimille

16 Juillet : Discussions et ateliers

17 Juillet : Caravane « pour la vie » dans la Vallée de la Roya

22 Juillet : accueil au camping de Clavière + discussions et projection

> L'autonomie, avec le collectif « Nodo Solidaire » et les Zapatistes

23 Juillet : Tables rondes et ateliers : Sécurité informatique / Lutte aux centres de rétention / Auto-soins / Outils de lutte aux frontières + Théâtre

24-25 Juillet : Caravane « pour la vie » jusqu'à Briançon

25-26 Juillet : accueil à Gap + discussions et

tables rondes > Extractivisme et mobilité internationales / auto-organisation des « migrant.es » / Femmes et frontières + Spectacles, cirque et concerts

27 Juillet : Manifestation à Gap  
Des cantines solidaires à prix libre assureront les repas. Toutes les nuits se font en tentes. Venez avec vos tentes, duvets, frontales et chaussures de marche.

La solidarité ne s'expulse pas !

La solidarité ne s'arrête pas !

17 juillet 2021

## APPEL POUR LA CARAVANE RÉSISTANTE « POUR LA VIDA » À LA FRONTIÈRE DE MONTGENÈVRE

À la frontière des Alpes occidentales, la séparation entre ceux qui jouissent de droits et de privilèges systémiques et ceux qui en sont privé.es n'est pas seulement géographique : c'est l'expression de la logique du profit concrétisée dans des pratiques sécuritaires, refus d'entrée, violences de genre, abus, détentions arbitraires, déportations et répression. Pour ces raisons, nous vous appelons toutes à participer et construire activement sur cette frontière trois jours de résistance, échanges et partages des pratiques et luttes.



Attention : le camping n'est pas autorisé, participer signifie assumer sa responsabilité personnelle et collective.

Pour le moment, malgré l'attente de la confirmation de l'arrivée de la délégation zapatiste, nous continuons à faire notre possible pour lui donner l'opportunité de s'unir à nous et d'être accueillie sur ce territoire.

Le camping est auto-géré. Cela signifie que toute contribution est bienvenue et surtout un certain niveau d'auto-organisation est apprécié. Nous cherchons à faire preuve d'initiatives et être créatif.ve.s pour la bonne réussite du camping. Ce que tu peux faire :

- Venir équipé.e (amène ta tente, sac de couchage, lumière, chaussures de marche, outils...)
- Faire des propositions (ateliers, moments d'échange, performance artistique, repas commun...)
- Faire passer le message (NB : nous aimerions que le camping soit le plus safe possible pour toutes les participant.e.s. Nous vous prions donc d'éviter de partager ceci avec des personnes qui

H8 Petit-déjeuner  
H10:30 Table de travail: Sécurité informatique par Hacklab de Turin et Criptoparty Geneve  
H10:30 Discussion : Lutter contre les systèmes de détention administrative en France et en Italie  
H13 Déjeuner  
H15 Table de travail: Soins et bien-être au sein du milieu militant  
H15 Discussion: Echange de réflexions et de pratiques sur la lutte contre les frontières  
H20 Diner  
A suivre concert de la BANDA PERIFERICO TERRANEO  
SAMEDI 24  
H8 Petit-déjeuner et démantèlement du camp  
H12 Déjeuner et marche vers le Val Clarée  
H18 montage du camping  
DIMANCHE 25  
Démantèlement du campement et marche vers Briançon  
25-26 JUILLET  
camping, discussions et tables rondes spectacles, cirque et concerts à Gap



ne sont pas de confiance. Pas de sexisme, pas de racisme, pas d'autoritarisme, pas de police.) Des cantines solidaires à prix libre fourniront les repas.

Freedom, Hurriya, Liberté!

**PROGRAMME DE LA CARAVANE RESISTENTE**

JEUDI 22  
H11 Rdv à Claviere et préparation du camping  
H13 Déjeuner partagé  
H16 Assemblée d'ouverture et présentation du camping  
H18 Discussion sur les autonomies zapatistes avec le Nodo Solidale  
H20 Dîner et projection  
VENDREDI 23

MARDI 27: Manifestation à Gap Apportez un équipement adapté au camping en montagne, assiettes, verres et couverts, bottes et gourde pour l'eau !

27 juillet 202

**Considérations à propos du camping Passa-montagna contre les frontières**

Après deux jours de rencontres et de discussions à Claviere (It), une longue marche a eu lieu samedi, au cours de laquelle plus de 400 personnes ont marché sur les mêmes chemins frontaliers que les personnes qui voyagent vers le reste de l'Europe utilisent chaque

jour et chaque nuit.

Dix kilomètres de sentiers, traversant cette frontière qui, depuis la naissance même des états, continue à séparer et à tenter de limiter la liberté des personnes. Mais malgré le déploiement inutile de flics et de véhicules, et un hélicoptère qui tournait sans cesse au-dessus de nos têtes, nous sommes tout.e.s arrivé.e.s sain.e.s et sau.v.e.s en France, à LES ALBERT, où le camping s'est poursuivi samedi soir. L'état fait souvent étalage d'un contrôle social qu'en fait, heureusement, il n'y a pas. En particulier dans les montagnes, où les frontières tracées arbitrairement par l'état sont encore plus poreuses et insubstantielles. Quand on est uni.e.s, on est plus fort. Quand on est uni.e.s, on arrive à faire ce qui individuellement implique des chasses à l'homme fréquentes, des refus, des coups et des insultes commis par la PAF (police aux frontières).



Quand on est uni.e.s, parfois on arrive même à gagner. Samedi, la frontière n'a pas existé.

Sous le regard étrange des nombreux vacanciers, qui regardaient les camions au bord des voies et les dizaines de Crs fixer pendant des heures les bois en attendant le passage de la caravane, nous avons pris le GR 5 et nous sommes arrivé.e.s à LES Alberts, où nous avons continué à camper le samedi soir. Le dimanche, nous avons marché jusqu'à Briançon, en parcourant encore 7 km, d'abord sur les chemins de montagne, puis en occupant la route principale qui relie Montgenèvre à la ville. A' Briançon, nombreuses équipes de la gendarmerie et de la police nationale nous attendaient, et tentaient par tous les moyens d'empêcher au cortège d'arriver au centre ville. Autant de mobilisation policière pour détourner le cortège des 500 mètres de rue du centre : l'habituel théâtre

de passage et un beau banquet nous attendaient. Personne n'a été arrêté ou blessé. C'était bien. La caravane a ensuite poursuivi sa route jusqu'à Gap, lieu choisi car il y a le tribunal départemental des Hautes Alpes. C'est ici que les demandes d'asile des mineurs non accompagnés de toute la région sont rejetées et que des procédures pénales sont engagées contre celles/ceux qui sont actives/fs dans la lutte contre la frontière. Le rendez-vous est fixé aujourd'hui mardi 27 juillet à 14h00 à Gap.

Il y a eu quelques gaz lacrymogènes, quelques coups et quelques pierres en réponse. Nous avons appris que le maire a passé son dimanche dans les locaux de la gendarmerie, pour tenter de « limiter les dégâts ». Nous ne sommes pas passés par le centre, mais nous sommes arrivé.e.s sain.e.s et sau.v.e.s au refuge solidaire de Briançon, où des dizaines de personnes

de passage et un beau banquet nous attendaient. Personne n'a été arrêté ou blessé.

C'était bien.

La caravane a ensuite poursuivi sa route jusqu'à Gap, lieu choisi car il y a le tribunal départemental des Hautes Alpes. C'est ici que les demandes d'asile des mineurs non accompagnés de toute la région sont rejetées et que des procédures pénales sont engagées contre celles/ceux qui sont actives/fs dans la lutte contre la frontière. Le rendez-vous est fixé aujourd'hui mardi 27 juillet à 14h00 à Gap.

Vous êtes tout.e.s invité.e.s à passer par le point d'information permanent à Clavière, à côté du pont !

Contre toutes les frontières, et contre les flics qui les protègent.

Feedom, Hurriya, Liberté

31 juillet 2021

## OCCUPEE L'ANCIENNE DOUANE DE CLAVIERE CONTRE TOUTES LES FRONTIERES

A partir d'aujourd'hui, nous occupons l'ancienne douane italienne à Clavière. Ce bâtiment représente à la fois les contrôles, la répression à la frontière et la libre circulation des marchandises et des touristes : il devient aujourd'hui un refuge autogéré, un espace d'organisation politique de solidarité directe et un lieu libre et ouvert à tous·tes·x. Si nous décidons d'occuper de nouveau ici, c'est pour maintenir une présence sur cette frontière et pour montrer notre détermination face aux expulsions qui ont déjà eu lieu dans cette zone, Chez Jésus à Clavière en novembre 2018 et la Casa Cantoniera à Oulx en mars 2021. Suite à la dernière expulsion, nous sommes revenu·es·x à Clavière en bricolant un camp que nous occupons de manière permanente car c'est ici que les personnes exilées se font refouler par les dispositifs de répression mis en place par les états français et italiens. Malgré ces refoulements continus à la frontière par la PAF (Police Aux Frontières), les personnes continuent d'arriver. Depuis plus d'un an, nous avons été témoin d'une collaboration grandissante entre la police française et italienne, les flics italiens identifient maintenant les personnes refoulées dans les locaux français de la PAF. La croix rouge joue un rôle un actif dans cette collaboration en se chargeant du transport des personnes refoulées depuis la PAF jusqu'au refuge Fraternità Massi à Oulx, à 15 kilomètres de la frontière. Les ressources financières des institutions humanitaires continuent d'augmenter alors que leur modèle continue de nous montrer son inefficacité. Et ce n'est pas seulement que son fonctionnement et son approche empêche l'autodétermination des personnes exilées, il spéculé aussi sur leurs vies. En avril, plus de 600 000 euros ont été alloués aux

communes de Clavière et de Bardonnechia pour faire face à ce qui est appelé une « crise humanitaire ». C'est pourtant clair que nous ne faisons pas seulement face à une situation d'urgence mais bien aux conséquences directes de dispositifs répressifs à la frontière. Au niveau européen, une loi actuellement à l'étude (New Pact on Migration and Asylum) permettrait d'augmenter le pouvoir répressif de Frontex (dispositif de contrôle de la forteresse europe) et de développer des accords commerciaux de sous traitance des contrôles frontaliers aux pays non européens. (Niger, Morocco, Tunisia, Algeria...)

Pour faire face à tout ça, des luttes politiques continuent d'exister : nous invitons toutes les personnes motivées à venir s'auto-organiser et construire ensemble ce nouveau refuge autogéré. Nous avons besoin de : matelas, couvertures, bouffe, vêtements chauds, chaussures, matos pour cuisiner, poêle à bois... Aujourd'hui, samedi 31 juillet 2021, à 12h, nous organisons un repas partagé et à 14h des chantiers collectifs pour organiser le lieu qui continueront toute la semaine. Venez nombreux·ses ! Contre tous les états et leurs frontières ! Freedom, hurriya, libertà

31 juillet 2021

### La Douane Occupée lance un appel

La première journée dans l'ancienne douane occupée a été intense et participative. Les travaux de construction du refuge autogéré ont continué sans interruption et on a maintenu une présence massive à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment. Une large solidarité s'est immédiatement manifestée des deux côtés des Alpes. La présence timide et maladroite des flics n'a absolument pas affecté les activités et le moral du groupe. Il y a encore pleine de choses à faire ! Demain



journée de travail collectif : rejoignez-nous !  
Le dîner sera partagé à 20 heures. Les moyens sont ce qu'ils sont, apportez ce que vous aimeriez trouver.  
Si vous voulez passer la nuit ici, apportez un matelas et un sac de couchage.  
Lundi matin BREAKborderFAST à partir de 7 heures.  
Nous avons encore besoin de nombreux matériaux : matelas, couvertures, nourriture, casseroles et tout pour la cuisine, produits de nettoyage, poubelles, bidons d'eau, chaises, canapés, tables...  
Douane occupée  
Frontière cassée

4 août 2021

### Mise à jour de la frontière, à Claviere

L'Ex Douane Occupée revit depuis 5 jours, et jusqu'ici, tout va bien ! Pour le moment, les forces du désordre se tiennent à distance de l'occupation, si ce n'est pour quelques désagréables mais sporadiques contrôles d'identité : Si vous passez par ici, faites belek autour de l'église ! Malgré tout ça, le risque d'expulsion est toujours bien là, et le besoin de nouvelles énergies pour checker les alentours jour et nuit, autant que pour filer la patte sur des travaux collectifs ou la vie quotidienne, aussi ! Ramène tes potes, tes zines, tes posters, tes babz ou tes pinces, ou toute idée pour se ré-approprier de ce lieu autrefois bien degueu. On a toujours besoin de matos de bricolage, construction, élec, plomberie, des canaps et matelas, tout ce qui permet de cuisiner pour pleins, ou tout ce que tu penses utile ici.  
Ce samedi 7 Août se tiendra la première assemblée publique pour présenter le projet du lieu et commencer à s'organiser ensemble. Plus tard on chantera quelques chansons autour de l'accordéon et on est pas à l'abri que ça parte en Boeuf, ramène ton instru ! On partage une bouffe collective, puis au lit (dans le duvet aue t'auras ramené bien sur) : Dimanche, y'a du pain sur la planche !

Feu aux frontières et aux douanes encore en fonction, longue vie à celles occupées !

5 août 2021

### L'ANCIEN POSTE DE DOUANE OCCUPÉ EST EN TRAIN D'ÊTRE EXPULSÉ

Ce matin, à 6 heures, nous avons été réveillés par les coups de bélier des gendarmes, de la police et des pompiers qui détruisaient les barricades. A la sortie, nous sommes identifiés et une plainte est déposée pour occupation aggravée.

Les personnes, avec ou sans les « bons » papiers sur le campement info point ont été emmenées par la Croix-Rouge et la police pour être identifiées et conduites dans des « refuges » institutionnels entre Turin et Bardonecchia.

Ils tentent ainsi de mettre fin la solidarité spontanée et directe sur cette fameuse frontière. Résistons, rejoignez-nous à Claviere. Retrouvez-nous après le dernier tunnel au premier parking du village. La police bloque l'accès au village depuis le rond-point. Le tunnel vers la France est en revanche praticable. Vous pouvez toujours passer, ou vous pouvez laisser vos voitures et continuer à pied. Rejoignez-nous !

### CONTRE L'EXPULSION DE L'ANCIENNE DOUANE OCCUPEE, RENDEZ-VOUS DIMANCHE 8 AOUT A OULX

Dimanche 8 août, en réponse à l'expulsion de l'ancienne douane, nous nous retrouvons pour exprimer à nouveau notre colère et notre volonté de continuer à lutter contre cette frontière et toutes les autres. Point de rencontre au centre d'Oulx dès 11h. Repas de soutien aux inculpé.e.s transfrontalier.e.s à prix libre ! Mise à jour de l'expulsion et de la frontière.



Musique, chants populaires et rap d'outre-Alpes à suivre, si vous avez un instrument apportez-le  
Faisons-nous entendre, la solidarité ne s'expulse pas!  
Feu aux frontières et aux douaniers-douanières

11 août 2021

## NOUVELLES DE LA FRONTIERE DE MONTGENEVRE

Jeudi 05 août, l'Ancienne Douane Occupée de Clavière a été expulsée. Le bâtiment a été occupé 6 jours auparavant par de nombreuses personnes qui, depuis lors, participaient à la construction d'un refuge autogéré contre les frontières. Le matin vers 05h30, tandis que toutes les voies d'accès au village étaient bloquées, des carabinieri, policiers et digos ont commencé à forcer les barricades du bâtiment, de la porte, d'une fenêtre à l'arrière et du toit. Une fois de plus, les pompiers ont collaboré à l'opération, aidant à détruire les fortifications pour permettre aux forces de l'ordre d'entrer. Pendant ce temps, au camping résistant adjacent, les 12 personnes présentes ont été identifiées et séparées en fonction de leur document. Ceux qui possédaient un passeport européen ont été dénoncé.e.s pour occupation (art. 633 cp). La Croix Rouge a escorté 6 personnes qui n'entraient pas dans cette catégorie, et donc encore une fois fourni du personnel pour aider à l'organisation de l'expulsion. Par la suite, les 6 personnes (+1 qui été dans la structure occupée) ont été amenées au commissariat de Bardonnèche où elles ont reçu une obligation de quitter le territoire italien et ont été finalement laissées à la gare. L'expulsion s'est terminée vers 12h30 quand les 31 personnes présentes dans le bâtiment ont été contraintes de partir et ont reçu une notification d'enquête pénale pour occupation et dégradation (art. 633 et 639 bis cp). Un convoi a rejoint le rassem-

blement de solidarité formé au centre du village, d'où tout le monde est parti pour la basse vallée. Durant la matinée, les flics et les pompiers ont forcé l'ouverture de certains camions présents sur le parking et les ont endommagés. Le jour suivant les structures en bois du camping résistant, qui servaient d'abri à ceux qui attendent de traverser la frontière, ont été détruites. Pour la énième fois, l'état a essayé d'anéantir des espaces autogérés d'organisations politique et solidaire directe. Ceux qui luttent contre un système raciste construit pour écraser la liberté des personnes et ceux qui traversent chaque année de nombreuses frontières vont continuer à le faire! Pendant ce temps, à Oulx, la situation se détériore. Ces derniers jours à la gare la police italienne cherche d'empêcher les personnes qui n'ont pas les « bons papiers » de prendre le bus pour Clavière. Certain.e.s ont été forc.e.s de prendre un train direct pour Turin et d'autres ont entrepris le chemin à pieds vers Clavière. Une personne a reçu un décret d'expulsion pour avoir refusé de retourner vers Turin. Le refuge « Fraternalità Massi », qui attend les 180 000 euros promis par la préfecture, compte à peine plus de 40 lits et ferme ses portes durant la journée de 09h à 17h30, laissant les personnes à la rue. Le soir de l'expulsion, 7 personnes ont été emmenées à Bussoleno parce que le refuge était plein. Ceux qui ont été emmené.e.s dans différents centres institutionnels répartis dans la haute ou basse vallée devront rejoindre Clavière, se confrontant à des contrôles toujours plus fréquents dans le train, le bus et la rue. Les politiques migratoires européennes se durcissent, le contrôle et la répression aux frontières internes et externes de l'Europe augmentent, et tandis que le business humanitaire devient de plus en plus rentable, le modèle d'assistantat échoue. La proposition de loi « New Pact On Migration and Asylum » de l'Union Européennes prévoit davanta-



ge d'externalisation des frontières et une augmentation des détentions administratives. De nombreux « pre screening centers » seront construits, centres de détention par lesquels les personnes devront obligatoirement passer avant de rejoindre les frontières extérieures de l'Europe. Les personnes seront séparées en fonction de leur nationalité, la possibilité d'obtenir l'asile sera encore plus faible et la déportation toujours plus rapide. Arriver et se déplacer en Europe sans passeport européen sera toujours plus difficile. Aujourd'hui encore, la violence et le racisme des États et du système frontalier se manifestent régulièrement à chaque expulsion, chaque refus d'entrée, chaque contrôle au faciès, chaque détention en CRA, chaque déportation... et pour répondre et lutter contre cela, nous continuerons à construire des espaces autogérés ouverts et accessibles à toutes.

FEU AUX FRONTIÈRES ET AUX DOUANIERS-DOUANIERES!!! LIBERTE!

*1 septembre 2021*

### **Des nouvelles de la frontière du Montgenèvre**

Ces dernières semaines, les personnes qui passent la frontière et la solidarité contre celle-ci n'ont pas cessé. Mardi, à nouveau, des flics en bleu se sont présentés à la gare routière de Oulx pour demander les documents des personnes qui entraient dans le bus, empêchant ainsi les gens sans papier de prendre les bus de 8h55 et 11h55 pour arriver à la frontière. Nous ne savons pas si c'est uniquement des flics qui prétendent rétablir « l'ordre » et continuent à gagner leur infâme salaire ou si il y a aussi une collaboration du même type qu'à Vintimille avec la police française. La semaine dernière également, un chauffeur de la société ResAlps (un autre flic raté) a commencé à demander les documents de toutes les passagères. Sans surprise, toutes celles qui ont été refoulées du bus étaient des personnes de passage. A plusieurs reprises, les flics italiens ont également identifié certains des camarades qui ont été témoins des derniers événements. Entre-temps, à Oulx, Clavière, Montgenèvre et Briançon, les touristes sont revenus remplir les tables en plein air, mais les nouvelles lois françaises visant à contrôler la pandémie ne font qu'aggraver la situation. Depuis le 9 août, les personnes arrivant à Briançon (France) ne peuvent prendre un train ou un bus interrégional que si elles sont munies d'un pass sanitaire ou d'un test covid négatif. Depuis plus d'un an et demi, la gestion de la pandémie a été instrumentalisée pour créer de nouveaux dispositifs de contrôle. Aux frontières, ces instruments sont utilisés pour légitimer les refoulements et pour limiter la liberté de mouvement des personnes. Le 25 août, l'association Tous Migrants, après un déjeuner partagé, s'est déplacée avec des solidaires depuis l'ancien Refuge Solidaire situé rue Pasteur 37 aux Terrasses Solidaires (<https://www.>

[lesterrassesolidaires.org/](https://www.lesterrassesolidaires.org/) ) route de Grenoble 34. Pendant ce temps, à Oulx, le refuge Fraternità Massi continue avec des horaires réduits de 17h30 à 8h. La vie quotidienne à la frontière continue de se construire sur l'invisibilité des personnes de passage pour protéger la belle image de ces lieux dévorés par le tourisme. Tous ces efforts pour maintenir l'ordre et l'inégalité sociale ne font que rendre plus évidente l'absurdité du dispositif raciste que les États créent et défendent.

Nous ne quitterons pas cette frontière, Liberté de vivre et de voyager où l'on veut !

10 septembre 2021

### **RELAXE POUR LES COPAIN.E.S ACCUSEES D'AIDE A L'ENTREE IRRÉGULIERE DES ETRANGERS SUR LE TERRITOIRE POUR LE FAIT DU 22 AVRIL 2018**

Nous nous souvenons du 22 avril avec le sourire. (Malgré les arrestations), ce fut une journée qui nous a fait chaud au cœur. Nous sommes encore plus heureux de savoir que lors du procès du 9 septembre, ils ont tout.e.s été relaxés.e.s. On reçoit et on publie le communiqué de presse du comité de soutien.

### **Communiqué de presse du comité de soutien des 3+4 de Briançon.**

Nous y voici, 3 ans et 4 mois plus tard, près de 1240 jours à patienter, quelques 40 000 euros dépensés dans le ventre judiciaire, des engueulades, des embrassades... Tout ça pour ça. Une marche antifasciste, une police aux frontières, des magistrats, un sous-préfet, des ordres, des arrestations, un passage à tabac, des incarcérations, des exilés, des doudounes bleues leur courant après... Des montagnes, des cols, de la neige, des drones, des tenues camouflages, encore des arrestations, un refuge, un repas, une nuit, un train... des sourires, une partie de football, des pleurs, une engueulade de plus... Un coup de fil, des contrôles, des coups, des cris, des pieds gelés, une ambulance, quelques regards... Une nuit, une chasse à l'homme, des lampes, des armes, une rivière, un corps immergé... Une plainte, un classement sans suite, une plainte, un non lieu, des mensonges, beaucoup de mensonges... Un discours, deux ministres, une circulaire... Une élection, un déménagement, de la fatigue, beaucoup de fatigue... beaucoup trop.

Alors voilà, nous y voilà. Ce 9 septembre 2021, une décision judiciaire, une de plus. Que de temps perdu, que d'énergie volatilisée. Tout ça pour ça... Merci aux maraudeurs, qui œuvrent sans relâche à faire exister dans le briançonnais, la solidarité. Depuis tout autant de temps que nous attendons le verdict, des centaines de solidaires continuent à sillonner cols et postes frontières afin que personne ne meurt, là-

haut.

Carnon, nos montagnes ne deviendront pas un cimetière. Cet hiver va s'annoncer encore plus difficile, un Afghanistan meurtri ne peut que pousser femmes, hommes et enfants, sur les routes de l'exil. Nous essaierons tant bien que mal d'être sur les chemins à leur côté. Qu'il n'en déplaise à la République, nous sommes dans le camp de la solidarité, ils ont choisi le camp des drames et de la mort.

Nous, comité de soutien des 3+4, tenons tout de même à saluer cette décision judiciaire qui porte un coup aux politiques répressives contre les solidaires à l'œuvre dans le Briançonnais ou ailleurs. Il s'agit bel et bien d'une victoire politique car nous venons d'obtenir une relaxe générale en ce qui concerne le délit de solidarité après plus de trois ans de bataille judiciaire. Mais malgré cette victoire, nous resterons vigilants pour les hivers qui viennent. En effet, la militarisation de la frontière entraîne et entraînera de nouvelles poursuites de maraudeurs et autres solidaires. Que ce soit clair, nous riposterons juridiquement de manière systématique.

Mi-figue mi-raisin. Nous, comité de soutien des 3+4, rappelons à l'Etat que la stratégie de la division ne nous empêchera pas de rester unis face à la répression qui frappe un de nos camarades. Monté en épingle par le ministère public, Mathieu, condamné ce jour-même pour rébellion, à 4 mois de prison avec sursis, a été en réalité victime de violence policière. Il ira jusqu'au bout pour briser l'omerta qui tourne autour de la violence d'Etat. Nous rappelons qu'une plainte avec constitution de partie civile a été déposée pour les faits de violence dont il a été victime le 22 avril 2018 par 7 fonctionnaires de police (entorse aux cervicales avec dix jours d'ITT suite à une clé d'étranglement et un passage à tabac sur la terrasse d'un café). L'instruction vient d'être ouverte au mois de juillet 2021.

Mais par dessus tout, nous tenons à remercier toutes celles et ceux qui nous ont accompagné pendant ces longs mois dans les diverses mobilisations organisées, par leur soutien financier et leurs messages de sympathies. Elles ont fait vivre ici dans nos vallées, ce qui était déjà une victoire pour nous...  
La Solidarité !

11 septembre 2021

## **2 OCTOBRE – MANIF CONTRE LES FRONTIERES – CLAVIERE**

Samedi 2 octobre, nous appelons à une manif à Clavière contre toutes les frontières. Après le Passamonagna en juillet et l'occupation de l'ancienne douane, retrouvons-nous ensemble pour marcher librement. La frontière continue d'être traversée par des milliers de personnes malgré le contrôle et la répression des états. Faisons entendre avec détermination notre volonté de lutter contre ce dispositif raciste. La solidarité ne s'arrête pas!



16 septembre 2021

## **EMILIO ARRÊTÉ : APPEL À LA SOLIDARITÉ !**

Hier, le 15 septembre les carabinieri de Turin ont arrêté l'un de nos copain. Emilio Scalzo, 66 ans, militant historique du mouvement No Tav, est impliqué depuis le début dans la lutte à la frontière entre la Valsusa et le Briançonnais. Il a toujours été en première ligne pour apporter une solidarité concrète aux milliers de personnes qui ont traversé cette frontière, passant (en plus) d'innombrables nuits sur les cols transalpins. Des policiers en civil l'attendaient devant sa maison pour l'emmener le plus vite et silencieusement possible. Ils l'ont enlevé en pleine rue. Pendant plusieurs heures, personne n'a eu de nouvelles de lui : la police sait à quel point il est aimé dans la vallée et comment elle aurait pu réagir à son arrestation. Cette méthode est très inhabituelle et « innovante » : un mandat d'arrêt européen émis par le tribunal de Gap avec une demande d'extradition vers la France pour un délit qui n'a pas encore été jugé. Les chefs d'accusation sont violences aggravées et outrage lors d'une manifestation qui a eu lieu lors du campement « Sconfiniamo la frontiera » en mai 2021, une action en réponse à l'expulsion du Refuge autogéré ChezJesoulx. Une manifestation qui, rappelons-le, a été presque immédiatement attaquée à coups de gaz lacrymogènes et de grenades assourdissantes par les gen-

darmes français, les mêmes gendarmes qui, sur ces chemins, repoussent et épuisent les « sans-papiers », les obligeant à emprunter des chemins de plus en plus dangereux et mortels (seulement aujourd'hui : <https://www.lastampa.it/torino/2021/09/16/news/du-e-afghani-precipitano-nel-lago-di-rochemolles-erano-in-fuga-verso-la-francia-1.40708111>). Ce mandat n'a pas de précédent : un mandat d'arrêt international assorti d'une demande d'extradition pour exécuter des mesures préventive pour un délit n'ayant pas encore été jugé est une pratique totalement nouvelle, une pièce de puzzle en plus dans le perfectionnement de la répression étatique à l'encontre de la lutte contre les frontières et au-delà. Peut-être est-ce le résultat des relations de plus en plus étroites entre les préfetures de Gap et de Turin, qui se sont manifestées au cours des deux dernières années. Le tribunal de Turin a 14 jours pour accorder ou refuser l'extradition. Luttons pour qu'il ne soit pas extradé ! Ils essaient de détruire les liens de solidarité qui sont toujours concrets et forts sur cette frontière, en mettant en œuvre la division habituelle entre les « bons » et les « mauvais », comme pour se venger du fait que le procès des 3+4 de Briançon a été pour eux (le tribunal de Gap) un grand échec. Des deux côtés de la frontière, les services de renseignement de la police ne portent pas Emilio dans le cœur : en Italie, il est l'un des accusés pour l'occupation du refuge autogéré d'Oulx, un procès qui commencera en octobre ; maintenant, en France, on veut l'emprisonner aussi. Il se trouve actuellement à la prison de La Vallette, à Turin, en attendant la réponse concernant son extradition. Ne le laissons pas seul ! Ne permettons pas qu'il soit extradé ! Nous appelons à la solidarité avec tout.e.s ceux et celles qui se sont engagé ou ont cru dans ce combat. Pour lui écrire : Emilio Scalzo, Casa Circondariale Lorusso e Cutugno, via Maria Adelaide Aglietta 35, 10151, Torino (TO). (Les télégrammes depuis l'Italie sont plus rapides et plus sûrs à envoyer) Envoyez-nous à titre privé des photos, des écrits ou toute autre chose à lui transmettre. Email: [info@passamontagna.info](mailto:info@passamontagna.info)  
 Nous étions tous là sur ces sentiers !  
 Toujours contre les frontières !

18 septembre 2021

**DIMANCHE 19/09 BUSSOLENO – PIAZZA DELLA CHIESA: FIACCOLATA POUR EMILIO**

*Publié sur Notav.info*

Le dimanche 19 septembre, à partir de 20h30, nous nous retrouverons sur la Piazza della Chiesa à Bussoleto, d'où partira une manif aux flambeaux pour soutenir Emilio, qui est en état d'arrestation à Le Vallette (prison de Turin) depuis le mercredi 15 septembre et sur la tête duquel pèse un mandat d'arrêt international accompagné d'une demande d'extradition de la France, suite à une manifestation à la frontière entre Clavière

et Monginevro en mai dernier.

Nous étions tous là sur ces chemins !  
 Emilio libre !

23 septembre 2021

**EMILIO EN RÉSIDENCE SURVEILLÉE !**



Emilio est sorti de prison ! A ce jour, il est assigné à résidence à son domicile en attendant le jugement d'extradition. Nous n'avons pas encore d'informations sur les éventuelles restrictions, les mises à jour suivront. L'audience qui décidera de l'envoi ou non d'Emilio dans les prisons françaises aura lieu le 29 septembre au tribunal de Turin. Ne les laissons pas l'extrader ! Emilio Libre !!!

Quelques photos de ces journées...

**2 Octobre 10h Clavière – Appel à une manifestation contre toutes les frontières**

Le 2 octobre nous appelons à une manifestation à Clavière contre toutes les frontières.

La saison touristique est terminée, l'hiver arrive, mais la répression et le contrôle sur les sentiers et dans les rues des deux côtés de la frontière n'hibernent pas. Mais la solidarité ne s'arrête pas !

Le 29 septembre au tribunal de Turin aura lieu l'au-

dience pour l'extradition d'Emilio, accusé d'outrage et violence aggravée envers agent dépositaire de l'autorité publique, à la suite d'un cortège sur ces chemins.

Le 7 octobre commence également le procès pour l'opération Scintilla qui inculpe 18 copain.e.s de Turin (et autre), accusé.e.s de lutter contre le CRA et leur dispositif répressif.

Retrouvons-nous à Clavière à 10h, pour un repas solidaire aux inculpé.e.s de la frontière. Amène ton assiette et ta fourchette.

**NON A L'EXTRADITION.**

Liberté pour Emilio et toutes les personnes détenues en prison ou en CRA.

*28 septembre 2021*

### **NON À L'EXTRADITION ! MERCREDI 29/09 RASSEMBLEMENT IN SOLIDARITE' A EMILIO**

Le mercredi 29 septembre, à 9h00, lors de l'audience pour discuter de la demande d'extradition, nous nous retrouverons devant le Tribunal de Turin. Toujours complices et solidaires de ceux qui luttent contre les frontières !

**NON À L'EXTRADITION !**

*2 octobre 2021*

### **UN NOUVEAU REFUGE AUTOGÉRÉ VOIT LE JOUR: OCCUPÉE L'ANCIENNE CASA CANTONIERA DI CLAVIERE**

Aujourd'hui la Casa Cantoniera de Clavière a été occupée. Cette maison abandonnée depuis des années est la propriété de ANAS, coresponsable de l'expulsion de Chez Jes Oulx.

Dès aujourd'hui, nous la faisons revivre comme un refuge collectif ouvert à toust.e.s et lieu de lutte contre les frontières.

L'hiver et la neige arrivent. Les bus di ResAlpes ne s'ar-

rête plus à Clavière, et la nuit passée 50 personnes de passage ont marché à pieds de Oulx à Clavière (15km dans la montagne). A Clavière, il n'existe pas de structure solidaire pour les personnes qui, tous les jours, veulent traverser la frontière malgré les contrôles ciblés, la violence et les refus d'entrée de la PAF et de la gendarmerie. Malgré la répression croissante, nous imposons nos libertés de se déplacer et vivre où l'on veut et nous revendiquons la réappropriation des espaces abandonnés. C'est pour cela qu'au lieu d'un énième dispositif touristique, nous faisons de cet endroit un lieu solidaire et politique. À Oulx, le refuge institutionnel Fraternità Massi fonctionne seulement comme un dortoir et laisse les personnes à la rue la journée, sauf pour ceux qui sont considérés comme « fragiles » (...). Face à cet échec du modèle d'assistance, nous nous organisons en autogestion avec les personnes qui affrontent cette frontière tous les jours.

La frontière continue à tuer et mettre en danger la vie des personnes, et jusqu'à que tout cela sera détruit, nous organiserons des actions de solidarité directe. Rejoignez-nous dès maintenant à Clavière pour construire ensemble ce nouveau refuge. A 10h commencera la manif et le repas solidaire, venez nombreuses!  
**CONTRE LES FRONTIERES ET LES ETATS QUI LES CREENT, LIBERTE!  
NON A L'EXTRADITION POUR EMILIO! EMILIO LIBRE!**

*3 octobre 2021*

### **DÉJEUNER ET ASSEMBLÉE PUBLIQUE AUJOURD'HUI AU NOUVEAU REFUGE AUTOGÉRÉ À CLAVIERE**

Hier, le nouveau refuge autogérée, la casa cantoniera maintenant occupée de Clavière a été visité par de nombreuses personnes.



Aux premières heures du matin, et face aux tentatives forcées des Digos de nous intimider et d'entrer en donnant des coups de pied dans la porte, il y a eu des moments de tension. Nous avons résisté, et lorsque la manifestation a atteint le nouveau refuge à 11 heures, les portes se sont ouvertes. Un rassemblement solidaire à l'extérieur de la nouvelle occupation a continué toute la journée. Dans l'après-midi, un cortège s'est dirigé en direction de la frontière, bloquant la route au final de Claviere. De nombreuses personnes de passage font parti déjà de l'expérience de ce refuge, lieu de solidarité et de partage, où nous nous organisons. Aujourd'hui, nous invitons tous ceux qui veulent nous rejoindre pour un déjeuner partagé à 12 heures et à partir de 14 heures, il y aurait une assemblée publique pour ouvrir le refuge. Nous avons besoin de : Matelas, couvertures, vêtements d'hiver, chaussures de montagne, nourriture, des objets pour le nettoyage (balais, chiffons, éponges, détergents, serpillières, etc.) et des objets utiles pour la cuisine (tout est nécessaire : fours, cuisinières, bouteilles de gaz, ustensiles, casseroles, poêles, couverts, verres, assiettes) la solidarité ne s'arrête pas !  
Emilio libre!

6 octobre 2021

## **EXPULSION EN COURS DE LA CASA CANTONIERA OCCUPATA DE CLAVIERE!!**

Digos, camions de police, pompiers et croix rouge sur place.

Que tous ceux qui le peuvent s'avancent !

7 octobre 2021

## **SUR L'EXPULSION DE LA CASA CANTONIERA DE CLAVIERE**

Hier, la Casa Cantoniera de Claviere, le refuge auto-géré occupé depuis samedi dernier, a été expulsée. À l'aube, les agents de la DIGOS ont attendu que les barricades derrière la porte principale soient ouvertes, pour l'enfoncer et pénétrer dans la maison. Les camions d'intervention sont arrivés vers sept heures, une demi-heure plus tard, tandis que les 19 personnes à l'intérieur étaient identifiées et inculpées pour occupation. Les miliciens de la DIGOS n'ont pas ménagé leurs provocations et leur comportement méprisant, poussant et menaçant les camarades venus en solidarité. Le théâtre humanitaire s'est répété une fois de plus : un véhicule de la Croix-Rouge et quelques volontaires se sont précipités sur le site en même temps que les camions et ont observé les opérations d'expulsion pendant toute la matinée. Les pompiers étaient également présents et sont rentrés dans la maison. Alors que l'évacuation n'était pas encore terminée, quatre véhicules de l'ANAS sont arrivés et ont im-

médiatement commencé à enlever les fenêtres de la maison. Nous avons appris que le bâtiment, officiellement abandonné depuis 2012, était en fait utilisé confortablement comme maison de vacances par les responsables de l'ANAS jusqu'à la pandémie. Il n'y avait pas de personnes sans documents dans le refuge : les nombreux groupes et familles qui y étaient passés et y vivaient étaient partis pendant la nuit vers les chemins frontaliers. Une autre expulsion éclair, la troisième au cours des sept derniers mois à cette frontière. Ils veulent étouffer dans l'œuf tout exemple d'autogestion et d'organisation collective.

Ils veulent cacher et contrôler ceux qu'ils définissent comme « illégaux », ils ne tolèrent pas l'existence d'espaces libérés dans lesquels personne n'est un.e invité.e, mais où chacun.e peut s'autodéterminer et choisir comment aborder son voyage.

À Claviere, un village semi-désertique la majeure partie de l'année et où la seule chose qui compte est le tourisme qui remplit les poches de quelques-uns, tout cela est attaqué. La répression s'accroît et le contrôle s'intensifie sur cette frontière qui a déjà tué cinq personnes et continue de mettre la vie des gens en danger. Il y a quelques semaines, deux jeunes Afghans qui tentaient de rejoindre la France sont tombés dans le torrent de Sommeiller, non loin de Bardonecchia.

Puis dans l'après-midi du 5 octobre, 16 personnes ont été bloquées dans la zone du Mont de la Plane (au-delà de Cesana), avant d'être transportées à l'hôpital de Briançon.

Il arrive de plus en plus souvent que des voyageuses, ne connaissant pas le territoire et ne disposant pas des informations nécessaires, s'appuient sur des cartes en ligne pour rejoindre la France, souvent par des chemins dangereux, à travers des montagnes trop hautes et trop froides. Paf, flics et gendarmes, et les États qui les envoient, défendent cette frontière et la rendent mortelle. L'humanitaire et le tourisme collaborent à tout cela. Organisons-nous pour nous opposer à la répression et au contrôle : faisons appel à la solidarité directe et aux actions spontanées de chacun, la réponse sera forte ! Nous lancerons bientôt une assemblée pour discuter et s'organiser ensemble, suivez les mises à jour du blog pour savoir quand et où. Feu aux frontières !

7 octobre 2021

## **RASSEMBLEMENT PERMANENT SOUS LA MAISON DE EMILIO ET APPEL AUX ACTIONS GÉNÉRALISÉES**

Le 1er octobre au matin, les juges de la Cour d'appel de Turin ont accordé l'extradition demandée par l'État français. Emilio, actuellement assigné à résidence en Italie, devrait donc purger sa détent-

ion provisoire en France, puis sa peine en Italie. Il semble que les États français et italiens s'entendent très bien en matière de répression, et vont le balotter pendant un certain temps, se relayant pour l'enfermer dans leurs propres mailles punitives. Clair comme de l'eau de roche : Emilio est persécuté par les deux polices. En Italie parce qu'il est un compagnon historique du mouvement No Tav, un grand chantier qui implique également la France ; par les deux États parce qu'il a été impliqué dans la lutte sur cette frontière depuis le début. Le Tribunal de Turin tient son rôle répressif d'avant-garde, et livrera volontiers un Emilio menotté à ses collègues transalpins, l'éloignant – cette fois beaucoup – de la terre où il vit et se bat. Moins de problèmes pour eux. L'avocat a déposé un recours. Si il est refusé, l'extradition est toute proche. Cette sentence n'est pas surprenante ; c'est la ligne de conduite des tribunaux depuis longtemps. Réprimer toujours plus durement toute personne qui organise, exprime et pratique la dissidence, et mettre en œuvre leurs instruments répressifs. Les derniers procès et enquêtes dans le domaine de l'immigration sont également exemplaires : la condamnation à 13 ans de Mimmo Lucano, l'ancien maire de Riace ; les enquêtes pour aide au « débarquement de clandestins » de bateaux d'ONG opérant en mer, ou contre Lorena Fornasir et Gian Andrea Franchi de Trieste.

Les presque 170 ans de prison auxquels, en mai, 63 compagnons ont été condamnés pour une manifestation de 2016 contre le mur anti-immigrés que Vienne avait annoncé. Le prochain procès Scintilla, lié à la longue lutte contre les infâmes centres de détention pour sans-papiers (CIE, CPR, CRA). Maintenant, l'octroi d'une extradition pour l'application d'une mesure préventive. Nous appelons à la solidarité et à l'action diffuse. Ne laissons pas Emilio seul ! Contre l'extradition ! Nous invitons tous ceux qui se sentent so-

lidaires à agir, dans leur propre territoire ou ailleurs, chacun.e à sa manière, avec ses pratiques. A la frontière, à Claviere, la casa cantoniera nouvellement occupée vient d'être expulsée. Ce lieu avait été occupé pour faire revivre un refuge autogéré, et continuer – de diverses manières – à pratiquer cette solidarité directe et concrète. Une petite réponse à la répression croissante à la frontière, et à l'arrestation d'Emilio, même si elle n'a que peu duré. Toute contribution est la bienvenue.

Nous vous invitons tout.e.s à passer au presidio solidaire permanent qui se tient depuis aujourd'hui 'hui devant la maison d'Emilio.

Toujours aux côtés de ceux qui luttent pour la liberté!  
LIBEREZ EMILIO!

10 octobre 2021

## DEPUIS LA FRONTIERE DU MONGINEVRE, CONTRE TOUTES LES EXPULSIONS

Trois expulsions en sept mois.

Sur la frontière du Montgenèvre, comme dans le reste de l'Italie, la répression est de plus en plus forte et occuper, la pratique la plus perturbatrice de l'auto-organisation, est attaquée. 700 000 euros de subventions ont été alloués aux maires frontaliers de Claviere et de Bardonecchia. Nous ne savons pas s'ils seront utilisés pour ajouter des fleurs aux ronds-points ou mettre en place de nouveaux dispositifs de contrôle. Ce qui est certain, par contre, c'est que ceux qui subissent chaque jour les effets du système frontalier continueront à être attaqués par celui-ci. La volonté des institutions et de ceux qui en profitent est de cacher ceux qui sont "différent.e.s", moins privilégié.e.s, ceux qui se rebellent et s'opposent avec la solidarité directe. Emilio, un camarade de NO TAV qui a toujours lutté con-



tre cette frontière, risque d'être extradé vers la France par mesure de précaution. Mimmo Lucano a également été condamné à 13 ans pour avoir combattu aux côtés de ceux qui étaient contraint.e.s à l'illégalité. Pour construire une réponse forte et décisive, contre toute frontière, contre les CRA, contre le racisme d'Etat et sa répression, réunissons-nous. **ASSEMBLÉE PUBLIQUE MARDI 12 OCTOBRE 19H DANS LA COUR DE RADIO BLACKOUT (Via Cecchi 21A, Turin)**

tieri in montagna e arriva in città, è alloggiatə in due tendoni montati fuori dalla chiesa di s. caterina che il prete ha temporaneamente concesso.

Su questa linea di confine sempre più razzista e militarizzata, è evidente la necessità di creare spazi autogestiti in cui organizzarsi, al di fuori delle logiche istituzionali assistenzialiste e contro il dispositivo repressivo delle frontières.

SEMPRE CONTRO OGNI FRONTIERA  
LIBERTÀ

24 octobre 2021

**MANIFESTATION CONTRE LES EXPULSION, FRONTIÈRES ET CRA - SAMEDI 6 NOVEMBRE - TURIN - 16h30**

À la montagne comme à la ville, les espaces d'autogestion sont attaqués.

Rien qu'à la frontière de Montgenèvre, il y a eu trois expulsions en sept mois.

Ils voudraient arrêter ceux qui s'organisent pour traverser et s'opposer à ce dispositif qui contrôle, sélectionne et tue. Le nombre de personnes traversant la frontière reste élevé et la répression à la frontière ne fait que s'intensifier, entraînant son lot de blessés et de morts, d'autant plus maintenant, à l'approche de l'hiver. Il en est de même en ville, particulièrement dans cette dernière période, marquée par le pass sanitaire et "l'état d'urgence" continu, le contrôle social augmente et la répression se poursuit : contrôles de police

généralisés, raids, expulsions.

Le CPR (CRA) de Corso Brunelleschi, rouage du système de détention et d'expulsion, est l'incarnation de la frontière au cœur de Turin.

La répression est une tentative de détruire toute forme de pensée et de pratique non institutionnelle, toute expérience d'autogestion, et de désamorcer tout mouvement de lutte.

Nous assistons à une tentative d'éliminer la pratique de l'occupation, en empêchant l'apparition de nouveaux lieux et en expulsant petit à petit les anciens.

Pour cela, nous descendons dans la rue.

Rendez-vous à Turin pour manifester samedi 6 novembre à 16h30 !

9 novembre 2021

**Rapport de la manifestation contre les expulsions, les frontières et les CRA du 6/11/2021**

*on nocprtorino.noblogs*

Samedi 6 novembre, nous sommes descendus dans les rues de Turin avec une manifestation contre les expulsions, les frontières et les CRA. Face à la énième expulsion dans la haute vallée du refuge autogéré, nous avons décidé de partir du centre ville pour donner une visibilité à la "frontière", à ce mécanisme meurtrier que l'Etat voudrait camoufler en silence. Les noms des responsables des expulsions et des complices des déportations et des CRA ont été répétés avec force.

(cliquez sur les images ci-dessus pour télécharger les posters)

Il y a eu de nombreux discours au micro et des chants, accompagnés de la pose d'affiches, d'écrits et d'œufs peints contre les bureaux des banques, la poste, l'ASL Città di Torino et le nuage Lavazza.

Déploiement musclé et spectaculaire de Digos et de celere.

Écoutez le reportage en direct de la manifestation sur <https://radioblackout.org/>



11 novembre 2021

## **APPEL A SOUTIEN ET MOBILISATION BRIANCON**

Publié le 3 novembre 2021 sur <https://valleesenlutte.org/>

Aujourd'hui, le 2 novembre 2021, la situation dans le Briançonnais ne cesse de se compléxifier.

La frontière franco-italienne continue d'être le théâtre d'inégalités toujours plus marquées entre les personnes exilées et les Européens.nes.

Alors que près de 50 personnes passent cette frontière quotidiennement, dans l'espoir de pouvoir demander l'asile, parfois dans d'autres pays européens, l'Etat Français continue son travail méthodique de précarisation et d'enfermement des personnes sans papiers. Chaque année, depuis 5 ans, l'arsenal répressif ne cesse d'augmenter, rendant les conditions de passage de plus en plus dangereuses.

Certaines lignes de bus locales sont modifiées, rendant la traversée plus complexe. Ailleurs, les services sociaux ou sanitaires sont interdits d'exercer leurs fonctions auprès des personnes exilées et les soutiens logistiques sont très largement entravés, les rafles se multiplient partout en France.

Cette persécution étatique sur des personnes qui voyagent, pour certaines, depuis plusieurs années dans des conditions extrêmement difficiles entraîne de nombreuses tensions et difficultés à la fois en Italie mais aussi en France, dans un contexte qui n'était déjà pas facile à solutionner.

La Préfecture, en empêchant minutieusement les personnes de se déplacer librement, alimente et cristallise des tensions qui ne servent qu'à légitimer un discours raciste et xénophobe qui ne manque pourtant pas de relais.

Dans ce contexte extrêmement tendu, le refuge solidaire de Briançon a momentanément interrompu l'accueil aux exilés le soir du 24/10/21, invoquant un manque de sécurité et de dignité pour les personnes accueillies là bas. Cette tentative de « rapport de force » avec l'état Français, dans l'attente de l'ouverture d'un second lieu d'accueil d'urgence pris en charge par l'état, s'est traduite par les occupations de la gare SNCF de Briançon ainsi qu'une salle communale vide. Les seules réponses des autorités auront été l'évacuation de ces lieux et une fois de plus l'arrivée de près de 200 gendarmes mobiles supplémentaires dans le Briançonnais ainsi que 10 agents supplémentaires à la police aux frontières de Montgenèvre, faisant gonfler les effectifs du corps répressif à près de 400 individus.

De nombreuses personnes continuent de tenter leur chance sur ces chemins. La traque en montagne, encore une fois renforcée par des moyens humains et technologiques toujours plus sophistiqués va inévitablement contribuer à pousser les exilées à prendre encore plus de risques.

Nous, des personnes solidaires auto-organisées, les

collectifs et associations du Briançonnais, lançons un appel d'urgence afin de mobiliser des militant.es dans les plus brefs délais pour :

1- Continuer d'organiser une solidarité d'urgence sur les besoins élémentaires des exilé.es qui arrivent à Briançon, informer ces personnes, relayer des informations et être présent.es face au non respect des droits des personnes exilées par les forces de l'ordre.

2- Organiser des permanences jours et nuits, en vue d'une prochaine réouverture du refuge solidaire (et/ou d'un second lieu d'accueil d'urgence) : sécurité des personnes accueillies, logistiques diverses et liens avec les maraudes en montagne.

3- Partout sur le territoire, accueillir, informer et soutenir les personnes sans papiers.

4- Une manifestation aura lieu à Briançon le 13 novembre 2021, RDV à 14h devant la médiathèque.

Toutes les compétences et les motivations de votre part sont les bienvenues, notre énergie n'est pas infinie.

**CONTRE LES POLITIQUES RACISTES DE L'ÉTAT ET SES FRONTIÈRES, MOBILISONS NOUS !!!!!**

PS : Pour nous contacter : [bribrihelp@riseup.net](mailto:bribrihelp@riseup.net)

13 novembre 2021

## **NOUVELLES DE LA FRONTIÈRE DE MONTGENÈVRE**

Avec l'arrivée des premières neiges, la situation à la frontière devient de plus en plus difficile et risquée.

Mais c'est la répression et le contrôle des frontières qui rendent la traversée des montagnes une menace de mort.

Quelques semaines avant le début de la saison touristique et un mois après la dernière expulsion, les communes de la haute vallée redorent son blason (et nettoient ses murs), continuant d'invisibiliser, de chasser et de rejeter ceux qui ruinent leur image construite pour qui a un portefeuille plein d'argent à dépenser sur les pistes de ski.

A présent, chaque coin caché de Clavière est devenu un bivouac avec des couvertures et des bagages abandonnés et des restes de feu pour se réchauffer.

Les unités de gendarmerie mobile de la région de Briançon ont augmenté de 200 unités, et 10 nouveaux policiers de la PAF ont été engagés pour chasser les personnes sur ces pistes.

Cet immense et meurtrier déploiement, mis en place par la préfecture de Gap pour empêcher le transit de toute personne sans document, pousse les gens sur des chemins toujours plus hauts et dangereux, infranchissables à cette période de l'année.

Dimanche dernier, 8 personnes en état d'hypothermie ont été secourues par les secours français près du Mont Janus, et ensuite transportées à l'hôpital de Briançon.

Deux autres personnes qui étaient disparu ont été retrouvés plus tard.

Les personnes bloquées sur les pistes sont gardés pen-

dant des heures dans les locaux de la PAF, sans nourriture, et sont soumises à des contrôles de plus en plus intrusifs, notamment la confiscation systématique des téléphones.

Du côté italien, depuis un mois, des policiers en civil se présentent chaque jour à l'arrêt de bus d'Oulx et suivent le bus jusqu'à son arrivée à Claviere. Ils contrôlent et identifient toute personne qui tente de faire preuve de solidarité avec les personnes de passage : c'est ainsi que l'œil de l'État veut intimider toute personne qui s'expose personnellement contre le dispositif frontalier.

Le refuge de la Fraternità Massi à Oulx est débordé (limite de 40 personnes) et a de plus en plus recours à l'espace de la Croix-Rouge à Bussoleno pour accueillir des personnes pendant la nuit.

Rejoindre Claviere devient de plus en plus difficile en raison des politiques mises en place par les compagnies de bus reliant Oulx et Claviere.

Les bus Resalp continuent de ne pas s'arrêter à Cesana et Claviere (au moins jusqu'au 15 décembre), tandis que la compagnie italienne Sadem a récemment annulé l'un des deux derniers bus à destination de Claviere, celui de 10h45 (alors que celui de 13h ne concerne que les bus scolaires). Ceux qui sont sur la route sont obligés de marcher jusqu'au dernier village frontalier italien, ce qui double le nombre de kilomètres à parcourir.

Pendant ce temps, à Briançon, le refuge Les terrasses solidaires a fermé ses portes, déclarant que la surpopulation des locaux était insoutenable.

Cette surpopulation est en partie due à la gestion française de la pandémie. La loi adoptée le 5 août empêche les personnes sans laissez sanitaire de prendre les trains ou les bus interrégionaux. Ainsi, ceux qui n'ont pas le vaccin ou la possibilité de payer le test covid ne peuvent pas partir. À Briançon, les personnes sans papiers doivent donc attendre pour recevoir les tests covid gratuits, qui sont distribués par Medecins

di Monde. Actuellement, ceux qui peuvent échapper aux contrôles sur les chemins de montagne et à arriver à Briançon sont logés dans deux tentes installées devant l'église Sainte-Catherine, qui le prêtre a temporairement autorisé.

Sur cette frontière de plus en plus raciste et militarisée, est évidente la nécessité de créer des espaces autogérés où s'organiser et lutter, hors de la logique institutionnelle, contre le système répressif de la frontière.

CONTRE TOUTES LES FRONTIÈRES  
LIBERTÉ

22 Novembre 2021

## FRONTIERE RACISTE, TOURISME COMPLICE

La saison de ski commence. Des nouvelles de la frontière

Avant-hier, après 2 ans, les remontées mécaniques de Montgenevre ont réouvert. Tandis que les pistes de ski, les bars et les restaurants sont remplis l'habituel. Les riches touristes, libres de profiter de leur privilèges, la PAF et la gendarmerie continuent d'arrêter les personnes considérées comme "illégal" qui essaient de passer la frontière. Durant la journée nous avons été témoins d'une course poursuite par la gendarmerie qui, progressant laborieusement dans la neige, a essayé de pourchasser quatre personnes sur de hauts sentiers de montagne, en criant et en les intimidant.

Les traces de ski et les empreintes de pas des personnes de passage avancent parallèlement: l'indifférence des skieuses face à ces refoulement révèle la normalisation de ces pratiques racistes. Ces dernières ne sont pas un cas isolé, mais ont été renforcées dans toute l'Europe ces dernières années. Pour empirer la situation à cette frontière, depuis presque 2 mois les bus français Resalp ont supprimé leurs arrêts à Cesana et Claviere, alors que de Montgenevre à Briançon les touristes peuvent se déplacer librement et sans soucis. Du côté italien aussi, la compagnie de transport Arriva ne



garantit plus un service régulier pour ces arrêts. A cause de cela, le trajet depuis l'Italie vers la France devient plus long et plus difficile. En raison du manque d'information et du déploiement massif de flics, beaucoup de personnes ont été forcées de grimper plus haut et sur des sentiers plus dangereux. Depuis plusieurs semaines le nombre de personnes disparues augmente : le week-end dernier, deux personnes de plus ont été secourues entre Clavière et Montgenèvre. Face à tout cela, nous avons l'intention de rester présent.e.s à la frontière, en solidarité avec ceux qui la traversent au nom de la liberté et l'auto-détermination.

**CONTRE TOUTES LES FRONTIERES ET TOUTES FORMES D'OPPRESSION !!!**

*28 novembre 2021*

### **RASSEMBLEMENT PERMANENT DEVANT LA MAISON D'EMILIO**

PETIT DEJEUNER CONTRE L'EXTRADITION TOUS LES MATINS À 6h00 (à partir du lundi 29 nov)

Vendredi 26 novembre, la Cour de cassation a rejeté le recours contre la demande française de mandat d'arrêt européen (MAE) de la France, une procédure d'extradition simplifiée à l'intérieur des frontières européennes. Emilio est assigné à résidence depuis le 23 septembre, après avoir passé une semaine à la prison des Vallette (Turin). Il est accusé de violences et de blessures aggravées à l'encontre d'un agent public, pour une manifestation contre l'existence des frontières et contre l'expulsion du refuge autogéré d'Oulx, qui a eu lieu le 15 mai 2021 sur ce qu'ils disaient être un territoire français. La violence dont il est accusé est une réaction modeste mais sincère à la violence beaucoup plus grave que les États, par l'intermédiaire de leurs policiers, exercent chaque jour à l'encontre

des personnes qui traversent les frontières.

À la frontière entre Clavière (Ita) et Montgenèvre (Fr), comme à toutes les autres frontières intérieures et extérieures de l'Union européenne, la police menace, vole, bat et tue. Rien que sur ces montagnes de la haute vallée de Suse, au cours des trois dernières années, il y a eu cinq décès ; des personnes qui sont mortes non pas à cause de la neige et du froid, non pas parce qu'elles se sont perdues sur les sentiers de montagne, mais tuées par les politiques répressives et meurtrières des États et de leur police des frontières. La frontière du Val de Suse n'est qu'un des nombreux passages frontaliers tragiques qui caractérisent l'Union européenne. Dans ces montagnes comme à Vintimille, à Calais, entre la Pologne et la Biélorussie, en Méditerranée, aux frontières du Moyen-Orient et de l'Afrique, les États européens financent des systèmes de surveillance et de sélection pour réprimer et décider du sort des individus qui les traversent. Ils spéculent et instrumentalisent la vie de ceux qui cherchent à autodéterminer leur existence en choisissant sur quelle parcelle de terre vivre.

Le mandat d'arrêt européen est une procédure, relevant de la compétence d'Europol, qui montre les véritables intérêts de l'Union européenne, qui, bien qu'elle se cache derrière une fausse rhétorique sur les droits de l'homme, rend les frontières plus fermées pour ceux qui sont considérés comme gênants pour le système économique, mais plus ouvertes et plus fluides pour ses objectifs de répression.

Feu aux frontières, aux prisons et aux États qui les soutiennent.

PETIT DEJEUNER CONTRE L'EXTRADITION TOUS LES MATINS À 6h00 !!!(à partir du lundi 29 nov)

Touts et toutes sont invité.e.s à participer !



1 décembre 2021

## **EMILIO ARRÊTÉ. RASSEMBLEMENT À LA PRISON DE LE VALLETTE (TURIN) AUJOURD'HUI À 18H**

Aujourd'hui, vers 13h20, la DIGOS de Turin s'est présentée chez Emilio. Escortés par plusieurs camions, qui ont bloqué la route principale et les entrées de la maison, les gardes en civil ont escaladé et forcé le portail et l'ont emmené.

Sur ordre du Procureur Général, ils ont aggravé les mesures de précaution, et – semble – pour motifs de “sécurité” et ordre public, ils ont supprimé son assignation à résidence et l'ont ramené en prison, à Le Vallette de Turin.

En pratique, le tribunal de Turin craignait de faire mauvaise impression et de ne pas pouvoir le remettre aux flics français à temps, étant donné la forte solidarité de la vallée qui s'était ralliée à lui. Ils ont donc décidé de l'arrêter immédiatement, afin de procéder calmement à son extradition.

Les solidaires présents, grâce au rassemblement permanent devant sa maison, l'ont salué avec colère au nom de toute la vallée et de tous ceux qui luttent contre l'injustice dans ce monde.

Ne le laissons pas seul !

Aujourd'hui, à 18 heures, à la Vallette de Turin !

EMILIO LIBRE !!!

PAS D'EXTRADITION !

2 décembre 2021

## **SAMEDI 4 DÉCEMBRE À 13 HEURES À CLAVIERE POUR LA LIBERTÉ D'EMILIO ET DE TOUSTES**

Hier, mercredi 1er décembre, vers 13 heures, Emilio a été arrêté. Il sont venus le chercher chez lui, où il était assigné à domicile depuis deux mois.

L'aggravation de la mesure a été demandée et acceptée pour des raisons d'ordre public, en faisant valoir que la présence de certaines personnes au rassemblement face à sa maison pourrait créer des problèmes au moment de l'extradition. Il s'agit d'une intention claire de pénaliser la solidarité active qui caractérise le rassemblement depuis octobre. Il est maintenant à Vallette (Turin) en attendant son extradition vers la France, une attente dont la durée est inconnue.

En réponse, retrouvons-nous le samedi 4 décembre à Claviere à 13 heures. Puis à 14 heures commencera une promenade à la frontière.

Retournons là où se trouvent les responsables directs, les flics de la frontière française.

Samedi sera également le jour de la réouverture des

pistes de ski de Claviere et Montgenèvre, après deux ans de fermetures liées au COVID.

Cet endroit prospère grâce au tourisme d'élite fait pour ceux qui ont un gros portefeuille rempli d'argent, de documents et de pass sanitaire. Derrière cette image, ils voudraient cacher une routine faite de chasse à l'homme, de violences policières et de répression. Comme ce qui arrive tous les jours à ceux qui n'ont pas de papiers et risquent la mort sur ces chemins à cause de la présence de la branche armée de l'État.

Ou comme cela est arrivé à Emilio qui, comme nous tous, se trouvait sur ces chemins lors de la manifestation du 15 mai.

FEU AUX FRONTIÈRES, AUX PRISONS ET AUX ÉTATS

LIBERTÉ POUR EMILIO, LIBERTÉ POUR TOUSTES

4 décembre 2021

## **EMILIO EXTRADÉ EN FRANCE**

Emilio a été extradé en France hier. Il a été transféré à Gap pour l'audition/interrogatoire et a été emmené à la prison d'Aix-Luynes (Aix-En-Provence) pour une détention provisoire, dans l'attente du procès.

Ils avaient déjà clairement décidé de ne pas lui accorder de mesure alternative. Une punition de plus.

L'avocat est en train d'étudier les possibilités d'appel.

Le numéro d'écrou (code d'identification) nécessaire pour écrire aux détenus dans les prisons françaises sera connu lundi. En attendant -théoriquement- jusqu'à lundi on peut écrire directement à son nom. Les télégrammes ne peuvent pas être envoyés dans les prisons françaises.

Ils ont décidé de l'éloigner du Val de Suse, de la frontière, de Gap, de Briançon, de l'éloigner de ses proches et de la forte solidarité présente sur ce territoire. Comme ils l'ont fait à l'époque avec Eleonora, Théo et Bastien, arrêtés pour aide à l'immigration clandestine dans la journée du 22 avril 2018 et transférés de Gap à Marseille pour “raisons de sécurité” après l'appel à une manifestation sous la prison. Mais ils ont tort.

Emilio a toujours été aux côtés des exploités et de ceux qui souffrent des mille injustices de ce monde.

Il s'est toujours battu pour un monde plus juste. C'est pourquoi il a été arrêté.

Nous ne le laisserons pas seul ! Mises à jour et initiatives bientôt. Même sous cette prison !

En attendant, aujourd'hui, jour de l'ouverture des remontées mécaniques de Claviere et Monginevro, quelques solidalx sont bien présents à la frontière pour rappeler qui sont les vrais responsables de la chasse à l'homme permanente sur ces pistes.

La véritable violence est celle de l'État et de ses gardes, qui, de la Libye à la Pologne, de la Méditerranée aux Alpes, continuent de rejeter et de réprimer à chaque frontière européenne.

EMILIO LIBRE !

Ne le laissons pas seul ! Pour lui écrire :

Emilio Scalzo

Maison d'arrêt d'Aix Luynes

70 route des Châteaux du Mont Robert

CS 20600

13595 AIX EN PROVENCE CEDEX 3.

5 décembre 2021

## **SUR LA JOURNÉE' EN FRONTIÈRE. POUR LA LIBERTÉ' DE EMILIO!**

Vendredi, Emilio a été extradé. Après un interrogatoire préventif, il a été immédiatement enfermé dans la prison d'Aix-Luynes (Aix-En-Provence), à 300 km de chez lui. Hier, aux premiers jours de la saison touristique d'hiver, une manifestation s'est déplacée de Claviere vers Montgenève en réponse à cette arrestation et contre toutes les frontières.

À l'arrivée à Claviere, vers 13 heures, étaient déjà présent une vingtaine de personnes de passage qui, n'ayant trouvé aucun endroit chaud ou s'abrité de la neige, ont occupé les toilettes publiques situées sur le côté de l'église. Il n'y avait que peu de touristes dans les rues du village, mais le déploiement des forces de police pour protéger leur tranquillité était disproportionné. En fait, comme prévu, la place devant l'église était occupée par des camions de police et de Carabinieri (gendarmes) et des voitures de la Digos (police politique) en train de filmer. Avec ceux qui portant sacs et valises, attendaient le bon moment pour pas-

ser la frontière à pied, nous avons partagé un déjeuner sous l'abri improvisé du toit de l'office du tourisme. Vers 15 heures, nous avons repris la route en direction de la PAF. Des gendarmes français en tenue anti-émeute ont rapidement été déployés à quelques centaines de mètres de la frontière. Sur les chemins et le terrain de golf en contrebas, d'autres équipes en noir étaient postées dans la neige. Des gaz lacrymogènes ont été lancés presque immédiatement lorsque la manifestation s'est arrêtée, bloquant la route. Une longue file de voitures s'est rapidement formée tout au long de la route de Claviere. La frontière a donc été fermée pendant plus d'une heure et demi à ceux qui ont l'habitude de la traverser par la route, dans des voitures avec leurs documents en règle.

Pendant le blocus, un bus Resalp arrivant de Briançon et se dirigeant vers Oulx pour prendre une correspondance avec le TGV Paris-Milan a été arrêté. Le chauffeur a d'abord forcé le barrage et a continué à rouler pour tenter de dépasser une dizaine de personnes qui résistaient avec leur corps, au risque de les écraser. Après une série de protestations, la porte latérale s'est ouverte et, une fois qu'il était clair que le bus ne continuerait pas, les passagers se dirigeant vers le TGV sont descendus avec leurs valises et se sont dirigés à pied vers Claviere. Le chauffeur s'est fait convaincre de revenir avec le bus vide vers Montgenève et a fait marche arrière pour s'arrêter ensuite derrière la gendarmerie.

Les bus Resalp traversent cette frontière depuis des années. Les chauffeurs de l'entreprise ont maintes fois coopéré avec les gardes-frontières. Par exemple, ils ont informé les gardes-frontières français du nombre de personnes apparemment sans papiers qui descendaient du bus à Claviere.

A partir du 1er octobre de cette année, Resalp a an-



annulé les arrêts à Cesana et Claviere et à rendu obligatoire la réservation en ligne pour l'accès aux bus, jusqu'au 15 décembre.

Maintenant que les bus ont été détournés, les personnes de passage sont obligées de marcher sur le tronçon de route entre Cesana et Claviere, ce qui rend leur trajet encore plus long.

Resalp sélectionne donc ses passagers. Et propose des trajets exclusifs pour les personnes munies de papiers, de pass sanitaire et peut-être même de réservation en ligne liée au billet de TGV, la compagnie est complice de cette frontière. Resalp et toute l'industrie touristique qui exploite ces territoires sont complices. Si les sans-papiers ne peuvent pas passer, alors les touristes non plus.

FRONTIERE RACISTE ET MEURTRIERE,  
TOURISME COMPLICE

9 décembre 2021

**RESALP, UNE ENTREPRISE QUI SÉLECTIONNE SES PASSAGERS. ET QUI AIDE LES FLICS DANS LEURS CONTROLS DES DEUX CÔTÉS DE LA FRONTIÈRE.**

Resalp est une société de transport française qui gère la ligne de bus entre l'Italie et la France de Oulx à Briançon.

Cette route est utilisée depuis des années, chaque jour, par des dizaines de personnes qui n'ont pas les documents nécessaires pour traverser la frontière "légalement". C'est pourquoi elles descendent à Claviere, le dernier village italien, pour continuer sur les sentiers de montagne. C'est là que les flics de la PAF et de la gendarmerie chassent tous ceux dont la peau n'est pas assez blanche, ou dont les vêtements, chaussures et bagages ne semble pas ceux de riches touristes.

Il est souvent arrivé que, lors du passage de la frontière, certains chauffeurs signalent aux flics de la PAF le nombre de personnes apparemment sans papiers qui sont descendues à Claviere. D'autres fois, ils stationnent à une cinquantaine de mètres plus loin que l'arrêt du bus de Claviere. A cet endroit stratégique les flics de la PAF ont une excellente vue depuis les montagnes pour compter les personnes qui descendent. Ces informations, qui sont loin d'être anodines, facilitent les gardes-frontières dans leur chasse, en leur permettant de connaître avec certitude le nombre de personnes à rechercher sur les chemins.

Comment cette transmission d'informations peut-elle être considérée comme autre chose qu'une délation? Sans parler du comportement humiliant et discriminatoire de certains chauffeurs, qui ont même interdit à certaines personnes de monter dans le bus sur la base de critères racistes ou classistes.

A la gare routière d'Oulx, souvent, le chauffeur n'ouvre pas les portes du bus avant l'arrivée des passagers de la correspondance TGV. Il laisse de côté les dizaines de personnes sans papiers qui remplissent le bus chaque jour, en attendant que les passagers de "première classe" montent à bord.

A partir du 1er octobre 2021, cependant, Resalp a annulé les arrêts de Cesana et Claviere et l'accès au bus sans réservation en ligne, jusqu'au 15 décembre. C'est-à-dire avec le début de la saison de ski et l'arrivée des touristes. En mars 2020 également, Resalp a totalement supprimé le passage de la frontière. S'agira-t-il de mesures liées au covid – comme le prétend l'entreprise – ou y a-t-il une frontière et une collaboration silencieuse avec ses flics ?

Maintenant que les bus ont été déviés, de plus en plus de groupes de personnes se retrouvent à devoir parcourir à pied la route entre Cesana et Claviere, rallon-



geant de 7 km leur trajet déjà long et plus dangereux avec l'arrivée de l'hiver.

Mais Resalp ne veut pas voir tout cela, et ne base ses comptes (et ses calculs économiques) que sur les passagers blancs, munis d'une pièce d'identité, d'un pass sanitaire et peut-être même d'une réservation en ligne liée au billet de TGV. Resalp rend le passage de la frontière exclusif uniquement pour ceux qui peuvent se payer un billet de train à grande vitesse et/ou qui ont des documents.

Samedi dernier, le 4 décembre, un bus Resalp qui se rendait à Oulx pour la liaison avec le TGV a été arrêté par une manifestation bloquant la route du Montgenèvre à quelques mètres de la frontière. Les gendarmes en tenue anti-émeute ont laissé le bus passer leur ligne. Le chauffeur a tenté de forcer le barrage, continuant à conduire bien qu'une dizaine de personnes résistaient avec leur corps, au risque de les écraser. Les gendarmes ont tiré des gaz lacrymogènes et ont tenté de charger la manifestation, s'arrêtant quelques mètres plus loin. Il y avait cinq touristes dans le bus qui, lorsqu'il est devenu évident que le voyage en bus ne continuerait pas, sont descendus avec leurs skis et leurs valises et ont fini à pied vers Claviere. Le chauffeur a finalement été persuadé de retourner avec le bus maintenant vide à Montgenèvre.

Sur cette frontière, où ceux qui n'ont pas les bons papiers sont d'habitude obligés de marcher sur des chemins élevés et dangereux pour échapper au contrôle des flics, tandis que les touristes et les camions de marchandises passent librement, pour une fois, les choses se sont passées différemment.

Depuis 2018, avec ses choix politiques, Resalp sélectionne les passagers "valides", discriminant les sans-papiers qui traversent cette frontière. Aujourd'hui, grâce aux lois covid qui la légitiment,

l'exclusion est devenue encore plus évidente.

Le problème n'est pas qu'il y est peu de touristes et de passagers du TGV qui arrivent, ni même la pandémie. Le problème, c'est la frontière et ses flics. Resalp est complice de ce dispositif qui sélectionne, puis contrôle et refoule.

Resalp et toute l'industrie touristique qui exploite ces territoires sont complices.

**FRONTIERE RACISTE ET MEURTRIERE, TOURISME COMPLICE**

*12 janvier 2022*

### **UN AUTRE MORT A LA FRONTIERE - APPEL A LA MOBILISATION ET A L'ORGANISATION DIMANCHE 16 JANVIER A 13H A CLAVIERE SUR LE PARVIS DE L'EGLISE**

Le 2 janvier dans le bassin de Fraye a été trouvé le corps de Fathallah Belafhail. Il tentait de rejoindre la France en traversant la frontière franco-italienne comme tant d'autres considérés comme illégaux par les Etats. Il y a perdu la vie comme au moins 7 autres depuis 2018 dans nos montagnes. La faute en revient aux Etats français et italien qui surenchérisent dans la répression et conduisent à de telles situations. Rafles, fichages et chasses à l'Homme en montagnes sont ce que subissent les sans-papiers aux frontières. Les frontières qui matérialisent la violence d'Etat. La mort de Fathallah n'est pas un événement isolé mais nous rappelle que cette violence étatique est systémique et organisée, cela illustrée par chaque présence des outils répressifs de l'Etat (PAF, gendarmerie, police, armée). La frontière alpine est un maillon de cette chaîne répressive internationale. Nous considérons au vue de ces faits que nous devons réagir et nous mobiliser pour mettre fin à l'exploitation meurtrière



des personnes illégalisées.

Ce ne sont pas les montagnes qui tuent, ce sont les Etats et leur police. Face à cela s'organiser est une nécessité.

**NOUS APPELONS A LA MOBILISATION ET A L'ORGANISATION DIMANCHE 16 JANVIER A 13H A CLAVIERE SUR LE PARVIS DE L'EGLISE**

*14 janvier 2022*

### **La frontière a tué FATHALLAH BELAFHAIL**

Dimanche 2 janvier 2022, un corps a été retrouvé dans le bassin du Freney, en aval de Modane. Le corps est celui de FATHALLAH BELAFHAIL un jeune marocain de 31 ans arrivé en France via l'Italie entre le 29 décembre et le 1er janvier. Aucun journal italien n'a encore rapporté cette nouvelle, et la presse française locale y a à peine dédié quelques lignes. Officiellement, il n'a pas encore été identifié.

La frontière continue de tuer en silence. Il s'agit du huitième décès en trois ans.

Police, PAF (police des frontières). Gendarmerie. Militaires. Chasseurs alpins (les troupes alpines). Ils sont les directes responsables de ces décès. La frontière tue à travers ses uniformes. LES MANDATS SONT LES ETATS, CEUX QUI LES GOUVERNENT ET LES INTÉRÊTS QU'ILS DÉFENDENT.

La répression des flics envers les "migrants", les "sans papiers", les "réfugiés", les "clandestins" (quel que soit le nom utilisé pour éviter de les appeler personnes) se traduit par des meurtres visibles dans ces montagnes, comme en Méditerranée, à chaque frontière que l'Europe défend avec des murs de barbelés et ses gardes. Dans chaque frontière extérieure qui est crée

pour arrêter les personnes directement dans leur pays de départ. Dans chaque CRA et centre de détention, lager d'État.

C'est tout uniforme qui répond à l'impératif de sélection exigé par les différentes institutions politiques et économiques.

Alors que les touristes passent leurs paisibles vacances dans ces territoires, des dizaines de personnes sont contraintes chaque jour de traverser les chemins les plus hauts, enneigés et difficiles pour échapper aux contrôles ciblés de cette frontière, au péril de leur vie. Cette frontière et ses gardes sont en train de tuer, et ceux qui continuent à détourner le regard sont complices de cette énième mort largement prédite.

7 mai 2018 : Blessing Matthew

18 mai 2018 : Mamadi Conde

25 mai 2018 : Mohamed Fofana

15 novembre 2018 : Douala Gakou

6 février 2019 : Tamimou Derman

7 septembre 2019 : Mohamed Ali Bouhamdi

21 juin 2021 : Mohamed Mahayedin

N'oublions pas, ne pardonnons pas.

Pour que ces morts ne passent pas sous silence, nous appelons à des actions et des mobilisations généralisées et spontanées contre cette frontière.

*18 janvier 2022*

### **Pour FATHALLAH BELAFHAIL Manifestation le 16 janvier**

Dimanche 16 janvier, nous nous sommes réunis.e.s à Claviere. Nous avons occupé l'espace public pour donner finalement une voix à l'histoire de Fathallah, tué par cette frontière. Fathallah, un jeune marocain de 31 ans, était arrivé en France via l'Italie entre le 29



décembre et le 1er janvier. Son corps sans vie a été retrouvé le 2 janvier dans le bassin du Freney, en aval de Modane. C'est le huitième décès connu en trois ans sur cette maudite frontière.

A 10 heures, un stand de solidarité a été installé devant l'église de Claviere, au milieu de l'agitation des touristes et des skieurs. Avec l'arrivée du bus de 11 heures, un grand groupe de personnes de passage nous a rejoint. Après quelques interventions, nous sommes parti.e.s en cortège vers la frontière.

Cette frontière invisible entre l'Italie et la France a été bloquée pendant deux heures au long de la route 94 de Montgenèvre.

Plusieurs interventions ont été faites ; des personnes qui avaient connu Fathallah à la situation actuelle du cpr, de la lutte No Tav et de l'arrestation d'Emilio aux mises à jour de Tripoli. Le déploiement de polices, comme toujours, a été massif tant du côté italien que du côté français.

On comptait au moins 20 camionnettes des deux côtés, ainsi que des sentinelles, des digos, police judiciaire et quelques journalistes de leur côté.

Nous avons sali cette frontière de peinture rouge, une peinture rouge représentant le sang des morts qui a souillé les deux États. Le blocage de la frontière a provoqué de longues files de personnes en voiture, qui ont exprimé leur solidarité dans différents cas, certaines ayant même rejoint la manifestation.

Le même jour, à Île-Saint-Denis, à Paris, un groupe s'est rassemblé pour une marche dans le quartier en commémoration des personnes tuées ces derniers jours à la frontière et pour apporter la solidarité au-delà des frontières.

Nous avons crié notre colère et notre chagrin face à cette énième mort d'État.

Tant que cette frontière existera, nous serons aux côtés de tous ceux qui sont déterminé.e.s à la franchir.

L'autodétermination des personnes de passage dans la vallée de Susse comme dans tous les territoires où se perpétuent le contrôle et la sélection des États n'a jamais cessé et se poursuit chaque jour sans relâche.

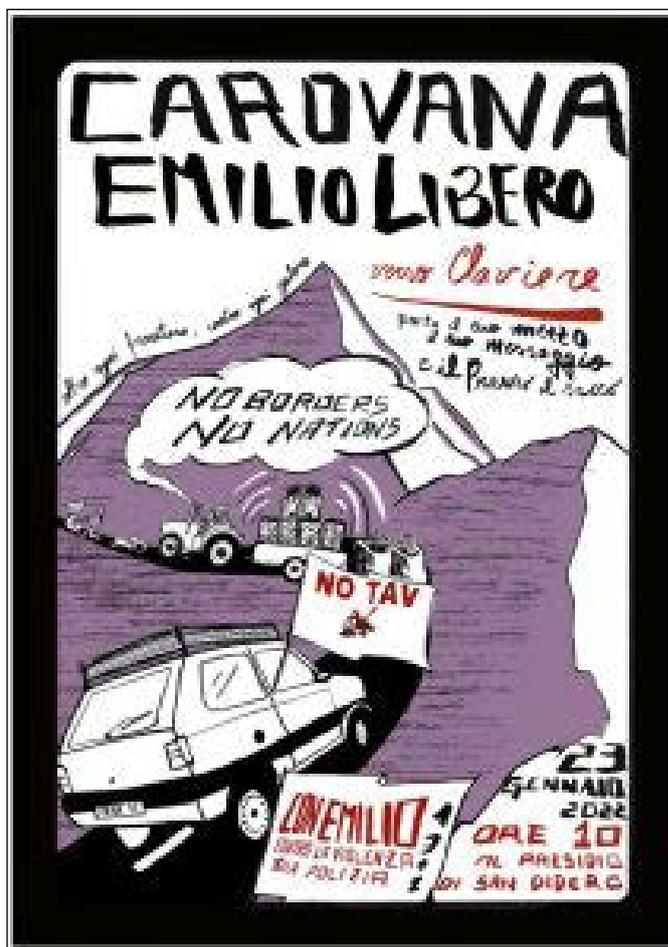
**TOUJOURS COMPLICES ET SOLIDAIRES AVEC QUI LUTTE CONTRE LES FRONTIÈRES**

Pour Fathallah (Modane, 2/01/22), Azzeidin (Calais, 14/01/22), Abdallah (Calais, 15/01/22) et toutes les personnes tuées par les États, leurs frontières et leurs gardes.

**LIBERTÉ**

*18 janvier 2022*

**Dimanche 23 janvier, 10h : caravane pour la libération de Emilio**



Le dimanche 23 janvier, le Comité de solidarité "Emilio Libero" organise une caravane de voitures pour montrer notre solidarité avec Emilio.

Le rendez-vous est fixé à 10h00 au presidio de San Didero et de là, nous nous dirigerons vers Claviere. Apportez votre propre véhicule, vos banderoles, mégaphone, messages, objets bruyants et bien sûr le drapeau No Tav.

Chacun doit apporter un déjeuner à emporter. Avec Emilio et contre la violence policière ! Libérez Emilio !

*24 janvier 2022*

## **A PROPOS DE LA CARAVANE POUR EMILIO**

Aujourd'hui, une soixantaine de voitures se sont rassemblées dans une longue et bruyante caravane qui s'est rendue du Presidio de San Didero jusqu'à Claviere, à la frontière.

La caravane est passée par Bussoleno, Susa, Chiomonte et Oulx, laissant des tracts et des banderoles pour la libération d'Emilio Scalzo, notre compagnon et ami qui est détenu dans les prisons françaises depuis presque deux mois, accusé de violence contre un fonctionnaire dépositaire de l'autorité publique suite à une manifestation à la frontière.

Le cortège a été bloqué par la police italienne, qui s'est

déployée à toutes les entrées de Claviere et a empêché l'accès au village, puis par la police française en tenue anti-émeute, qui a fermé la route principale.

Des effectifs de la gendarmerie et des de la PAF ont également été déployés sur les sentiers, montrant une fois de plus aux touristes et aux résidentxs l'autre visage de ces montagnes, qui ne sont pas seulement des pistes de ski et des terrains de golf, mais aussi le lieu de violences policières continues, jour et nuit, stratégie des flics pour tenter de bloquer et de repousser les personnes "sans papiers".

La frontière a donc été bloquée pendant au moins deux heures, créant de longs embouteillages de parts

28 janvier 2022

## La frontière tue par l'indifférence et l'invisibilité

Hier, la nouvelle a été publiée d'une autre mort terrible sur cette frontière, le cadavre d'un homme retrouvé à Salbertrand, à côté de la voie ferrée en direction de la frontière, qui se trouve quelques dizaines de kilomètres plus loin.

Seules quelques lignes dans un journal local mentionnent un corps retrouvé en état de décomposition avancée, tué par un train qui l'a écrasé il y a plusieurs jours.



et d'autres de la frontière.

Emilio est en prison pour un crime présumé qui n'a pas encore été jugé ; c'est la première fois qu'un tribunal accorde l'extradition à titre préventif pour une telle accusation. C'est l'ensemble des luttes à la frontières qui sont ciblées.

Emilio a toujours été du côté des minorités et des exploités, et donc en première ligne pour aider ceux qui, n'ayant pas les "bons papiers", se retrouvent obligés de traverser cette frontière en cachette, traqués par la police.

Le juge des libertés et de peines a refusé les mesures alternatives demandées, pour "danger d'évasion", malgré la détention absurde et injustifiée.

Nous attendons la réponse du second juge, qui s'exprimera dans quelques jours. Nous lancerons des initiatives de solidarité au cas où la réponse négative serait confirmée.

Contre les violences policières !

LIBÉREZ EMILIO !

Encore une fois, une personne a été tuée dans un silence total, sans que personne ne s'en aperçoive, ou sans que personne ne le veuille. Encore une mort invisible avec des responsabilités précises : la frontière, les États qui la nécessitent et les gardes qui la défendent. C'est la présence des flics qui tapissent les chemins qui bloquent l'accès aux trains et aux bus, qui patrouillent dans les rues de la ville et effectuent des contrôles ciblés sur les personnes racisées, qui oblige les personnes sans papiers à chercher des moyens de plus en plus dangereux et invisibles de traverser, comme se cacher derrière un train ou sous un camion.

Et les médias sont complices de cette mort, parlant d'un "accident de train" et spéculant même sur un "acte volontaire tragique". Les journaux passent sous silence tous les détails concernant la personne, qualifiée de "migrant", "d'origine africaine". Il n'y a pas d'informations plus précises sur la région d'origine, l'âge ou l'identité. Les médias contribuent à invisibiliser et à camoufler ces décès, qui sont de véritables meurtres d'État.

La frontière continue de tuer dans le silence et l'indifférence totale. Comme ce fut le cas pour Fathallah, il y a trois semaines, dont le nom n'a même pas été officiellement publié. Nous n'oublions pas ces morts, nous continuerons à donner de la voix pour qu'ils ne restent pas silencieux. Nous ne pardonnons pas aux responsables, c'est vers eux que nous dirigeons toute notre colère et notre haine.

Contre toutes les frontières et tous les États, pour la liberté de voyager et de vivre où l'on veut.

4 février 2022

### **RASSEMBLEMENT POUR EMILIO À LA PRISON D'AIX-LUYNES – 12 février**

SI EMILIO NE PEUT PAS SORTIR DE PRISON, C'EST NOUS QUI ALLONS À LA PRISON !

*posté par @comitatoemiliolibero*

La semaine dernière, les juges français ont rejeté la requête de remise en liberté d'Emilio, qui devrait selon eux rester en prison pendant toute la durée du procès. L'acharnement judiciaire contre ceux qui ont toujours été du côté des justes et qui luttent pour un avenir meilleur pour tout.e.s, ne s'arrête pas. Mais nous ne nous arrêterons pas non plus : LE 12 FÉVRIER, NOUS NOUS RENDRONS À LA PRISON D'AIX-LUYNES POUR MONTRER NOTRE SOLIDARITÉ AVEC EMILIO PAR UNE MANIFESTATION QUE NOUS ESPÉRONS PARTICIPÉE, BRUYANTE ET PLEINE DE VIE.

4 février 2022

### **MOURIR DE FRONTIÈRE**

Mourir à 15 ans de la frontière. Un mort de plus dans

ces montagnes, dont la responsabilité incombe, une fois de plus, à l'État et à sa police. Les journaux avaient même émis l'hypothèse du suicide, jetée là entre les trois lignes écrites sur l'histoire, sans qu'ils ne sachent rien, sans qu'ils ne se demandent rien. Bons serviteurs de ce monde de plus en plus pourri, ils devraient apprendre à se poser un peu plus de questions au lieu de tirer des jugements, des sentences et des conneries.

Un jeune garçon, Ullah Rezwan Sheyzad, est mort. Il est la neuvième victime connue en trois ans sur cette frontière alpine. Du Nigeria au Maroc, du Mali à l'Afghanistan : cette frontière tue sans discrimination. Neuf personnes – probablement plus – sont mortes à cause des contrôles et des refus de la police.

Quand on a 15 ans, on ne doit pas mourir à la frontière. A 15 ans, on ne devrait pas être obligé de marcher sur les voies, probablement la nuit, par peur des contrôles et des gendarmes. A 15 ans, on ne devrait pas être obligé de fuir ton pays en guerre pour aller mourir à Salbertrand, seul.

Mais dans ce monde à l'envers, c'est normal. C'est normal car il n'avait pas des papiers, et prendre les transports en commun est devenu encore plus compliqué à cause de l'augmentation des contrôles pour le pass "sanitaire". C'est normal car dans ce monde à l'envers, la responsabilité lui incombe, pas à ceux qui contrôlent cette frontière et obligent les gens à risquer leur vie pour la traverser. C'est normal parce que dans le monde à l'envers, la personne violente est l'Emilio du jour, le camarade qui se défend contre les abus de la police et finit en prison, pas le policier.

C'est normal car le monde à l'envers défend les riches et les privilégiés, et ces morts sont les morts d'une guerre.



Pologne. Hongrie. La Croatie. La Grèce. Maroc. La Libye et les morts en mer et dans le désert. Les lagers administratives.

L'Union européenne assassine des personnes à chaque frontière et au-delà.

Nous n'oublions pas, nous ne pardonnons pas.

All Cops Are Borders. Que ces frontières soient détruites. Et ce n'est pas de la violence : c'est de la légitime défense contre un massacre.

*11 février 2022*

## **EMILIO SORT DE PRISON !**

Après presque trois mois d'assignation à résidence et d'emprisonnement en Italie, et deux mois dans une prison française, notre copain et ami Emilio est enfin sorti de prison.

Le mandat d'arrêt européen semble avoir été annulé, même si l'accusation de violence contre un fonctionnaire public demeure. Cependant, il n'est pas encore libre : il sera désormais obligé de résider et de signer sur le territoire d'Aix en Provence en attendant l'ouverture de son procès, mais il ne devra pas rester enfermé.

Demain sont confirmées toutes les manifestations de solidarité qui avaient surgi dans toute l'Italie et à la prison d'Aix Luynes en France : l'histoire d'Emilio parle à tous, il ne faut donc pas qu'elle se taise, même pas en ce moment.

Il faut mettre fin aux tentatives d'écraser toute personne qui milite pour un monde plus juste par la répression judiciaire et la force brute dans les rues !

Rendez-vous demain à 13 heures sous la prison d'Aix Luynes !

**EMILIO LIBERO!**

**TOUSTES LIBRES!**



# contro sgomberi, frontiere e cpr

In montagna come in città gli spazi  
di autogestione sono sotto attacco.

Scendiamo in piazza.

segui: [passamontagna.info](http://passamontagna.info)



CONCENTRAMENTO  
IN  
LARGO BERTOLA  
al CAPOLINEA DEL  
BUS 50

45°04'11.7"N 7°40'54.2"E

# CORRTEO

— torino 6 novembre 16h30 —

# POLIZIA

## RESPONSABILE DEI MORTI IN FRONTIERA, DEI FURTI E DEI PESTAGGI

La polizia uccide.

La polizia picchia, deruba, minaccia.

Non è una novità, purtroppo.

Nei luoghi di confine come in città, la violenza e i

soprusi della polizia sono una prassi normalizzata.

Questo non può e non deve succedere.

Solo sulla frontiera franco-italiana nell'alta Valsusa si contano 5 morti conosciuti negli ultimi 3 anni.

BLESSING, 21 anni, morta nel fiume mentre fuggiva da un inseguimento della Police National.

MAMADOU, morto nei boschi per sfinitimento in seguito a un respingimento della polizia.

MOHAMED FOFANA, 28 anni, morto di frontiera a causa dei respingimenti della polizia.

TAMIMOU DERMAN, 28 anni, originario del Togo. Questo è tutto quello che sappiamo del giovanissimo corpo

trovato steso al lato della strada tra Claviere e Briançon.

BOUHMADI MOHAMED ALI DI MOKHTAR, 38 anni,

trovato morto a Bardonecchia.

MOUSSA BALDE e tutte le persone morte nei centri di

detezione e nelle carceri.

Non è responsabile la neve, nè il freddo, le montagne impervie o quella linea immaginaria chiamata frontiera.

I responsabili sono altri.

Polizia, Gendarmerie, PAF (la polizia di frontiera),

Chasseurs alpin (gli alpini),

La frontiera uccide attraverso le sue divise, che sono il braccio armato del dispositivo di selezione ed esclusione che anche sulle montagne valsusine è assassino.

Se non ci fosse la polizia che controlla i documenti, chi vuole spostarsi potrebbe farlo in treno, in aereo o in bus, mentre è obbligato a camminare per decine di km sui sentieri di montagna per eludere i controlli.

Le azioni repressive delle "forze dell'ordine" verso i "migranti", i "senza documenti", che si traducono in omicidio visibile su queste montagne, iniziano da molto più lontano.

Sono le retate nelle strade delle città, dove la polizia effettua sempre più blocchi specifici a caccia di chi un documento non ce l'ha, per minacciarlo o chiuderlo in un CPR.

Sono le guardie dei Centri Permanenti per il Rimpatrio. Sono i dipendenti delle questure delle varie Commissioni Territoriali che hanno il potere di scegliere se dare un pezzo di carta o meno ai "richiedenti asilo", decidendo direttamente sulla vita delle persone.

È ogni divisa che risponde all'imperativo di selezione che chiedono le varie istituzioni politiche ed economiche.

La frontiera uccide nelle carceri in Libia e nel Mar Mediterraneo, nel deserto del Niger come al largo delle coste marocchine, grazie alla logica perversa di esternalizzazione delle frontiere. Fondi europei che finanziano carceri, checkpoint e mezzi di controllo in Africa, per bloccare le persone, selezionarle e invisibilizzarle, prima ancora che raggiungano la "fortezza europa". Polizie con colori e divise diverse, che servono padroni e stati differenti, ma parte tutti dello stesso sistema di merda.

**Non dimentichiamo, non perdoniamo.**

ALL COPS ARE BORDERS  
and BASTARDS

## Responsabile dello sgombero delle case cantoniere occupate di oulx e claviere (to)

Anas è un'impresa industriale enorme, gigante, estremamente ricca. È parte del Gruppo Ferrovie dello Stato Italiane. Gestisce direttamente migliaia di km di strade, autostrade e gallerie e possiede oltre mille veicoli. È proprietaria di 1.244 case cantoniere, di cui la metà sono abbandonate, decadenti, distrutte. Vuote. Pronte per specularci sopra.

ANAS è anche responsabile degli sgomberi della ex casa cantoniera occupata di Oulx e di quella di Claviere (Marzo e Ottobre 2021).

Questi spazi sono stati rifugi autogestiti da tutte quelle persone che vogliono attraversare la frontiera franco-italiana, ma che non possono prendere uno dei tanti mezzi di trasporto per continuare il loro viaggio, perché privi del pezzo di carta considerato "giusto documento". Rifugi per tutti coloro che vogliono combattere il sistema di controllo frontaliero. L'ANAS ci ha messo pochissimo tempo a denunciare e a portare in tribunale le decine di persone che si trovavano all'interno.

A marzo, poco prima dello sgombero di Oulx, ANAS ha anche pubblicato un bando per l'assegnazione ventennale di 100 case cantoniere. Ovviamente tra queste ci sono proprio quelle di Oulx e Claviere (TO). Si parla di riconversione in bar, ristoranti, stazioni di ricarica per auto elettriche. Saranno contente le persone libere di viaggiare dove vogliono, di bere caffè e ricaricare le loro lussuose auto. Tutto questo su una strada sporca del sangue di chi deve camminare di notte, nascondersi dagli sbirri e dalle grinfie di un sistema d'accoglienza che ingrassa molte tasche sulla pelle della gente.

Per ANAS, è meglio tenere le case vuote piuttosto che usarle, meglio rovinarle facendovi entrare pioggia e neve piuttosto che persone in necessità.

### **ANAS è responsabile.**

Ci sono molte case di ANAS, su ogni strada, in molte città e paesini. Invitiamo ad azioni diffuse per ricordare loro la responsabilità negli sgomberi in frontiera.



# chiesa infame

chiesa responsabile dello sgombero del sottochiesa  
"Chez-Jesus" a Claviere

La chiesa è responsabile.  
L'ex vescovo, monsignor Alfonso Badini Confalonieri, è responsabile.

Il 10 ottobre 2018 il Rifugio autogestito Chez Jesus, il sottochiesa occupato di Claviere, è stato sgomberato. E' il prete di Claviere Don Angelo Bettoni che ha denunciato. L'ex vescovo, il Monsignor Confalonieri, ha espresso la sua soddisfazione per l'operazione effettuata dalla polizia. Chez Jesus era un rifugio per chiunque stesse passando questa frontiera che seleziona, divide e uccide e per coloro che la combattono.

Chiesa e prefettura hanno preparato lo sgombero insieme, pulendosi la faccia con l'apertura di un posto a Oulx. Ovvero un luogo aperto come dormitorio a ben 15 chilometri dalla frontiera. Un rimpiazzo istituzionale usato per legittimare lo sgombero. Un luogo gestito da associazioni legate alla chiesa in una struttura affittata ai salesiani di Oulx. Insomma, un bel circuito economico. Che ora vogliono comprare.

Nonostante le migliaia di proprietà e la patetica e falsa condivisione dei valori di solidarietà cristiani, i salesiani non hanno mai agito in frontiera. Ma da quando si parla di soldi, sembrano interessarsi alla situazione. Ora stanno concludendo le operazioni di vendita di un'ulteriore parte della struttura dei salesiani, che verrà comprata per ampliare il rifugio istituzionale Fraternità Massi di Oulx. Una presenza, la loro, tutta incline ad affittare o vendere le loro strutture immobiliari.

La chiesa, un impero del mattone, in pratica. Una ricchissima multinazionale immobiliare che da una parte si fa propaganda con la sua retorica "dell'accogliere", dall'altra sgombera un sotto-chiesa che ha dato rifugio a migliaia di persone per quasi sette mesi.

La retorica della carità cristiana e il business dell'accoglienza in mano alla chiesa cattolica sono complici del sistema frontaliero europeo, delle sue guardie, delle sue prigioni per senza documenti, delle sue deportazioni...

CHIESA INFAME



# contro tutte le frontiere

Sul confine del Monginevro, tra Francia e Italia, i militari francesi respingono in Italia centinaia di persone ogni giorno, aiutati dagli sbirri di frontiera italiani. Con l'arrivo dell'inverno e della stagione turistica la situazione si fa ancora più critica e la repressione inasprisce. La frontiera è un dispositivo di controllo e selezione che invisibilizza e uccide, come è successo già cinque volte quest'anno. Succede sempre più spesso che le persone in viaggio, non conoscendo il territorio e non incontrando le informazioni necessarie, si affidino alle mappe online per raggiungere la Francia tramite sentieri pericolosi.

Sono frontiere quotidiane tutti gli sbirri, le guardie, i militari che hanno il compito di fermare, identificare, respingere, arrestare, rinchiodare in strutture di detenzione e infine deportare chiunque non abbia il "giusto documento".

Sono frontiere anche le strutture di merda che sono i Centri di Permanenza per il Rimpatrio, luoghi in cui dalla loro istituzione nel 1998 sono morte più di 20 persone, 6 delle quali negli ultimi due anni. Questi centri sono prigioni in cui vengono reclusi le persone senza i "giusti documenti": il loro scopo è quello di isolare e rimpatriare chi viene rinchiodato lì dentro. Il CPR di corso Brunelleschi, ingranaggio del sistema di detenzione ed espulsione, è l'incarnazione della frontiera in centro a Torino.

È una frontiera la sanità, sono una frontiera gli ospedali, le cliniche, i pronto soccorso, che diventano luoghi in cui le persone senza documenti vengono segnalate alle autorità, vengono prelevate contro la loro volontà e portate nei luoghi di detenzione. Così una visita dal medico si può trasformare nell'ennesimo abuso e sopruso, e la sanità diventa parte fondante di un sistema che reprime e controlla le persone reclusi.

Tutti i giorni queste frontiere uccidono e diventano la cronaca delle stragi di Stato quotidiane e della sua violenza sistemica, coloniale e razzista. Sbirri, gendarmi e gli Stati che li mandano difendono queste frontiere e le rendono mortali. Il business dell'umanitario e il turismo collaborano a tutto questo.

Organizziamoci per contrastare la repressione e il controllo: facciamo un appello alla solidarietà diretta.

**FUOCO A TUTTE LE FRONTIERE!**

— torino 6 novembre —



Altri manifesti attaccati durante il corteo del 6 novembre a Torino. Contro frontiere e Cpr!

**LE NOSTRE BANCHE HANNO UNA MISSIONE SFRUTTAMENTO**

La proprietà dell'edificio del CPR di Modena è recentemente passata di mano dalla finanziaria Finint ad Alba Leasing. Quest'ultima, attuale proprietaria, annovera fra i suoi soci e sponsor BPER Banca (33%), Banca Popolare di Milano (30%), Banca Popolare di Sondrio (19%) e Credito Valtellinese (8%). Istituti del territorio che intrascherano dallo Stato l'affitto del lager locale. Chi altro se non delle banche potevano essere tanto ciniche. Per costoro il colore della pelle o la provenienza non fanno differenza, conta solo il tasso dei soldi.

Si tratti di un lager per migranti o di usura legalizzata, si tratti di lucrare sulla pelle di stranieri senza documenti o su quella di italiani indebitati, di finanziare novità oltre confine o nel quartiere delle città italiane, si sta pur certi che dietro a simili nefandezze si troverà sempre una banca, perché per costoro tutto è lecito se c'è da guadagnarci.

Se i padroni non fanno differenza fra stranieri e italiani, surandosi di sfruttare in egual misura entrambi, perché dovremmo farne noi? Se, come è noto, una banca vive abitualmente del lucro sulle sorti dei miserabili perché non chiedergli conto delle sue responsabilità, facendole capire che simili operazioni, come ad esempio possedere un lager, non sono poi dei così buoni affari?

L'ex CIE di Modena è stato chiuso da una rivolta nell'estate 2013 e da allora mai più riaperto. Se la rabbia di reclusi e reclusi è capace di fare ciò, come solidali possiamo almeno provare a smascherare i complici di questa macchina, ovvero coloro che lucrano sul meccanismo dell'espulsione lavorando al suo interno, finanziandolo e mettendolo a disposizione risorse e strutture. In attesa che il CPR apra abbiamo già dei nomi e delle responsabilità.

**UNA MISSIONE: SFRUTTAMENTO**

A settembre 2015 la Prefettura di Torino ha presentato una gara d'appalto per la gestione del Cpr di Corso Brunelleschi, vinta dalla multinazionale GEPSA (Gestion établissements penitenciers services auxiliaires) e dall'associazione culturale Acuarinto di Agrigento.

GEPSA è attiva da quasi trent'anni nella gestione di case circondariali, carceri e centri di detenzione amministrativa - attualmente ne gestisce 60 tra la Francia e l'Italia - e fa capo a ENGIE S.p.A., azienda attiva anche in Italia nel mercato energetico.

Acuarinto è invece una società che opera nell'accoglienza da circa un ventennio e che ha gestito - sempre assieme a GEPSA - sia il Cpr di Torino sia il Cpr di Ponte Galeria a Roma. Nella costellazione di ditte coinvolte (sicuramente in passato) nel business delle espulsioni troviamo, inoltre, Croce Rossa Italiana - che ha gestito il Cpr di Torino dal 1999, anno in cui la struttura è stata costruita a seguito della legge Turco-Napolitano, al 2015.

**ASL CITTÀ DI TORINO**

Le condizioni di salute all'interno del Centro di Permanenza per il Rimpatrio e del carcere Lorusso e Cutugno sono pessime. Le persone reclusi non ricevono le cure adeguate, le emergenze sanitarie vengono sistematicamente trascurate e i problemi di salute liquidati con una Tachipirina.

Le persone che vengono rinchiusi nel CPR, al momento del loro ingresso, dovrebbero essere sottoposte ad una visita medica effettuata da un medico dell'ASL per certificare eventuali condizioni di salute incompatibili con la reclusione. Queste visite non sono mai state effettuate e l'ASL se ne è sempre disinteressata.

L'ASL gestisce anche la sanità interna al carcere ed è diretta responsabile della totale assenza di cure al suo interno nonché delle infime condizioni igienico-sanitarie della struttura. I problemi di salute vengono affrontati dal personale medico del carcere in maniera sommaria e le patologie croniche ignorate.

La sanità all'interno dei luoghi di detenzione è l'ennesimo strumento di controllo e punizione delle persone reclusi e le responsabilità di tutto questo sono chiare.

## QUALCHE CANZONE DALLA FRONTIERA

**Stornelli scomposti, ribelli e scombinati, canti di lotta, parodie stonate, piene di gioia e di rabbia. Parole che risuonano nella valle, si fiondano contro ogni frontiera e accompagnano chi cammina.**

### DA CLAVIERE A BRIANÇON

Gennaio 2021

*(sulle note di Sandokan)*

*Marciavamo con l'anima in spalla  
Da Claviere a Briançon  
Et pour tout le PAF que nous recontrons  
On criont "encore un cochon"*

*La frontiera era una merda  
Les touristes on ne veut pas  
Un sol cri pendant qu'on traverse la Blanche montain  
Casa cantonieraaa*

### CANCION SIN FRONTERA

Maggio 2021

*(sulle note di Cancion sin miedo)*

*Qui treman le case, le strade, la valle  
ma noi dagli sbirri ti guardiam le spalle  
sui monti italiani, sui monti francesi  
andate sicure, non sarete prese*

*dammi il documento, dammi il tuo permesso  
ma noi in risposta facciamo 'nu cesso  
perché da Claviere fino al Mongenevre,  
c'est pas grave mon ami  
le frontiere va a tomber*

*per ogni persone che passa di notte  
col gelo d'inverno e le scarpe rotte  
che sia dal maghreb o dall'asia centrale  
non fa differenza e staremo a cantare  
nessuno è straniero, nessuno è illegale  
e questo confine fa solo del male  
nessuna frontiera a noi ci arresta  
per ogni respint facciamo tempesta*

*e per ogni sbirro che va per i monti  
a luci puntate e che fa i suoi conti  
sappi che non puoi avere il controllo  
passeranno tutti, ti verrà il torcicollo*

*son Hala som Jasmine e son Fatiha,  
son Ahmed, son Youssef e son Mohammed  
sto viaggiando per I mari e le montagne  
non mi fermeran neppur le tue condanne  
e continuo coi compagni e le compagne*

### HURRIYA HURRIYA HURRIYA CANCION SIN FRONTERA

*here tremble the houses, the streets, the valley  
but from the cops we will watch your back  
on the italian mountains, on the french mountains  
go safe, you will not be caught*

*give me your document, give me your permission  
but in reply we make disorder  
because from Claviere up to Mongenevre,  
don't worry my friend,  
the border will fall*

*for each person who crosses at night  
with winter frost and broken shoes  
whether from the Maghreb or Central Asia  
It makes no difference and we will sing  
no one is a foreigner, no one is illegal  
And this border only hurts  
no frontier arrests us  
for every pushed back we make a storm*

*and for every cop who goes through the mountains  
with lights on and doing his counting  
know that you can't be in control  
they'll all pass, you'll get a stiff neck*

*I am Hala, I am Jasmine and I am Fatiha,  
I am Ahmed, I am Youssef and I am Mohammed  
I am travelling through the seas and the mountains  
Not even your sentences will stop me  
And I continue with my comrades*

### HURRIYA HURRIYA HURRIYA BENVENUTI A CLAVIERE

Maggio 2021

*(sulle note di sta schifezza <https://www.canzonisumitura.it/blog/jingle-e-musica-per-aziende/390/l-in-no-turistico-per-un-villaggio-di-montagna/>)*

*Vieni da noi, si sta una meraviglia  
vieni con noi, con noi di Claviere  
Vieni fra noi, non è mica Ventimiglia  
Vieni e vedrai, non vorrai più passare mai*

*Benvenuti a Claviere x2*

*C'è un'atmosfera lieve, c'è aria di mafia  
se cadi sulla neve la croix rouge corre via  
c'è la paf che ti insegue lungo tutta la via  
comincia un altro game..*

*Vaffanculo Claviere!*

*Qui devi stare attento e camminare un po'  
d'inverno poi col gelo, ti consiglio un bel golf  
e troverai uno sbirro ovunque andrai, vabbè  
ormai sei arrivato, e c'est le Montgenèvre*

### **LA LEGGERA BALCANICA**

*Maggio 2021*

*(sulle note di La leggera)*

*Il lunedì parto dalla Turchia  
ohi mamma mia quando arriverò  
il lunedì attraverso il mare  
prima di arrivare  
gli anni passerò*

*il martedì sbarco ad Atene  
mamma quante pene  
dovrò ancor soffrir  
il martedì parto da Patrasso  
il passeur con l'incasso  
mi farà partir*

*il mercoledì arrivo nei Balcani  
mi spezzan piedi e mani  
non posso camminar  
il mercoledì arrivo in Croazia  
la polizia qui ammazza  
mi voglio ribellar*

*il giovedì poi arrivo a Gorizia  
ma la mia pigrizia  
non mi fermerà  
il giovedì, raggiungo anche Torino  
magari un sonnellino  
ma non mi fermerò*

*il venerdì poi arrivo in frontiera  
la casa cantoniera chissà dove sarà  
il venerdì poi attraverso le cime  
son quelle valsusine  
in Francia arriverò*

*il sabato poi arrivo a Briancon  
je vais a faire la fete  
avec la tarti flete  
il sabato poi, arrivo in Germania  
ma ho ancor la smania, smania di partir*

*arriva la domenica e sono in Danimarca  
ma su quella barca, chi ci sperava più  
arriva la domenica in terra Europea  
questa Odissea deve pur finir*

*o viandante, ovunque vai, loro non ti potran fermar..*

### **THE BUM OF CLAVIERE**

*Giugno 2021*

*(sulle note di Prince of Bel-Air)*

*SO this is the story all about how  
my life got flipped turned upside down  
let's take a minute and just seat right there  
let me tell you how I became a bum of a town called  
Claviere  
up in the valley not born but raised  
at the case, that's where I spent most of my days  
giving some info to people on the move  
eating bolani and preparing some food  
when a couple of cops, they were up to no good  
evicted us sneaking in from the roof  
I got identified and my mum got scared  
she said you are moving with your truck in the town of  
Claviere!*

### **ORDURE DE LA PAF**

*Juillet 2021*

*(sur l'air de Garde la paix)*

*Ordure de la PAF il est grand temps de te casser  
On ne veut pas de toi ici tu en as fait bien assez  
Tant qu'tu continues avec tes refus d'entrée  
On est là crois-moi on va pas te lâcher*

*Chaque nuit c'est la même histoire  
Ta flicaille fait sa chasse à l'homme dans le noir  
Mais tu mets simplement en danger des vies  
Faut pas t'étonner de te faire des ennemi.e.s*

*Tu n'penses pas tu n'fais qu'obéir  
Les ami.e.s sans pap' n'ont pas leur mot à dire  
Et s'il y en a c'est bien toi le hors-la-loi  
Va pas nous faire croire qu'c'est un état de droit*

*Ordure de la PAF il est grand temps de te casser  
On ne veut pas de toi ici tu en as fait bien assez  
Tant qu'tu continues avec tes refus d'entrée  
On est là crois-moi on va pas te lâcher*

*A chaque frontière tu propages ton racisme  
Et visiblement ça fait marcher le tourisme  
Tous les néo-colons et les identitaires  
On vous écrasera de Vintimille à Claviere*

*Tu es tellement aveugle et hypocrite  
Caché derrière ton patron cet état fasciste  
Qui après avoir pillé tant de pays  
S'étonne de voir arriver toutes ces familles*

*Ordure de la PAF il est grand temps de te casser  
On ne veut pas de toi ici tu en as fait bien assez  
Tant qu'tu continues avec tes refus d'entrée  
On est là crois-moi on va pas te lâcher*

*Mais le rapport de force va s'inverser  
Plus personne n'a peur de te dégager  
Marcher, voter, signer ça ne sert plus à rien  
Alors pas le choix on prend les choses en main*

### **LA LEGGERA**

*Agosto 2021*

*(sulle note di La leggera)*

*il lunedì mi reco sul portone  
aspetto il segnale e mi metto a flexar  
mi metto a flexare ma non c'è batteria  
oh porcodio non riesco più ad entrar*

*il martedì poi mi metto a spicconare  
una nuova porta ci serve per passar  
porca madonna il muro che ho sfondato  
è quello sbagliato lo devo riaggiustar*

*il mercoledì cerco delle pietre  
il muro rotto lo devo aggiustar  
cerco le pietre ma il digos me le trova  
sono un'altra prova per darmi occupazion*

*il giovedì attacco luce ed acqua  
faccio la cacca e poi faccio il bidet  
mentre ho il culo nudo ristaccano la luce  
devono provare ad accender la bajour*

*oh dogana tu lo sai  
io ti vengo io ti vengo a rioccupar*

*il venerdì vado a cagare in chiesa  
oi che bel giorno, mi posso rilassar  
esco dal cesso e trovo altri due stronzi  
i documenti diocan io devo dar*

*il sabato poi vado a far la vedetta  
sono sicuro non mi devo preoccupar  
manca dieci minuti viene la camionetta  
ma io vado a letto almeno un altro po'*

*arriva la domenica e son fuori di nuovo  
vado a lago coi cumpa a cazzegiar  
sui superalcolici non c'è più il divieto  
finalmente schifo al fuoco io farò*

*siam contro la frontiera e cosa ce ne importa  
vadano sull'ostia la paf e la digos*

*oh dogana tu lo sai  
io ti vengo io ti vengo a rioccupar*

### **MALEDETTA LA FRONTIERA**

*Agosto 2021*

*(sulle note di Maledetta primavera)*

*Voglia di stringersi un po'*

*in montagna insieme a curdi ed afghani  
si progettava fra noi  
che accolto era  
rioccupare la frontiera*

*che resta di un sogno utopico se  
il risveglio è diventato un problema  
se in mano tu tieni un flex  
pronto a tagliare  
quello che ho saldato in ore  
e con orrore  
apro gli occhi e vedo te*

*se e per inguagliarmi ancora  
tornerai, digossino alla frontiera  
che accolto sei  
e per denunciarmi basta un'ora  
che fretta c'era  
sgomberarmi alla frontiera  
che freddo era  
sgomberarmi su a Claviere*

*E invece di reprimere  
potevi avere un hobby più sano  
ce ne son tanti a Claviere  
ponte tibetano  
se vuoi io ti do una mano  
lego l'imbrago  
puoi contare su di me*

*ma torneremo ancora e ancora  
più di mo, a bruciare la frontiera  
che gusto c'è  
per I prati vederti scappare  
golf radicale  
palle sopra al tuo furgone  
e senza errore prendo mira e centro te*

### **SI SQUATTARE**

*Agosto 2021*

*(sulle note di Si viaggiare)*

*Quel gran genio del mio sindaco  
lui saprebbe cosa fare  
lui saprebbe come sgomberare  
con la ruspa democratica fa miracoli  
poi rimanda il nuovo spazio ogni mese un po'  
e ti fa restare appeso per la convenzion  
e non riesci più a capire se è meglio aspettare o squat-  
tare*

*Sì squattare evitando ogni intercettazione  
senza fidarti di parlare al questore  
gentilmente con il flexi e con amore  
dolcemente squattare  
evitando le catene più dure  
con un ritmo fluente dell'avvitatore  
aspettando la chiamata nazionale*

*E tornare a squattare e di notte acqua e luce attaccare  
e dire ai compa la strada per supportare  
Con coraggio gentilmente, gentilmente  
dolcemente squattare*

## **SIAMO ANDATI ALLA DOGANA**

*Agosto 2021*

*(sulle note di Siamo andati alla caccia del leon)*

*siamo andati alla dogana su a Claviere zem zem  
siamo andati alla dogana su a Claviere zem zem  
un bel muro abbiam sfondato  
ma era il muro sbagliato  
siamo andati alla dogana su a Claviere*

*siamo andati alla dogana su a Claviere zem zem  
siamo andati alla dogana su a Claviere zem zem  
alla luce di candele  
si è cantato a squarce gole  
le canzoni anarchiste e poi la trash*

*siamo andati alla dogana su a Claviere zem zem  
siamo andati alla dogana su a Claviere zem zem  
quatti quatti un po' bardati  
gli spioni abbiam fregati  
e ci siamo asserragliati tutti insiem*

*dopo ore di assemblea senza fin  
si è deciso che quella dogana lì  
non è casa non è alloggio  
non è albergo né campeggio  
ma un rifugio dove cazzeggiar non puoi*

*dopo ore di assemblea senza fin  
dopo ore di assemblea senza fin  
il burn out non si è capito  
come vada ostacolato  
ma alla fin dell'assemblea l'abbiamo assai*

*siamo andati alla dogana su a Claviere zem zem  
siamo andati alla dogana su a Claviere zem zem  
abbiam chiesto tutti in coro  
a Greta Tuborg il perdono  
per la nostra vita loca su a Claviere*

*siamo andati alla dogana su a Claviere zem zem  
siamo andati alla dogana su a Claviere zem zem  
alle cinque del mattino  
mi saluta il digossino  
e la sveglia sulla grata fa partir*

*siamo usciti dalla dogana di Claviere  
siamo usciti dalla dogana di Claviere  
ma un po' prima di partire  
ci siam messi a cantare  
un "addio dogana bella" di Claviere*



*Publié sur Passamontagna.info*